

A L'ÉTRANGER: Algérie, 4,80 DA; Maroc, 5 dr.; Tunisie, 800 m.; Allemagne, 2 DM; Autriche, 20 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,95 \$; Austral/Nélande, 7,20 F; Côte d'Ivoire, 4,25 F CFA; Danemark, 11 kr.; Espagne, 160 pes.; G.-B., 20 s.; Grèce, 150 dr.; Inde, 80 p.; Israël, 1.800 L.; Libye, 4.000 DL; Luxembourg, 30 f.; Norvège, 12 kr.; Pays-Bas, 2,25 fl.; Portugal, 140 esc.; Suède, 335 F CFA; Suisse, 12,80 cs.; Suisse, 1,50 f.; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 20 c.

Débats

RPR-UDF

Pour un grand parti populaire

par A. LAMASSOURE (*)

La recombinaison du paysage politique a eu lieu. Elle a eu lieu en dehors des partis représentés au Parlement. L'ancrage de la droite extrême et des écologistes devient une donnée permanente de notre vie politique. Dans ce nouveau paysage, faut-il un ou deux partis pour l'opposition parlementaire ? C'est la question qui, depuis le premier jour, divise les rénovateurs eux-mêmes.

La réponse réside en fait dans le mode de scrutin.

Si nous devons conserver le scrutin majoritaire, il n'y a aucun doute : face au PS, il n'y a place que pour un seul autre grand parti à vocation gouvernementale. En revanche, si l'on revenait durablement à la proportionnelle, il serait plus efficace de travailler dans deux, voire trois formations, menant des campagnes différentes, mais liées par un accord de gouvernement : le résultat du dimanche 18 juin montre à quelle acrobatisation de la vie politique aboutit la proportionnelle.

Certes, me dira-t-on. Mais nous sommes dans l'opposition. Sur le choix du mode de scrutin, nous sommes soumis au bon vouloir de François Mitterrand, qui est bien trop malin pour se lier les mains.

Notre problème, c'est le peuple

Pourtant, sur un tel sujet, l'opposition aurait tort de se croire impuissante. La France est le seul des grands pays démocratiques où la majorité au pouvoir s'autorise à changer les règles du jeu à sa convenance. M. Mitterrand propose de modifier la vie politique. Disons-le : « Chiche ! La morale ne se limite pas au volet financier. Posons le principe que le régime électoral ne peut être modifié sans l'accord de la majorité et de l'opposition. » Le moment est favorable : l'émergence des Verts enlève durablement l'attrait pour le Parti socialiste. Et l'actuel premier ministre, Michel Rocard, a montré l'importance qu'il attachait au sujet en n'hésitant pas à démissionner du gouvernement Fabius pour protester contre le changement de mode de scrutin.

Si toute l'opposition s'unit pour une démarche solennelle, sur la base d'une proposition signée à la fois par l'ancien président de la République, par tous les anciens premiers ministres gaullistes et libéraux, par le président du Sénat et par les anciens membres du Conseil constitutionnel, il sera difficile au gouvernement de la rejeter d'un revers de main.

Si, malgré cela nous restions dans le doute, alors je penche catégori-

quement pour la création, à partir de l'UDF et du RPR, d'un grand parti populaire à vocation majoritaire : le Rassemblement libéral-démocrate.

Notre problème, c'est le peuple. Ne nous racontons pas d'histoires. Nous étions forts dans une France rurale, pré-industrielle, chrétienne. La France d'aujourd'hui est urbaine, salariée, déchristianisée. Les jeunes qui se bousculent à la « fête des potes » nous sont aussi étrangers que les femmes actives, rarissimes dans nos formations, et, au-delà, la majorité de cadres et d'employés de bureaux qui forment pourtant l'ossature de la société contemporaine. Nous ne nous ressourcerons pas dans le culte de nos grands ancêtres ou des idéologies fanées, mais dans le peuple d'aujourd'hui — ce qu'on appelle pudiquement la « société civile ». Et le peuple, il ne s'agit pas simplement de lui parler : il faut le faire entrer dans notre organisation, il faut qu'il nous submerge.

D'autant plus que le monde médiatique ne permet pas l'existence de plus de deux partis « généralistes ». Certes, il peut y avoir à côté d'eux des petites formations « spécialisées », à vocation de contestation, de témoignage ou d'appoint : rouges, verts, tricolores. Mais le grand débat politique se limite, hélas ! à ce que retiennent les auditeurs du journal télévisé de 20 heures : c'est le pouvoir contre l'opposition. L'élection présidentielle, autour de laquelle s'ordonne toute notre vie politique, accentue

(*) Député des Pyrénées-Atlantiques, député européen de l'Union.

cette tendance naturelle à la bipolarisation.

Enfin, ici aussi, il faut acquiescer à la taille européenne. Il est temps que les hommes politiques français découvrent ce que les hommes d'entreprise savent depuis trente ans : le « marché » — celui des idées comme celui des marchandises — n'est plus national, il est européen, voire planétaire. L'exigence d'une masse critique minimum s'applique aux partis ou aux syndicats autant qu'aux constructeurs automobiles.

J'ai rencontré récemment le secrétaire général de la puissante CDU allemande. Au dernier étage d'une des plus hautes tours de Bonn, propriété du parti, il s'est présenté ainsi : « Nous avons 800 000 adhérents, 1 000 permanents salariés, un budget annuel de 800 millions de francs, une Fondation qui est représentée dans quatre-vingt-quatre pays du monde. Depuis 1949, nous avons été au pouvoir pendant trois années sur quatre, et nous n'avons jamais obtenu moins de 40 % des suffrages aux élections nationales. Et vous, qui êtes vous ? » J'ai eu brutalement l'impression d'être le porte-parole de l'écurie Ligier face au PDG de Volkswagen.

Bâtissons d'urgence le Rassemblement libéral-démocrate. Un grand parti populaire. Où toutes les désignations de candidats — député comme président — seront faites par les électeurs eux-mêmes, à l'américaine, et non par les appels. Un parti ouvert sur le peuple français, sur l'Europe qui se construit et sur les enjeux d'aujourd'hui.

Au courrier du Monde

PRÉCISION

Rapallo ou Taurögen

Suite à l'article : « Un pont entre l'Est et l'Ouest », (Le Monde du 13 juin), je me permets de vous apporter les précisions suivantes : Rapallo ne fut pas un traité d'alliance, mais une contre-assurance de l'Allemagne face au traité de Versailles. Par ailleurs, l'Allemagne de Weimar et la Russie soviétique étant alors isolées au plan diplomatique, on ne peut guère parler de renversement d'alliance. Il en va différemment avec la convention d'armistice de Taurögen de décembre 1812, conclue entre le général prussien Yorck et le tsar Alexandre 1^{er}, à la suite de la campagne de Russie, alors que la Prusse est encore un des alliés de Napoléon.

Voilà pourquoi, chaque fois qu'il est question d'un possible renverse-

ment d'alliance mettant en cause l'Allemagne et la Russie, on invoque Taurögen.

JEAN-YVES BOHÉE
Reims.

CHRÉTIENS ET MUSULMANS

Le syndrome Charles Martel

La mort de l'imam Khomeiny, l'affaire Ruschdie comme la poursuite du conflit libanais contribuent à creuser le fossé entre les chrétiens et les musulmans. Face à cet antagonisme, les chrétiens et les musulmans qui, même sans être pratiquants, ressentent leur appartenance religieuse comme un appel à l'universalité devraient oublier leur ethnocentrisme ou leurs rancœurs liées de la période coloniale et se rencontrer, discuter, ouvrir un vrai dialogue entre le Nord et le Sud, après les nombreux échecs des organisations internationales censées le promouvoir.

A défaut l'hostilité envers l'islam risque d'être le paravent derrière lequel se cacherait le maintien de relations inégalitaires entre les nations industrialisées et les autres.

D'ABDELKADER SARAHOU
(RFA).

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

De la rigueur au partage

par ANDRÉ LAIGNEL (*)

Les Français sont dans leur grande majorité satisfaits de leur gouvernement. Un an après son entrée à Matignon, Michel Rocard dispose d'une popularité florissante ; les indices économiques sont bons ; pendant ce temps, l'opposition ne sachant comment se réinventer n'en finit pas de se décomposer.

Les socialistes ont désormais fait la démonstration qu'ils savent gérer l'économie. Ils ont su trouver, pour l'essentiel, un équilibre délicat et toujours fragile entre l'idéal et les contraintes du réel. La conjoncture, désormais plus favorable, rend indispensable de réévaluer les termes de ce rapport, d'utiliser les fruits de la rigueur pour un plus juste partage social.

Une telle démarche doit éviter deux écueils : d'une part, la précipitation stupide, mais aussi et surtout l'immobilisme, fils de tous les conservatismes.

À la vérité, entre le turbo et les charentaises, il y a place pour une démarche raisonnée, pragmatique mais déterminée et progressive.

Gouverner c'est gérer, prévoir, et donc prendre en compte le contexte qui sous nos yeux change. L'économie française va mieux. La gauche à nouveau au pouvoir conduirait les salariés à être plus exigeants, à refuser une politique qui ferait d'eux les abonnés absents de la croissance. Les revendications salariales se font pressantes et s'inscrivent désormais au premier rang des préoccupations des Français.

Comment répondre à cette volonté sans gâcher le fruit des efforts accomplis depuis plusieurs années ?

Avant de proposer quelques pistes, il m'apparaît nécessaire de faire le point sur une question essentielle : peut-on dire maintenant que les bases d'une croissance forte, non inflationniste et créatrice d'emplois, sont durablement restaurées ?

La réponse est à plusieurs niveaux. Le premier ministre, à « l'heure de vérité », a estimé que notre économie était convalescente. L'opinion, pour sa part, a confiance dans le redressement de la conjoncture à court terme. Mais qui peut dire que le moindre aléa défavorable ne dégonflerait pas aussi vite l'optimisme actuel ? Cette situation marque bien les limites de la culture et de la communication économique : on sait faire crier le feu orange, mais on a du mal à passer au vert et à en assurer la durée.

On connaît la version libérale et démagogique qui, comme tout phénomène de mode, finit bien vite par être démodée : haro sur la gestion keynésienne, stimulation par la concurrence et le marché, dérégulation et retrait de l'État ; précarisation des emplois et développement des profits, profits qui seraient gage de l'investissement de demain, d'une modernisation productive et d'une bonne spécialisation internationale.

Les dégâts sociaux de ces raisonnements sont suffisamment apparents pour qu'il n'y ait besoin d'y insister.

On en sait aussi maintenant les limites économiques : c'est une demande affaiblie qui à long terme affaiblit les investissements ; c'est le profit qui régle, hors de tout contrôle, la vitesse de réaction des entreprises. De surcroît, quid de la qualité et l'orientation de l'investissement ? Quid de son dynamisme qui impose qu'on augmente ou à

tout le moins maintienne les dépenses budgétaires pour la formation des personnes, la recherche, et les travaux d'équipement ?

Depuis quelque temps, le spectre de l'inflation se profile à nouveau, et aussitôt le chant de la rigueur est entonné. Elle peut être nécessaire, mais il ne s'agit pas, à l'évidence, pas accepté que les salariés en soient, une fois de plus, les principales victimes. Peut-on laisser accréditer l'idée qu'il n'y aurait qu'une politique économique possible et que la rigueur salariale constituerait la réponse unique au risque de l'inflation ? Une telle position serait injuste socialement et parvenue d'esprit.

Cela ne nous conduit pas à revenir sur quelques grands principes bien admis : détermination des salaires par rapport aux prix ; adéquation entre la demande intérieure et les capacités de production pour tempérer les importations. De même doit être réaffirmé que la lutte contre l'inflation, et pour l'équilibre du commerce extérieur, profite à tous les Français et évite que les salariés ne soient payés en monnaie de singe. Nous savons enfin les nécessités de la consolidation d'une croissance vertueuse cumulative.

Mais dans le même temps, et parce que nous acceptons ces contraintes économiques, il est légitime de s'interroger sur la pertinence de l'austérité salariale et sur la nécessité de faire supporter la quasi-totalité des déséquilibres, quelle qu'en soit l'origine, aux travailleurs.

De même convient-il de s'interroger de toute dérive fiscale qui accroît l'écart entre la taxation des revenus du capital et de ceux du travail au détriment de ces derniers.

Négocier par secteur

Retournons notre regard vers ces pays si souvent cités en exemple par les tenants d'une rigueur éternelle. Des économies comme celles du Japon ou de la RFA montrent comment une industrie bien orientée, des efforts de qualité et de productivité, peuvent permettre le maintien, voire la progression du niveau de vie des salariés.

Alors que le rétablissement des comptes des entreprises et le redressement parfois spectaculaire des profits sont au rendez-vous, la priorité pour les socialistes doit être donnée à un plus juste partage des fruits de la croissance, comme l'a récemment rappelé le président de la République.

Alors comment faire ? Qui songerait à revenir aux années 60 et 70, où, par facilité et démagogie, les salaires se formaient sur la base d'une inflation constante, suite, et d'une productivité idéale anticipée ? La conséquence en a été le blocage de l'investissement sur une longue période. Ceux qui louent les qualités gestionnaires de de Gaulle ou de Pompidou feraient bien de se pencher avec plus de soin sur cette période.

C'est, à l'inverse, sur la base d'une inflation maîtrisée, prévue, contrôlée, et de la productivité réellement constatée qu'il faut former

(*) Secrétaire d'État chargé de la formation professionnelle.

les salaires. En l'absence de réponse unique pour l'ensemble des branches industrielles, c'est par secteur que la discussion entre les partenaires sociaux devrait s'ouvrir. Ainsi pourrait souffler un vent nouveau sur les négociations sociales, d'où rien ne devrait être exclu : garantie d'un minimum social, à quel niveau ? Participation aux résultats de la firme ? Différenciation individuelle ?

Comment croire que les salariés seraient incapables de faire le raisonnement suivant : si l'on distribue beaucoup de pouvoir d'achat alors que nos capacités de production sont insuffisantes, on sait que le déficit du commerce extérieur va s'aggraver, que les tensions inflationnistes vont s'amplifier ; nous n'acceptons pas cependant d'être sacrifiés au niveau salarial. Peut-on concevoir qu'au-delà d'un niveau de salaire à fixer, les augmentations dépassant l'inflation prévue soient placées sur des comptes ?

Le placement des salariés serait réaménagé, exonéré d'impôt, et chacun pourrait retrouver sa mise au bout de trois à cinq ans, selon des modalités appropriées, évitant les coups d'accrocher sur le marché financier. Ces comptes serviraient à la modernisation de notre industrie en permettant d'accorder des prêts.

Cette proposition constitue une des rares ouvertures conciliant rigueur économique, développement industriel et justice salariale. Elle peut être applicable au secteur public et tout particulièrement au secteur d'économie mixte.

Elle devra être complétée d'une réflexion relative aux salariés des petites entreprises, au sein desquelles les accords salariaux ne vont que rarement le jour.

Il faudrait dans ce cas que l'employeur qui jouerait le jeu soit intéressé par une retombée possible pour son entreprise en terme d'investissement. Par exemple : prime ou prêt bonifié à tout employeur ayant mis en place un tel accord, ou acceptant d'appliquer dans son entreprise un accord-cadre de branche.

Dans l'ensemble du dispositif, la négociation de branche devrait être privilégiée. Il faudrait aussi prévoir un dispositif interprofessionnel pour la branche où il n'y aurait pas d'accord.

La réflexion devrait pouvoir naître également pour ce qui concerne le secteur public et son système de retraite. Le nombre, la variété, la diversité des primes dans la fonction publique, rendent difficile pour l'heure une perception d'ensemble, mais ce qui est bien connu, c'est que lors de la retraite, il y a une différence nette entre le revenu. Est-il utopique de proposer de discuter un système de retraite complémentaire financé à partir de ces diverses primes ? Pourrait-on en tester la possibilité en offrant d'abord systématiquement une possibilité d'option à tous ceux qui le souhaitent ? Cela se fait déjà dans certains secteurs, trop limités. Une généralisation volontariste pourrait permettre d'avancer dans le secteur public sans « faire sauter la baraque » ? Il faut en discuter.

Réconcilier lutte contre l'inflation et plus juste répartition des fruits de la croissance est une nécessité absolue. Cela demande, à l'évidence, courage et imagination. Je suis convaincu que nous ne manquons ni de l'un ni de l'autre.

Le Monde

NUMÉRO HORS SÉRIE - 33 F

LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES JUIN 1989

- Modes de scrutin, listes en présence : le récit de la campagne.
- Les résultats complets dans les douze États de la Communauté.
- Une abstention record.
- Poussée socialiste, percée des Verts : le portrait de la nouvelle Assemblée et de ses membres.

LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Code postal : _____

Nbre d'exemplaires : _____ x 43 F (port inclus) = _____ F

Pour l'étranger et les DOM-TOM, nous consulter. Bulletin et règlement à renvoyer à : Le Monde, service vente au numéro, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MME André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouss

Rédacteur en chef : Daniel Vernet. Correspondant en chef : Claude Salas.

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Taper LEMONDE code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-88-81.

Le Monde

TELEMATIQUE Composez 36-15 - Taper LEMONDE ou 36-15 - Taper LM

Le Monde

PUBLICITE 5, rue de Montcaumon, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71 Téléc. MONDPUB 206 136 F

Tél : (1) 42-47-97-27 Téléc. MONDPAR 850672 F

Télécopieur : (1) 45-23-08-81

ABONNEMENTS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-98-72

Tarif FRANCE BELGIUM SUISSE AUTRES PAYS

3 mois 365 F 399 F 504 F 700 F

6 mois 720 F 762 F 972 F 1 400 F

9 mois 1 030 F 1 083 F 1 404 F 2 040 F

1 an 1 300 F 1 360 F 1 680 F 2 400 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez noter l'obligation d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Etranger

CHINE : les changements à la tête du Parti communiste

Survivre par les purges...

(Suite de la première page.)
Mais il y a plus : « Les organisations du parti qui ont résisté aux décisions adoptées par le comité central ou qui ont été contrôlées ou manipulées par des éléments déviants pendant les troubles et la rébellion contre-révolutionnaire doivent être fermement remises et punies strictement. » M. Qiao, qui se rallie ainsi à l'analyse la plus radicale de la crise, promet non pas la mise à pied d'individus ou plus ou moins grand nombre parmi les près de 48 millions de membres du parti, mais une gigantesque opération. C'est dans les structures remises patiemment en service par M. Deng après la mort de Mao qu'on se propose de tailler à la hache.

Des « erreurs très graves »

L'étendue de ce qui se prépare est donc immense. La question qui se pose est de savoir avec quels moyens les hommes qui ont pris le pouvoir se proposent de l'accomplir. Ici encore, les discours des hommes de la commission de discipline, qui étaient présents en votant ou en observant à la réunion du comité central, vont d'être entendus : « Il est nécessaire de continuer à mettre en œuvre le principe directeur exigeant de bien diriger les affaires du parti, de concentrer ses forces pour mener des enquêtes et de statuer sur les cas d'infraction à la discipline par des membres du parti qui sont les plus graves et ont causé le plus de tort, enfin de punir les corrupteurs de manière à purifier le contingent du parti et à sauvegarder son image. » Si M. Qiao Shi a pu passer pour un modéré, il montre là qu'il a parfaitement compris l'ampleur de la crise à laquelle le régime est confronté : il ne dispose plus que d'un « vote volontaire » mais, fût-il pour tenter de remettre sur pied un semblant de régime.

L'urgence accompagnant cette réunion est un autre signe de cette volonté désespérée de sauver les rangs d'une organisation politique atteinte dans son existence même. Le plénum est qualifié avec insistance de « réunion d'urgence importante » dans le développement his-

torique du parti, appelée « non seulement à jouer un rôle majeur dans un retour plus complet à la stabilité à travers le pays mais aussi à exercer une influence à long terme et à assurer la continuation de la ligne du parti, de ses principes et de ses politiques » décidés en 1978 par M. Deng.

Il va lui falloir faire preuve de sens de la persécution pour faire passer les changements de bord intervenus samedi. Outre M. Zhao, trahissant la base comme ni M. Hu Yaobang, ni même M. Hu Guofeng, le successeur malheureux de Mao, se trouvaient trois personnalités libérales de premier plan : MM. Hu Qili, responsable de la propagande, renvoyé au comité central, Yan Mingfu, responsable du « front uni », et Rui Xingwen, chargé des intellectuels.

Cela ne fait pas vraiment une nouvelle « bande des quatre » : le renvoi des trois derniers personnalités n'est pas explicite. Cependant le verdict formé par M. Li Peng, contre le secrétaire général déchu est sévère. M. Zhao a été accusé d'avoir commis « une erreur grave en soutenant les troubles », de prêter son nom à une « rébellion contre-révolutionnaire ». « La nature et les conséquences de ses erreurs sont très graves. » Sa principale faute : « Il a adopté une attitude passive à l'égard de la fidélité aux principes cardinaux des dogmes du régime socialiste et de la nécessité de s'opposer au libéralisme bourgeois ». Il a « gravement négligé le travail de discipline du parti, de développement culturel et éducatif, et le travail idéologique et politique, ce qui a entraîné des pertes graves pour la cause du parti ».

Le « cas Zhao Ziyang »

On note tout de même que le ton extrêmement vindicatif que M. Li Peng avait adopté dans les premiers jours de son coup de force a été singulièrement adouci. La thèse d'une « conspiration » n'est pas abandon-

née, mais M. Zhao n'y est pas directement impliqué. Il n'est accusé « que » de complicité passive, ce qui entraîne son exclusion de toute instance dirigeante. M. Zhao se retrouve donc simple membre du parti : on ne lui a pas retiré sa carte. Pour le moment du moins, car le parti se promet de poursuivre son enquête sur « le cas Zhao Ziyang ».

On ne peut qu'être frappé par le caractère de compromis factice et dans une moindre mesure M. Qiao Shi.

Un homme sans expérience

Non seulement l'influence de M. Jiang, qui n'a aucune expérience dans la direction du régime ni aucun lien avec l'armée, est limitée, mais surtout les ambiguïtés de la situation font se poser à son égard trois questions que ne manquent pas de soulever les investisseurs étrangers, auxquels on a visiblement pensé en allant chercher un tel candidat :

— Quelle politique est-il chargé de mener ? Officiellement, celle de l'ouverture et de la réforme managée par Deng Xiaoping. M. Jiang sait négocier avec des investisseurs économiques, mais en ayant montré qu'il était partisan d'une certaine manière forte face à la contestation — garantie indispensable pour la vieille garde. On n'a pas l'air de se rendre compte en haut lieu que, après deux secrétaires généraux évincés, il en faudra un bon plus pour ressusciter la confiance moribonde de bon nombre d'investisseurs dans l'avenir du régime.

— M. Jiang peut-il se doter d'une image personnelle « vendable » à l'étranger ? On peut en douter à voir sa position d'otage de la vieille génération. Son manque d'influence auprès des militaires fait que, jusqu'à la disparition de M. Deng, ce sera ce dernier qui contraindra toute décision d'importance.

— Quel est en fin de compte son avenir ? Le précédent de M. Hu Guofeng, avant la mort de Mao, n'incite pas à trop d'optimisme. M. Jiang est un chef de transition pour un parti en ruine. Des commentateurs de Hongkong n'hésitent pas à diagnostiquer dans sa nomination une intensification de la lutte pour le pouvoir plutôt qu'un apaisement.

La supplique de M. Deng, dans son discours, nous apprend que la Chine n'en revient pas à l'état d'isolement d'avant la mort de Mao, a été partiellement entendue, plus que par quelques paroles à la gloire de l'armée, dans le refus du comité central d'entériner les méthodes expéditives de M. Li Peng. Les partisans de M. Zhao sont vaincus, mais pas en déroute. Dans ces conditions, on peut s'attendre à ce que M. Deng 711 est encore bien trop tôt pour le dire. C'est l'ensemble de la vieille garde qui s'est opposée à ce que la Chine soit dirigée par un fils de propriétaire foncier décidément par trop irrespectueux des dogmes. Et des vieillards influents, ce n'est pas ce qui manque en Chine...

Une chose est pratiquement certaine, cependant. Si M. Li Peng parvient effectivement à liquider M. Zhao définitivement, ce n'est plus de l'intérieur de l'appareil communiste que viendront les hommes incarner le renouveau. Cela sera de l'extérieur. Le risque sera grand alors que les changements se fassent de manière violente.

FRANCIS DERON.

La nouvelle direction

Ceux qui partent

M. Zhao Ziyang : soixante-deux ans, secrétaire général du parti à titre intérimaire après l'éviction de Hu Yaobang en janvier 1987, confirmé dans ses fonctions au troisième congrès du parti en octobre-novembre 1987.

M. Hu Qili : soixante ans, membre du bureau politique depuis 1985 et de son comité permanent depuis novembre 1987. La résolution du 24 juin le renvoie « à la base », comme simple membre du comité central. Devenu communiste juste avant 1949, il a fait sa carrière dans la Ligue de la jeunesse et relation avec Hu Yaobang, avant d'être envoyé dans la province pauvre du Ningxia pendant la révolution culturelle. Technocrate, un temps maire de Tianjin, il a grimpé dans les organes centraux du pouvoir grâce à un flair politique n'écouant pas l'opportunisme. Chargé de la propagande depuis 1987, il avait supervisé la copie des journa-

listes officiels pendant la crise du printemps, mais pas assez pour les tenants de la ligne dure.

M. Yan Mingfu : cinquante-huit ans, chef du département du front uni du comité central (relations avec les milieux non communistes du continent et avec la diaspora). Exclu du secrétariat du parti, il travaillait dans les services du Parlement depuis 1983 et était entré au comité central du parti en 1987.

M. Rui Xingwen : soixante et un ans, principal collaborateur de Hu Qili pour la propagande, il avait promis aux intellectuels d'alléger la censure du parti sur leurs activités. Exclu du secrétariat du parti, où il était entré en 1987 après une carrière d'ingénieur puis de haut fonctionnaire, il peut-être aussi le prix de relations officielles avec le nouveau secrétaire général lorsque tous deux étaient en poste à Shanghai.

Ceux qui sont promus

M. Jiang Zemin : soixante-trois ans le mois prochain. Nouveau secrétaire général du PCC (le portrait de M. Jiang a été publié dans le Monde daté 25-26 juin).

M. Song Ping : soixante-deux ans, élu membre du comité permanent du bureau politique en position de « numéro cinq » de la hiérarchie formelle. Il a rejoint le PCC en 1937 et participait déjà à l'endoctrinement communiste à Yanan, puis dans les milieux de presse à Chengqing, où il servait aussi de secrétaire à Zhou Enlai. Après une carrière de technocrate dans les secteurs industriels militaires et associés, il a revêtu une robe de fonctionnaire culturelle à la tête de la province du Gansu (Nord-Ouest). Il a travaillé depuis 1981 dans la planification économique et dans les rouages

internes du parti, jusqu'à son entrée au bureau politique en 1987.

M. Li Ruihan : cinquante-quatre ans, élu membre du comité permanent du bureau politique en position de « numéro six » ainsi que membre du secrétariat du parti. Sa biographie officielle est celle d'un ouvrier mobilisé qui s'est hissé à la force du poignet en suivant des cours du soir : il a participé à la construction du Palais du peuple à Pékin avant d'être promu dans l'administration municipale et dans les syndicats. Vice-maire, puis maire de Tianjin, sa ville natale, où il s'est taillé une réputation de réformiste économique capable d'écarter de libéralisme politique. Il est entré au bureau politique en 1987 et a été considéré comme « premier ministre ».

Ceux qui conservent leurs fonctions

M. Li Peng : soixante et un ans, premier ministre et officiellement « numéro deux » du parti.

M. Qiao Shi : soixante-sept ans, « numéro trois », chef de la commission de discipline et « super-policier » du parti, personnage énigmatique qui a choisi un camp opposé à celui grâce auquel il avait commencé sa carrière, mais peut jouer le rôle d'arbitre lors de partages ultérieurs du pouvoir.

M. Yao Yilin : soixante-deux ans, « numéro quatre », mais surtout porte-parole du vieux censeur du régime M. Chen Yun, l'homme de la planification centralisée et de la priorité absolue à l'agriculture.

M. Yang Shangkun : quatre-vingt-deux ans, chef de l'Etat, très influent dans l'armée.

Les six membres du comité permanent : MM. Jiang Zemin, Li Peng, Qiao Shi, Yao Yilin, Song Ping et Li Ruihan.

Les quatorze membres du bureau politique : MM. Jiang Zemin, Li Peng, Qiao Shi, Yao Yilin, Song Ping, Li Ruihan, Wan Li, Yang Rudai, Wu Xueqian, Chen Jiwel, Tian Jiyun, Li Tieying, Li Xingmin, Yang Shangkun, membre suppléant : M. Ding Guangen.

Les trois membres du secrétariat : MM. Qiao Shi, Li Ruihan et Ding Guangen; membre suppléant : M. Wen Jiabao.

M. Zhao Ziyang

La chute d'un communiste réformiste

PÉKIN de notre correspondant

M. Zhao Ziyang est un des très rares hommes politiques chinois à avoir donné l'impression qu'il avait compris que les données de son époque avaient profondément changé depuis la fondation de la République populaire. A la différence de tous les autres dirigeants du pays, il était réellement « exportable » : « utile », de son temps, la Chine était — sur le papier tout au moins — dirigée par un homme au fait du monde moderne.

Son comportement a pu faire croire qu'il n'avait retenu du rôle que les gadgets. Ses visites sur le terrain contrastaient avec l'habitude communiste : blouson et chemise à col ouvert, genre berouderie chic, intrus dans les hautes sphères du pouvoir. Mais, homme et les conditions matérielles plus que par le cérémoniel, l'homme qui se rendait dans les provinces n'était pas un personnage, qui a montré qu'il était d'une certaine façon dans les tourments de la politique chinoise au cours des ans.

Remarqué par M. Deng

Né en 1919 dans le Henan (Centre), il a conservé de son origine provinciale, dans son discours, un accent prononcé qui ne lui facilitait pas la communication avec les dirigeants. Pourtant, il était l'un de ses états. Car, contrairement à tant d'autres responsables chinois de premier plan, M. Zhao savait répondre à des questions — ou ne pas y répondre — d'une façon qui montrait qu'il avait une intelligence aiguisée des situations. Il est entré à la Ligue de la jeunesse communiste en 1932.

En un an, il passa, en 1951, du rang de secrétaire du district dans une province natale à celui de vice-président de la commission de la réforme agraire à Canton. La révolution culturelle venue, M. Zhao, devenu entre-temps

chef de la province, connut le sort de tant d'autres : la trappe. Il fut accusé d'avoir « tenté de restaurer le capitalisme » à Canton et envoyé « à la base » dans une usine.

Ses années ne durèrent pas longtemps. Il revint sur pied en 1971 — ce qui laisse entendre qu'il donna certains gages à la direction maoïste de l'époque — en Mongolie intérieure. Peu après, il revint à Canton et commença, dans les conditions que l'époque exigeait, à évoluer dans ses choix économiques. C'est à partir de ce moment que sa réputation de libéral prit forme, en particulier lorsqu'il commanda l'enquête sur les sévères de la révolution culturelle-mao en œuvre par le groupe « Li Yitue », maître de la contestation démocratique.

Est-ce au cours d'une de ses tournées dans le Sud que M. Deng Xiaoping le remarqua ? Toujours est-il que, en 1976, M. Zhao se retrouva à la tête de la province natale de M. Deng, le Sichuan (Sud-Ouest), jadis riche, mais laissé en ruine par le maoïsme, et qu'il y fit des miracles en libérant l'économie à partir des campagnes. Après la mort de Mao, M. Deng ne se soucia pas de s'appuyer de cette expérience pour l'ouverture économique, qu'il généralisa au pays tout entier à partir de 1978.

Cette réussite propulsa M. Zhao, membre du comité central du PCC dès 1973, vers une carrière nationale : il entra au bureau politique comme membre suppléant en 1977, puis à part entière en 1982. L'année suivante, il était l'un des quelques hommes qui dirigeaient le pays depuis le comité permanent du bureau politique. Puis il remplaça M. Hu Guofeng — dauphin désigné de Mao — à la tête du gouvernement et M. Deng le présenta, avec son compère Hu Yaobang, futur secrétaire général du parti, comme l'un des deux représentants de la relève des vétérans de la Longue Marche.

Malgré la crise de l'hiver 1988-1987, annonciatrice de la grande

tourmente du printemps de 1989, l'obligation de changer son fusil d'épaule : Hu Yaobang remercié par M. Deng, M. Zhao était nommé secrétaire général du parti à titre intérimaire, puis confirmé par le troisième congrès du PCC en 1987.

L'héritage de Mao

Après avoir largement fait savoir qu'il n'avait aucun intérêt particulier pour ce travail, il inaugura dans ses nouvelles fonctions une manière de diriger le pays bien différente du style maoïste généralement associé à ce rôle. M. Zhao se rendait sur le terrain, faisait savoir qu'il détestait les discours trop longs, faisait preuve d'inspiration et de simplicité dans ses propres interventions, disparaissait même à l'occasion sans laisser d'adresse pour le plaisir d'être à l'écart de la capitale.

Depuis son passage à la tête du gouvernement, M. Zhao avait réuni autour de lui une pléiade d'intellectuels d'horizons variés qui lui permettaient d'avoir une vision plus large de la situation que les cercles officiels. Les vieilles habitudes et les murailles des préjugés hérités de Mao. Mais l'heure n'était plus aux réformes alors que la population manifestait place Tiananmen. Tandis que les conservateurs se préparaient à la répression, M. Zhao — qui n'avait cessé de prôner une solution négociée à la crise — tentait un dernier effort en s'entretenant avec les étudiants à l'aube du 19 mai. Quelques heures plus tard, son rival et premier ministre Li Peng annonça la loi martiale, décidée par M. Deng et à laquelle seul M. Zhao avait eu le courage de s'opposer. L'héritage de cet homme en lettres au milieu de la foule est le dernier en date de M. Zhao, mais pas le moins significatif.

F. D.

GORBATCHEV PEUT-IL GAGNER ?

Claude-Marie Vadrot

LES NOUVEAUX RUSSES

Sur ce prodigieux bouillonnement dont l'issue sera déterminante pour l'équilibre du monde, Claude-Marie Vadrot, familier de l'URSS, apporte un témoignage de première main.

Collection L'Histoire immédiate dirigée par Jean-Claude Guillebaud 120 F

Editions du Seuil

مذاولة لـ

NOUVELLE-ORLÉANS,
NOUVELLE-GUINÉE,
NOUVELLES-HÉBRIDES,
OU
NOUVELLE-ZÉLANDE?

...NOUVELLE 309 TOUJOURS PARTANTE!



Toujours pas décidés pour vos nouvelles vacances ? N'hésitez plus, choisissez la nouvelle Peugeot 309 et laissez-vous emporter par toutes ses nouveautés :

Nouveau coffre : d'une excellente accessibilité, il bénéficie d'une entrée plus large et d'un seuil de chargement plus bas pour une plus grande facilité d'utilisation. De plus, le nouveau dessin des feux arrière et la nouvelle conception du hayon donnent à la 309 une nouvelle personnalité.

Nouvelle calandre : elle intègre de nouveaux projecteurs et donne à la 309 une touche finale très Peugeot.

Nouvelles motorisations : en alliage léger avec arbre à cames en tête, les moteurs des nouvelles 309 sont plus performants, plus souples, plus sobres et encore plus silencieux. Essence ou Diesel, avec des puis-

sances administratives de 4 CV à 9 CV et des puissances réelles de 60 ch DIN (43,5 kW CEE) à 130 ch DIN (93,5 kW CEE), ils offrent un rapport performance/économie parfaitement optimisé.

Nouveau tableau de bord : plus ergonomique et plus esthétique, il permet de tout surveiller et de tout commander avec précision tout en offrant un confort et un agrément de conduite encore plus grands.

Nouveaux tissus intérieurs : la nouvelle 309 s'est offert une garde-robe "Haute Couture" avec une gamme de garnissages aux couleurs harmonieuses pour plus de raffinement. L'esthétique intérieure est résolument nouvelle et répond à un standard de qualité élevé.

Nouvelle 309. Toujours partante !

A partir de 58 800 F. Venez la découvrir chez votre concessionnaire ou agent.



PEUGEOT: UN CONSTRUCTEUR SORT SES GRIFFES.

PEUGEOT 309

Al

Rég
Bon
BST
Cer
Car
Eur
Guy
LVA
Nes
Occ
Ollé
Perr
Pron
St-L
Soc

Ba
soc

Bell
Bank
Cete
CFF
CPI
Cue
Eurr
Hén
Loci
Mid
O F
Pari
Pré
Sch
Soci
Sun
UCI

AU
L'IMP

Asie

INDE Vingt-cinq hindous tués par des extrémistes sikhs

NEW-DELHI
de notre correspondant

Un nouveau massacre perpétré par les extrémistes sikhs a eu lieu dimanche 25 juin, à Moga, petite localité du Pendjab, située entre Ludhiana et la frontière pakistanaise. Trois personnes ont été tuées d'un coup de feu et les autres ont été blessées. Les extrémistes sikhs ont attaqué un temple hindou et ont tué vingt-cinq personnes. Les autorités ont déclaré que les extrémistes sikhs ont attaqué le temple et ont tué vingt-cinq personnes. Les autorités ont déclaré que les extrémistes sikhs ont attaqué le temple et ont tué vingt-cinq personnes.

Rejoignant, chef de la Khalistan Commando Force, organisation terroriste sikh. Le 12 juin, une bombe avait explosé dans la gare de la capitale indienne, tuant dix morts. L'un des responsables de cet attentat, selon la police, est le chef d'une autre organisation sikh appelée Babbar Khalsa.

La police affirme avoir abattu huit autres terroristes depuis deux ans, mais les statistiques indiquent que, durant la même période, près de trois mille personnes ont été victimes du terrorisme au Pendjab. La fusillade de Moga a une connotation communautaire évidente. Le RSS est une organisation hindouiste et nationaliste. Le militant Gadhvi fut victime de l'un de ses membres. Les autorités indiennes redoutent maintenant un enchevêtrement de la violence religieuse. Le BJP et le Shiv Sena, deux parties hindouistes de droite, ont appelé à une grève générale de protestation au Pendjab pour mardi.

LAURENT ZECCHINI

PHILIPPINES

Des rebelles communistes se livrent à un massacre dans un temple protestant : 37 morts

Des rebelles communistes ont attaqué, dimanche 25 juin, un temple protestant dans un village du Sud, décapitant le pasteur et tuant trente-cinq fidèles, a-t-on appris, lundi, de sources militaires. Une centaine de maquisards ont fait irruption dans l'église du village de Rano (province du Davao-del-Sur) et ont pourchassé les fidèles qui tentaient de leur échapper. Parmi les victimes de l'attaque figuraient des femmes et des enfants. Huit personnes ont également été blessées. Les maquisards ont affirmé qu'ils recherchaient le frère du pasteur, qu'ils accusaient d'être le chef d'un groupe d'autodéfense anti-communiste.

D'autre part, onze personnes ont été tuées au cours d'une attaque du Front Moro de libération nationale (MNLF), séparatiste musulman, contre une patrouille de l'armée, le 21 juin, à Malabon, dans la province de Lanao-del-Sur (sud des Philippines), a annoncé, samedi, le commandant militaire régional, lequel a ajouté qu'il s'agissait de la première attaque menée par le MNLF depuis l'acceptation d'une trêve par la guéilla musulmane, il y a trois ans. (AFP, Reuters.)

Proche-Orient

LIBAN

Bombardements syriens sur le « pays chrétien »

Beirut (AFP). - L'artillerie syrienne s'est déchaînée, dimanche 25 juin, à deux reprises contre le littoral du « pays chrétien » au Liban, à l'approche d'une nouvelle réunion du triumvirat arabe chargé de faire cesser les hostilités. Dès le matin et en début d'après-midi, des centaines d'obus tirés à partir de Beyrouth-Ouest et du Liban nord, sous contrôle syrien, ont visé les ports chrétiens de Beyrouth, Jounieh, Aamchit et Jbaïl, pour y empêcher toute arrivée de navires.

La Syrie impose depuis trois jours un blocus maritime et terrestre au « pays chrétien », tenu par l'armée du général Michel Aoun, en dépit des injonctions répétées de la Ligue arabe et de l'appel, le 24 mai, du sommet de Casablanca à la cessation des hostilités et à la levée des blocus.

Toutes les résolutions de ce sommet sont restées lettre morte, et le général Aoun, chef du gouvernement de militaires, a fustigé pendant le week-end l'impuissance de la

Ligue et son « peu d'empressement » à faire appliquer ses propres décisions. Mandaté à Casablanca pour trouver une solution à la crise libanaise, le triumvirat de chefs d'Etat arabes (algérien, saoudien et marocain) doit se réunir mardi à Oman.

Cette rencontre a été précédée d'une vaste offensive diplomatique de la Syrie, menée par son ministre des affaires étrangères, M. Farouk El Charrh. Il s'est rendu successivement à Alger et à Rabat pour remettre un message du président Hafez El Assad à son homologue algérien, M. Chadli Bendjedid, et au souverain marocain, le roi Hassan II.

Par ailleurs, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a fait parvenir au général Aoun et à M. Selim El Hoss, chef du gouvernement à majorité musulmane, des messages appelant les parties belligères à la « retenue ». Dans sa lettre à M. Hoss, M. Baker demande notamment que soit mis fin « à tous les blocus ».

IRAN

Nouvelles exécutions de trafiquants de drogue

De nouvelles exécutions ont eu lieu en Iran, où Radio-Téhéran a fait état, dimanche 25 juin, de la pendaison de quatorze personnes présumées comme des trafiquants de drogues, tandis que le numéro deux des comités islamiques chargés de la lutte antidrogue, M. Mokhtar Kalamari, annonçait l'envoi, d'ici la fin juillet et pour six mois, de cinquante mille toxicomanes dans des camps de travail. Une liste de deux cent mille personnes susceptibles d'être envoyées dans ces camps a en outre été dressée, a précisé M. Kalamari.

Les pendaisons de dimanche portaient à sept cents le nombre de personnes exécutées pour trafic de drogue depuis l'entrée en vigueur, le 21 janvier dernier, d'une loi antidrogue particulièrement répressive.

D'autre part, le *Téhéran Times*, journal iranien paraissant en langue anglaise, a préconisé dimanche la création d'un « conseil » présidé par le fils de l'ancien défunt, M. Ahmed Khomeiny, et dont la tâche serait de

conseiller les dirigeants iraniens, en particulier le nouveau « guide de la République islamique », l'ayatollah Ali Khamenei, et le probable futur chef de l'Etat, l'homme d'Etat Akbar Hashemi Rafsanjani.

Homme fort du pays, M. Rafsanjani revient d'une visite officielle en URSS, où il a reçu un accueil digne d'un chef d'Etat. Plusieurs accords bilatéraux ont été conclus à cette occasion, dont le montant s'élève, selon le ministre iranien des finances, M. Mohamad Djavad Iravani, à plus de 6 milliards de dollars. Ce dernier a précisé que la coopération dans le domaine de l'énergie occupait une place prépondérante dans ces accords, avec, notamment, l'augmentation de la capacité de production de centrales électriques. De plus, « l'Iran », a déclaré M. Iravani, « exportera, à partir de 1990, 3 milliards de mètres cubes de gaz dans le prix sera fixé sur la base du marché international ». (AFP, Reuters.)

Afrique

MAROC

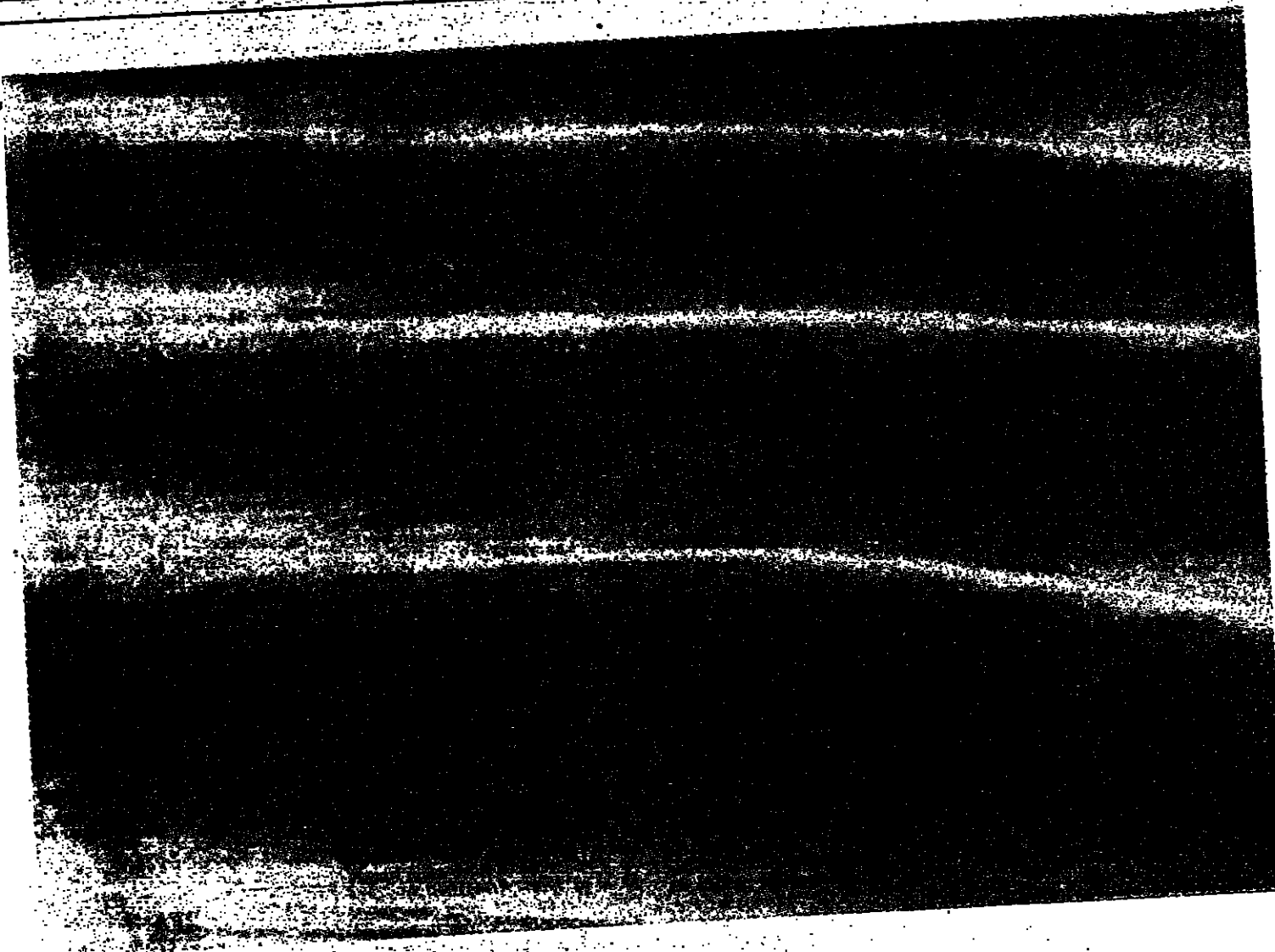
Trois grévistes de la faim transférés en un « lieu inconnu »

Les trois grévistes qui étaient hospitalisés à l'hôpital Ibn Roch de Casablanca ont été transférés, le 21 juin dernier, en un « lieu inconnu » par les autorités, a indiqué l'Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH, indépendante). Les familles des détenus Moulay Tahar Douaydi,

Hassan Ahart et Noureddine, selon un communiqué de l'association publié dimanche par l'organe en langue arabe de l'Union socialiste des forces populaires (progressiste), *Al-Jihad Al-Islami*, ont « demandé l'intervention de l'OMDH pour connaître le lieu de leur transfert ». (AFP.)

● GUINÉE ÉQUATORIALE : élection présidentielle. - La Guinée équatoriale a connu, dimanche 25 juin, sa première élection présidentielle depuis son indépendance, en 1968, avec un candidat unique, l'actuel président Teodoro Obiang Nguema. Celui-ci, âgé de quarante-sept ans, avait pris le pouvoir il y a

deux ans dans l'ancienne colonie espagnole d'Afrique occidentale en renversant le dictateur Francisco Macias Nguema. Les frontières publiques interrompues et la vente d'alcool interdite pendant deux jours afin de garantir le bon déroulement de l'élection. (Reuters.)



AU-DELA D'UN CERTAIN SEUIL INFORMATIQUE,
L'IMPORTANT N'EST PLUS LA PUISSANCE DES OUTILS,
MAIS LA QUALITÉ DES TRANSMISSIONS.

Transpac, 1^{er} réseau mondial de transmission
de données.

Plus une entreprise se développe, plus elle traite de données. Et plus puissants deviennent ses outils informatiques. Comment leur assurer la qualité des transmissions qu'ils nécessitent pour fonctionner à plein rendement? Seul un réseau de très grande dimension, à la fois large et sûr, rapide et flexible, répond à leurs besoins: TRANSPAC. Premier réseau mondial de transmission de données, TRANSPAC l'est plus encore par la qualité que par la dimension. Et cette qualité ne cesse de s'améliorer: délais de raccordement raccourcis, sécurité renforcée, performances optimisées... En 6 ans, TRANSPAC a ouvert 100 nouveaux sites, multiplié par 6 le nombre de ses abonnés, par 10 le volume des caractères transmis. De nouveaux services ont été créés, de nouveaux modes d'accès téléphoniques et sécurisés, tels les cartes à mémoire X32 et les modems asynchrones à correction d'erreur. A l'horizon se dessine NUMERIS, dont TRANSPAC ouvre déjà la voie. On dit que la qualité se paye: TRANSPAC fait mentir cet axiome. En 3 ans, ses tarifs ont baissé de 26% alors même que ses prestations ne cessaient de s'améliorer... TRANSPAC est une filiale de COGECOM (Groupe FRANCE TELECOM). TRANSPAC, 33 av. du Maine, 75755 Paris Cedex 15. Tél.: (1) 45.38.88.88.

TRANSPAC

UN ELAN POUR LES ENTREPRISES

مكتبة الامم المتحدة

Europe

URSS : reprise des travaux du Soviet suprême

Plusieurs candidats à des postes ministériels ont été sévèrement critiqués en commission

Moscou (AFP, Reuters). — Le Soviet suprême a repris ses travaux en séance plénière lundi matin 26 juin après une interruption de deux semaines, les débats s'étant néanmoins poursuivis entre-temps en commission. Le nouveau Parlement doit d'abord approuver les nominations au sein du nouveau gouvernement, ce qui pourrait ne pas aller sans quelque difficulté. Plusieurs des candidats proposés par le président du conseil, M. Nikolai Ryjkov, ont, en effet, été sévèrement critiqués en commission.

Tel est le cas, entre autres, de MM. Bogomolov (ministère du pétrole), Zakharov (culture), Gribov (présidence de la Gosbank), Maslounov (Gosplan), Chazov (santé) et Kalachnikov (vice-présidence du conseil, avec responsabilité de l'agriculture). C'est la première fois que des nominations ministérielles sont ainsi ouvertement débattues et contestées. M. Ryjkov a déclaré qu'il était prêt à « se battre » en faveur de certains au moins des candidats, mais il a en même temps souligné que la « décision finale » appartenait au Soviet suprême.

Des membres du comité Karabakh au Parlement d'Arménie

Après approbation de la composition du gouvernement, le Parlement doit entamer au début de juillet son travail législatif et la ratification d'accords internationaux. « Comme vous le voyez, le calendrier est serré », a observé le vice-président du Soviet suprême, M. Loukianov, cité par les *Izvestias*. Samedi, l'agence Tass avait d'autre part publié le texte d'une résolution adoptée par le Congrès des députés du peuple sur le projet de réforme de la Constitution. Celle-ci, selon ce document, devra prévoir « des structures socio-économiques et étatiques telles que la naissance d'un culte de la personnalité et de l'autoritarisme ou la préservation des méthodes de commandement administratif soient rendues impossibles ». Le texte diffusé par Tass ne fixe pas cependant de calendrier pour l'élaboration de la nouvelle Constitution.

A Erevan, le Parlement arménien a achevé dimanche une session

ouverte vendredi dernier et à laquelle ont participé pour la première fois des membres du comité Karabakh libérés de prison au début du mois. Outre les deux militants de ce comité qui avaient été élus députés à l'automne, quatre autres de ses membres ont été admis à prendre la parole mais sans droit de vote. Au cours de débats particulièrement animés, les députés ont notamment décidé de reconnaître le Mouvement pan-national arménien, une structure nouvelle — soutenue par le comité Karabakh — réunissant divers groupes informels.

Dans les pays Baltes, le présidium du Soviet suprême d'Estonie a approuvé samedi les statuts de deux nouvelles organisations, présentées par le quotidien local comme celle des Verts et de l'Union agraire, qui deviennent désormais « parties intégrantes du système politique » dans cette république où s'amorce ainsi un début de multipartisme.

En Lituanie, c'est le comité central du PC de la république qui s'est réuni samedi pour une séance plénière au cours de laquelle vingt-cinq de ses membres ont démissionné. Parmi ces derniers, quinze étaient membres de plein droit du comité central (sur un total de cent cinquante) et dix suppléants. La presse locale indique que plusieurs des démissions correspondent à des départs à la retraite. Selon un journaliste de Vilnius, contacté par téléphone depuis Moscou, plus de la moitié des partants sont d'ethnie russe. Le plénum a d'autre part examiné, sans prendre de décision, la possibilité de faire du PC lituanien une organisation distincte du PC d'Union soviétique.

En Moldavie, des dizaines de milliers de personnes ont participé

dimanche à Kichinev à un meeting, autorisé par les autorités locales, organisé à la veille de l'anniversaire, le 28 juin, du rattachement à l'URSS en 1940 de la province roumaine de Bessarabie. Cette date est officiellement fêtée chaque année comme celle de la « libération » du peuple moldave, alors que le mouvement nationaliste local parle, pour sa part, d'une « annexion » prévue par les accords secrets conclus en 1939 entre Staline et Hitler.

Limogeage au Kazakhstan

L'agitation, cependant, se poursuit au Kazakhstan et dans plusieurs zones de l'Asie centrale soviétique. A Naryn-Ouzen, où des affrontements inter-ethniques avaient fait au moins quatre morts il y a une semaine, le chef du PC de la ville a été limogé samedi. Le même jour, environ cent cinquante jeunes gens ont attaqué un poste de police dans une localité voisine. La *Pravda* rapporte que les troupes du ministère de l'Intérieur ont procédé à une cinquantaine d'arrestations.

Des incidents plus ou moins sérieux sont également signalés dans d'autres régions du Kazakhstan ainsi que dans le Tadjikistan où des affrontements ont eu lieu entre jeunes gens et forces de l'ordre. En Ouzbékistan, le chef du PC de la région de Fergana a accusé, dans une interview à la *Pravda*, des « exaltés » islamistes, soutenus par d'anciens responsables locaux corrompus, d'être à l'origine des troubles qui ont fait une centaine de morts dans ce secteur au début du mois.

Un sous-marin nucléaire soviétique en détresse dans l'océan Arctique

(Suite de la première page.)

Selon le centre norvégien de secours de Bodø, le sous-marin est de la classe Echo-2 selon la terminologie de l'OTAN. Un avion de l'armée de l'air norvégienne a aperçu de la fumée qui sortait du bâtiment, alors qu'il faisait route vers l'est à environ 5 nœuds (environ 9 kilomètres à l'heure). Selon les Norvégiens, c'est à 6 h 16 (heure de Paris) que le sous-marin soviétique a lancé un SOS, puis une fusée de détresse. Le ministre norvégien de la défense a indiqué que les autorités de la base soviétique de Mourmansk avaient informé Oslo qu'elles ne souhaitaient pas l'aide des forces armées norvégiennes.

Une « cellule de crise » mise en place à Oslo

Néanmoins, une « cellule de crise » a été constituée à Oslo pour effectuer des prélèvements en mer. Une cellule identique avait été instaurée en avril dernier lorsqu'un sous-marin nucléaire d'attaque soviétique avait coulé au large de la Norvège, avec quarante-deux marins.

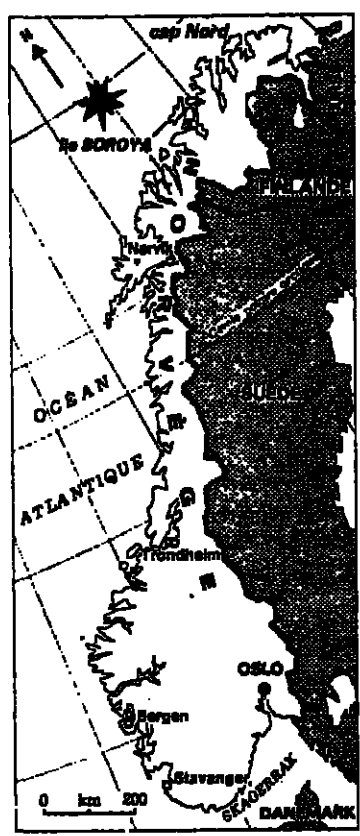
Il s'agissait alors d'un sous-marin de la classe « Mike », utilisé pour des essais d'armes, qui avait coulé à la suite d'un incendie à son bord, au large de l'île aux Ours. Dans le cas présent, il s'agit d'un sous-marin à propulsion nucléaire, de la catégorie Echo-2, qui déplace 6 000 tonnes en plongée et qui est capable de lancer huit missiles aéro-dynamiques (équivalant à des missiles de croisière américains) et des torpilles.

L'équipage à bord des sous-marins Echo-2 est de l'ordre de quatre-vingt-dix personnes. Selon l'agence Tass, il n'y aurait aucun blessé à bord de ce bâtiment.

Ces sous-marins Echo-2 sont d'un modèle relativement ancien, déjà. La marine soviétique en aurait vingt-six actuellement en service et les têtes nucléaires et classiques sur des distances de l'ordre de 500 kilomètres. Ces missiles ne peuvent être tirés qu'en surface, et on estime qu'il faut vingt minutes à l'équipage pour lancer les huit missiles.

Selon des informations de source française publiées par l'annuaire *Flottes de combat*, certains de ces sous-marins servent à l'entraînement. C'est ainsi qu'un Echo-2, basé en Arctique, a été

impliqué, en décembre 1984, dans un incident au large du Finmark, la partie la plus septentrionale de la Norvège : un missile d'exercice tiré par un sous-marin Echo-2



s'est abîmé en Finlande, dans le lac Inari, gelé en cette saison, après avoir survolé l'espace aérien national de la Norvège.

Ces sous-marins sont considérés comme bruyants et des officiers soviétiques se sont déjà plaints, dans le passé, d'avoir connu de nombreux incidents de bord, liés à la maîtrise du fonctionnement de la propulsion.

PREPAS SCIENCES-PO

Depuis 1967, la première préparation de Paris. Prépas annuelles d'état ou par correspondance.

CEPES

57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly 47.45.09.19 ou 47.22.54.54.

HONGRIE : importante réorganisation

Le PC se donne un président et une direction collégiale

Une importante réorganisation des instances dirigeantes du Parti communiste hongrois a été décidée ce week-end par le comité central du parti, réuni vendredi 23 et samedi 24 juin à Budapest. Avec la création d'une direction collégiale de quatre membres, présidée par M. Rezo Nyers, et la nomination de M. Imre Pozsgay comme candidat à l'élection présidentielle prévue pour 1990, l'aile réformatrice du parti prend les commandes à quelques mois de la fin de la date à été arrêtée au 7 octobre prochain. Ce présidium dirigera un bureau politique exécutif de vingt et un membres, où les réformateurs sont majoritaires, qui remplace le bureau politique de neuf membres mis en place le 12 avril dernier.

A peine un an après avoir évincé M. Janos Kadar de la direction du parti hongrois, M. Karoly Grosz, qui conserve son titre de secrétaire général, perd de fait le premier rang au profit de M. Nyers. Il se retrouve isolé au sein du nouveau présidium face à trois réformateurs. Outre M. Nyers, figurent dans cet organe le premier ministre, M. Miklos Nemeth, et le chef de file de l'aile réformatrice du parti, le bouillant Imre Pozsgay.

M. Nyers fait désormais figure de nouveau numéro un à Budapest. Officiellement, il succède comme président du Parti communiste à M. Janos Kadar, pour lequel on avait conçu ce poste, à l'origine purement honorifique, après son limogeage en mai 1988 de la tête du parti. Ses pouvoirs sont certes plus étendus. C'est notamment lui qui dirigera, à la place de M. Grosz, la délégation du parti aux discussions qui se sont ouvertes le 13 mai dernier avec l'opposition et les orthodoxes du parti sur la transition vers la démocratie pluraliste prévue lors du plénum de février dernier.

Garde-fou

Ces changements ont été décidés sous la pression une nouvelle fois de l'aile réformatrice, qui ne cessait de reprocher à M. Grosz la lenteur des réformes, et dont les éléments les plus radicaux brandissaient ces derniers mois la menace d'une scission du parti. M. Nyers, le père des réformes économiques hongroises dans les années 60, avait été nommé en novembre dernier ministre d'Etat chargé des affaires économiques. S'il passe pour un réformateur convaincu de longue date, il s'en joint pas moins de la confiance des milieux modérés du parti, qui voient

en lui un garde-fou contre un emballement de la situation.

Selon un sondage publié vendredi par un quotidien hongrois, M. Nyers, qui jouit dans le pays d'une cote de popularité très supérieure à celle de M. Grosz, recueille 51 % d'opinions favorables dans les partis d'opposition, contre 8 % seulement à M. Grosz. C'est un atout non négligeable à moins d'un an des élections législatives prévues pour 1990 et auxquelles pour la première fois prendront part les autres partis selon des modalités qui sont actuellement en cours de discussion.

Dans une interview donnée deux jours avant sa nomination à la présidence du parti au quotidien oest-allemand *Die Welt*, M. Nyers avait affirmé la semaine dernière que ces élections seraient « certainement libres ». Dans le cas où le Parti communiste n'aurait pas la majorité, il n'aurait pas exclu un gouvernement de coalition. Évoquant l'évolution de l'économie hongroise, il a estimé que « l'ouverture de la Hongrie sur l'économie mondiale est prioritaire » par rapport au maintien de la cohésion du Conseil, estimant que « la réorientation du parti selon des modalités qui sont actuellement en cours de discussion ».

M. Rezo Nyers, un réformateur de la première heure

« Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour imaginer que nous arriverons un jour à une phase où il nous faudra procéder à des changements substantiels et fondamentaux dans la superstructure politique, par exemple dans la Constitution ». Dès 1968, M. Rezo Nyers fait cette prédiction dans une publication officielle du Parti communiste, en mettant l'accent sur le « besoin » de « démocratie » et en soulignant que cette dernière « est aussi des adversaires socialistes ».

Après avoir connu une longue disgrâce, le nouveau président du Parti socialiste curvier de Hongrie (PSOH) aura donc fini par avoir raison. Aujourd'hui âgé de soixante-cinq ans, M. Nyers est le père des réformes économiques, lancées en 1968, dont l'arrêt avait entraîné son limogeage de la direction du parti, en 1972. Défenseur fervent de l'économie de marché et de procédures de décisions démocratiques, ce réformateur de la première heure est également apprécié par beaucoup de modérés au sein du parti pour son intégrité.

Typographe de formation, membre du Parti social-démocrate avant sa fusion forcée avec le Parti communiste, M. Nyers est nommé en 1964 vice-président de l'Union nationale des coopératives. En 1965, il devient ministre de l'alimentation du premier gouvernement d'Imre Nagy, qui est évincé en 1968 pour haute trahison, à la suite de l'insurrection de l'automne 1956. Rezo Nyers conserve sa fonction après ces événements sous Janos Kadar et devient ministre des finances en

1960. En 1962, il est élu secrétaire du comité central et, en 1968, membre du bureau politique.

Après des années passées à l'écart du pouvoir, où il a occupé diverses fonctions économiques au sein du parti et du Parlement, M. Nyers a effectué un retour



spectaculaire sur la scène politique à la conférence du parti, le 24 juin 1988, avec sa nomination au poste de secrétaire suprême du pouvoir. Il a, par la suite, été le rival par moments favorisé, de M. Miklos Nemeth pour la succession de M. Grosz au poste de premier ministre. Après avoir dû laisser cette fonction à son concurrent, il a été nommé ministre d'Etat en novembre dernier. Il passe pour être lié avec M. Abel Agabekov, l'un des principaux conseillers économiques de M. Gorbatchev.

YUGOSLAVIE

La nouvelle cathédrale de Belgrade a été consacrée par le patriarche German

BELGRADE de notre correspondant

Cent cinquante mille fidèles — une foule jamais vue à une cérémonie religieuse dans la capitale yougoslave — ont assisté, le dimanche 25 juin, à la consécration de la cathédrale de Saint-Sava, en construction depuis 1985. En dépit de ses quatre-vingt-dix ans, le patriarche German a célébré la première liturgie, assisté de tous les évêques serbes de Yougoslavie et de l'étranger. Étaient également présents deux mille Serbes, arrivés spécialement pour l'événement de plusieurs pays européens, ainsi que des États-Unis et du Canada.

Des chants liturgiques étaient interprétés par un chœur mixte de cinq cents personnes et diffusés par haut-parleurs sur la place et dans les rues entourant la cathédrale. L'or, l'argent et les pierres précieuses des mitres et des habits sacerdotaux scintillaient à la lueur d'innombrables cierges, offrant un spectacle digne de l'ancien régime.

L'anniversaire de Kosovo-Polje

Personnage dominant de l'histoire de la Serbie, saint Sava fut le fondateur de l'Eglise orthodoxe orthodoxe serbe et le premier éducateur et diplomate de son peuple. La cathédrale de Belgrade, de 640 mètres carrés de superficie intérieure, avec sa majestueuse coupole centrale, est aujourd'hui la plus grande église orthodoxe du monde et sera le plus imposant et le plus beau des monuments de la capitale yougoslave. Elle a été construite exclusivement grâce aux dons des fidèles, qui financèrent également sa décoration intérieure de mosaïque et de

frises. L'ensemble sera terminé dans les deux prochaines années.

La messe de Belgrade, qui a confirmé un réveil spectaculaire de l'Eglise orthodoxe, précédait de trois jours une autre manifestation qui s'annonçait plus grandiose encore. C'est la célébration, au Kosovo-Polje, vaste plaine proche de Pristina, du six centième anniversaire de la bataille de Kosovo. C'est ici que le 28 juin 1389, trente mille Serbes tentèrent d'arrêter la pénétration de cent mille Turcs dans les Balkans et vers l'Europe centrale. Les deux armées se sont massacrées mutuellement, et dans cette bataille — perdue par les Serbes — ont trouvé la mort leurs commandants suprêmes, le sultan Murat IV et le souverain serbe-Lazar. La légende raconte que depuis cet affrontement les pivots de Kosovo sont rouges parce qu'ils « fleurissent dans une terre imbibée du sang des héros tombés pour la liberté et la croix ».

« Le souvenir de la bataille de Kosovo », écrit Ernest Denis (1869-1921), professeur à la Sorbonne et grand connaisseur de l'histoire slave, s'est profondément gravé dans l'âme nationale serbe. Cette défaite est devenue un symbole et fait l'objet d'un véritable culte, entretenu par des poèmes et contes populaires transmis de génération en génération pendant les cinq siècles de domination ottomane.

La bataille de Kosovo ayant marqué la disparition de leur Etat médiéval, des milliers de Serbes, conduits par leurs patriarches, s'installèrent ensuite dans les provinces méridionales de l'ancien empire autrichien pour échapper à l'islamisation forcée, tout en nourrissant l'espoir de revenir un jour dans leur patrie ancestrale. Les descendants lointains de Slavomir, Vukobrat et de Dalimatis seront nombreux, le 28 juin, en Kosovo-Polje.

Les cérémonies de Kosovo se préparent depuis plus d'un an, avec la participation du gouvernement, de l'Eglise, de l'Académie des arts et des sciences, des universités, des écoles militaires et civiles, de toutes les institutions culturelles. La télévision a tourné un film à grand spectacle sur la bataille, devenue le thème principal de nombreuses œuvres littéraires et artistiques et, bien entendu, des médias. La presse prévoit l'arrivée à Pristina de centaines de milliers de personnes venues de toute la Yougoslavie. Etant donné la bataille qui eut lieu au Kosovo, du fait des activités des « nationalistes et séparatistes » albanais, les autorités ont pris de vastes mesures de sécurité pour éviter tout incident.

PAUL YANKOVITCH.

RFA

Un sergent américain condamné pour espionnage

Un sergent américain basé à Fulda, en Allemagne fédérale, a été condamné samedi à trois années de détention par un tribunal militaire pour espionnage au profit des services secrets est-allemands.

Michael Perle, vingt-deux ans, du 11^e régiment blindé de cavalerie, avait disparu le 21 février, à proximité de la frontière allemande, emmenant avec lui un ordinateur portable et quatre disquettes. Il avait regagné sa caserne douze jours plus tard. Le jeune homme a plaidé coupable. En pleurs, il avait précisé qu'il s'était rendu en Allemagne de l'Est parce qu'il en avait « assez de son travail », et voulait « commencer quelque chose de nouveau ». — (AFP.)

Fanatisme religieux : quatre morts

Moscou. — Quatre morts et trois enfants blessés : deux frères « appartenant à un peuple professant l'islam » n'ont pas supporté que leurs sœurs épousent des Russes et partent fonder des familles au sovietisme. Le préfabriqué, à quelque 500 kilomètres de Rostov, dans le sud de la Russie, une distance qu'ils ont parcourue dans la nuit du jeudi 22 juin à bord d'une voiture camouflée en véhicule officiel pour accomplir « leur devoir ». Ils ont massacré les deux maris, une des sœurs et un enfant de deux ans, blessant trois autres enfants, a rapporté, dimanche, le quotidien *Sovetskaja Rossia*.

« Les deux sœurs vivaient dans la peur, craignant la vengeance de leurs parents après leurs mariages mixtes. Bien sûr, l'habitude de punir sévèrement les femmes qui ont trahi la foi musulmane disparaît, mais nous n'avons pas exclu cette possibilité lors de l'enquête », raconte le vice-procureur de la région, M. V. Kalougouin. — (AFP.)

Pour tous ceux que l'U.R.S.S. intéresse, surprend ou passionne



Politique

La convention à Lyon des cadets de l'opposition

Devant plusieurs milliers de personnes rassemblées samedi 24 juin à Lyon, les «rénovateurs» ont pris l'engagement de poursuivre leur action qu'ils ont engagée voilà trois mois. Leurs états d'âme, leurs différences sur les méthodes, les tergiversations de M. Philippe Séguin se sont, au terme de cette convention de la rénovation, évanouies — provisoirement peut-être — devant la formidable aspiration à l'union et au changement manifestée samedi encore, par tous les élus et militants réunis à Lyon.

Le «serment» passé par les «rénovateurs» confirme que ceux-ci s'engagent à œuvrer «pour la constitution d'une grande formation politique commune pluraliste et décentralisée». Ils proposent l'organisation d'un référendum auprès de l'électorat de l'opposition sur le modèle Pasqua et la convocation d'états généraux de l'opposition à l'automne prochain.

Participant à cette réunion, MM. François Léotard et Pierre Méhaignerie ont fait un pas

supplémentaire en leur direction en déclarant qu'ils étaient prêts «à casser les structures» de leurs formations respectives. Invité, dimanche, au «Grand Oral Libération-Pacifique FM», le numéro deux du PR, M. Alain Juppé, a admis que les «rénovateurs» vont avoir gagné leur combat «puisque ce combat «va devenir celui de l'opposition tout entière». Le secrétaire général du PR souhaite que l'opposition fasse, d'ici à 1993, «son acte unique» préparé par «des

conventions à thèmes qui permettent de désenclaver le débat d'idées».

Invité le même jour au «Club de la presse» d'Europe 1, M. Alain Juppé a déclaré que «il était temps de sortir des bavardages auxquels personne ne comprend rien» et opposé une fin de non-recevoir aux propositions des «rénovateurs». «Faire des états généraux, n'est-ce pas faire du vent, ce n'est pas un happening ou un siting, c'est quelque chose qui doit aboutir à une plateforme de gouvernement».

Les douze «rénovateurs» poussés par leur «base»

LYON

de notre envoyé spécial

Evidemment on pouvait s'interroger : cette convention ne venait-elle pas trop tôt ou trop tard ? N'allait-on pas assister à «un enterrement de première classe» de la rénovation ? La «bande des douze» n'allait-elle pas se contenter d'offrir le spectacle de ses divisions ? M. Philippe Séguin n'avait-il pas fait le déplacement pour tracter dans sa propre cité l'hôte des lieux, M. Michel Noir, à moins que ce ne soit l'inverse ? Toutes ces questions étaient sur toutes les lèvres, samedi matin encore, avant que trois à quatre mille personnes ne prennent possession de l'impressionnante halle Garnier qui abrita jadis, se souvenait les plus pessimistes, les abattoirs de la ville.

Mais, samedi soir, toutes ces appréhensions pouvaient être balayées. La «base», cette base que l'opposition a perdue de vue depuis longtemps et qui ce jour-là encore était considérée par les dubitatifs comme un simple élément du décor était venue. Avant vu. Avant dit et finalement avait vaincu. Les «rénovateurs» s'en trouvaient comme ressuscités, prêts à remettre cent fois encore, dans cette ville des canuts, leur ouvrage sur le métier de l'opposition. Et ils pouvaient avant tout le monde pour fêter à leur manière le bicentenaire de la Révolution graver sur les tables de l'opposition «le serment de Lyon», celui de leur révolution.

La base est venue. D'un peu partout, mais surtout de la région Rhône-Alpes. Certains, même au péril de leur vie, comme ces militants de la Mayenne forcés dans leur petit avion d'atterrir sur la Saône après trois passages miraculeux sous les ponts. Il y avait des élus locaux, du petit personnel militant, des orphelins du barreau, des démocrates chrétiens, des libéraux, des radicaux, des CNL, les sans-culottes de la rénovation. Avant on n'avait vu pareille assemblée où chacun semblait se soucier de son étiquette comme de sa première chaussette ?

La base a vu : une convention si peu conventionnelle ! Avec, pour tout slogan, un logo symbolisant au travers d'un cheval galopant sur fond de carré bleu-Europe le mouvement et la stabilité. Avec des dirigeants de parti acceptant le matin les travaux en commission, comme MM. François Léotard et Pierre Méhaignerie, d'être relégués au rang des anonymes.

Ou encore l'après-midi comme M^{me} Michèle Barzach, émissaire du RPR, MM. Yves Galland, André Santini, présidents du Parti radical et du PSD, réhabilités «réformateurs», pas fâchés d'être présents sans avoir droit à la parole. Avec, enfin, ces douze «rénovateurs» assis sans ordre protocolaire sur la scène en bras de chemise — M. Séguin étant le seul à se tenir à une certaine réserve vestimentaire — pratiquant avec la salle le jeu toujours délicat des questions-réponses, ni les unes ni les autres n'étant préparées à l'avance.

Rénovation dans les rangs, rénovation dans les méthodes, ainsi «la base» a-t-elle pu, pour une fois, s'exprimer. Dire ce qu'elle avait sur le cœur, ce qui lui semblait à bon escient que la simple écoute de l'électeur vaut mieux souvent pour l'élu que tous les sondages. La base a dit. Plus que les réponses apportées par les «rénovateurs» qui, au fond, n'étaient pas bien neuves par rapport au débat qui se prolonge depuis trois mois, ce fut cette avalanche de questions posées tout le matin en commissions que l'après-midi en séance plénière qui constituait la plus instructive de la journée et qui pour finir devait conforter les «rénovateurs» dans leur résolution d'agir pour le bien de toute l'opposition.

Cinq enseignements

De toutes ces questions, on peut en effet retenir cinq enseignements très forts.

D'abord l'immense espoir de changement que ces «rénovateurs» ont fait naître en ce printemps. Beaucoup ont dit qu'ils avaient regretté de ne voir se défaire sur le tapis vert de l'Europe. D'autres ont compris qu'ils se soient réunis à ne pas ajouter à la confusion par une liste supplémentaire. Mais tous ont eu ce véritable appel du cœur : «Nous avons besoin que vous continuiez !»

Deuxième message : une impérieuse volonté de faire tomber, dans le camp de l'opposition, toutes les fron-

tières partisans. «Nous voulons des choses simples», a expliqué celui-ci. Nous voulons en finir avec les petites politiques de magouilles. «Dans l'esprit des gens, a certifié cet autre, les vieux sigles RPR, CDS, PR, tout cela est mort. «Y en a marre», s'est plaint un troisième, de se frotter sur la figure avec des gens qui portent au fond les mêmes valeurs que vous.»

Troisième leçon : dans toutes les têtes, la décentralisation est devenue un réflexe. Son esprit a gagné tous les raisonnements, tous les comportements, toutes les revendications. Revanche des Girondins sur les Jacobins !

Ce message a été traduit par un grand désir d'être entendu. «Qu'est-ce que la rénovation, s'est interrogé ce militant, sans une véritable démocratie à la base ?

«Quand donc verra-t-on, s'est demandé cet autre compagnon, les décisions prises par les instances locales de nos partis plus systématiquement rendues en cause par les états-majors parisiens ?

Quatrième message : un besoin très fort de voir l'opposition retrouver un véritable discours de fond, d'être apte à aller à l'encontre d'une déformation d'ensemble sur les problèmes de société, de pouvoir s'appuyer comme l'a dit quelqu'un «sur un socle philosophique».

«Par rapport aux socialistes, a constaté cette militante de Chambéry, nous continuons de passer aux yeux des électeurs pour des sous-alimentés de l'intellect. Sur ce chapitre une formule résume le sen-

timent général : rénovation signifie aussi régénération. Enfin dernier message : le besoin de moralité. Combien au cours de cette journée ont mis ces «rénovateurs» face à eux-mêmes en exigeant d'eux que leur génération en politique soit aussi celle : «de la génération morale» ? Manifestement, à entendre cette foule de Lyon, les «affaires», le débat sur le financement des partis, la transparence en politique, contrairement à ce qu'on en pense à Paris, sont loin de laisser insensibles ou sceptiques les militants. «Faisons-en avec les petites magouilles», tel fut le leitmotiv qui se traduisit, par cette scène étonnante où l'on vit un quidam faire promettre aux douze «rénovateurs», bras levés, de s'engager à ne jamais voter le projet de loi amnistiant les délits financiers passés.

Au regard de telles discussions, devant de telles préoccupations, les douze apôtres de la rénovation furent bien contraints de faire une place à l'esprit-saint. Alors que toute la nuit de vendredi à samedi ils avaient plutôt donné l'impression de se laisser à nouveau posséder par leurs petits démons. L'assistance voulait avoir affaire à des Conventionnels et non à des Versaillais. Elle attendait son serment.

Cette nuit fut tout juste suffisante pour mettre au point un texte susceptible de recueillir l'assentiment des douze, y compris du mauvais coucheur de la bande, M. Séguin. On palabra. On ergota sur les mots. Fallait-il parler de formation commune ou de formation unique ? De groupe parlementaire ou d'intergroupe ? On se demanda longtemps si l'emploi du mot «fusus» était opportun, depuis que M. Giscard d'Estaing avait, à leurs yeux, galvaudé ce terme. M. Chirac l'ayant refusé, on ne voulut donc pas prendre le risque d'entretenir la guerre des chefs. Mais le principe était le même.

Eviter «tout risque d'éclatement»

M. Noir, ouvrant la séance, y alla de sa petite phrase jetée au niveau de l'estomac de M. Séguin : «Tel ou tel homme politique ou responsable, plus attaché au patriotisme de son parti qu'à cet impératif catégorique de l'union et de la rénovation, par la constitution d'une formation commune, pourra préférer le sur-place, voire faire obstacle à cette volonté. En toute amitié, nous en prenons acte, mais cela ne nous écartera pas de l'objectif».

Les journalistes trouvaient de la banalité mais la base, cette fois, ne semblait, elle, guère préoccupée de se placer à cette hauteur. Elle n'avait qu'un mot en tête : union, vite et bien ! Bux, les «rénovateurs», en sont toujours à débattre des moyens.

M. Séguin continua de plaider pour «une démarche pragmatique et réaliste». L'important, pour lui, est d'éviter dans l'immédiat «tout risque d'éclatement». L'acceptation par le RPR de primaires organisées pour l'élection présidentielle, du vote par tête, de la reconnaissance de courants communs selon lui, au regard du comportement RPR d'il y a encore un an, «une véritable révolution culturelle qu'il ne faut pas boudier. On ne peut pas réinventer l'opposition, plaide-t-il encore, sans interpellation l'opposition. Il faut aussi s'adresser aux partis qui la composent et l'incarner. L'organisation de l'union est la condition préalable et nécessaire à la rénovation mais je ne crois pas souhaitable de faire de l'objectif de fusion le cri-

stère exclusif de la volonté de rénovation». M. Séguin continue donc de préférer l'entente : «rénovons chacune de nos formations respectives», «persuadons chacun, confiant il parle, d'abandonner sa voiture officielle et son bout de moquette et après on verra».

D'autres de ses amis considèrent qu'il ne s'agit pas possible de faire bouger l'opposition sans prendre le risque de bâtir une nouvelle formation admettant, dans un premier temps, la subsistance de courants conservateur, libéral et centriste. MM. Léotard et Méhaignerie ont fait samedi matin à Lyon tous deux un pas supplémentaire dans cette direction. Le premier en disant pour la première fois «qu'il était prêt à casser les structures du PR», le second en confirmant qu'il était disposé «à mettre le CDS sur la table de l'unité de la rénovation, pour faire quelque chose d'autre». Mais quoi, s'est-il interrogé tout aussitôt, qui fera en effet le premier pas ? Et qui l'exportera, les conservateurs ou les libéraux ? Voilà bien toute la difficulté.

Programme commun

Le «serment de Lyon» apparaît donc d'abord comme un programme commun, un minimum qui le matin encore semblait insaisissable. Acceptation générale d'arriver à terme à une grande formation de l'opposition. Comment faire ? A quel rythme ? Une fédération des partis existants ou le lancement d'une formation unique pluraliste et décentralisée ? Les «rénovateurs» souhaitent que les électeurs de l'opposition se prononcent par un référendum calqué sur le processus de M. Charles Pasqua pour «des primaires à la française» pour l'élection présidentielle.

Cette idée paraît un peu trouble. Est-ce, comme le disent les «rénovateurs», pour organiser une sorte de répétition générale ou plutôt pour prouver que ce genre de consultation est pratiquement infaisable ?

En attendant les états généraux de l'opposition qu'ils promettent à leur tour pour l'automne, ils choisissent aussi d'ouvrir tout grand les portes des laboratoires de la rénovation. A l'Assemblée nationale, en proposant la mise en place à la rentrée d'un groupe RPR-UDF-UDC, dans leur esprit, pourrait d'abord mieux fonctionner qu'on trouverait à la tête de ces trois composantes respectivement MM. Léotard, Séguin et Méhaignerie. Et pour répondre à l'attente de la base le lancement par qui le verra en province d'unités départementales ou régionales de l'opposition. M. Philippe de Villiers et M. Méhaignerie se sont déjà rapprochés pour le lancement d'une grande union régionale de l'Ouest. En Rhône-Alpes, MM. Millon, Noir, Carignon, Bosson et Barnier n'auraient évidemment aucune peine à s'entendre. A l'Est, M. André Rosseno n'a-t-il pas un grand parti de droite en Lorraine.

Les «rénovateurs» au lendemain de ce «serment» de Lyon sont donc résolus à poursuivre leur marche en avant. Jusqu'où ? Garderont-ils l'initiative ou ne seront-ils pas condamnés à moyen terme à se sentir impuissants à la victoire de leurs idées ? Car, dans l'immédiat en tout cas, ils contribuent, même s'ils s'en défendent et si jamais son nom ne fut publiquement évoqué, à faire un peu plus le lit de M. Giscard d'Estaing, lequel sans doute n'en croquera pas tant. Comment ne pas rêver en effet que leurs propositions de Lyon sont comme un démantèlement des solutions avancées par l'ancien président l'avant-veille (le Monde du 23 juin) ? Comble de bonheur pour l'intéressé, un sondage SOFRES commandé par le groupe des «rénovateurs» le place selon les sympathisants UDF-RPR en tête des utiles artisans de la rénovation, devant MM. Léotard, Jacques Chirac et Michel Noir. «Que ces «rénovateurs» s'emploient à voir comment on peut créer une grande formation commune de l'opposition, soulève-t-il bon prince, avant cette convention de Lyon, je trouve cela très bien», M. Giscard d'Estaing a voulu rajouter au lendemain de celle-ci de trouver cela de mieux en mieux.

DANIEL CARTON.

Le texte du «serment»

Voici le texte — dit «serment des douze» — adopté à main levée, samedi 24 juin, par la convention des «rénovateurs» de l'opposition réunie à Lyon.

Les députés, sénateurs, conseillers régionaux, conseillers généraux, maires, conseillers municipaux, sympathisants de l'opposition, rassemblés le 24 juin, appellent à la constitution d'une grande formation politique commune pluraliste et décentralisée, rassemblant l'ensemble de l'opposition.

«Ils constatent que cette aspiration est appuyée par une grande majorité de Français.

«Ils se réjouissent de l'écho grandissant rencontré par les objectifs d'union et de rénovation et apprécient positivement les premières initiatives prises pour les mettre en œuvre.

«Ils sont déterminés à tout faire pour conduire ce processus à son terme.

«Dans ces conditions :

1) Ils proposent l'organisation d'une consultation permettant à

l'électorat de l'opposition de trancher entre : le statu quo ; une fédération des formations de l'opposition ; une formation commune, pluraliste et décentralisée.

Cette consultation référendaire sera organisée selon la procédure proposée récemment pour les primaires à la française.

2) Ils annoncent la création d'union départementales ou régionales de l'opposition.

3) Ils demandent la mise en place dès le mois de juillet d'un comité d'organisation comprenant toutes les sensibilités et chargé d'organiser les états généraux de l'opposition à l'automne.

4) Ils demandent des la rentrée parlementaire d'octobre la constitution d'un groupe commun, pluraliste de l'opposition au Parlement.

Ils appellent toutes celles et tous ceux qui partagent leurs objectifs d'union et de rénovation à les rejoindre dans le mouvement des «rénovateurs».

Au «Club de la presse» d'Europe 1

«Faire des états généraux, ce n'est pas faire du happening» déclare M. Alain Juppé

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, invité dimanche 25 juin au «Club de la presse» d'Europe 1, a souhaité «la mise en place d'un groupe opérationnel préparant sérieusement les états généraux de l'opposition». Pour cela, a-t-il précisé, «il faut au moins six mois».

Ces états généraux pourraient donc être prêts en janvier ou février 1990. Pour M. Juppé, «faire des états généraux, ce n'est pas faire du happening, c'est préparer sérieusement quelque chose qui doit aboutir à une plateforme de gouvernement». Il a indiqué qu'il rencontrerait, mercredi 28 juin, «l'ensemble des responsables des formations politiques de l'opposition», citant les noms de MM. François Léotard, Yves Gal-

land, André Santini, Paul Girod et Pierre Méhaignerie.

Interrogé sur la fusion des formations de l'opposition souhaitée par les «rénovateurs» et aussi par M. Giscard d'Estaing, le secrétaire général du RPR a répondu : «Pour qu'une fusion réussisse, il faut deux entreprises en bonne santé, et actuellement il y en a une qui est malade. L'UDF n'est pas en très bonne santé. Je n'excluais pas à terme une fusion mais, à l'heure actuelle, aucune condition n'est remplie». M. Juppé s'est demandé si les Français ne confondaient pas «les termes «union, fusion, fédération», et il a souhaité : «Il faut sortir des bavardages pour passer au travail».

Il a énuméré comme étapes : la création d'un intergroupe de l'opposition au Parlement, la coordination entre les formations et la mise en place des «primaires à la française». Il a aussi demandé que soit levée l'«ambiguïté» des «rénovateurs» : «Voulez-ils faire une rénovation avec les partis politiques en les réformant ou en les cassant ? Ce n'est pas en cassant qu'on construit».

Interrogé sur l'affaire Luchaire, le secrétaire général du RPR a mis en cause «la responsabilité personnelle de M. Mitterrand, parce que c'est lui qui est le garant de l'indépendance et de l'autonomie du pouvoir judiciaire».

Il a souhaité une réforme du Conseil supérieur de la magistrature le mettant à l'abri de la «confusion des genres».

IFAM. The school of management in Paris for students ready to choose the best way to achieve an american MBA.

Depuis 1983, l'Institut Franco-Américain de Management (IFAM) permet en quatre années (dont une aux Etats-Unis) de déboucher sur le diplôme MBA (Master of Business Administration) de plusieurs universités américaines, et sur le diplôme IFAM. Outre ses partenaires associés, University of Hartford, Northeastern University à Boston, Pace University à New York, Temple University à Philadelphie, chez qui les étudiants effectuent leur troisième ou quatrième année, l'IFAM entretient des relations privilégiées avec les autres grandes universités américaines. C'est ainsi que des étudiants de l'IFAM ont terminé ou termineront actuellement leur MBA à l'University of Pennsylvania (Wharton), University of Chicago, Indiana U, University of Wisconsin, Duke U, George Washington U, Mac Gull U. Les employeurs attendent de pied ferme ces jeunes

managers formés à l'américaine : les premiers IFAM ont été embauchés avant même qu'ils ne reviennent des Etats-Unis. Enfin, la success story de l'IFAM continue avec le développement du programme «MBA University» créé en 1988 en association avec Pace University à New York. Ce dernier offre aux diplômés de l'enseignement supérieur la possibilité d'obtenir le MBA en 18 mois. Avec 300 étudiants à Paris et 200 aux Etats-Unis dans les meilleures universités accréditées, l'IFAM, première école française à dispenser ses cours en américain, est bien l'établissement pionnier de la formation franco-américaine au management.



INSTITUT FRANCO-AMERICAIN DE MANAGEMENT - 19 rue Copérn, 75015 Paris - France - Tél : 47 34 38 23

Avec Le Monde sur Minitel

admissibilité : ENSAE SEA

GRANDES ÉCOLES

36.15 LEMONDE

Politique

Les débats au sein du PS

Les socialistes préparent leur congrès

Le comité directeur du Parti socialiste doit se réunir les 1^{er} et 2 juillet pour fixer la date et le calendrier de préparation du prochain congrès, qui devrait se tenir en février ou en mars 1990. De tous côtés, au sein du PS, cette échéance donne lieu à débats, concertation et initiatives diverses.

M. Pierre Mauroy, au « Grand Jury RTL-le Monde », a reproché au gouvernement un « manque » en matière sociale et souligné que la croissance doit pouvoir entraîner « un plus juste partage ». Le premier secrétaire du PS estime que l'action gouvernementale doit s'efforcer vers la gauche et qu'il faut aller vers une politique qui sera celle « de juste partage et de la réforme ».

Les amis de M. Chevènement à la recherche d'une opposition

Le collectif du courant Socialisme et République, rassemblé autour de M. Jean-Pierre Chevènement, s'est réuni, dimanche 25 juin, à Paris, pour préparer la prochaine réunion du comité directeur du PS, et au-delà, celle du congrès du Parti. L'ex-CERES, qui avait lancé dès la semaine dernière une première initiative dans la fédération de Paris, entend affirmer ses vues et préparer une motion en vue de ce congrès. Le texte de celle-ci doit être discuté, notamment au cours de l'université d'été que ce courant réunira à Orange.

Deux problèmes se posent aux amis de M. Chevènement : celui de leur réorganisation et celui de leur stratégie. Depuis les difficultés qu'ils avaient rencontrées pour désigner leurs candidats sur la liste conduite par M. Laurent Fabius pour les élections européennes, les responsables de Socialisme et République étaient conscients de la nécessité de revoir et de clarifier leurs procédures internes.

La réunion de dimanche a été l'occasion de désigner M. Jean-Paul Planchon, député de la Seine-et-Marne, comme délégué général du courant, entouré d'une équipe comprenant les membres du bureau exécutif du PS (MM. Pierre Guichard, Michel Charzat, Max Gallo et M^{me} Nicole Brice), ainsi que M. Didier Motchane et cinq députés : MM. Michel Cofrancesco, Michel Suchaut, Jean-Pierre Michel, Philippe Sarraute et Jean-Marie Bockel. M. Planchon devra, lui-même, remplacer M. Pierre Caillaud au bureau exécutif.

Sur le plan de la stratégie, M. Chevènement s'est déclaré soucieux de voir naître une opposition interne face à l'orientation dominante que traduit la politique du gouvernement. Les responsables de Socialisme et République sont majoritairement favorables à une démarche aussi ouverte que possible de la part de leur courant, afin que des alliances puissent éventuellement se nouer entre lui-même et d'autres tendances du PS. Celles qui pourraient être concernées se situent, au premier chef, du côté du courant de M. Jean Poperen et de celui que M. Laurent Fabius pourrait faire émerger autour de lui.

Cet avertissement lancé à M. Michel Rocard fait écho, de façon mesurée, à des préoccupations qui s'expriment à travers le courant qu'anime M. Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement, et dans les rangs de socialisme et République, courant de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense. Les amis de ce dernier se sont réunis pour confronter leurs analyses et désigner un délégué général, M. Jean-Paul Planchon, entouré d'une équipe dirigeante.

M. Planchon, comme M. Chevènement, encourage la constitution d'une opposition interne au PS, qui pourrait associer son courant à celui de M. Poperen et à celui qui s'affirmerait autour de M. Laurent Fabius.

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Mauroy estime que le gouvernement doit aller « un peu plus à gauche »

M. Pierre Mauroy a expliqué au « Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 25 juin, que le résultat des élections européennes est dû au fait que les électeurs « pensent que les décisions sont prises en dehors d'eux » en matière communautaire et qu'il y a « pas de relation » entre la Commission de Bruxelles et le Parlement de Strasbourg. En outre, a déclaré M. Mauroy, « il y a, incontestablement, une partie de notre électorat qui trouve un peu les pieds », celle qui, « sociologiquement, est le plus près du Parti socialiste et le plus ancien » et qui « estime qu'on ne va pas assez loin, qu'on ne fait pas suffisamment de réformes [...], bref, que le gouvernement devrait aller un peu plus à gauche ».

« Le gouvernement de Michel Rocard travaille bien », a souligné le premier secrétaire du PS. Nous le soutenons, nous en sommes fiers, mais nous ressentons comme un manque, un manque d'identité. Nous ressentons comme un manque vis-à-vis de nos valeurs. Selon M. Mauroy : « Il faut être attentif à ce que la croissance puisse entraîner un partage plus juste. » Il a cité les traitements des fonctionnaires et le logement comme deux questions à propos desquelles le gouvernement doit « aller encore un peu plus loin ».

Pratiquer

« la correction permanente »

« La moitié des ministres ne sont pas socialistes », a rappelé M. Mauroy. Ils sont de gauche, de centre gauche. Cela se voit, tout de même, dans les ministères. Selon le premier secrétaire : « Faire de la politique, ce n'est pas décider de grande tournants à gauche ou à droite », mais pratiquer « comme en aviation, la correction permanente », laquelle, « aujourd'hui, doit se faire plus à gauche ». Il a ajouté : « Dès lors que la croissance est établie, que les grands équilibres sont établis et qu'il n'y a pas de crainte sur ce plan, on va vers une politique, au cours des prochains mois et des pro-

chaines années, qui sera celle du juste partage et de la réforme. »

A propos de l'évolution du PS, M. Mauroy a émis le souhait qu'il soit « à ce point écologiste qu'il n'y ait pas besoin d'écologistes en dehors de lui ». « Ce n'est pas demain que nous pourrions arriver à [rassembler] 40 % [des électeurs] », s-t-il déclaré, en observant qu'il y a, pour y parvenir, « un effort considérable à faire ».

Il s'est prononcé contre l'unification des cotisations et le vote par millions présents dans les assemblées de section (et non par mandats représentatifs), proposés par M. Jean-Marc Ayrault, proche de M. Jean Poperen, dans une lettre adressée aux membres du comité directeur. M. Mauroy a précisé, enfin, qu'il sera, au prochain congrès, candidat à un nouveau mandat de premier secrétaire.

Recomposition

PARCE que le gouvernement donne l'impression d'être « en l'air », comme il a été dit lors de la réunion du courant Socialisme et République, dimanche à Paris, les socialistes se préoccupent de lui rendre sa stabilité. Pour M. Pierre Mauroy, celle-ci ne peut se trouver qu'à gauche, dans une politique davantage orientée vers le « juste partage ». Le premier secrétaire du Parti socialiste sait que M. Michel Rocard est lui-même conscient que l'automne sonnera l'heure d'un nécessaire inflexion sociale de son action.

En préparant le terrain à une telle correction de trajectoire, M. Mauroy se range auprès des militants socialistes qui, comme il l'a expliqué dimanche au « Grand jury RTL-le Monde », ressentent un « manque » au regard de leurs « valeurs ». Le premier secrétaire du PS estime nécessaire d'en finir avec les séquelles de l'ouverture, qui avait semé l'an dernier le doute dans les rangs socialistes et abouti à ce que la moitié du gouvernement soit composée de ministres sans base politique. Le défaut de celle-ci n'est que plus évident depuis l'échec de la liste centriste et rivoiriste de M^{me} Simone Veil le 18 juin, et le succès de celle de M. Valéry Giscard d'Estaing.

Ce contexte politique, auquel viendront s'ajouter dans les prochains mois les difficultés de la construction européenne, ramène le gouvernement et le PS dans la perspective plus habituelle d'un affrontement droite-gauche. C'est à celui-ci que M. Mauroy entend préparer son parti, tout en y trouvant l'aspect d'une véritable candidature au poste auquel il avait accédé il y

a un an à la faveur de la division des mitterrandistes. Cette reconstitution interne passe, selon M. Mauroy, par la rupture des « courants » qu'il a recommandés aux militants la semaine dernière.

Le premier secrétaire est à vrai dire plus attentif au sort des « sous-courants » qu'à celui des courants eux-mêmes. En clair, il entend maintenir la cohésion du bloc qu'il avait formé il y a deux ans avec M. Lionel Jospin, soit que M. Laurent Fabius en demeure partie prenante, soit que le président de l'Assemblée nationale décide au contraire de s'en déloger.

L'hypothèse de la naissance d'une opposition interne au PS face à l'axe Mauroy-Jospin-Rocard est de plus en plus évoquée chez ceux qui pourraient être les partenaires de M. Fabius, notamment le courant Socialisme et République rassemblé autour de M. Jean-Pierre Chevènement. Le délégué général nouvellement désigné de ce courant, M. Jean-Paul Planchon, est de ceux qui militent pour cette thèse, croyant que le score obtenu par M. Fabius le 18 juin doit inciter ce dernier à s'affirmer davantage plutôt qu'en dissuader.

La décision de M. Fabius dépendra à coup sûr, pour une bonne part, du conseil que lui donnera le président de la République. On peut cependant penser à celui-ci le souhait de maintenir la cohésion du courant mitterrandiste et mauroyiste. Mais il peut préférer à cette configuration celle d'un PS au sein duquel M. Michel Rocard rencontrerait une opposition plus ouverte.

PATRICK JARREAU.

ABONNEZ-VOUS

LE CATALOGUE DES ABONNEMENTS AUX CONCERTS RADIO FRANCE VIENT DE PARAÎTRE.

Il vous permet de tout savoir sur les 100 CONCERTS proposés en abonnement pour la saison 89/90. En vous abonnant vous bénéficiez de 25 % DE RÉDUCTION sur les meilleures places. APPELÉZ VITE LE 42 30 18 18 ou écrivez pièce 4110, 116, avenue du Président Kennedy, 75786 Paris Cedex 16 et demandez le catalogue qui vous sera envoyé gratuitement.



ÉDITEUR en quête d'AUTEURS

Pour ses nouvelles collections important éditeur parisien recherche MANUSCRITS INÉDITS Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre Les œuvres sélectionnées seront publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficieront d'une véritable promotion auprès de tous les médias : Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires Vos manuscrits sont à adresser à L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE ÉDITEURS 8, rue Copernic - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08 - Téléc. : 612358 F

DEVIENNE NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

LA COMMUNICATION A VOTRE PORTEE.

PROFESSIONNEL, INDISPENSABLE, ET SURTOUT DISPONIBLE TOUT DE SUITE!

83F
par semaine Tarif Location

125F
par semaine Tarif Location
Signal: Salt

132F
par semaine Tarif Location

Ouverture en semaine jusqu'à 19h30

*Location sur 60 mois. TVA en plus

113F
par semaine Tarif Location

- Lignes disponibles immédiatement. Installation effectuée en 24h.
- Installation sur place ou service professionnel gratuit: un chauffeur couvert par une police d'assurance tous risques vient chercher votre véhicule et vous le ramène une fois l'installation terminée.
- Installation totalement adaptée aux besoins de chaque client.
- L'équipe la plus experte en matière d'installation cellulaire en Europe.
- Une Garantie inconditionnelle sur l'échange de tous produits défectueux. Garantie totale pour tous nos produits.

CHAMPAGNE GRATUIT!
Six bouteilles de Dom Ruinard offertes à nos deux cent premiers clients.

APPELÉZ MARCEL - TOUT DE SUITE!
PAR TELEPHONE:
PARIS (1) 42 60 01 60
LYON (16) 72 34 59 39

EURO Cellular

Le service qui ne s'arrête pas à la vente

مكتبة الامم المتحدة

Politique

Six élections cantonales partielles

« Statu quo » dans l'indifférence

Les six élections cantonales partielles organisées dimanche 25 juin étaient toutes la conséquence de démissions de conseillers généraux élus ou réélus maires en mars dernier et frappées par la loi limitant le cumul des mandats. Ce dernier dimanche électoral avait la trêve estivale s'est soldée par un statu quo : le PS a conservé les deux sièges qu'il détenait à Saint-Dié et à Cachan, l'UDF les trois siéges à Agen, Maisons-

Affort et Vincennes, et le RPR laisse sa place, à Castres, à un candidat divers droite qu'il soutenait.

Pour ces six scrutins de second tour, l'abstention a été notablement plus forte qu'au premier tour. Il est vrai que le 18 juin, les électeurs se déplaçaient également pour désigner leurs représentants au Parlement européen. Cette augmentation va de

+ 8 points à Saint-Dié à + 21,65 points à Vincennes. (Elle a été de + 15,66 points à Cachan, + 16,99 points à Maisons-Affort et + 18,51 points à Agen). Si elle n'a pas remis en cause les rapports de forces issus du premier tour, cette très faible mobilisation a eu pour effet, dans un certain nombre de cantons, que les candidats restés en lice au second tour ont obtenu moins de voix qu'au premier tour.

LOT-ET-GARONNE : canton d'Agen-Centre (2^e tour).

Inscr., 10 041 ; vot., 3 256 ; abst., 67,57 % ; suffr. expr., 3 096. MM. Philippe Lacaze, UDF, premier adjoint au maire, 2 047 voix (66,11 %), ELU ; Jean Antonini, PS, 1 049 (33,88 %).

(M. Paul Chollet, député app. UDF, ayant été élu maire d'Agen en mars dernier, a dû se démettre de son mandat de conseiller général qu'il détenait depuis 1981 pour se mettre en conformité avec la loi anti-cumul. Son premier adjoint lui succède à l'assemblée départementale).

[Bien que le candidat RPR ait appelé à la soutenance au second tour, M. Lacaze obtient 90 voix de moins au second tour qu'au premier ; la situation est identique pour son adversaire, qui bénéficie du dédoublement du candidat communiste et dont le manque à gagner d'un tour à l'autre est de 47 suffrages.

À la première tour de cette partielle, les résultats étaient les suivants : Inscr., 9 985 ; vot., 5 762 ; abst., 42,29 % ; suffr. expr., 5 629 ; MM. Monnerat, 2 108 voix (37,44 %) ; Cadène, 1 313 (23,32 %) ; M. Jacqueline Salvas, RPR, 1 258 (22,34 %) ; M. Jean-Jacques Plat, FN, 407 (7,23 %) ; M. Jeanne Bruguère, éc., 238 (4,22 %) ; Jeanette Guillemet, PC, 200 (3,58 %) ; Martine Berges, MRG, 105 (1,86 %).

À la première tour de l'élection de 1988, les résultats étaient les suivants : Inscr., 9 985 ; vot., 5 528 ; abst., 44,09 % ; suffr. expr., 5 327. MM. Limouzy, RPR, 2 874 voix (53,95 %), REELU ; Petit, PS, 1 686 (31,65 %) ; M. Terral, FN, 427 (8,01 %) ; M. Bonnet, PC, 340 (6,38 %).

VAL-DE-MARNE : canton de Cachan (2^e tour).

Inscr., 13 858 ; vot., 4 417 ; abst., 68,12 % ; suffr. expr., 4 207. M. Patrice Heron, PS, 3 135 voix (74,51 %), ELU ; M. Michèle Heron, FN, 1 072 (25,48 %).

[En dépit de son score supérieur à 50 % des suffrages exprimés, le fils de l'ancien ministre n'avait pu être déclaré élu au premier tour faute d'avoir recueilli un nombre de voix au moins égal au quart des inscrits. Les résultats étaient, dimanche 18 juin, les suivants : Inscr., 13 858 ; vot., 6 588 ; abst., 52,46 % ; suffr. expr., 6 285. M. Heron, 3 391 voix (54,64 %) ; M. Héron, 1 079 (17,38 %) ; M. André Candio, Verts, 975

(15,68 %) ; Marc Nectar, PC, 762 (12,28 %).

En l'absence du représentant de l'opposition, qui avait effectué son siège de conseiller général qu'il détenait depuis 1959, dans le Val-de-Marne et précédemment dans la Seine. Au second tour des élections cantonales de mars 1985, M. Carat avait été réélu avec 4 669 voix (57,33 %) contre 3 472 (42,66 %) à M. Jacky Crolier, UDF-PR, sur 13 167 inscrits, 8 431 votants (abst., 35,96 %) et 8 143 suffrages exprimés.

VAL-DE-MARNE : canton de Maisons-Affort (2^e tour).

Inscr., 16 961 ; vot., 5 739 ; abst., 66,16 % ; suffr. expr., 5 536. MM. Michel Herbillon, UDF-PR, 3 711 voix (67,03 %), ELU ; Gilles Carasso, PS, 1 825 (32,96 %).

(Réélu maire de Maisons-Affort et déjà conseiller régional, M. René Nectoux, UDF-PR, a dû abandonner le conseil général, où il siégeait depuis 1967. Il avait été réélu au premier tour des élections cantonales de 1985 par 5 432 voix (66,29 %), contre 1 839 (29,05 %) à M. Annovazi, PS, 1 171 (12,13 %) à M. Bouidy, FN, 856 (8,87 %) à M. Leduc, PC, et 352 (3,64 %) à M. Dingreville, div. g., sur 15 703 inscrits, 9 897 votants (abst., 36,97 %) et 9 650 suffrages exprimés.

[Au premier tour de cette élection partielle, les résultats étaient les suivants : Inscr., 16 961 ; vot., 8 468 ; abst., 50,07 % ; suffr. expr. 8 381.

Une législative partielle

Victoire du candidat du PS dans la 3^e circonscription de la Gironde

BORDEAUX
de notre correspondant

La troisième circonscription de la Gironde restée acquise au Parti socialiste. Le candidat du PS, M. Claude Barande, a été élu, dimanche 25 juin, avec 55,73 % des suffrages exprimés, en devançant de 11,47 points le représentant du RPR. Arrivé en seconde position, le 18 juin, derrière M. Gérard Castagnera, M. Barande ne devait pourtant pas se maintenir au second tour qu'il avait rassemblés face au journaliste Noël Mamère, qui se réclamait de la « majorité présidentielle ».

Le candidat du RPR ayant été le seul à obtenir plus de 12,5 % des inscrits se maintiendra donc au second tour, face à M. Barande, le code électoral prévoit, en effet, dans ce cas, de permettre au candidat arrivé en seconde position de rester en lice.

L'élimination de M. Mamère, suppléant de M. Gilbert Mitterrand et maire de Bègles depuis mars dernier, avait suscité une sorte de soulagement au PS.

M. Mamère avait toutefois diffusé, à la veille du second tour, un communiqué qui équivalait à des conseils d'abstention (la participation a baissé de 13,82 points d'un tour à l'autre) : « Les coups bas ne m'ont pas été épargnés. Je m'en suis tenu à la bataille des idées qui font cruellement défaut aux hommes d'appareil ». M. Mamère annonçait alors également son intention d'engager un recours motivé devant le Conseil d'Etat « des l'issue du second tour ».

Le poids des divisions à gauche s'est repercuté dans le score obtenu par M. Barande, qui perd 5,99 points par rapport au résultat recueilli, au second tour de l'élection législative de juin 1988 par Mme Catherine Lalumière (61,72 % des voix).

Cette dernière avait dû abandonner son siège à l'Assemblée nationale après avoir été élu au secrétariat général du Conseil de l'Europe.

L'analyse des reports de voix révèle des disparités entre les principaux secteurs de la circonscription. A Talence, commune administrée par M. Castagnera, M. Barande bénéficie d'un bon report des suffrages qui s'élevait à 10,5 %, au premier tour, sur M. Mamère et la candidate écologiste. En revanche, dans la municipalité gérée par le journaliste d'automne 2, Bègles, le représentant du RPR récupère les voix de quelque six cents électeurs de M. Mamère.

Nouveau député, réélu maire de Villenave-d'Ornon en mars dernier, M. Marande a, en outre, annoncé qu'il se démettait de son mandat de conseiller général du canton de Villenave-d'Ornon, en application de la législation limitant le nombre des mandats.

GINETTE DE MATHA

Au second tour, les résultats ont été les suivants : Inscr. 65 091 ; vot. 23 433 ; abst. 63,99 % ; suffr. expr. 22 265. MM. Claude Barande, PS, 12 469 voix (55,73 %), ELU ; Gérard Castagnera, RPR, 6 546 voix (29,42 %), 2^e tour ; M. Barande, PS, 8 178 voix (36,85 %) ; M. Barande, PS, 8 089 (24,94 %) ; Mamère, div. p., 1 076 (24,90 %) ; Paris, PC, 435 (1,97 %) ; FN, 324 (1,45 %) ; M. Barande, PS, 1 910 (8,68 %) ; Mme Le Lann, Verts, 1 740 (7,82 %).

Au second tour de l'élection législative de juin 1988, Catherine Lalumière avait été réélue avec 25 972 voix (61,72 %) contre 16 182 (38,27 %) à Alain Carboneau, div. p., 1 910 (8,68 %) ; Mme Le Lann, Verts, 1 740 (7,82 %) ; Paris, PC, 435 (1,97 %) ; FN, 324 (1,45 %) ; M. Barande, PS, 1 910 (8,68 %) ; Mme Le Lann, Verts, 1 740 (7,82 %).

[Né le 12 juin 1937 à Bordeaux (Gironde), M. Claude Barande, gérant de société, est conseiller général de Villenave-d'Ornon depuis 1973. Il a été élu maire de cette commune, en 1977 à la tête d'une liste d'union de la gauche. Réélu en 1983, il a retrouvé son siège, dès le premier tour en mars 1989, la liste qu'il conduisait ayant rassemblé 67,24 % des voix.]

VAL-DE-MARNE : canton de Vincennes-Est (2^e tour).

Inscr., 14 932 ; vot., 4 136 ; abst., 72,30 % ; suffr. expr., 4 017. MM. Pierre Souweine, UDF-PR, 2 531 voix (63 %), ELU ; Pierre Roudier, Verts, 1 486 (36,99 %).

[Réélu maire de Vincennes, M. Jean Clouet, UDF-PR, élu député, quitte le conseil général où il siégeait depuis 1976 en raison de la loi anti-cumul, et où il avait été réélu en mars 1985 dès le premier tour. Les résultats étaient les suivants : Inscr., 15 017 ; vot., 9 372 ; abst., 37,96 % ; suffr. expr., 9 237. MM. Clouet, 5 296 (57,33 %) ; Roudier, 3 581 (38,81 %) ; Peckol, 357 (3,86 %) ; Tallec, PC, 423 (4,57 %) ; Roussel, div. g., 197 (2,13 %).

M. Souweine, bien qu'il ait dépassé la barre des 50 % des voix, n'avait pu être déclaré élu dès le premier tour faute d'avoir recueilli un nombre de suffrages au moins égal au quart des inscrits au premier tour. Les résultats étaient alors les suivants : Inscr., 14 931 ; vot., 7 368 ; abst., 50,65 % ; suffr. expr., 7 098. MM. Souweine, 3 557 voix (50,11 %) ; Roudier, 1 687 (23,76 %) ; Pierre Souweine, FN, 1 128 (15,82 %) ; Peckol, 357 (5,03 %) ; Tallec, PC, 423 (5,82 %). Le représentant du PS avait été élu au premier tour.

D'un tour à l'autre, les deux candidats ont enregistré des rends : moins 1 026 suffrages pour M. Souweine, moins 201 pour M. Roudier.

VOSGES : canton de Saint-Dié-Est (2^e tour).

Inscr., 13 333 ; vot., 5 640 ; abst., 57,32 % ; suffr. expr., 5 484. MM. Jacky Homel, PS, 3 149 voix (57,42 %), ELU ; André Vaucourt, div. d., 2 335 (42,57 %).

[Elu maire de Saint-Dié en mars dernier, M. Christian Pletret, député socialiste, s'est démis de son mandat de conseiller général, qu'il détenait depuis 1979, en application de la loi limitant le cumul des mandats. Il avait été réélu au second tour des cantonales de mars 1985 par 4 590 voix (52,99 %), contre 4 072 (47 %) à M. Weibel, RPR, sur 13 062 inscrits, 9 037 votants (abst., 30,92 %) et 8 662 suffrages exprimés.

Les résultats du premier tour de cette partielle étaient les suivants : Inscr., 13 333 ; vot., 6 757 ; abst., 49,32 % ; suffr. expr., 6 345. MM. Homel, 2 959 voix (46,63 %) ; Vaucourt, 2 732 (43,05 %) ; Robert Georges, PC, 200 (3,13 %) ; Robert Georges, PC, 200 (3,13 %).

M. Homel fait salement au second tour que son prédécesseur : 57,42 % contre 52,99 % à M. Pletret. Au pourcentage, M. Homel a donc obtenu un score supérieur à celui de son adversaire au premier tour, qui était de 56,94 %. Toutefois, en voix, il ne retrouve pas l'ensemble des suffrages qu'avait obtenus le candidat du PC (la perte est de 464 suffrages). Son adversaire ne retrouve pas, quant à lui, tous ses électeurs du premier tour : il lui en manque 397.]

Réunis en Seine-Saint-Denis

Les Verts confirment leur autonomie

« Ne vous faites pas couillonner ! ». Le conseil, immortel, est du commandant Pierre-Yves Constance. M. Antoine Waschter, tête de liste des Verts à l'élection européenne, à qui il était adressé, en a donné la primeur aux membres du conseil national inter régional (CNIR) du mouvement écologiste qui se sont réunis, samedi 24 et dimanche 25 juin, en Seine-Saint-Denis, pour analyser le scrutin du 18 juin.

Quelque temps plus tard, M. Djida Tazditi, présidente de l'association des jeunes Arabes de Lyon et banlieue, élue députée européenne à la huitième place sur un « poste d'ouverture », a annoncé aux amis de M. Waschter qu'elle se refusait, contrairement à un engagement préalable, à pratiquer « le tourniquet » au bout de deux ans et demi. Cette rupture de contrat est intervenue dans une atmosphère déjà rendue houleuse par une empoignade entre majoritaires et minoritaires du CNIR autour de la question du groupe parlementaire à Strasbourg.

Très attaché à l'« image » qu'il veut donner de son mouvement, M. Waschter a résumé les enjeux de la façon la plus simple : « Voulez-vous la stratégie internationaliste trotskiste de Dorothée Pionnier [tête de liste des Verts allemands] ou voulez-vous une autonomie politique ? » Favorable à la seconde proposition, il a préconisé pour « une cohérence minimale », fondée sur un « contrat » de même nature, en visant non seulement les Verts allemands mais aussi les communistes néerlandais et les « anti-CEE » danois qui, pendant la législature précédente, ont siégé dans le groupe Aro-en-ciel qui, selon M. Waschter, « n'a pas pu fonctionner en raison même de ses contradictions internes ». Un de ses partisans a reproché aux minoritaires de gauche leur « amoralité fonctionnelle », en citant quelques-unes de leurs déclarations antérieures hostiles à M. Waschter. Cette façon de procéder lui a valu d'être traité de « réactionnaire ». M. Didier Anger, secrétaire et dernier élu de la liste et qui était notamment venu, remarquant à ce propos : « Nous devons nous tolérer différends ».

La résolution indique que le groupe des Verts - et non plus Aro-en-ciel pour les Français - aura une « expression unitaire », mais que ses membres auront la possibilité de ne pas suivre les décisions majoritaires en s'abstenant lors des votes. L'affirmation de l'autonomie et de l'unité se fera, dans l'immédiat, par la présentation d'un candidat des Verts à l'élection du président du Parlement au premier tour. Le principe de l'abstention est acquis pour les tours suivants, le CNIR ayant rejeté, sans hésitation, la proposition d'un minoritaire, M. Yves Cochet, élu en cinquième position, qui souhaitait négocier le vote des Verts pour la présidence contre des promesses de

présidence de commissions ou d'une vice-présidence de l'Assemblée.

Actuellement, cet aménagement « vert », que l'attitude ambiguë de M. Tazditi ne peut que renforcer, joue contre les efforts d'autres composantes politiques attirées par le mouvement écologiste. Ainsi, M. Jean-Paul Delage, spécialiste de l'environnement et proche de M. Pierre Juquin, s'est vu refuser à deux reprises son adhésion aux Verts. M. Waschter qui, à titre personnel, est « plutôt pour » cette adhésion de M. Delage, estime qu'elle est « inopportune aujourd'hui ». La question est donc, officiellement, renvoyée à l'automne, quand les passions seront apaisées.

Recomposition à gauche

Il faut dire que la réunion électoral des Verts - qu'on dirait force du Front national - provoque des remous, parfois théâtraux, parmi ceux qui veulent une recomposition à gauche ou à l'extrême gauche. Dans cet ordre d'idées, M. Juquin a bien donné sa démission de la Nouvelle Gauche, organisée en ce qui avait été en décembre dernier (le monde daté 25-26 juin). « Je n'ai ni droit ni devoir d'empêcher qui que ce soit de s'engager dans une expérience nouvelle, selon moi, à l'échelle totale, à dit l'ancien porte-parole du PCF, parti dont il a été exclu. Mais j'ai le devoir de ne pas la cautionner ». Dans un silence absolu, M. Juquin a affirmé que « l'histoire se chargera bientôt de trancher notre débat ».

Le reste de la Nouvelle Gauche a désigné quatre porte-paroles en remplacement de M. Juquin. Il s'agit de M. Jean-Pierre Lemaire, représentant la sensibilité « alternative », de M. Bernard Ravanel (PSU), de Mme Sylvia Zappi, ancienne dirigeante trotskiste de la LCR, et de Mme Michèle Zetter, plus connue pour son combat en faveur du fœtus. Les représentants de la Nouvelle Gauche ont déploré la « démission personnelle de démission », de M. Juquin, mais, en revanche, ils ont « apprécié positivement l'évolution en cours du mouvement des rénovateurs communistes ».

Ces derniers, également, ont tenté de tirer la leçon de leur cuisant échec électoral (0,4 % pour la liste de M. Claude Labrousse). Les débats à l'issue de ces réunions ont porté sur la validité du concept de communisme, laissant apparaître deux lignes - les nouveaux communistes et les « communistes » - qui entraînent fortement une nouvelle décaution dans le futur. Selon le mot grinçant d'un responsable, les rénovateurs vont créer « l'UDC, l'Union des débris du communisme », ou, au contraire, pas de la Nouvelle Gauche et le PSU, destinés à s'unir.

OLIVIER BEFFAUD

Les écologistes français et allemands siégeront au sein d'un même groupe au Parlement européen

Les écologistes français et les Verts allemands siégeront dans un même groupe au sein du Parlement européen, 4-5 on apprit, dimanche 25 juin, à l'issue d'une réunion à Bruxelles de la coordination européenne des Verts.

Cette décision écarte le menace d'une scission, les écologistes allemands étant traditionnellement ancrés à gauche, alors que les Français entendent conserver leur autonomie politique. Le nouveau groupe comprendra vingt-quatre membres : les neuf Verts français, les huit Verts allemands, les trois élus italiens, les trois belges, ainsi que l'élu portugais.

Des négociations vont s'engager avec d'autres partis qui pourront éventuellement se joindre au groupe.


Des candidats d'autres partis verts - qui n'ont pu être élus dimanche 25 juin - ont été intégrés au nouveau groupe écologiste. Il s'agit en particulier des candidats britanniques qui, en raison de la loi électorale nationale, ne pourront siéger à Strasbourg malgré leur score élevé (15 %).

La physiologie, encore provisoire, du Parlement européen, à l'issue des élections des 15 et 18 juin, est la suivante : groupe socialiste, 180 élus ; PPE (démocrates-chrétiens), 122 membres si l'on tient compte du transfert du Parti populaire espagnol, officiel depuis mercredi 21 juin ; groupe LDR (libéraux), 44 élus ; groupe communiste, 41 élus (aucune scission n'a été décidée pour l'instant) ; groupe ED (conservateurs), 34 élus - et non plus 66, en raison du départ de la droite espagnole pour le PPE et de la défection des conservateurs britanniques ; groupe Aro-en-ciel (écologistes), 24 élus ; groupe RDR (essentiellement composé des élus du RPR), 20 élus ; groupe DR (extrême droite), 21 élus si l'on comptabilise les 6 républicains allemands ; non-inscrits, 8 élus.

Cette ventilation ne tient pas compte des futurs ralliements de vingt-quatre parlementaires européens classés pour l'instant dans la catégorie « autres ». Elle risque, en outre, d'être modifiée : d'une part, si les communistes italiens quittent les communistes français, et d'autre part, en fonction de choix à venir (on ignore, par exemple, dans quel groupe siégeront M. Giscard d'Estaing et les élus de sa liste).

La nouvelle composition de l'Assemblée sera définitivement arrêtée au plus tard le 25 juillet, date de l'élection du président du Parlement européen.

GERARD SAINT-PAUL



UN MIRAGE D'AMÉRIQUE

Politique

Le financement de la vie politique Le débat parlementaire sur le projet d'amnistie devrait avoir lieu à l'automne

Le gouvernement a finalement décidé d'attendre, selon toute probabilité, la session d'automne pour soumettre au Parlement le projet de loi sur le financement des partis politiques et l'amnistie des délits politiques et financiers. Après les révisions créées par l'annonce que le gouvernement pourrait déposer ces projets à la session extraordinaire, lundi 26 juin, de sources gouvernementales, il semble qu'il avait paru plus sage de laisser au Parlement le temps de travailler.

Lors du « Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche, M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, a souligné que la nouvelle loi sur le financement soit votée le plus rapidement possible et a ajouté : « Il appartient au gouvernement, au garde des sceaux, à chacun, de prendre sa responsabilité sur le point de savoir s'il faut ou non une amnistie. A mon avis, le problème est second. Le vrai problème, c'est une loi nouvelle. »

M. Mauroy a encore affirmé : « Si le Parlement ne veut pas voter l'amnistie, il ne vote pas l'amnistie. Il a tout à fait le droit, pour certains de ses membres, d'être parfaitement hypocrite. » Interrogé sur le fait de savoir si le Parlement peut voter une nouvelle loi de financement sans l'assortir d'une amnistie, M. Mauroy a insisté : « Tout à fait. Si le Parlement ne veut pas voter l'amnistie, nous aurons une loi nouvelle sans amnistie. » Mais

M. Mauroy pense qu'« une forme de moralité dans un système aussi permissif » consiste à « ne pas désigner des boucs émissaires ». Le maire de Lille, tout en s'affirmant « solidaire » du gouvernement, a réaffirmé qu'il n'a « pas été à l'initiative de cette amnistie ». Enfin, M. Mauroy a regretté que le non-lieu rendu dans l'affaire Luchaire n'ait pas permis de connaître les coupables.

Dissidences à droite

D'autre part, l'affaire de l'amnistie, si elle embarrasse toujours le gouvernement, commence maintenant à diviser l'opposition. Une partie d'entre eux, notamment au RPR, manifestent une certaine réticence. Ainsi, M. Jacques Toubon, député RPR de Paris, a indiqué sur TF1, lundi matin, qu'il était « très favorable » à ce projet car le projet d'amnistie « porte atteinte à la morale et à la justice ». Secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé a, lui aussi, jugé dimanche, lors du « Club de la presse », d'Europe, que l'amnistie prévoyait « une amnistie » et que son parti « fera tout pour qu'elle échoue ». De même, lors de leur convention de Lyon, samedi, les douze « rénovateurs » de l'opposition se sont engagés, par un vote à main levée, à ne jamais voter une telle amnistie, sous quelque forme que ce soit.

Au contraire, M. Gérard Longuet, ancien trésorier du PS, se montre beaucoup plus marqué dans un entretien publié par le *Quotidien de Paris* de lundi. M. Longuet affirme, notamment : « Il faut régler le problème des dépenses et les encadrer. Ensuite, il faut poser la question des ressources et, enfin, seulement, il faut interrompre le petit jeu de la barbiçotte et de permettre à chacun de faire son métier [...]. Je ne suis pas contre l'amnistie si elle est la conclusion d'un plébanisme des dépenses et d'une transparence des ressources. »

De même, M. Alain Madelin, secrétaire général du PS, a affirmé, dimanche, au « Grand Oral Libération-Pacifique FM » : « Ce qu'il faut faire, c'est tirer les sources de la corruption. Je crois que l'amnistie n'est pas inutile d'ailleurs, elle n'est pas très morale mais elle n'est pas inutile. Moi, je rêve d'une amnistie qui ramène les compteurs à zéro. »

En marge de ce débat, M. Pierre Bérégovoy a déclaré, dimanche à Chartres, à propos des liens entre entreprises et politique : « Il faut appeler un chat un chat. Les fonds secrets des entreprises, ils existent et ils sont répartis. Et si la lumière doit être faite partout, je suis prêt, avec les moyens de mon ministère, à faire partie de ce combat. »

Rassemblement pacifiste à Vincennes

Il est arrivé aux pacifistes, dans le passé, de réussir d'assez importantes mobilisations. Cela n'a pas été le cas, dimanche 25 juin au bois de Vincennes, à la veille de Paris, où l'appel des Cent, organisation proche du PCF, avait convoqué ses partisans à son annuel « rendez-vous géant de la paix ». Les traditionnels gros bataillons de la région parisienne semblaient avoir boudé cette journée sur l'herbe irradiée par les seuls rayons du soleil. Deux mille personnes, à peine, ont écouté les artistes qui ont chanté sur le « grand scène » pendant que quelques milliers d'autres déambulaient entre les rafraîchissements et les stands où étaient organisés des débats.

Quelques centaines de pacifistes ont pris connaissance, à l'espace international, du témoignage d'une Japonaise, survivante du bombardement atomique de Nagasaki, qui invitait à signer un appel pour « la destruction totale des armes nucléaires ». A l'espace « scientifiques et médecins », une petite assistance a pu entendre une discussion sur « la militarisation de la recherche » au cours de laquelle un intervenant a rappelé que « les deux bombes nucléaires [lancées sur Hiroshima et Nagasaki] n'étaient pas soviétiques ».

car il ne l'avaient pas encore ». Parmi les stands étrangers, seul celui du Japon a bénéficié d'une certaine affluence dont il a fait profiter son voisin de la RDA. Ceux de l'URSS, de la Suisse, de la Tchécoslovaquie, de l'Italie, du Portugal, de la RFA, de l'Autriche et de la Grande-Bretagne sont restés désespérément vides.

Devant un parterre d'enfants, au stand des pionniers de France, l'inusable biologiste Albert Jacquard a expliqué que « le vrai problème est d'utiliser pour la paix ce qui avait été préparé pour la guerre », et, plus tard, il s'est élevé contre les dictionnaires qui définissent la paix comme « absence de guerre ». Casquette couverte de badges, l'éternel Mouna est venu, lui aussi, apporter par sa présence sa caution à cette manifestation dont un des objectifs était de promouvoir « l'appel pour une déclaration universelle du droit de l'homme à la paix ».

« Paix et amour, on vous déclare la paix » a joliment chanté Gérard Verchère, bien après que M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, flanqué de M. Maxime Gremetz, fut venu manifester son soutien à l'appel des Cent.

O.B.

EN BREF

● M. Mitterrand et Rocard à égalité, selon l'IFOP. — 46 % des personnes interrogées se déclarent satisfaites tant de l'action de M. François Mitterrand que de celle de M. Michel Rocard, selon le sondage réalisé par l'IFOP et publié, le 25 juin, dans le *Journal du dimanche*. Le président de la République perd, toutefois, 3 points de satisfaction en un mois tandis que le premier ministre en gagne 1. Si 34 % (au lieu de 33 %) des sondés s'estiment mécontents de l'action du chef de l'Etat, 29 % (au lieu de 31 %) ne sont pas satisfaits de celle du chef du gouvernement. Ce sondage a été effectué du 7 au 14 juin auprès d'un échantillon représentatif de 1 927 personnes.

● Le PCF contre le projet « Armée 2 000 ». — Le groupe communiste de l'Assemblée nationale s'opposera au projet « Armée 2 000 » de réorganisation des forces armées françaises (le Monde du 22 juin). « Les restrictions que ce plan entend imposer aux armées, estimant les dépenses militaires, mettent en cause l'efficacité et l'indépendance du dispositif militaire et l'indépendance de l'OTAN », pour le PCF, « la politique de défense française obéit tout aux orientations stratégiques de l'OTAN et aux intérêts du complexe militaire-industriel ».

● Un nouveau grand maître pour la Grande loge de France. — M. Guy Piau, directeur du centre hospitalier de Saint-Aune, a été reconduit dans ses fonctions de grand maître de la Grande loge de France pour la deuxième année, à l'issue du Convent annuel de cet ordre maçonnique qui s'est tenu à Paris du 22 au 25 juin. Avec quelques 18 000 membres, la Grande loge de France constitue la deuxième obédience de la franc-maçonnerie après le Grand Orient, qui en réunit environ 30 000.

« Affaire Luchaire » : des avocats et des magistrats manifestent leur désapprobation

En réaction au non-lieu dans l'affaire Luchaire et au projet d'amnistie concernant les infractions liées au financement des partis politiques, la Fédération nationale des unions de jeunes avocats (FNUJA) a publié, le 22 juin, un communiqué dans lequel elle « constate une nouvelle fois [...] que le pouvoir politique tente de se substituer au pouvoir judiciaire ». La FNUJA « déplore l'instauration d'une justice à deux vitesses : impitoyable pour les uns, pitoyable pour les autres » et « rappelle que l'égalité devant la loi est un des principes essentiels de toute démocratie ». En conséquence, la FNUJA souhaite que soit restauré « un véritable débat judiciaire ».

D'autre part, à l'occasion de la visite de MM. Michel Rocard et Pierre Arpaillange, ministre de la justice, mardi à Bordeaux pour l'inauguration des nouvelles installations du tribunal de grande instance, les délégations régionales de deux syndicats de magistrats ont l'intention de remettre au premier ministre une lettre portant sur la réforme du statut des juges et la mise en place d'un conseil supérieur de la magistrature « réellement indépendant du pouvoir politique ». Ce sont les délégations régionales de l'Union syndicale des magistrats (USM, modérée) et du Syndicat de la magistrature (SM, gauche) qui ont pris cette initiative sur laquelle les instances nationales des deux syndicats, ne se sont pas encore concertés.

Pour sa part, M. Michel Rocard s'est déclaré, dimanche 25 juin, « stupéfait de ce qu'on a pu dire de l'affaire Luchaire ». Le premier ministre a fait observer que « c'est le juge d'instruction qui, sur trois des quatre chefs, d'inculpation, a déclaré le non-lieu, faute de toute preuve ou de tout témoignage venu confirmer des intuitions ou des rumeurs [...] ». « Il n'y a pas, par exemple, d'ordre direct du garde des sceaux au parquet. Quant au quatrième chef d'accusation, c'est celui d'exportations illégales et la tradition du ministère de la Défense a toujours été de demander le secret-défense pour l'exportation de matériel militaire depuis le dix-neuvième siècle », a-t-il ajouté, rappelant que « le refus de réponse aux incriminations judiciaires avait été donné par André Giraud, ministre de la Défense de 1986 à 1988 ». M. Charvonnat a confirmé cet ordre. Peu-être le monde changeant, faudra-t-il que, en France ou ailleurs, le ministère de la Défense devienne plus transparent. « Le secret-défense existe tout de même. Ce n'est pas nous qui l'avons inventé. Voilà la réalité de l'affaire Luchaire », a conclu M. Rocard.

Ils sont déterminés, exigeants, pas tendres avec leurs banques. Ils ne supportent plus qu'on leur propose le même produit qu'aux autres. Seuls des services taillés à leur mesure les intéressent. Ils sont responsables d'entreprises, directeurs financiers, trésoriers.

Toujours en quête de l'oiseau rare, ils recherchent le banquier prêt à partager la gestion de leurs risques, rompu au montage immédiat de toute forme de crédits ou de garanties, en France et dans le monde, capable d'optimiser, au bon moment, le placement de leurs excédents de trésorerie. Friands d'économies, ils aiment la simplicité dans le traitement et le mode de facturation de leurs opérations.

Comme nous, ils sont rapides, toujours en éveil. Le monde est leur territoire. Ils nous ressemblent. Ils sont nos clients.

Eux savent pourquoi.

BFCE Banque Française
du Commerce Extérieur

PROFESSION : BANQUIERS D'ENTREPRISES

مكتبة ابن رشد

Société

MÉDECINE

Selon une étude américaine

Un médicament contre l'épilepsie entraînerait des malformations chez le nouveau-né

Une équipe de médecins américains publie dans le dernier numéro du *New England Journal of Medicine* (daté du 22 juin) les résultats d'une étude *a priori* inquiétante mettant en cause l'un des principaux médicaments contre l'épilepsie utilisé également dans certaines maladies psychiatriques. Selon cette étude, ce médicament (la carbamazépine) serait fréquemment à l'origine de malformations néonatales dès qu'il est administré chez des femmes enceintes. Pour leur part, les responsables de la multinationale pharmaceutique Ciba Geigy, qui commercialise ce médicament, contestent la méthodologie et les conclusions des auteurs de cette publication.

Les médecins américains du département de pédiatrie de l'université de Californie à San Diego ont, dans un premier temps, identifié huit cas de malformations chez des nouveau-nés dont les mères avaient, au cours de leur grossesse, été traitées par la carbamazépine. Ils ont ensuite recensé, au terme d'une enquête prospective menée auprès de soixante-deux femmes californiennes ayant été traitées par ce médicament au cours d'une grossesse, cinquante-quatre naissances (la différence s'expliquant par des fausses couches, des avortements spontanés ou des interruptions thérapeutiques de grossesse).

An total, les auteurs ont pu examiner quarante-huit des enfants concernés. Ils concluent à une fréquence de malformations mineures ou importantes (ongles malformés, petits poids, retards du développement, malformations de la face, microcéphalies) nettement plus grandes (de 11 % à 26 %) que celles observées dans le groupe contrôle.

Rappelant que les effets tératogènes de la carbamazépine, qui a été commercialisée aux États-Unis en 1974, faisaient depuis quelques années déjà l'objet d'une controverse médico-scientifique, les auteurs de la publication concluent que cette substance peut présenter un risque significatif, de malformations corporelles plus ou moins importantes ou de retards du développement.

Dès sa publication aux États-Unis cette étude a été vivement critiquée

par le fabricant du médicament. A Paris, au siège de la filiale française de la firme Ciba Geigy, on estime que cette publication comporte de sérieux biais méthodologiques (dans certains cas les femmes étaient traitées par plusieurs médicaments, parmi lesquels la carbamazépine).

La carbamazépine, qui a commencé à être commercialisée dès 1964 en France, est utilisée à la fois dans le traitement des différentes formes d'épilepsie (grâce à ses propriétés anticonvulsivantes) mais aussi dans d'autres affections neurologiques ou, plus fréquemment encore, psychiatriques. Les conclusions auxquelles aboutissent les auteurs américains soulèvent en pratique deux types de question : pour quoi, d'abord, n'a-t-on pas mis en évidence plus tôt - s'ils existent - les effets tératogènes majeurs et apparemment fréquents d'un médicament depuis si longtemps commercialisé et prescrit sur une aussi large échelle ? Quelles conclusions, ensuite, devrait-on tirer de tels résultats s'ils étaient ultérieurement confirmés ?

En tout cas les responsables médicaux de Ciba Geigy ne cachent pas aujourd'hui leur inquiétude devant les possibles conséquences chez les femmes traitées, en âge de procréer, de la diffusion des conclusions du travail publié par l'hebdomadaire américain.

JEAN-YVES NAU.

SCIENCES

Selon un projet de réforme

Le fonctionnement du CNRS pourrait être assoupli

Meilleure coordination des différents départements scientifiques, rationalisation de la représentation en province, et assouplissement dans le fonctionnement des instances nationales : tels sont les grands axes d'un projet de réforme du CNRS qui devrait être annoncé, mardi 27 juin, par M. François Kourilsky, son directeur général.

« Je n'ai aucune intention de modifier les statuts de base du CNRS, mais des aménagements sont possibles et souhaitables pour rendre la vie de cet établissement plus fluide et plus efficace », déclare, en octobre dernier, au conseil des ministres, M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie (le *Monde* du 7 octobre 1988). Les aménagements prévus vont dans ce sens, et M. Kourilsky devrait s'appuyer sur le « toilettage » du décret d'organisation en préparation au ministère de la recherche pour tenter de donner un dynamisme nouveau à sa maison.

Ce texte, qui devrait sortir à la fin de cet été, après approbation de Matignon et du Conseil d'Etat, mentionne pour la première fois une « stratégie d'ensemble » pour le CNRS, à l'élaboration de laquelle contribueraient les directeurs de tous les départements scientifiques, qui, aujourd'hui, ne s'occupent que de leur secteur propre. Les auteurs du projet envisagent aussi de confier à un seul délégué par région le soin de représenter le CNRS, gérer ses instances locales et assurer le dialogue avec les autorités. Des tâches qui sont assurées actuellement par trois personnes, dont un administrateur délégué.

Enfin, le fonctionnement des quarante-cinq sections du comité national (un par discipline) devrait être assoupli. Ces instances, chargées notamment de l'évaluation des laboratoires et des chercheurs, pourraient être concernées par plusieurs départements scientifiques, au lieu d'un seul comme c'est le cas actuellement. Cet aménagement rendrait

plus facile la gestion de certains domaines de recherche qui, de plus en plus souvent, font appel à plusieurs disciplines parfois très différentes.

J.-P. D.

ENVIRONNEMENT

Marées noires en série aux États-Unis

Série noire sur les côtes américaines : trois navires chargés de pétrole ont en des accidents entre le 23 et le 24 juin, provoquant de petites marées noires.

L'accident le plus grave s'est produit vendredi au large de Newport, le grand port plaisancier du Rhode-Island. Un pétrolier grec, le *World-Prodigy*, chargé de 29 000 tonnes de mazout léger, s'est échoué sur un rocher à fleur d'eau à 5 kilomètres des côtes, parce que le capitaine, arrivé en avance, avait négligé de prendre un pilote à son bord. Le navire a pu être remorqué et ses soutes ont été pompées immédiatement, de sorte qu'un peu plus de 2 000 tonnes seulement se sont échappées. La baignade d'abord interdite, a été autorisée dimanche. Le commandant des coquillages reste interdite par mesure de précaution.

A 350 kilomètres au sud, un pétrolier argentin, le *Presidente-Rivera*, s'est échoué samedi à l'embouchure de la rivière Delaware, à 21 kilomètres de Philadelphie. Après avoir perdu plus d'un million de tonnes, le pétrolier a été remorqué le lendemain et conduit à une raffinerie pour décharger le reste de sa cargaison.

Enfin, une barge a heurté un cargo panaméen vendredi dans la baie de Galveston, au Texas, laissant échapper un million de tonnes dans le golfe du Mexique. — (AFP, Reuters, AP.)

REPÈRES

Couples mixtes

Onze mères à Alger

Onze mères (dix Françaises et une Britannique) séparées de leurs enfants que les pères retiennent en Algérie, se sont rendues, samedi 24 juin, en Algérie, pour demander de recevoir leurs enfants pendant les vacances d'été et réclamer un règlement rapide de leur dossier. Avant leur départ, M. Michel Maurice, secrétaire général adjoint de la mission franco-algérienne à Matignon, a déclaré : « Je suis triste de voir ces mères partir, je crains que leur action, qui est plus affective que rationnelle, n'engendre des difficultés dans le règlement des dossiers qui sont en cours. » Nous travaillons d'arrache-pied », a ajouté M. Maurice avant de préciser : « Les ministères concernés des deux côtés, de la Méditerranée se comprennent de mieux en mieux, c'est une autre raison qui m'attriste de voir ces mères s'en aller. »

De son côté, Catherine Zvloff, la nouvelle présidente du Collectif de solidarité aux mères des enfants enlevés, a déclaré : « Nous soutenons les mères d'Alger, il ne faut pas considérer leur départ comme une agression mais comme une expression de notre volonté que les contacts pris avec les Algériens ne se fassent pas. »

Crèches

Le mouvement de grève s'étend à Marseille

Les crèches de Marseille devaient être, lundi 26 juin, touchées à leur tour par des grèves, mais, contrairement à Paris, ce sont les directrices qui sont à l'origine du mouvement. Celles-ci ont les mêmes revendications de salaires et de statut que leurs collègues parisiennes et devaient décider dans la journée de lundi des suites à donner à leur initiative.

A Paris, agents de service, auditeurs de publicité, éducatrices et puéricultrices étaient à nouveau en grève lundi, tandis que le Conseil de Paris examinait la question des crèches.

ches. Samedi 24 juin, environ deux cents parents ont manifesté devant l'Hôtel de Ville pour montrer leur solidarité avec les grévistes mais pour demander également, dans certains cas, à la Mairie de Paris, de mettre en place des structures provisoires d'accueil pour les enfants.

Homosexuels

Le Gay Pride fête ses vingt ans

Près de 700 000 homosexuels ont célébré, dimanche 26 juin, à travers les États-Unis, le vingtième anniversaire de la naissance de leur mouvement : le 27 juin 1969 à New-York, une opération de police contre un bar « gay » de Greenwich-Village avait déclenché un soulèvement parmi les clients exaspérés par les harcèlements et la discrimination.

Si, vingt ans plus tard, les maires de New-York, de Chicago et de Los Angeles ont donné leur caution aux défilés de commémoration du Gay Pride, 51 % des Américains, selon un sondage, restent hostiles aux droits des homosexuels, notamment à la législation de leurs relations. A San-Francisco, une manifestation haute en couleur a réuni 300 000 personnes, tandis que, à New-York, les 150 000 manifestants ont observé un moment de silence à la mémoire des victimes du sida.

Les homosexuels parisiens ont commémoré, samedi 24 juin, les affrontements de 1969 par un défilé.

Bébés éprouvettes

Cinq cents enfants autour d'Alexia

Cinq cents enfants nés par fécondation *in vitro* étaient réunis samedi 24 juin à l'hôpital intercommunal de Sèvres (Hauts-de-Seine) à l'occasion du septième anniversaire d'Alexia. Née le 24 juin 1982 à l'hôpital de Sèvres, cette fillette est le deuxième bébé éprouvette né en France. Plus de six mille enfants ont vu le jour en France grâce aux techniques de fécondation *in vitro* ou *in vivo*.

Un nouveau président et de nouveaux jeux

Le Loto à l'heure européenne

M. Gérard Colé, conseiller à la présidence de la République, remplace, à partir du 29 juin, M. Jean-Pierre Teyssier, ancien collaborateur de M. Balladur, à la tête de France-Loto. Il aura pour principale tâche de mettre la société nationale en position de « leader » sur le marché européen des jeux.

M. Jean-Pierre Teyssier se dit « triste » de devoir, sur décision ministérielle, quitter, le 29 juin, la présidence de France-Loto, alors même qu'il a le sentiment d'avoir fait de l'ancienne Société de la Loterie nationale et du Loto national (SLNLN) une « véritable entreprise ». Le chiffre d'affaires 1989, indique-t-il, doit dépasser les 20 milliards de francs, soit une progression de 20 % depuis son arrivée, en février 1987.

Mais c'est, si l'on peut dire, la règle du jeu : la présidence du Loto fait partie de ces « postes sinistres » que le gouvernement en place réserve à des proches. C'est un emploi sans responsabilités électorales - la moindre « bavure » scandaliserait cependant la France des parieurs - sans compétences techniques particulières et confortablement rémunéré : au total, quelque 600 000 F bruts par an.

Les changements opérés ces dernières années à la tête de la société de l'avenue George-V n'ont pas été effectués « à chaud », après une élection. Ils n'ont pas eu non plus le même retentissement, loin s'en faut, dans l'audiovisuel. Ils n'en ont pas moins revêtu un caractère politique.

Homme de gauche, M. Michel Caste, le prédécesseur de M. Teyssier, avait été nommé en août 1983 par le gouvernement Mauroy. Il a été « remercié », en cours de mandat, par le gouvernement Chirac en janvier 1987, et remplacé par M. Jean-Pierre Teyssier, alors chargé de mission auprès de M. Edouard Balladur, à l'époque ministre de l'économie et des finances : une fonction que, contrairement à tous les « usages », M. Teyssier a cumulée, jusqu'aux élections de 1988, avec celle de PDG de la SLNLN (devenue

France-Loto en janvier 1989), entreprise nationale.

Aujourd'hui, M. Teyssier doit, à son tour, céder la place. Le gouvernement Rocard a attendu que son mandat d'administrateur arrive à son terme pour lui signifier - par l'intermédiaire du ministre de tutelle, M. Michel Charasse (budget) - que sa mission ne serait pas renouvelée lors de l'assemblée générale de France-Loto, le 29 juin.

Pour lui succéder, le gouvernement a choisi un « homme du président » : M. Gérard Colé, âgé de quarante-sept ans, ancien journaliste, ancien secrétaire de la commission « information » du Parti socialiste, associé depuis 1984 au publicitaire Jacques Pilhan pour élaborer la stratégie d'image du chef de l'Etat, conseiller de M. Mitterrand depuis janvier 1986, chargé des questions de communication.

Stagnation puis relance

M. Colé trouvera-t-il l'établissement de l'avenue George-V dans une situation aussi favorable que celle qui est décrite par l'actuel PDG ? Quatrième société française de services, derrière la Générale des eaux, Air France et le... PMU, France-Loto a vu le chiffre d'affaires de la quasi-totalité de ses « produits » stagner (Loto et Loto sportif) ou régresser (Tao-o-Tac et Loterie nationale) de 1987 à 1988 : si, durant cette période, le chiffre d'affaires global a augmenté, passant de 17,182 à 18,042 milliards de francs, c'est avant tout parce que 1988 a été la première « année pleine » du Tapis vert, lancé le 15 octobre 1987 et sur lequel une mise de 1,181 milliard de francs a été, l'an dernier, enregistrée.

Cependant, M. Teyssier fonde son optimisme - 20 milliards de francs en 1989 - sur les résultats des cinq premiers mois : relance du Loto (+ 3 %) et du Loto sportif (+ 16 %), apport du Cash (1,3 milliard de francs). Cette nouvelle série de loteries instantanées (le Cash, le Surf et d'autres à venir) entraîne une baisse des jeux similaires (- 6 % pour le Tao-o-Tac, - 10 % au moins pour le Tapis vert), mais

les recettes qu'elle engendre dépassent ces pertes : fin mai, le chiffre d'affaires global de France-Loto s'élevait à 8,5 milliards de francs contre 7,3 milliards pour les cinq premiers mois de 1988.

Les « supercagnottes » de Noël et de la Saint-Sylvestre ont fidélisé au Loto national un million de joueurs supplémentaires. Après un premier semestre catastrophique (- 20 % d'une année à l'autre), le Loto sportif a fait peu de bruit en juillet 1988, et sa nouvelle formule a reconquis les amateurs de football : une formule qui doit être étendue le 22 juillet prochain, à la reprise du championnat de France, avec l'introduction - sur le même principe, mais indépendamment de la grille des treize rencontres - d'un pronostic sur le score du « match du jour ».

M. Teyssier explique aussi ce regain d'activité par l'achèvement, en mars dernier, de l'information - un réseau de treize mille cinq cents points de vente, conjuguant efficacité et sûreté - et par la restructuration, devenue effective en janvier, de l'ex-SLNLN.

Trop de dépenses publicitaires

L'information a provoqué la suppression, négociée avec les syndicats, de trois cent quatre emplois (temps partiel, non-remplacement, préretraites...). Sans heurts sociaux car dans le même temps la restructuration a permis, selon M. Teyssier, de « remobiliser » le personnel : projet d'entreprise, évolution des salaires, actionnaires.

Répartis dans les deux centres de traitement informatique de Massy-le-Vieux (Seine-et-Marne) et de Vitrolles (Bouches-du-Rhône), au siège de la Loterie nationale et à la direction générale de France-Loto à Paris, les quelque mille cent salariés détiennent aujourd'hui 5 % du capital.

Ce capital a été porté, par incorporation de réserves, de 20 millions à 500 millions de francs. La part de l'Etat est passée de 51 % à 72 %, tandis que celle des émetteurs de billets de la Loterie nationale (essentiellement des associations

d'anciens combattants) a été ramenée de 49 % à 20 %. Les trois cents courtiers agréés possèdent le reliquat (3 %).

Rafiant le tiers (6 milliards de francs sur 18) du chiffre d'affaires de France-Loto - tandis que la moitié des enjeux (9 milliards de francs) est redistribuée aux gagnants, - l'Etat a augmenté sa participation dans ce jeu à l'ancienne, indique M. Teyssier. « Partager les bénéfices presque à égalité avec les émetteurs de billets ».

Bénéfices : la société nationale de l'avenue George-V, exploitant la « rage de jouer » des Français, s'est lancée dans une politique commerciale digne d'une entreprise privée. D'abord avec M. Michel Caste, qui avait porté le chiffre d'affaires de la SLNLN de 9 à 16 milliards de francs, laissant dans ses tiroirs la plupart des projets réalisés aujourd'hui. Puis avec l'ancien collaborateur de M. Balladur : les loteries instantanées, genre Cash et Surf, doivent voir le jour à raison d'une par trimestre - chacune d'elles restant sur le marché pendant neuf mois et un nouveau jeu, plus ambitieux, est à l'étude. Sans qu'il soit question, pour l'instant, de « toucher » aux jeux créés antérieurement, encore que des menaces planent sur le Tapis vert.

M. Gérard Colé validera-t-il, poursuivra-t-il cette prolifération avec... l'accord de l'Etat ? Cette politique n'est pas sans risques : le indigne des Français, aussi vivace soit-il, a des limites financières et un certain nombre de jeux se « tétanisent » déjà. Ensuite, cette inflation peut conduire à des « dérapages ».

C'est aujourd'hui le cas pour les dépenses publicitaires de France Loto : 300 millions de francs, selon M. Teyssier, lequel assure qu'il avait l'intention de les « plafonner ». Trop de « cadeaux », par exemple, à la « force de vente » de la société, des budgets d'études de marché pas toujours rigoureux ou encore un spot télévisé (le Loto sportif avec Pelé) qui a, de l'aveu même de la direction générale, « coûté les yeux de la tête ».

Sans compter que l'opinion a mal compris certaines initiatives comme le parrainage du dernier Paris-

Dakar d'Hubert Auriol, sans relation directe avec l'aide au développement du sport apportée par la mise des parieurs du Loto sportif. Sans compter aussi, sur un autre plan, que les loteries instantanées ont peut-être été lancées trop tôt : les tickets de Cash et de Surf sont actuellement imprimés au Canada, en attendant que les deux entreprises françaises qui sont sur les rangs (l'imprimerie spéciale de banque et Oberthur) aient acquis les moyens et les qualités techniques et financières nécessaires.

Un gros lot de 100 millions

« Il ne fallait pas attendre : la France était le seul pays d'Europe à ne pas posséder encore ce genre de loterie », affirme M. Teyssier, qui avait, dans la perspective de 1993, des projets européens que son successeur reprendra peut-être.

D'abord, vendre la technologie française en matière d'enregistrement des paris : le réseau informatique « one line » est particulièrement performant, et la Suisse, l'Espagne, notamment, qui souhaitent s'équiper d'un tel système, sont déjà intéressées.

Ensuite, créer un Loto européen, tout en conservant bien sûr les loteries nationales : il s'agirait d'un tirage, dont la fréquence reste à déterminer, qui réunirait dans un « pot commun » les mises des parieurs des pays participants, l'ECU servant de monnaie de référence. Sur ce projet, des discussions et des études sont en cours au niveau des PDG des sociétés nationales de jeux et loteries, entre la France, l'Espagne et l'Allemagne de l'Ouest. Dans ces trois pays, en effet, le principe du Loto est identique : avoir pour gagner le gros lot les six numéros sur quarante-neuf - sortis au tirage.

« On peut prévoir, dit M. Teyssier, sans rêver, qu'une supercagnotte européenne mettrait certainement en jeu une somme de 100 millions de francs pour les gagnants du premier rang mais, ajoute-t-il, il ne faut pas donner l'impression qu'on se chiche à construire que l'Europe des jeux... » Aussi a-t-il repris l'idée première émise par la Grèce en septem-

bre 1987 : le Loto européen, s'il était créé, pourrait aussi servir à financer des réalisations culturelles à l'échelle du Vieux Continent.

De toute façon, « le Loto des Douze » ou non, la concurrence sera également vive dans ce secteur des jeux à partir de 1993, avec l'ambition d'organiser, ou de personnaliser, comme les bookmakers, de s'imprimer sur les marchés nationaux. M. Teyssier affirmait il y a six mois dans une publication (*le Monde* du 20 décembre 1988) : « L'objectif pour France-Loto est d'être un leader sur le marché mondial des jeux. Nous le sommes le plus techniquement, nous le sommes par exemple sur le plan commercial et économique. » Un programme, un défi, pour M. Gérard Colé ?

MICHEL CASTANG.

RELIGIONS

Mgr Pierre Eyt, nouvel archevêque de Bordeaux. — Nommé il y a trois ans archevêque, coadjuteur de Bordeaux, Mgr Pierre Eyt, cinquante-cinq ans, est devenu archevêque en titre, dimanche 25 juin, au cours d'une cérémonie à la cathédrale Saint-André. Il succède à Mgr Mazera, atteint par la limite d'âge de soixante-quinze ans, en poste depuis 1969, l'un des rares évêques à avoir participé aux quatre sessions du concile Vatican II. Université, le nouvel archevêque de Bordeaux a été recteur de l'Institut catholique de Paris (1981-1988) et secrétaire spécial du dernier synode mondial des évêques sur les laïcs.

Un Allemand de l'Est nouvel évêque de Berlin. — Le pape a nommé, samedi 24 juin, Mgr Georg Sterzinsky, actuellement vicaire général du diocèse d'Erfurt en Allemagne démocratique, comme évêque de Berlin, succédant au cardinal Meisner, devenu le 20 décembre dernier archevêque de Cologne, en Allemagne fédérale. Le diocèse catholique de Berlin couvre les deux parties de l'ancienne capitale allemande. Comme son prédécesseur, Mgr Sterzinsky est originaire d'un ancien territoire allemand devenu polonais après 1945.

Société

Le souvenir de la fusillade de Rillieux-la-Pape en juin 1944

Un petit matin ignoble et ordinaire

C'est en pensant à Paul Touvier, ancien chef du deuxième service de la milice à Lyon, que les parents des familles de Rillieux-la-Pape se sont réunis, dimanche 25 juin, devant la plaque commémorative de la fusillade. Seules trois familles ont pu témoigner à l'occasion de cette Journée de la Résistance.

LYON

de notre envoyé spécial

Au bout de la fusillade, des coupures de presse jaillies. Et, la mémoire, et ces souvenirs toujours vifs. Quarante-cinq ans après la mise à mort de sept juifs contre l'annexion de la région de Rillieux-la-Pape, ils ne sont plus qu'une poignée de descendants à pouvoir témoigner l'horreur de ce petit matin du 25 juin 1944. Alors, ils racontent la perte d'un père, d'un frère ou d'un ami, et l'on revit par lambeaux la sinistre enchaînement des rafles et des assassinats de la milice.

« Un gène de Saint-Foy »

A Saint-Foy-la-Lyon, dans la banlieue lyonnaise, le chef milicien Jean Reynaudon cogne à la porte de la famille Zeig. Avec trois hommes en armes, il investit les lieux, terrorise le couple de commerçants qui vit tranquillement dans cette maison familiale, tire quelques coups de feu et arrête Emile Zeig. Il est 20 h 30, ce 28 juin 1944. Philippe Henriot, secrétaire d'Etat à l'Information de Vichy et milicien, éditeur de la radio, a été assassiné le matin même par des résistants. Du coup, les services de Paul Touvier arrêtent en toute hâte quelques juifs promis à la mort.

D'une petite boîte, René, le fils d'Emile Zeig, tira aujourd'hui un

petit article découpé dans le *Guignol*, un hebdomadaire satirique d'autrefois. C'était en 1929. Emile Zeig, propriétaire d'un magasin de tissus en face de l'église, prêtait de l'Union musicale et du patronage laïc, était un fils de paysan. Le journaliste commençait son article sur Emile en disant : « C'est un gène de Saint-Foy ». Mais le « gène » était juif.

Le 28 juin 1944, les miliciens s'amusent de la peur des Zeig. Lorsque Julien Zeig cherche une gilette, puis le tend à son mari, il rit : « Pas la peine ». Le lendemain, Emile Zeig, cinquante-sept ans, est massacré, en dépit des protestations et des interventions de plusieurs de ses amis. Le lendemain encore, Reynaudon revient à Saint-Foy avec des hommes et un camion pour piller la maison. Le lendemain toujours, Julien Zeig, après avoir trouvé refuge à la cure durant la nuit, doit se cacher jusqu'à la Libération.

Ce même 28 juin, toujours à 20 h 30, deux miliciens surgissent. L'un d'eux, dans un restaurant du centre de Lyon, rue Saint-Polycarpe, et procèdent à un contrôle d'identité. En quelques minutes, ils arrêtent trois juifs, dont Claude Benzmira, vingt-quatre ans, jeune décorateur sans travail. Edouard Lew, son ami, arrêté en même temps, est le seul rescapé de cette rafle opérée sur dénonciation.

Dans son appartement à Paris, il raconte pour la première fois à un journaliste son histoire incroyable. Il était représentant d'une maison de mode. Tous les jours, il présentait sa collection de chapeaux à des commerçants. Or, ce 28 juin 1944, le voilà arrêté par un homme à qui il vend régulièrement des articles, Lucien Broggi.

Le chapelier est milicien depuis trois semaines. Edouard Lew amène le tout pour le tout : « Mon ami, M. Broggi, qu'est-ce que c'est que

cette histoire ? Vous me connaissez ! Mes papiers sont en règle. Renseignez-vous au commissariat du deuxième arrondissement. » Après quelques péripéties, Broggi et son acolyte libèrent Edouard Lew mais conduisent Claude Benzmira dans les locaux de la milice. Avant de quitter son ami, Edouard Lew entend le milicien s'adresser à Claude : « T'es juif, toi ? » Claude Benzmira ne répond pas. « Tu sais, nous avons un bon moyen de savoir la vérité. » Le lendemain, Claude Benzmira est assassiné à Rillieux.

Son frère cadet, Gérard Benzmira, alors maquisard, ne l'apprendra qu'un mois et demi plus tard par la candelerie de l'immeuble où résidait Claude : « Tu sais, ton frère a été fusillé. » Alors Gérard Benzmira va se renseigner, apprendra le rôle joué par Lucien Broggi et le localiser à la prison Saint-Paul.

Un bout de carton

Parfois les traces de l'arrestation n'existent même pas. Léo Gleaser, avocat, très actif dans la Résistance, a disparu de Lyon sans que personne puisse raconter ses derniers instants de liberté. Il était sans nouvelles d'un groupe travaillant sur Lyon. Il avait décidé de s'y rendre pour savoir, pour prendre les mesures nécessaires. « Mais ce n'est pas à toi d'y aller ! », avait protesté un membre de son expédition. « Et pourquoi veux-tu que j'aille quelque part ? », avait-il répliqué. Ce sont les derniers mots connus de cette figure de la communauté juive française de l'époque.

Durant quelques semaines, les siens, privés de toute information, se sont interrogés. Georges Gleaser, l'un de ses fils, écrit alors le 24 juillet 1944 à son frère cadet Henri, quinze ans : « (Notre père), qui était allé le 28 juin à Lyon pour un jour, n'est plus revenu et n'a

plus donné de ses nouvelles. Il faut, mon pauvre ami, que tu penses ça, tel que c'est : on ne sait rien. Probablement il doit être encore en France et son retour ne saurait tarder. »

Mais Léo Gleaser, né à Riga, en Lettonie, étudiant à Heidelberg, devenu avocat à Paris, polyglotte, passionné de littérature française, organisateur en 1937 du Congrès international de défense de la culture juive contre le nazisme, avait été assassiné à l'âge de cinquante-sept ans contre le mur du cimetière de Rillieux.

Ce jour-là, 28 juin 1944, les habitants de Rillieux ont entendu vers 6 heures du matin une série de déflagrations. Peu après, les corps de sept suppliciés furent découverts, chacun tenant dans la main un bout de carton sur lequel son nom était écrit, sauf pour l'un d'entre eux. Les fonctionnaires de l'identité judiciaire furent appelés et chaque corps fut photographié. Celui de Léo Gleaser, de Claude Benzmira, d'Emile Zeig, de Krzykowski, quarante-cinq ans, fabricant de jouets, de Maurice Schisselmann, soixante-quatre ans, maroquinier, de Prock, quarante-deux ans, et celui de l'inconnu.

Leur appel avait eu lieu dans la prison improvisée placée sous la responsabilité de Paul Touvier. Il était très tôt. Le chef milicien Gontier avait plié les sept juifs contre un mur et demandé à un juif résistant de vingt-quatre ans, Louis Goudard, de les rejoindre. C'est alors que Paul Touvier était arrivé, et Goudard reçut l'ordre de réintégrer sa cellule. C'est alors que Paul Touvier avait laissé ce sinistre convoi partir vers la mort.

C'était un petit matin ignoble et ordinaire. Longtemps après, Paul Touvier le résumera à sa manière : « C'est un problème qui s'est traité entre Français, sous la pression allemande, pour éviter la pire, pour éviter la massacre... »

LAURENT GRELSAMER.

JUSTICE

Les délinquants de la route au service de leurs victimes

« Ça donne à réfléchir »

M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux, s'est rendu, vendredi 23 juin, à Bruges, dans la région de Bordeaux, afin de visiter le centre de la Tour de Gassies, qui accueille de graves accidents de la route. Depuis l'automne dernier, ce centre, situé dans le ressort du tribunal de Bordeaux, offre deux postes de travail d'intérêt général (TIG) aux délinquants de la route.

BORDEAUX
de notre envoyé spécial

Malgré la présence du ministre et le remue-ménage de la visite officielle, Michel ne s'est pas attardé longtemps auprès du petit cortège venu visiter le centre. A peine les discussions terminées, il s'est éclipé discrètement, en murmurant, l'air confus, que ses malades l'attendaient. « Ses » malades... ce sont les dizaines d'accidentés de la route dont il s'occupe depuis maintenant une semaine, huit heures par jour, dans le cadre de son travail d'intérêt

général : deux cent quarante heures de TIG, qui sanctionnent quatre alcoolisés positifs au volant. Depuis lundi dernier, Michel travaille dans la grande salle de balnéothérapie du centre, auprès de grands blessés de la route. Il les promène, les guide, les aide et leur parle. « Ça donne à réfléchir », dit-il dans un soupir. J'ai de bonnes relations avec eux : des relations de confiance. Mais il faut venir là pour se rendre compte de la gravité de leurs blessures : je ne voyais pas ça comme ça. » Quelques secondes de silence... « Ça choque. »

Depuis l'automne dernier, le centre de la Tour de Gassies a accueilli cinq TIG-sécurité routière. Tous ont travaillé au côté de l'équipe médicale du centre, d'abord à la balnéothérapie, puis au « deuxième étage », où ils aident les brancardiers à déplacer les malades. Un seul n'a pu rester : un homme au caractère « difficile », qui a mal supporté les conditions de ce travail nouveau. Tous les autres ont achevé leur peine. L'un d'eux, condamné à trois mois de prison avec sursis et deux cents heures de TIG, après un accident qui a fait des blessés, est même resté plus longtemps que prévu : il est revenu de lui-même travailler plusieurs mois en tant que vacataire infirmier après l'expiration de sa peine. Un autre, un jeune homme de dix-neuf ans, coupable d'homicide involontaire, a décidé, après son séjour à la Tour de Gassies, de s'orienter vers une carrière paramédicale.

Une réponse adaptée

« Ces TIG présentent beaucoup d'avantages », explique Claude Bonneau, responsable du service de kinésithérapie de la Tour de Gassies. Ils évitent aux délinquants de la route la prison, qui ne leur est souvent d'aucune aide, et ils leur permettent de mesurer la gravité de leur geste. C'est pour cela que nous leur offrons un travail où ils sont en contact permanent avec les accidentés de la route. Nous leur offrons aussi, s'ils le désirent, une consultation d'hygiène alimentaire, afin de suivre leur problème d'alcoolisme. »

Une aide d'importance : l'alcool apparaît comme un facteur décisif

dans 30 % des accidents de la route. A la Tour de Gassies, la consultation n'est pas obligatoire mais beaucoup s'y rendent d'eux-mêmes, au bout de quelques semaines. Même s'ils l'ont refusée au cours de leurs premiers entretiens avec Claude Bonneau, lors de leur arrivée au centre. Le résultat, selon Claude Bonneau, d'une lente prise de conscience, qu'il est difficile de saisir, surtout, durable. « Ce type de travail apporte une réponse adaptée pour les délinquants de la route parce qu'il leur permet de vivre une véritable prise de conscience », expliquera Georges Sarre aux participants d'un colloque sur les causes et les conséquences de la traumatologie routière, organisé le jour même à Arcachon par l'association Aquitaine Appareillage 2000. « Celui qui se retrouve pendant plusieurs heures par semaine au contact des victimes de la route, dans des services d'urgence d'hôpitaux et des centres de traumatologie ou de rééducation, encore au service d'associations d'handicapés, ne pourra plus ensuite être vraiment le même au volant. »

Depuis l'extension des TIG au domaine de la sécurité routière en juillet 1987, les expériences se sont multipliées : quatre départements pilotes : le Val-d'Oise, la Seine-Saint-Denis, les Bouches-du-Rhône et l'Ille-et-Vilaine, ont accepté de tenter l'expérience, avec des bons résultats. Il n'est pas toujours aisé de trouver des postes adaptés aux délinquants de la route dans les centres d'accidentés de la région et les magistrats ont parfois, au départ, été un peu réticents face à cette nouvelle peine. Tous les délinquants de la route ne se prêtent pas non plus, loin s'en faut, à ces TIG, accomplis aux côtés de « victimes » semblables aux leurs. Il leur faut parfois un courage que certains n'ont pas, mais aussi des facultés d'adaptation et d'intégration au sein des équipes médicales en place. Pourtant, les TIG s'imposent peu à peu, et, aujourd'hui, les décès sont assez rares : au 31 mai dernier, trente-huit postes étaient offerts dans le ressort de ces tribunaux pilotes et quatre-vingts mesures avaient déjà été prononcées pour le lancement de ces TIG-sécurité routière.

ANNE CHEMIN.

Le rapport annuel de la Cour de cassation

Le nombre des affaires à juger continue d'augmenter

MM. Pierre Drai et Pierre Bezio, respectivement premier président de la Cour de cassation et procureur général près cette juridiction, ont présenté vendredi 23 juin le rapport annuel qui traditionnellement fait chaque année le bilan des activités de la cour suprême et exprime en même temps les préoccupations de ses membres.

Le système a pourtant ses limites. Le procureur général, M. Bezio, s'est inquiété une fois encore du « véritable raz de marée » que constitue le nombre des pourvois dont la Cour se trouve saisie et qui, en dix ans, a presque doublé. Pour tant « un gros effort a été fait »,

mais M. Bezio estime que les membres de la Cour de cassation « ne peuvent pas rendre un travail plus important ». Le procureur général, en présentant le rapport, a cependant émis l'idée d'une division en sections de certaines chambres surchargées pour accélérer l'examen de certains dossiers.

On notera aussi que le rapport fait apparaître une augmentation constante des demandes d'aide judiciaire, qui, en 1988, ont atteint le chiffre de 4 654.

Quant au premier président, M. Drai, il a plus particulièrement attiré l'attention sur la partie du rapport consacrée à la situation juridique port ée par la loi relative à l'évolution des sciences dans le domaine de la biologie et aux conséquences morales qui en découlent et continueront d'en découler.

Enfin, le rapport montre que les magistrats de la Cour qui siègent à la commission nationale d'indemnisation chargée de réparer les dommages résultant de décisions judiciaires ont reçu, en 1988, quatre-vingt-seize requêtes, rendu droit à vingt-deux demandes et fait droit à un total d'indemnités de 773 000 F, la plus élevée ayant été de 150 000 F et la plus modeste de 2 000 F.



Le LIVRE de POCHÉ

PAUL-LOUP SULITZER

La femme pressée

PATRICK SÜSKIND

Le parfum

ANNE DELBÉE

Une femme

KENIZÉ MOURAD

De la part de la princesse morte

JEAN D'ORMESSON de l'Académie française

Tous les hommes en sont fous

MARION ZIMMER BRADLEY

Les dames du lac

YA DING

Les brumes d'Avalon

YSABELLE LACAMP

Le sorgho rouge

LUCIEN BODARD

Le baiser du dragon

AMIN MAALOUF

La grande muraille

RÉGINE DEFORGES

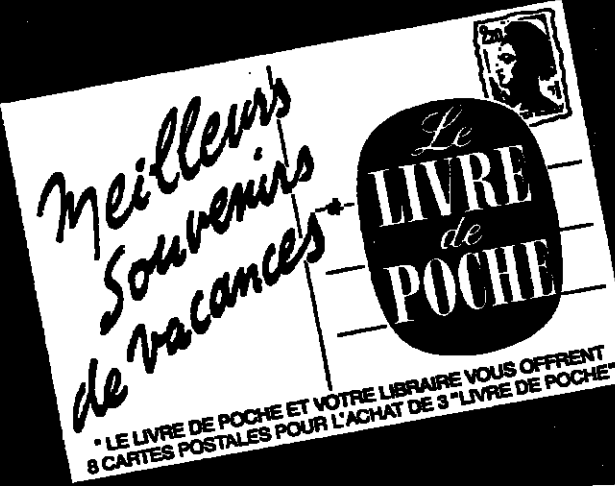
Léon l'Africain

Le diable en rit encore

Policiers/Thrillers

P.D. JAMES

Un certain goût pour la mort



مكتبة الامم المتحدة



Bicentenaire

La célébration des Droits de l'homme

Un monument au Champ-de-Mars

Dix mille ballons blancs nimbés de lumière violette se sont envolés, samedi 24 juin, peu avant minuit, près du Champ-de-Mars à Paris. Levé ce rideau d'un instant, le monument des droits de l'homme et du citoyen est apparu, stèle de calcaire blond de l'Osse de 7 mètres de haut, derrière deux obélisques de bronze.

En l'inaugurant, au soir de l'un des jours les plus longs de l'année, M. Jacques Chirac a rappelé que « c'est l'Europe tout entière qui est le berceau des droits de l'homme ». L'Europe, qui a vu Jeanne d'Arc affirmer, « envers et contre tous », que les droits de la conscience s'imposent, avant toutes les contraintes de l'ordre public. « Comme le feront Thomas Moore à Londres, Jean Hus à Prague et Michel Servet à Genève. »

Pour souligner cette dimension européenne, le maire de Paris avait invité, vendredi et samedi, les maires des capitales des douze Etats membres de la Communauté et aussi ceux des capitales des Etats membres du Conseil de l'Europe. Ainsi, les premiers magistrats de Nicosie, de Reykjavik, de Stockholm ou d'Ankara voisinaient-ils avec ceux de Bonn, d'Athènes ou de Madrid. De même, les ambassadeurs, avec la Suisse et l'Autriche, par exemple, étaient représentés.

Une semaine après les élections au Parlement de Strasbourg, la capitale française a vécu deux journées à l'heure de l'Europe. En 1988, les ministres des affaires culturelles des Douze avaient désigné Paris comme capitale culturelle de l'Europe en 1989, après Berlin l'année précédente et avant Glasgow l'an prochain.

Bronze et calcaire

Vendredi 23 juin, M. Jacques Chirac, les maires et ambassadeurs, ont assisté à la dernière projection, sur le parvis de l'Hôtel-de-Ville, du *Napoleon*, d'Abel Gance, avec l'orchestre des Concerts Lamoureux, dirigé par Carl Davis. Auparavant, plusieurs artistes français, mais aussi des artistes étrangers vivant ou travaillant à Paris, avaient participé au dîner à la mairie de Paris : l'Américaine Carolyn Carlson et l'Argentin Alfredo Arias notamment, aux côtés de Marcel Carné, Patrick Dupond ou Mireille Mathieu...

Ivan Theimer aussi était là. Sculpteur d'origine tchèque, naturalisé français, installé à Paris et séjournant fréquemment en Italie, Ivan Theimer est l'auteur du monument des droits de l'homme et du citoyen. Son œuvre, qu'il a

réalisée avec le concours de Michel Jantzen, architecte en chef des monuments historiques, est l'une des six commandes passées par la Ville de Paris à l'occasion du Bicentenaire. Le monument, implanté à l'angle de l'avenue Charles-Risler et de l'allée Adrienne-Lecouvreur, en bordure du Champ-de-Mars, mêle la sobriété de l'architecture antique – dont s'étaient également inspirés les temples de la déesse Raison – et les obélisques de la vieille Egypte, qui croyait que les civilisations n'étaient pas mortelles. La juxtaposition donne à l'œuvre un caractère composite, que corrige, cependant, le mariage heureux des deux matériaux, bronze et calcaire. Douze pierres scellées dans le socle ont été offertes chacune par l'une des capitales européennes.

Avant l'inauguration, le maire de Paris, devant ses invités réunis à la tour Eiffel, avait évoqué les « innombrables pays où les droits de l'homme sont limités, transgressés et, parfois, si grossièrement violés » et cité « la répression que subit le peuple chinois ». Les peuples de l'Europe de l'Est, « qui appartiennent, eux aussi, à notre espace culturel » avait ajouté le maire de Paris, nous donnent, au contraire, « une note d'espoir », en accomplissant, en Pologne, en Hongrie et en Union soviétique, « les premiers pas sur la voie de la démocratie ».

CHARLES VIAL.

Le combat des femmes

Plusieurs milliers de personnes, répondant à l'appel du Comité Tienanmen et de SOS-Racisme, ont manifesté samedi 24 juin sur le parvis de l'Opéra de la Bastille contre la répression du mouvement démocratique en Chine. Cette manifestation, à laquelle participaient MM. Pierre Mauroy, Paul Quilès, Bernard Kouchner, Jacques Toubon et Harlem Désir, a eu

C'est d'abord aux femmes, « grandes oubliées de la Révolution », qu'ont été consacrées ces trois journées destinées à célébrer – dans les locaux à peine terminés de l'Opéra de la Bastille – le bicentenaire de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. Aux femmes en général, celles qu'évoquait M^{re} Daniel Jacoby, président de la FIDH dans son discours d'ouverture : paysannes roumaines, étudiantes chinoises, mères israéliennes et palestiniennes, militantes sud-africaines noires et blanches, et bien d'autres encore. Et plus particulièrement à dix-huit femmes qui ont profondément marqué les droits de l'homme. Toutes n'étaient pas là, mais toutes sont remarquables et respectées pour leur action, leur persévérance et souvent leur souffrance au service des droits et des libertés partout dans le monde (1).

Certaines, comme Dolma Cornea (dont la fille lut une lettre relatant les récents abus de la tyrannie politique, culturelle et spirituelle que le régime Ceauscu impose à la Roumanie) ou Winnie Mandela, s'étaient vu refuser un visa par les autorités de leurs pays. D'autres, comme

Elena Bonner ou Mère Teresa, étaient retenues par d'autres engagements. Mais toutes celles qui étaient là, souvent meurtries et pourtant remplies d'espérance – à l'image des veuves latino-américaines dont les maris ont été assassinés : Hortensia Allende, Rigoberta Menchú, Mirna Anaya, – témoignaient, chacune à sa manière, de son combat pour les droits de l'homme. Barbara Hendricks, « privilégiée » mais engagée, le fit en interprétant *Motherless child*, un blues célèbre du sud des Etats-Unis, où elle est née.

Gouvernement d'assassins

Ces états généraux avaient aussi pour objet, outre celui évident de favoriser les rencontres, de « donner la parole au tiers état du monde », un « ordre international » représenté en l'occurrence par des militants de tous âges, de toutes conditions et de toutes couleurs. Des organisations nationales de soixante-dix pays avaient été invitées, à commencer par les quarante Ligues des droits de l'homme affiliées à la FIDH. Ces

pour telle de fond les états généraux des droits de l'homme réunis du 22 au 24 juin à l'initiative de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) et auxquels le président de la République, d'une part, et la Fondation France-Libertés de Mme Danielle Mitterrand, d'autre part, apportaient leur patronage.

dernières se sont succédé à la tribune pour dresser de nouveaux « cahiers de doléances », répertoriant non seulement les crimes et atteintes aux libertés de par le monde – liste hélas ! bien connue – mais aussi les actions positives menées par chaque organisation.

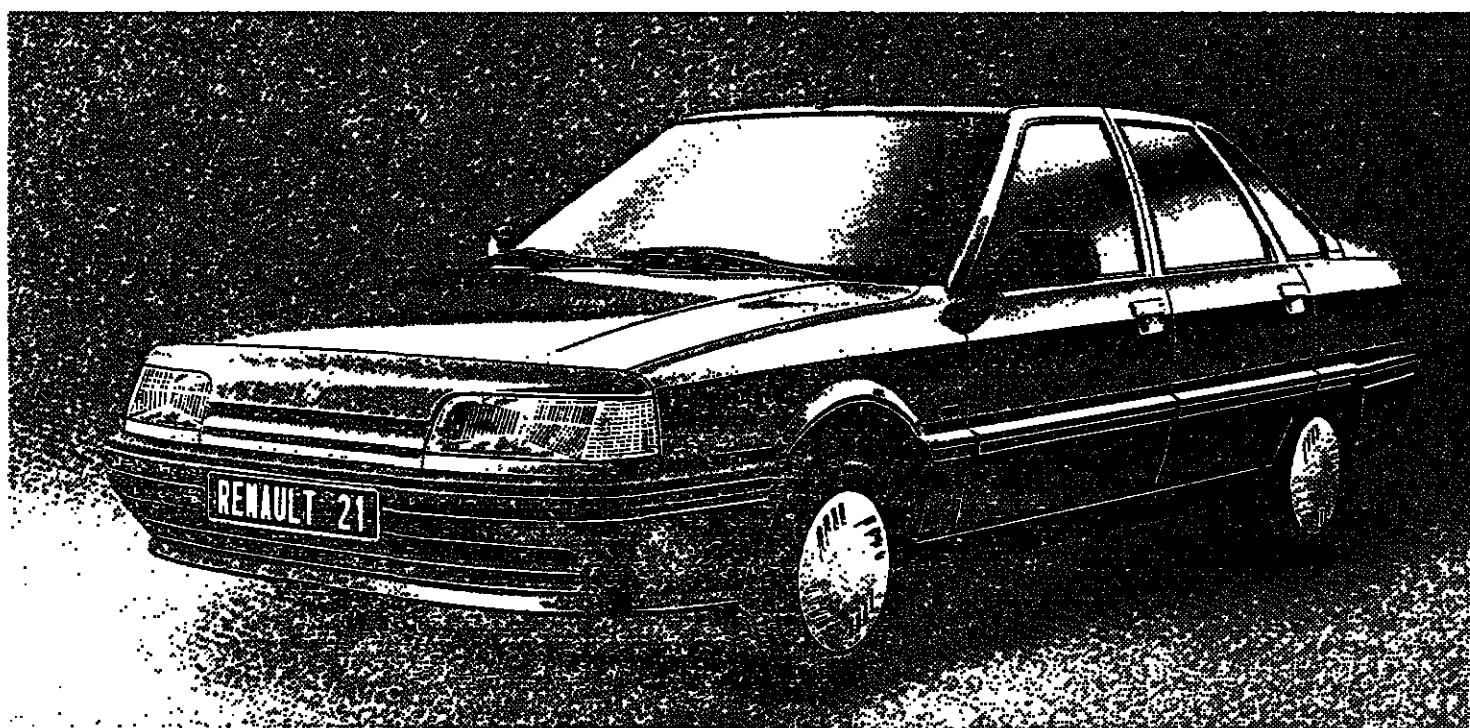
Bicentenaire oblige, le passé fut, si l'on peut dire, assez présent. Mais l'actualité brillait sur toutes les lèvres. Et si les références quasi obligées en pareille circonstance (Palestine, Afrique du Sud, URSS, Roumanie, Pologne) n'ont pas manqué, la Chine a fait la quasi-unanimité des critiques. D'entrée de jeu, avant même la manifestation de samedi sur le parvis de l'Opéra, Yves Joffa, président de la Ligue française des droits de l'homme, avait donné le ton jeudi en lançant « un appel solennel à tous les gouvernements » du monde pour une condamnation sans réserve du « gouvernement d'assassins » au pouvoir à Pékin. Dans le même souffle, s'adressant notamment « au grand humaniste qu'est le président de la République française », il avait jugé « intolérable d'apprendre que les hommes d'affaires continuent de négocier des marchés avec un régime qui opprime et tue les plus vaillants de ses enfants ».

M. Mitterrand n'a pas directement répondu sur ce point particulièrement délicat pour qui s'efforce de concilier les principes, le commerce, le droit et la raison d'Etat. Néanmoins, vendredi soir, après avoir lui aussi rendu hommage aux femmes, « qui partout dans le monde n'ont jamais cessé de faire avancer les droits de l'homme », il a appelé les militants à agir « pour interdire partout le maintien et le retour des tyrannies contre lesquelles nous luttons ». Soulignant les limites de l'action officielle, il a encouragé les associations et l'opinion publique « à faire pression pour que les autorités ne fassent pas de compromis avec l'oppression, avec la barbarie, avec les avènements de terreur ».

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

(1) Hortensia Allende (Chili), Mirna Anaya (Salvador), Shabana Azmi (Inde), Elena Bonner (URSS), Dolma Cornea (Roumanie), Barbara Hendricks (Etats-Unis), Beate Klarsfeld (Allemagne), Myriam Makeba (Afrique du Sud), Chicha Mariani (Argentine), Rigoberta Menchú (Guatemala), Danielle Mitterrand, Ida Nudel (la « mère des réfugiés » soviétiques, émigrée en Israël), Naoual Sedawi (Egypte), Albertine Sisulu (Afrique du Sud), Mère Teresa (d'origine yougoslave).

Voici une nouvelle qui vous transportera de bonheur.



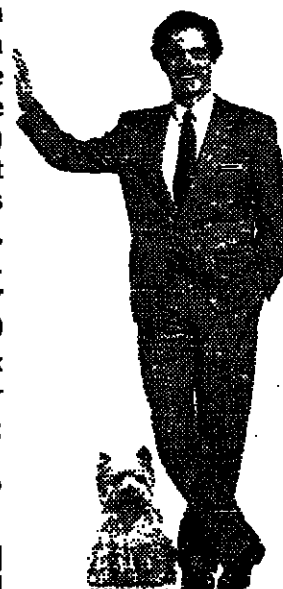
La nouvelle Renault 21 TL 526^F par mois la première année.

La nouvelle Renault 21 est née. Et pour qu'un bonheur n'arrive jamais seul, moi, Monsieur Financement, je vous la propose en location avec option d'achat sur 60 mois moyennant un versement initial de 30080F (dont 18800F de premier loyer majoré et 11280F de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale) et 11 loyers de 526F, 12 loyers de 865F et 36 loyers de 1421F. Coût total en cas d'acquisition 97402F. Nouvelle Renault 21 TL, prix TTC au 01/06/89 : 75200F. Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC - SA au capital de F. 321490700 27-33 quai Le Gallo - 92512 Boulogne Cedex RCS Nanterre B702002221. Monsieur Financement chez votre concessionnaire ou au

NUMERO Vert 05.25.25.25

TAPEZ 36-44

DIAC



Mr. FINANCEMENT, LE 1^{er} SERVICE RENAULT.

RENAULT
DES VOITURES
A VIVRE

PRÉHISTOIRE

Un site exceptionnel découvert en Angleterre

Un énorme site préhistorique datant probablement de la fin de l'âge du bronze (950-850 avant Jésus-Christ) et du début de l'âge du fer (600-400 avant notre ère) vient d'être découvert en Angleterre près de Peterborough, à quelque 130 kilomètres au nord de Londres. D'après les premières fouilles, il se compose d'une allée rectiligne longue de 800 mètres, faite de deux millions de poteaux de bois enfoncés dans la tourbe (ce qui explique leur conservation). L'allée, partant de la terre ferme, traversait ce qui était alors un lac et rejoignait d'abord une île artificielle (faite, elle aussi, de pieux de bois plantés dans la tourbe), puis une île naturelle. Sur l'île artificielle ont été trouvées les traces de plusieurs bâtiments de bois.

Les premières fouilles ont mis au jour un squelette humain et celui d'un chien, des épées, un poignard, des fourreaux, tous en bronze ou en fer et cassés en deux, ainsi que divers objets en bronze.

Il semblerait que le site ait été employé pour des rites cérémoniels et religieux liés à l'eau en usage dans l'Europe préhistorique depuis le néolithique. Mais le site de Peterborough n'a pas d'équivalent connu en Europe.

UN 18 JUIN SANS APPEL

INTENTIONS DE VOTE BVA/PARIS MATCH LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

	FABIUS	VEIL	VGE
15/20 AVRIL	31	7	31
2/6 MAI	28	8	35,5
15/20 MAI	27	9	33
1/2 JUIN	25	10	30
RÉSULTATS 18 JUIN	23,6	8,4	28,9

Lors de ces élections européennes beaucoup ont été étonnés par les sondages BVA/PARIS MATCH. En contradiction avec ceux des autres instituts. D'où des polémiques sans fin. Aujourd'hui les résultats sont là. Sans appel. Alors?

Hasard, opportunisme, manipulation... Nos clients connaissent bien la réponse. Et leur fidélité montre que nos méthodes ont fait leurs preuves aussi bien dans les études qualitatives que quantitatives. Notamment dans les secteurs :

AGRICULTURE • AUTOMOBILE • ALIMENTATION • BANQUES ET ASSURANCES
COSMÉTIQUE • MÉDIAS • POLITIQUE • RÉGIONS



GROUPE **VIRTUS**

Institut d'études de marchés et d'opinion - Tél. : 30.24.11.14

مكتبة محمد السادس

Régions

Auvergne

Les routiers et l'Europe

Le transport routier en France représente 28 895 entreprises : 22 000 ont moins de 5 véhicules et seulement 60 plus de 200. C'est dire si ce secteur risque d'entrer dans le grand marché européen de 1993 avec des entreprises qui ne seront guère adaptées à la réalité économique. Pour cette raison, un transporteur du Puy-en-Velay (Haute-Loire), Bernard Jamon (350 véhicules), a eu l'idée, avec Jean-Marie Boullé, directeur économique des Transports Laurent de Tours (Indre-et-Loire), de créer l'Union des transporteurs européens (UTE).

Il s'agit, tout en préservant l'existence des entreprises indépendantes, de former un réseau européen capable de rivaliser avec les grands groupes et de proposer aux clients les services d'une société à la taille du continent allié à des prestations personnalisées. L'UTE est une société anonyme coopérative à capital variable. Ne pouvant en faire partie que les entreprises indépendantes de tout groupe national ou international.

L'UTE a déjà enregistré une vingtaine d'adhésions de transporteurs français et étrangers et ses promoteurs tablent sur cinq mille en 1990.

Brioude. — La basilique Saint-Julien, parfait exemple de l'art roman bourguignon et qui était un des rendez-vous préférés de Marcel Arland, est relativement méconnue et mal exploitée. Une association de « ses amis » vient de se créer et, comme première manifestation, accueille le 7 juillet, à 21 heures, l'Orchestre d'Auvergne dirigé par Jean-Jacques Kantorow (39, rue du 4-Septembre, tél. : 71-60-24-85).

CENTRE

Pour la promotion économique

Vingt-deux villes de la région Centre sur les 32 de plus de 5 000 habitants se sont dotées d'un service économique structuré, chargé plus particulièrement des relations avec les entreprises. Ce service est, dans la plupart des villes, d'implantation relativement récente puisque dans les trois quarts des cas il date des années 1984 et suivantes.

L'existence d'un tel service est maintenant généralisée dans toutes les villes de plus de 20 000 habitants et 60 % des communes de 10 000 à 19 999 habitants en ont un. Dans ces dernières, le service occupe en moyenne une seule personne, il emploie au moins 2 personnes dans les communes plus importantes, 3 à Tours, 11 à Orléans.

Pourtout où ils sont implantés, ces services économiques ont pour tâche de trouver sur leur territoire des sites permettant à une entreprise en développement d'assurer son expansion. Dix-huit de ces services occu-

pent également, en cas de défaillance d'une entreprise, de la réutilisation des bâtiments et des terrains concernés.

Parmi les 22 villes possédant un service économique, 12 assurent un travail de prospection auprès des chefs d'entreprise pour qu'ils viennent s'installer sur la commune. Cela a permis globalement d'attirer 204 entreprises qui ont créé 6 495 emplois dans 12 villes.

(Institut de l'économie du Centre).

De toutes les régions de France, c'est le Languedoc-Roussillon qui arrive en tête pour le nombre de constructions avec l'ouverture, chaque année, d'un chantier pour 99 habitants.

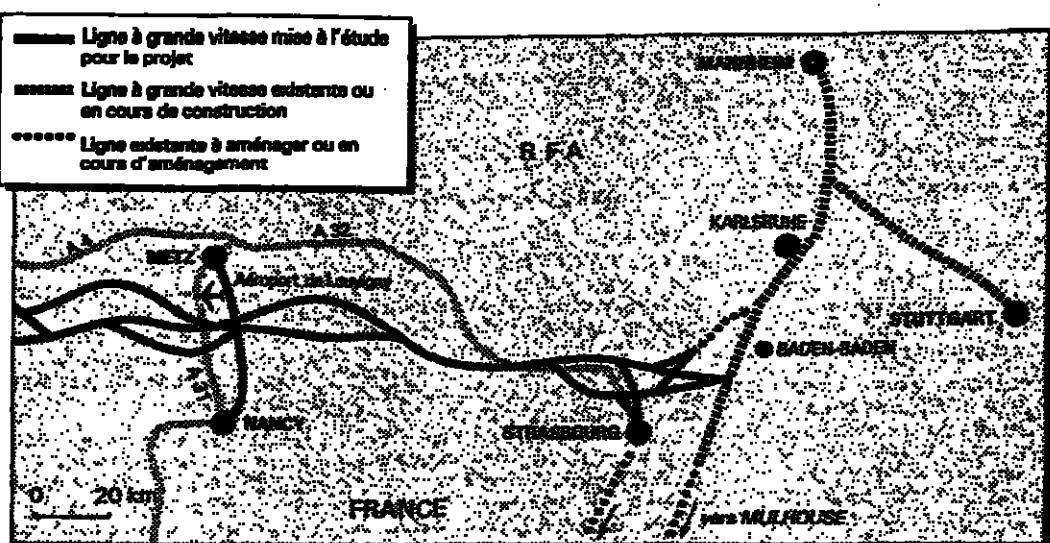
Parmi les autres régions, précise le Centre de documentation et d'information de l'assurance

Mise en service en 1996 ? Le TGV-Est sans discorde ni ladrerie

Si le choix du tracé et le montage financier du projet sont arrêtés avant la fin de cette année, le TGV-Est pourra circuler en 1996. Tel est l'enjeu principal, le 18 juin à Metz, aux élus et responsables socio-économiques lorrains par Philippe Essig, chargé par le gouvernement de conduire une mission de réflexion et de concertation pour définir le meilleur parcours possible du train à grande vitesse entre Paris et Strasbourg.

Le cadre de travail fixé par le ministre des transports et de l'équipement, Michel Delebarre, à l'ancien président de la SNCF, lui demande de prévoir une desserte en Lorraine, de Nancy et de Metz et des prolongements vers Luxembourg, Sarrebrück et Mannheim. De même, au-delà de Strasbourg, le tracé à définir devra permettre de desservir Colmar et Mulhouse, Bâle en Suisse et en RFA à partir de Baden-Baden, Karlsruhe.

La rentabilité du TGV-Est étant évaluée à 4 %, soit très au-dessous de la barre des 8 % sous laquelle la SNCF ne veut pas s'engager financièrement seule, les régions devant être desservies sont appelées à apporter leur contribution. Sur un coût global chiffré à 25 milliards de francs, dont 18 milliards pour les infrastructures et 5 milliards pour l'achat de matériel, l'Etat, qui « fait un effort important mais pas tout seul », selon l'expression de Philippe Essig,



pourrait apporter 5 milliards de francs. La participation demandée aux régions est de 3 milliards de francs (500 millions pour Champagne-Ardenne, 1 milliard pour la Lorraine et 1,5 milliard pour l'Alsace).

En Lorraine, un consensus se dégage entre élus et représentants des milieux socioprofessionnels en faveur du tracé assurant une desserte équilibrée de Metz et de Nancy, c'est-à-dire un passage de la ligne nouvelle entre les deux villes, à proximité du futur aéroport

régional en construction. L'idée retenue par Philippe Essig est d'implanter une gare TGV à côté du site du futur aéroport de Louvigny, voisin de l'autoroute Metz-Nancy, pour favoriser toutes les synergies possibles entre le rail, la route et l'air.

Pour Jacques Chérèque, ministre de l'aménagement du territoire et des reconversions, ce dossier est un test pour l'unité régionale lorraine : « Le TGV ne doit pas être une occasion de revanche des uns par rapport aux autres. Messins contre Nancéiens. Il ne doit pas

non plus être le prétexte d'affrontements politiques stériles qui ne peuvent au total que faire échouer sa réalisation. Sans accord rapide des collectivités locales sur le tracé et faute d'une contribution financière significative de leur part, il n'y aura pas de TGV-Est », prévient-il, tout en souhaitant relancer, à l'occasion, une réflexion globale sur les perspectives ouvertes par la constitution d'une grande métropole lorraine, à l'heure de l'achèvement du marché unique européen.

JEAN-LOUIS THIS.

CDIA), on trouve la Corse (un chantier pour 103 habitants) et la Provence-Alpes-Côte d'Azur (un chantier pour 133 habitants).

En fin de liste : la Bourgogne (un chantier pour 294 habitants), le Limousin (un chantier pour 296 habitants) et le Nord-Pas-de-Calais (un chantier pour 339 habitants).

Dans certaines régions, la majorité des chantiers sont ouverts à l'initiative des particuliers qui font construire leur maison. C'est par exemple le cas dans le Limousin, le Poitou-Charentes ou la Corse.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Un chantier pour 99 habitants

De toutes les régions de France, c'est le Languedoc-Roussillon qui arrive en tête pour le nombre de constructions avec l'ouverture, chaque année, d'un chantier pour 99 habitants.

Parmi les autres régions, précise le Centre de documentation et d'information de l'assurance

LIMOUSIN

161 000 francs pour un taureau

Le taureau Don Juan a été vendu 161 000 francs, le 15 juin, à la vente aux enchères d'été des bovins limousins reproducteurs de la station de sélection génétique de Lanau, en Haute-Vienne.

C'est un record absolu. Le précédent avait été atteint quelques semaines plus tôt par un taillon

charolais acheté 120 000 francs par un acheteur irlandais.

Cette vente record, qui s'est déroulée dans une ambiance style hôtel Drouot, a mis aux prises des acheteurs venus d'Europe du Nord, de Thaïlande et des États-Unis. C'est d'ailleurs un éleveur américain qui a fait monter les enchères, mais sans l'emporter pour autant. C'est en fin de compte dans le Poitou voisin que Don Juan ira exercer ses talents de reproducteur.

Les ventes records de 1988 se situaient aux alentours de 65 000 francs, des chiffres qui, à l'époque, avaient déjà stupéfié les éleveurs. Ces nouveaux prix, qui font pavoiser toute la région autant qu'une victoire de l'équipe de basket de Limoges, sont révélateurs des progrès accomplis par la race limousine, laquelle est actuellement la plus exportée dans le monde en raison de sa rusticité, de ses qualités d'adaptation aux conditions les plus différentes, de l'URSS à la Nouvelle-Zélande et à l'Asie du Sud-Est, et de sa capacité de croisement avec les races autochtones.

Cinquante-huit pays possèdent actuellement des troupeaux limousins, dont le suivi est assuré par

l'International Limousin Council, qui s'est réuni fin 1988 en Australie et se réunira début 1990 au Danemark. Enfin, Horizon 1993, une organisation européenne des éleveurs bovins, actuellement en préparation, sera officiellement créée en septembre prochain, lors du concours international de la race, à Brive-la-Gaillarde, en Corrèze.

BASSE-NORMANDIE

Un emprunt pour Paris-Cherbourg

Le conseil régional de Basse-Normandie a décidé de lancer auprès du public un emprunt obligatoire de 100 millions de francs au taux de 9 % sur quinze ans. Il s'agit de financer en partie les travaux d'électrification de la ligne de chemin de fer Paris-Cherbourg dont le coût global est estimé à 1,5 milliard de francs. 500 millions de francs doivent être empruntés par la région pour son compte et celui d'autres collectivités.

Cet emprunt, ouvert depuis le 12 juin et qui peut être souscrit jusqu'au 29, est, selon René Garro

(UDF-PR), président du conseil régional, « le moyen de tester la possibilité d'utiliser l'épargne privée locale sur un projet économique régional » et d'impliquer ainsi les Normands dans le développement de leur région. Un argument d'ailleurs retenu par les concepteurs de la campagne de publicité qui assure la promotion de l'emprunt.

Le remboursement de cet emprunt, qui est une première pour une collectivité territoriale, est fondé sur un accord de « swap » conclu avec une banque française, c'est-à-dire que l'emprunt est racheté par la banque à laquelle la région verse des remboursements annuels fixes. Les contrats de prêts entre la région et les fournisseurs de crédits traditionnels ont, quant à eux, été signés lundi 19 juin à Caen.

POITOU-CHARENTES

Pour retrouver Oïron

La Mutuelle d'assurance des artisans de France (MAAF), dont le siège est à Niort, s'intéresse aux monuments historiques. Elle vient d'organiser une consultation dans sept directions régionales afin d'attribuer sept enveloppes de 100 000 francs chacune à des travaux de restauration.

En Poitou-Charentes, 6 527 sociétés (et non-sociétés) ont voté et leur préférence est allée au château d'Oïron, dans les Deux-Sèvres. Ce monument, qui appartient à l'Etat depuis 1943, a été construit en plusieurs temps, notamment sous la Renaissance, mais c'est la partie Grand Silex qui domine. De sorte qu'on peut l'appeler le Petit Versailles des Deux-Sèvres. Les 100 000 F seront utilisés sans peine car on a déjà beaucoup restauré. « Et ce n'est pas fini ! » estime un gardien.

Dans le cadre de cette opération « SOS Patrimoine » ont été également retenus l'église de Monnaie-Nord, en Saône-et-Loire, la chapelle Notre-Dame-de-Grâce, à Gignac, dans l'Hérault, la chapelle de Trappe de l'ancien prieuré de Confolent-Port-Dieu, en Corrèze, l'église de Teillet-Argenty dans l'Allier et le clocher de l'église de Chaux-les-Châtillons à Terre-de-Chaux (Doubs).

RHÔNE-ALPES

L'Eureka des régions

Le coup de sifflet du départ avait été donné dans la région Rhône-Alpes, le 5 juin à Annecy. Après avoir visité huit régions françaises ou étrangères (Allemagne, Suisse, Italie), le train-forum de l'Eureka des régions s'est immobilisé en gare de Barcelone le 16 juin. Mais il lui restait une halte très importante à observer à Lyon. Lundi 19 juin, un carrefour européen, organisé à la demande du conseil régional de Rhône-Alpes présidé par Charles Millon (UDF-PR), a accueilli, en effet, plus de deux cents chefs d'entreprise, chercheurs et élus pour tenter de tirer les leçons de la coopération interrégionale et internationale.

La date n'avait pas été choisie au hasard : c'était le jour où les ministres européens de la recherche et de l'industrie, réunis à Vienne (Autriche) pour leur conférence annuelle, devaient décider d'accorder les labels « Eureka 1989 » à un certain nombre d'entreprises ou de laboratoires des dix-neuf pays concernés. On en attendait une soixantaine, il y en avait quatre-vingt-neuf, dont vingt-neuf concernaient des entreprises françaises. Des entreprises qui ne sont plus seulement de grands groupes internationaux mais des PME ou des PMI sédentaires par cette procédure de coopération technologique de haut niveau lancée il y a cinq ans par le gouvernement français. Sensibiliser les responsables de ces entreprises, généraliser plus fructueusement les pratiques de coopération internationale, et encourager les régions à créer l'environnement favorable à ces rapprochements internationaux, tel était précisément le but du train-forum. Le convoi devrait d'ailleurs repartir prochainement pour sillonner d'autres régions européennes.

En attendant, le dialogue engagé en direct, grâce à une excellente liaison audiovisuelle par satellite entre Hubert Curien, ministre français de la recherche et de la technologie, présent à Vienne, et l'assemblée des spécialistes réunis à Charbonnières au siège du conseil régional de Rhône-Alpes, a montré que le message passait très bien. Les quelques chefs d'entreprise (Télal de Rumilly, en Haute-Savoie; Gallipio SA de Bézières, dans l'Hérault; Meiland de Lyon, dans le Rhône, et SGS Thomson de Grenoble, en Isère) du sud-est de la France, appelés à témoigner, ont dit toute la confiance qu'ils accordaient à ce genre de coopération, dont les premiers contrats, arrivés à expiration, montrent qu'ils servent effectivement le développement des sociétés engagées dans l'avenir.

GUY PORTE.

Une étude de l'INSEE

La densité de fonctionnaires locaux : Ile-de-France et Corse en tête

La fonction publique territoriale (communes, départements, régions...) compte plus d'un million de personnes. Les 640 000 femmes et les 460 000 hommes salariés à titre principal des collectivités locales sont pour plus de 80 % d'entre eux des employés et des ouvriers. Contrairement à la fonction publique d'Etat, la fonction publique territoriale comprend très peu de cadres, environ 6 %, indique l'INSEE dans sa dernière livraison.

Les salariés des administrations publiques locales, à la date du 31 décembre 1987, sont à plus de 81 % employés par les organismes communaux et intercommunaux. Les communes rémunèrent à elles seules 808 000 agents. Les organismes régionaux et départementaux emploient 187 000 salariés. Environ 30 000 personnes travaillent dans les organismes privés et semi-publics d'action locale (associations culturelles, établissements sociaux...).

A ces effectifs, on peut ajouter, d'une part, les 34 000 salariés des 280 offices publics d'HLM et des 22 caisses de crédit municipales, organismes dont les personnels sont également régis par le statut de la fonction publique territoriale — et, d'autre part, les 195 000 stagiaires des TUC, c'est-à-dire les travaux d'utilité collective (payés par l'Etat, quel que soit l'organisme qui les recrute).

Au cours de l'année 1987, en application du « droit d'option » prévu par les textes de décentralisation, 14 000 agents des directions départementales de l'équipement (DDE) ont été transférés, à emplois inchangés, des budgets départementaux au budget de l'Etat (d'autres

mouvements analogues mais de faible importance ont également eu lieu dans les préfectures et les tribunaux). En raison de ces réaffectations budgétaires, les effectifs totaux des collectivités territoriales ont baissé de 1 %. Les emplois régionaux, eux, continuent de croître à un rythme très rapide (12 % en 1987 contre 16 % en 1986).

Un indicateur commode du poids de l'administration locale est le nombre d'emplois locaux en équivalent temps complet pour 1 000 habitants. Sur l'ensemble de la métropole, il est en moyenne, en 1987, de 17 agents pour 1 000 habitants. Il est resté stable par rapport à 1986 où il était de 17,2 pour 1 000, et a peu varié selon les régions. Les départements où il est le plus fort restent les suivants : Paris (29), la Corse du Sud (27), la Seine-Saint-Denis (26), le Val-de-Marne (25), les Hauts-de-Seine (23), les Alpes-Maritimes (22), la Gironde et la Haute-Garonne (20). Comme en 1986, il est le plus faible en Haute-Saône et dans l'Ain (10), en Ardèche, Haute-Loire, Aveyron et Lozère (11), en Vendée, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Manche, Pas-de-Calais (taux inférieur à 13 %).

Cette page a été réalisée par nos correspondants :

Georges Chatais ; Bernard Elie ; Jean-Pierre Foron ; Michel Leveque ; Pascale Monnier.

Coordination : Jacques-François Simon

Entre Nice et Digne

Nouvelles menaces sur le train des Pignes

UNE nouvelle fois, la ligne Digne-Saint-Anban, permettant la jonction de la voie métrique avec l'axe SNCF du val de Durance), a été menacée de fermeture. Son déficit d'exploitation atteint 20 millions de francs par an et pour survivre elle doit être modernisée. Mais un dialogue de sourds se poursuit depuis plusieurs années pour le financement des investissements nécessaires entre l'Etat et le concessionnaire, le Syndicat mixte Alpes-Méditerranée (SYMA) formé de la région, des départements des Alpes-Maritimes et des Alpes-de-Haute-Provence ainsi que des villes de Nice et de Digne.

L'affaire s'est corée avec un projet d'urbanisme que la ville de Nice favorable à la fermeture au moins partielle — souhaite réaliser sur l'emplacement de la gare de départ des Chemins de fer de la Provence (CFP).

Malgré son surnom suranné de « train des Pignes », la ligne Nice-Digne n'est pas un vulgaire tortillard survivant d'une époque révolue. Elle est fréquentée, chaque année, par 300 000 voyageurs et remplit une indéniable mission de service public tout en présentant un réel intérêt touristique. Ses résultats financiers sont, par ailleurs, bien supérieurs à ceux de beaucoup de lignes exploitées par la SNCF et pourraient être encore améliorés grâce, notamment, à un développement du trafic marchandises.

En 1984, la signature d'un contrat de plan entre l'Etat et la région avait permis de lancer une solution à long terme de ses difficultés d'exploitation. Les deux partenaires s'étaient engagés à financer, à parts égales, un programme de travaux de rénovation de la voie de 56,5 millions de francs sur cinq ans (plus 15 millions

pour la pose d'un troisième rail entre Digne et Saint-Anban, permettant la jonction de la voie métrique avec l'axe SNCF du val de Durance).

Parallèlement, l'Etat consentait à participer, pendant la même période, aux dépenses de fonctionnement, pour un montant de 4 millions de francs par an. Mais le déblocage des crédits d'investissement était subordonné à la révision des statuts du SYMA pour permettre l'entrée de la région et « pour que soit définie entre les cinq collectivités territoriales concernées une clé durable de répartition des dépenses ». Cette chance a malheureusement été gâchée.

Pour des raisons politiques, le SYMA a attendu près de trois ans avant de réviser ses statuts et, bien que budgétaires, les crédits de l'Etat de la région n'ont pas été versés. De plus, le nouveau président du conseil régional, Jean-Claude Gaudin (PR), successeur, en 1986, de Michel Peret (PS), n'allait pas tarder à se montrer hostile au maintien de la ligne (1).

Projet immobilier

Comme par enchantement une solution était pourtant trouvée, en septembre 1987. La ville de Nice soumettait alors le financement d'une première tranche de travaux de 55 millions de francs avec le concours d'un groupe immobilier intéressé par la réalisation d'un complexe commercial de 65 000 m² sur l'emplacement de la gare des Chemins de fer de la Provence. Les promoteurs étaient prêts à verser une avance de 25 millions de francs à valoir sur la location des terrains et à

prendre en charge la reconstruction de la gare.

Le SYMA ayant donné son feu vert, restait à obtenir l'accord de l'Etat, propriétaire des terrains par l'intermédiaire de la SNCF. Or celui-ci n'a pas voulu donner suite au projet avant que le SYMA ne garantisse, en contrepartie, la pérennité des Chemins de fer de la Provence (qui emploient cent cinquante salariés). De plus, à fin 1988, à l'expiration du IX^e Plan, il cessait, comme prévu, de verser sa subvention de fonctionnement de 4 millions.

En demandant, le 17 avril dernier, la fermeture de terrain, le conseil municipal de Nice a manifestement cherché à faire monter la pression. Réuni le 9 juin, le SYMA a voté un budget d'attente, en déséquilibre, en décidant de statuer à nouveau sur l'avenir du réseau les 23 juin et 6 juillet. Le petit train sera peut-être sauvé. Il s'est trouvé d'innombrables défenseurs à travers une vigoureuse campagne d'opinion lancée par le quotidien *Nice-Matin*. L'Etat a déjà fait un geste : une aide d'urgence de 5 millions de francs pour assurer la sécurité de la voie. Le coût du plan de modernisation établi par l'exploitant est de 120 millions de francs sur 10 ans, le déficit d'exploitation étant réduit de moitié en six ans.

(1) Contraint de suivre les consignes de vote de Jean-Claude Gaudin au sein du SYMA, le maire (RPR) de Digne, M. Pierre Rinaldi, a préféré démissionner du syndicat le 14 juin. La gauche, elle, ne siège pas au SYMA mais, à Nice, elle a lancé plusieurs actions en faveur du train.

THÉÂTRE

«Arlequin serviteur de deux maîtres», au Théâtre de l'Europe

Le bonheur sur scène

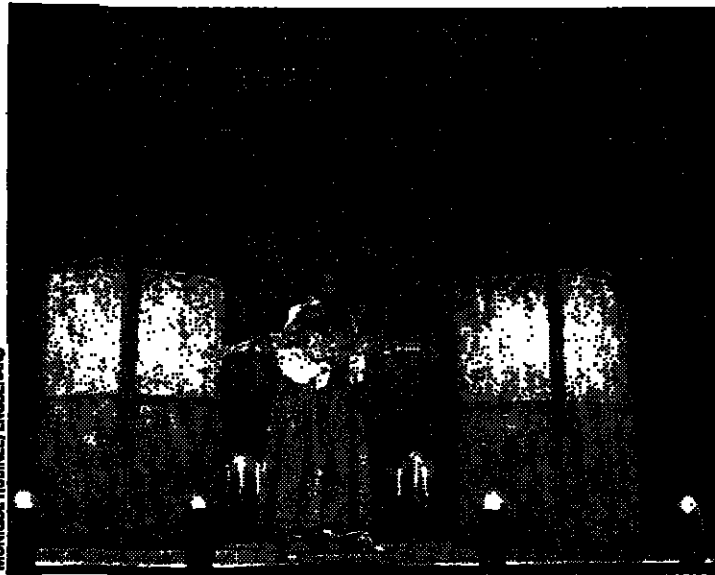
Pour la sixième et dernière fois, dit-il, Giorgio Strehler reprend son chef-d'œuvre, Arlequin serviteur de deux maîtres, de Goldoni.

Version nouvelle, encore affinée, irrésistiblement drôle, belle et dépouillée : les comédiens et le plaisir de jouer.

Une rampe de chandelles, des bougeoirs garnis de tisons, des scènes en costume crème, baignant l'espace d'une clarté tendre, dans laquelle les acteurs prennent une sorte de transparence, la fragilité d'esprits prêts de s'évanouir. Ils s'incarnent, mi-charnels, mi-imaginaires, dans l'éphémère des personnages avant l'adieu définitif. La sixième version d'Arlequin serviteur de deux maîtres, de Goldoni — avec le Piccolo Teatro di Milano — présentée jusqu'au 2 juillet à l'Odéon-Théâtre de l'Europe, est selon son metteur en scène, Giorgio Strehler, la dernière.

La pièce et Strehler sont liés depuis plus de quarante ans. Il l'a fait connaître, elle l'a rendu célèbre. Ils se retrouvent de temps en temps, retrouvailles admirables qui au fil du temps se chargent de mélancolie, mais aussi affinent le propos jusqu'à la suppression de tout, ou presque, ce qui n'est pas l'acteur et son bonheur sur scène.

Il n'y a rien d'autre dans cette sixième version que des tailles grêges bien tendues, un cadre de scène de la même teinte, trois paravents apportés quand c'est nécessaire par les valets, une chaise de bois sur laquelle s'installe le souffleur cacophonique. Le décor est néanmoins signé Aldo Fallai. Les costumes (de Franca Squarciapino) sont d'une élégance, d'une grâce extrêmes et surtout les comédiens y



MONIQUE MURIEL / FRANKFURT

semblent à l'aise comme s'ils portaient des jeans et des T-shirts.

Le spectacle parle autant d'eux que de la pièce, mélange inextricable de quiproquos, imbroglios, travestissements et jeux de masques. Or la logique et la crédibilité n'ont rien à voir. Elle est jouée en italien, mais comprend-on ou non le texte n'y change rien. Il est juste fonctionnel, et la précision verbale des Italiens, la musicalité de leur prononciation sont un enchantement.

Les acteurs sont là, légers mais bien campés sur ces planches qui sont leur royaume et que les pieds font claquer, scandant les entrées et les sorties. Leurs bondissements saccadés accompagnent les mouvements souples des bras, des coudes qui s'inclinent. La première partie est jouée ainsi, les acteurs jouent comme les marionnettes siciliennes animées par de longues tiges de fer, et qui, pas un instant, ne demeurent immobiles. Puis, progressivement, ils adoptent un style extraverti et même excessif, mais qui tend vers le réalisme, y compris pour les person-

nages masqués — Pantalon, Brighella et, bien entendu, Arlequin.

A travers la stylisation des attitudes, à travers les masques de comédie dell'arte, Goldoni décrit la société de son temps, atteint une vérité des caractères qui sonne encore juste, et Strehler montre l'évidence éternelle du théâtre à travers la mise en valeur exacerbée des comédiens. On ne sait plus s'ils viennent du Piccolo Teatro ou de chez Goldoni. D'une réplique à l'autre, ils se fauillent avec une désinvolture confondante dans tous les genres en usage au dix-huitième siècle, de la farce à la comédie, de la comédie dell'arte à l'opéra, insérant des ariettes, des récitaux mozartiens tout naturellement, mais jamais gratuitement, dans leur texte.

Tristesse et splendeur

Goldoni a vécu une époque charnière, a écrit environ cent vingt pièces, marquées de toutes les influences du temps, notamment la philosophie des Lumières. Dans son recueil *Un théâtre pour la vie* (Fayard), Strehler le dépeint comme un névrosé autodestructeur, un auteur en butte à des rivalités — la plus grave venant de Gozzi — et qui porte aux nues la bourgeoisie, puis lui tourne le dos, sans pour autant se sentir capable de comprendre le peuple, et qui, exilé en France, vit à la cour tout en se déclarant républicain.

Strehler cite l'opéra pour la distance, pour la référence sociale et théâtrale. En faisant revivre la comédie dell'arte, il cherche moins les racines populaires du théâtre, qu'une façon d'être et de faire favorable aux comédiens, et que l'on pourrait comparer à la variété, ou au cirque. Là où l'artiste n'est pas à l'affût de renouvellement, mais de variations sur un thème connu. Lié à un stéréotype très fort, et d'autant plus schématisé, il dispose d'un espace de liberté où son imagination se déploie sans limites ou presque.

Les acteurs de comédie dell'arte improvisaient à partir d'une trame. Dans le spectacle de Strehler, tout est évidemment réglé à la seconde près. La mise au point a eu lieu pendant les répétitions. Les comédiens interprètent des comédiens en train de vivre une représentation, de se surveiller, de se voler une scène, de basculer dans la vérité du jeu. C'est le fameux paradoxe, là, tangible chez Andrea Jonsson en travesti-voix grave, chevelure sauvage, gilet carnassière — ou Ettore Conti, qui fait de Pantalon un débauché cabotique, ou Giulia Lazarini, sa fille Clarisse, irrésistible godiche, et son amoureux de roman-photo, Giancarlo Dettori et tous, qui sont fantastiques.

Pour Fernuccio Soleri, frère de Moretti, l'Arlequin de la création, la mise au point se poursuit depuis qu'il est titulaire du rôle, c'est-à-dire depuis une vingtaine d'années. Le voir exécuter ses numéros avec toujours la même virtuosité, la même élégance drôlerie, la même gaieté naïve est miraculeux. Après toutes ces années, c'est lui qui fait ses adieux. Quand le spectacle se termine, les comédiens, ombres noires découpées en à-plot, creent et le cherchent, appellent doucement «Arlecchino», esprit évanoui... Toute la splendeur et la tristesse du théâtre dans cette image.

COLETTE GODARD.

★ Odéon-Théâtre de l'Europe, 20 à 30 jusqu'au 2 juillet (en italien). Location : 45.25.70.32.

MUSIQUES

«Jeanne au bûcher» à Saint-Denis

Le buisson ardent

Pour son vingtième anniversaire, le Festival de Saint-Denis est remonté loin dans notre histoire : jusqu'à Jeanne au bûcher, grâce à Seiji Ozawa, et bientôt, le 29 juin, plus loin encore avec Clovis et Clotilde, de Bizet, ressuscité par Jean-Claude Casadesus.

13 septembre 1429, Jeanne d'Arc, qui venait d'être blessée à la porte Saint-Honoré (face à la Comédie-Française...), offre ses armes à la basilique de Saint-Denis. Cinq cent soixante ans plus tard, par deux fois la semaine dernière, «un bon peuple de France venait en ce même lieu saluer notre héroïne nationale, exaltée par Claudel et Honegger».

«Nous avons marché la main dans la main, disait le compositeur, collaborant au même dessin, qui était d'écrire un ouvrage populaire, dans le beau sens du terme, c'est-à-dire capable d'attirer un vaste public, de formations, de croyances, de milieux extrêmement divers».

Il est pleinement atteint leur but, comme l'a prouvé le grand succès de ces deux soirées. Et pourtant cette Jeanne au bûcher un peu dédaignée par les «savants», les héritiers de toutes ces plumes sur le parchemin qui grissent, a dû accomplir un long périple avant de revenir chez elle avec Seiji Ozawa, qui l'a menée auparavant de Carnegie Hall au Festival de Salzbourg.

Au fond de la basilique, sous l'orgue et devant une nef unique, assez restreinte, où les chœurs sonnaient un peu à l'étroit, un podium recevait la «mise en espace» de Georges Wilson, une mise en scène schématisée mais suffisante pour évoquer les épisodes pittoresques ou épiques du poème claudélien. Il fallait, cependant, encore que chanteurs et comédiens franchissent le mur de l'orchestre, souvent très dense.

Mais ce n'était pas un obstacle pour Marthe Keller, qui exprime avec un prodigieux dynamisme, une voix explosive ou tragique, la personnalité exceptionnelle de la bonne Lorraine.

Elle ne trouvait qu'un réconfort modéré auprès du Frère Dominique, de Georges Wilson, vieux soldat sans doute un peu malhabile à apprivoiser les petites filles, trop résigné peut-être au malheur du monde, et pourtant d'une humanité si profonde.

Autour d'eux, un brillant trio de chanteurs et acteurs, Jean-Philippe Courty et Pierre-Marie Escourrou, les apertures célestes de François Pollet, Michèle Commaud et Nathalie Stutzmann, enveloppés par les voix harmoniques du peuple de France, tantôt pour condamner («Hérétique, relaps, sorcière»), tantôt pour accompagner, encourager Jeanne («Fille de Dieu, va, va, va»), tantôt pour raconter les aventures épiques du paysan Hurtlebise et de sa commère bourgeoise, la Mère aux tonneaux — les superbes chœurs et la maîtrise de Radio-France. On retrouvera tous ces interprètes dans

l'enregistrement réalisé en direct par Deutsche Grammophon.

Avec un chef comme Ozawa, qui brûle lui-même comme le buisson ardent et communique irrésistiblement sa flamme à chaque chanteur et instrumentiste, nous avons ressenti l'intensité lyrique de ce chef-d'œuvre où Honegger a magnifiquement exploité le matériau poétique très complexe que Claudel lui offrait.

En évitant de faire un grand crescendo biographique de la naissance au bûcher, Claudel a permis à Honegger de composer sa musique comme une symphonie dramatique, forte et tendue dès le début, avec des moments de détente, des retraites de poésie, un foisonnement d'épisodes et soudains des progressions fulgurantes, où l'on passe du rire au drame.

On ne peut s'empêcher de frissonner lorsque Jeanne, ravie par le livre d'images de son enfance qu'elle vient de feuilleter, tout à coup prend conscience de son destin — lorsque, comme un glas, sonne cette phrase : «Rouen, Rouen, Rouen, tu as brûlé Jeanne d'Arc». Jeanne répète la chanson de *Tristano* et soudain comprend son sens symbolique : «C'est moi qui vais faire le joli clerge... C'est moi qui vais faire le joli clerge... Et quel, mon peuple de France, il est vrai que tu veux me brûler ?»

Cinquante ans après sa création, *Jeanne au bûcher* reste un des chefs-d'œuvre incontestables d'Arthur Honegger, le plus franc, le plus rayonnant, le plus français.

JACQUES LONCHAMPT.

Tin Machine à La Cigale

David Bowie, le Sir Laurence du rock

Avec son nouveau groupe, David Bowie retourne à l'usine du rock : petite salle, musique dure et démocratie directe.

Les grands acteurs peuvent faire avaler n'importe quoi et, de toute l'histoire du rock, David Bowie est certainement le plus grand. Il a passé son dimanche à Paris pour convaincre de la réalité de son nouvel avatar : chanteur d'un groupe de rock and roll, et c'est tout.

Tin Machine (David Bowie, chant ; Reeves Gabrels, guitare ; Tony Sales, basse ; Hunt Sales, batterie) débute. Ils n'ont qu'un album derrière eux. Ils sont venus d'Amérique en leur pourpoint à la Cigale (à peu près huit cents places). Ce qui signifie : nous n'avons pas pris le jet privé que nous aurions pu nous offrir ; nous n'avons pas joué à Bercy, que nous aurions pu remplir, parce que nous sommes sincères. Et Bowie a travaillé dur, sur scène, comme lors de la conférence de presse que le groupe a donnée l'après-midi, pour effacer les sourires sceptiques. A La Cigale, devant un public soucieux de ne pas voter la star et ses amis (personne n'a osé demander *Jeun Genie*), Tin Machine a emporté la décision en une heure et quart de rock dur et intelligent. L'intégralité de l'album y est passée avec, en prime, une reprise de *Maggie's Farm*, de Bob Dylan. Les quatre musiciens, plus Kevin Armstrong à la guitare rythmique, sont arrivés sur scène en costume croisé et cravate, comme sur la pochette du disque (comme les Beatles). Les lumières étaient monochromes, blanches la plupart du temps, et David Bowie n'était pas plus éclairé que ses collègues.

Pourtant, au fil des morceaux, on devinait (ou on imaginait) des configurations fascinantes. Les figures sales ont fait de parfaits voyous : de ceux qui ont fait beaucoup de peine à leurs respectables parents plutôt que de fleurs de barrière. Bowie, barbu, bronzé, ressemblait de plus en plus à un officier britannique, oublié par l'empire à un poste perdu dans la brousse. Et Reeves Gabrels a une tête de structuraliste de la guitare hard (UV, coefficient 2, maîtrise de sémiologie du rock).

Quand Bowie chante, la plupart du temps il ne prête aucune attention à ses collègues, se laissant porter par le groupe (le meilleur, sans doute, qu'il ait eu depuis les «Spiders from Mars»). Il est David Bowie, celui qui prend des poses à la Laurence Olivier, grimace au quart de seconde prêt et chante d'une voix un peu emphatique et irrésistiblement persuasive. Mais, pendant les solos, il se met en retrait, le devant de la scène ne lui appartient plus, il apparaît presque gauche et un peu maigre. A ce moment, les autres occupent l'espace que la star vient de libérer, vaporisant l'attention, que le public voudrait s'accorder qu'à Bowie, comme Bowie vampirise leur énergie.

En fait, Tin Machine est un exemple de parasitage réciproque et réussi. Bowie concède qu'il n'avait pas changé d'image depuis «deux albums et demi» et qu'il était à court d'idées. Après un concert de charité avec Gabrels, il a décidé de poursuivre sa collaboration avec le guitariste. Les deux hommes ont alors fait appel aux frères Sales, que Bowie avait rencontrés alors qu'ils produisaient *Lust for Life*, d'Iggy Pop. Le chanteur a apporté son savoir-faire d'auteur, sa science de la manipulation (des mots, des notes et des gens). Et les autres, leur mauvaise éducation américaine, doublée d'une technique instrumentale irréprochable, triplée d'une vaste culture musicale. Il faut les entendre sur scène reprendre le premier couplet de *Bus stop*, sur un rythme de ballade country. On se croirait à Nashville.

Ensemble ils ont composé tous les titres de l'album. Même si le matériel est intégral, *Bus stop*, *Under the God on Heaven's in Here* peuvent prendre leur place sur le grand jukebox, là-haut dans le ciel.

La démarche de Bowie l'expose à toutes les empiètements, comme ces étudiants de bonne famille qui allaient s'établir en usine. Si demain Tin Machine ne marche pas, il pourra enregistrer sous son nom un album de chansons typiquement Bowie, pour éponger les dettes. Lors de la conférence de presse, il s'est un peu égaré à ce sujet : «Si j'avais joué dans un stade, on me l'aurait reproché. On me reproche de jouer dans de petites salles ; entre les deux, je choisis ce qui me fait plaisir». Et puis, il a recouvert sa courtoisie habituelle. Bowie sait qu'à chaque fois il a fait passer les arguments qu'il fallait. Simplement, à raison de moins de mille spectateurs par show, ça doit lui prendre un peu plus longtemps.

Une comédie musicale pour AIDES

Alex Métyer et l'Américain Dance Factory entament, lundi 26 juin, au Casino de Paris, une tournée dans quatorze villes de France au profit de AIDES, l'Association de lutte contre le sida. Alex Métyer assurera la première partie du spectacle et sera suivi de *Ni ange ni bête*, une comédie musicale de Laura Vega Orfeo. La troupe poursuivra son périple : Antibes le 17 juillet, à Lille le 2 octobre, à Lyon le 13 novembre ou à Marseille le 27 novembre.

★ Casino de Paris : 48-78-46-00. Prix des places : 500 F ou 800 F pour deux personnes.

FONDATION SOCIÉTÉ GÉNÉRALE POUR LA MUSIQUE

RENCONTRES INTERNATIONALES DE MUSIQUE BAROQUE ET CLASSIQUE

BEAUNE 89

Hospices de Beaune

30 JUIN - 22 JUILLET - 4 WEEK - ENDS

VEN 30 : GUSTAV LEONHARDT, CLAVECIN ; SIGISWALD KUUKEN, VIOLON ; WIELAND KUUKEN, VIOLON ; GAMBÉ, COUPERIN

SAM 1 : CH 8 ORPH. COLLEGIUM VOCALE GAND ; DIR. PH. HERREWEGHE ; AGNÉS MELONI, SOPRANO ; GÉRARD LESNE, ALTO ; CH. PRÉCIGIEN, T. PETER KOOY, BASSE ; BACH «CANTATE» ; MESSIS BRÈVES...

DIM 2 : BENTEN, DE LA REVOLUTION, SPECTACLE LA REPUBLICA NET ; CÉLENE DELAVANT, MEZZO

VEN 7 : LA CUE EOURIE ET LA CHAMBRE DU ROY ; DIR. J.C. MALGOIRE ; CATHERINE DUBOSC, SOPRANO ; MOZART AIRS DES «NOÛES DE FIGARO»...

SAM 8 : CREATION «LE BANQUET DU VOUK» ; MUSIQUES A LA COUR DES DUCHES DE BOURGOGNE 15E ENS. GILLES BINCHOIS ; DIR. O. VELLARD ; MV. COSTUMES, DANCER ET VNS. INCLUS D'APRÈS MANUSCRITS DU 15E ; ENREGISTREMENT DISCOGRAPHIQUE VIRGIN CLASSICS

DIM 9 : RÉCITAL SHIRLEY VERRETTI, VERDI AIRS DE «AIDA», «OTHELLO»...

SAM 15 : HANDEL OPÉRA «ACIS, GALATÉE E POLYME» ; VERSION ORIGINALE 1758, LONDON BAROQUE ; DIR. CHARLES MED. AM. CAROLYN WATKINSON, MEZZO ; O. BLACKBURN, SOP. ; D. THOMAS, B.

DIM 16 : BERLIOZ «SYMPHONIE FANTASTIQUE» ; ORCH. SYMPHONIQUE DU KIROV DE LÉNINGRAD ; DIR. VALERI GERASIEV

VEN 21 : «MONTANT CONCERTOS N° 3 & 5 POUR VIOLON ET ORCHESTRE» ; ORCH. NAT. DE CHÈRE DE TOULOUSE ; DIR. & VIOLON AJUSTIN DI MAY

SAM 22 : HANDEL «JOB À STE CECILE» ; DIR. FÉLIX JACQUES ; ORCH. ET ORCHESTRE, NEDERLAND BACHWERFENING ; LENA LOOTENS, SOPRANO ; HOWARD CROOK, TENOR

COLLOQUE «LA BOURGOGNE DES DUCHES EN RELATION AVEC NOTRE HISTOIRE»

DIRECTION ARTISTIQUE ANNE BLANCHARD

INFORMATIONS, RESERVATIONS, PROGRAMME DÉTAILLÉ : OFFICE DE TOURISME DE BEAUNE : 21200, TEL. 89 22 24 51 ; FNAO PARIS, LYON, DIJON - MINTEL 9615 BILLETTEL ; ART ET FUGUE GENEVE

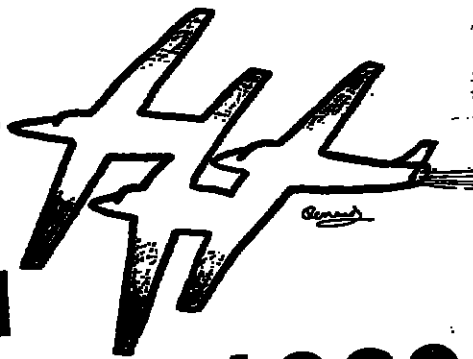
Télérama

هكذا من الأصل

(Publicité)

CONTRE LE SOMMET DES RICHES

A LA BASTILLE



SAMEDI 8 JUILLET 1989
MANIFESTATION à 14h30



Animée par Parabelum, Betty's Boop, Pat Naya, Stéphane du groupe Indochine, l'orchestre de la Chapelle des Lombards, des groupes antillais et africains, du théâtre...

A l'invitation du gouvernement français, les sept pays les plus riches du monde se réuniront à Paris le 14 juillet 1989. Le jour anniversaire de la prise de la Bastille, deux cents ans après qu'un premier assaut, resté dans la mémoire des peuples, eut été livré aux privilèges, les privilégiés de la planète tiendront leurs assises à Paris, feront leurs comptes, chercheront les voies et moyens d'accroître leur emprise. Nulle autre initiative ne pouvait insulter plus délibérément la mémoire collective et ravalier au rang de farce de mauvais goût les cérémonies du Bicentenaire. Nulle autre ne pouvait éclairer aussi crûment l'état du monde. La famine, la misère et le désespoir accablent des centaines de millions d'êtres humains. Des pays, naguère relativement prospères, succombent sous le poids de leur dette. La dégradation accélérée de l'environnement planétaire met en question la survie de l'espèce humaine. Ces désastres sont le fait d'un impérialisme économique qui, jamais dans l'histoire, n'a réduit tant d'hommes et de femmes à tant de détresse, en leur proposant comme seule consolation les secours équivoques et dérisoires de la charité. Ils exigent la justice. Ils y ont droit. Le tiers état, aujourd'hui, c'est le tiers monde. Pour garder au 14 juillet 1989 son sens, sa dignité et son efficacité, nous appelons au rassemblement des représentants des peuples exsangues au moment où à Paris se réuniront les maîtres de l'économie mondiale. Face à l'opinion, eux aussi feront leurs comptes et chercheront ensemble les voies et moyens de démanteler la Bastille de l'impérialisme économique. Nous en appelons aussi aux forces progressistes en France et en Europe. Nous manifesterons dans les rues de Paris de la Bastille le samedi 8 juillet 1989. Nous donnerons la parole aux représentants de ceux qui luttent : pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; contre la dette, les dernières colonies, l'apartheid en Afrique australe.

Cette manifestation fait partie de toutes les initiatives qui se tiendront autour du sommet des sept pays les plus riches, notamment l'initiative des 15 et 16 juillet organisée par TOES.

R. ABAD, R. AGRET, S. ALEXANDER, I. ALLETON, P. ALLIES, A. AMICABLE, J. ANDOS, M.-A. ANDRE, M. ARNOULD, M. AOUNT, D. ASSOULINE, R. et L. AUBRAC, C. AUGER, M. BARAK, BARBE, L. BATTISTI, P. BAUBY, M. BEITONE, P. BELIN, D. BENSARD, F. BERANGER, M. BERTHELOT, J.-P. BESSET, J. BIDET, BLANCHON, P. BLOTIN, G. BOHNER, R. BONHEUR, L. BONNAPE, J. BONTEM, N. BOUBAKER, H. BOUDJEMA, K. BOUSSARA, G. BOSSE, A. BOULLAY, C. BOURDET, M. BOUTHE, C. BRAVO, J. BRUGIE, G. BRUNTSCHWIG, CABU, J.-C. CAMBADELIS, A. CAPRON, F. CAPRON, J. CARDONNEL, M. CARDOZE, R. CASTRO, F. CATHERINE, M. CHARVIN, M. CHAUVET, CHEN LI-MING, J. CHESNAU, M. COLIN, A. COMTE, A. COMPTE SPONVILLE, C. CONFORTES, R. CREMIEUX, R. CRUSE, G. CULIOLI, D. DAENINCKX, F. DAMEITE, A. DAUM, Y. DAUTIN, F. DAVIENNE, R. DEBORD, DELEMETTE, E. DELEPINE, M. FERREIRA, J. FERRAT, M. FICHOU, G. FILOCHIE, J. FLOUZAT, G. FONTENIS, J. FOUCAMBERT, T. FOURNIER, D. GAKOUNZI, J. GAILLOT, M. ERNIS, G. ESTRAGON, M. ESTRAGON, G. GASPARD, J.-C. GENET, F. GEZE, F. GILBERT, GOT, R. GOURY, D. GOUTTEFARDE, M. GREMETZ, P.-F. GROND, B. GROSIER, J. GROUILLER, F. GUATTARI, G. GUERINEAU, J. GALLAND, A. GARINOT, Z. GASCA, F. GASPARD, J.-C. GENET, F. GEZE, F. GILBERT, GOT, R. GOURY, D. GOUTTEFARDE, M. GREMETZ, P.-F. GROND, B. GROSIER, J. GROUILLER, F. GUATTARI, G. GUERINEAU, H. GUEDON, J. HASSOUN, P. HASSOUN, M. HECQUET, P. HERZOG, INDOCHINE, WASSISSI IOPWE, F. JACOB, A. JACQUARD, R. JEAN, J.-P. JEAN, T. JONQUET, J.-P. JOUARY, P. JUQUIN, J.-P. KAHANE, M.-F. KAHN, S. KERSALE, B. KLEIN-LARA, H. KOUATI, Z. KOWALEVSKY, A. KRIVINE, P. KROP, G. LABERTIT, V. LABEYRIE, G. LABICA, A. LAJOINIE, B. LANGLOIS, F. LARA, B. LAVILLIERS, J.-C. LECAS, A. LEDUC, J. LELIEVRE, J.-C. LE SCORNET, R. LINOSSIER, G. LISERON, C. LLABRES, M. LOEWY, A. LOLLIA, LOUP, H. LUC, C. MAISONNEUVE TELLIER, G. MARQUIS, G. MASSIAH, A. MATHIEU, A. et M. MATTELTART, J.-L. MELENCHON, B. MERTZ, J.-L. MICHEL, E. MILLERA, Y. MIRAMONT, G. MOLINA, G. MONTARON, N. MONTEGGIA, P. MONY, A. MOREAU, R. MOUSSA, M. NAJMAN, M. NAUDY, H. NOGUERES, G. PAGO, G. PARIENTE, J. PERREUX, G. PERRULT, P. PIERRE-CHARLES, PIEM, R. PIQUET, M.-F. PIROT, V. PLACOLI, A. PLAISIR, D. POLLAUTRE, C. POPPEREN, F. POTTECHER, M. RAJFUS, J. RALITE, B. RAVENEL, R. RAVOTTEUR, A. RENAC, S. RENAC, L. REINETTE, RENAUD, C. RIBEIRO, C. RABIN, O. ROBERTY, G.-B. ROTILY FORCIOLI, D. ROUSSET, J. ROUX, O. SACKUR, P. SALAMA, R. SANGLA, A. SANGUINETTI, P. SANTINI, M. SAZZETTI, J. SECHAN, C. SERRE, G. SERVAT, SINE, C. SNET, SMAIN, SOULAS, B. STORA, Y. STROUILLOU, M. SURDUTS, J. TELLIER, J. TESTART, K. TITOUS, P. TOMICHE, D. TORQUEO, P. TORT, A. TOSEL, G. TRESARTE, A. TRISTAN, C. URSULET, R. VACHERON, S. VASSALO, M. VERGELY, P. VIDAL, NAQUET, G. VIENS, J.-P. VIGIER, J.-F. VILAR, M. VUAILLAT, A. WANG, G. WASSERMAN, WAXMAN, J.-L. WEIL, WIAZ, WOLINSKI, F. WURTZ, S. ZAPPI, Afrique du Sud : J. CLEGG, Algérie : A. BEN BELLA, M. HARBI, H. AIT AHMED, A. RECHIDI, Belgique : W. KUIPERS, E. MANDEL, Brésil : F. de SOUZA, R. PONT, Chili : G. MAC GINTI, O. VALLESPIR, Chypre : M. TEMBRIOTIS, Danemark : E. HAMMERICH, Etat espagnol : J. L. ALVAREZ, E. ROBERTS, Grèce : K. BAKRIDIS, BALTAS, S. BASALOUKOS, M. PABLO, S. PANAGOULIS, I. PANAYISTAROPoulos, K. PANAYOTIS, T. ALI, T. BENN, J. CORBIN, K. LIVINGSTONE, A. MAHON, B. MICHE, E. ROBERTS, Israël et territoires occupés : J. GALLAND, D. GERBOLINO, M. GIUFFRIDA, M. GORLA, V. GUOLO, N. LAURENTI, L. MAITAN, S. MASSIMO, I. PAPAMIKAIL, Hongrie : A. HEGEDUS, Irlande : B. DEVLIN, T. HARTLEY, Israël et territoires occupés : J. GALLAND, D. GERBOLINO, M. GIUFFRIDA, M. GORLA, V. GUOLO, N. LAURENTI, L. MAITAN, S. MASSIMO, I. SHAHAK, U. SHLOMSKY, L. TSEMI, M. WARSZAWSKI, Italie : M. CHALLOUF, D. DIARRA, S. FERRARI, J. GALLAND, D. GERBOLINO, M. GIUFFRIDA, M. GORLA, V. GUOLO, N. LAURENTI, L. MAITAN, S. MASSIMO, F. MONCELLI, A. MOSCATO, A. NICCOLAI, G. RUSSO SPENA, G. SACCOMAN, V. SQUARCIALUPI, R. SYLVESTRE, A. TRIDENTE, Luxembourg : R. MERTZIG, Mexique : R. IBARRA, C. CARDENAS, Pays-Bas : R. BASTIAANS, Pérou : H. BLANCO, Pologne : C. BOROWCZYK, ZUZANNA DABROWSKA, P. IKONOWICZ, A. KOWALSKI, C. MIZEJEWSKI, J. PINIOR, M. TYSZKIEWICZ, Portugal : C. ANTUNES, C. BAPTISTA, O. de CARVALHO, RDA : W. TEMPLIN, R. TEMPLIN, RFA : L. BAUER, A. BEER, P. BRANDT, U. BRIES, D. COHN-BENDIT, A. DIETRICH, O. ERDEM, S. FRIESS, H. GRAMS, M. GROSS, I. HILLERICH, R. KARCH, W. KNABE, C. KORLIN, A. MAYER, J. MONETTA, E. OLMES, M. PIENIEK, D. PIERMONT, C. PIENL, E. ROSE, W. ROSENKE, T. SIEPELMAYER, W. TELLKAMPER, L. TEUBNER, W. TREIBER, K. TREPKER, L. VOLMER, F. WAHL, L. OLLNY, Sénégal : A. GUIRO, L. SAVANNE, Suède : P. GAHRTON, C. H. HERMANSEN, Suisse : R. BAR, R. LAFNER, B. PULVER, M. STOCKE-MEIER, J. ZIEGLER, Comité PAIX-GENEVE, Tchecoslovaquie : T. DVORAK, L. KOHOUT, D. KUBIK, P. UHL, M. KUZVART, M. HEKRTLA, M. ZIKES, V. RIBA, M. RIDNOVA, URSS : B. KAGARLITSKI, Associations et organisations qui soutiennent l'initiative : CEDETIM, FRERE DES HOMMES, MOUVEMENT ANTI-APARTHEID, ASSOCIATION D'INFORMATION ET DE SOUTIEN AUX DROITS DU PEUPLE KANAK, COORDINATION POUR LA DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME AU PEROU, COMITE DE SOLIDARITE AVEC LE NICARAGUA, COLLECTIF GUATEMALA, NITASSINAN, GROUPE DIALOGUE ET PAIX (GUADELOUPE), DELEGATION DU FRONT DE LIBERATION NATIONALE KANAK ET SOCIALISTE EN FRANCE, GROUPE REVOLUTION SOCIALISTE (ANTILLES), UNION POPULAIRE POUR LA LIBERATION DE LA GUADELOUPE, RAGEF, UNION DES TRAVAILLEURS TUNISIENS, COMITE DES TRAVAILLEURS ALGERIENS, RADIO MAGHREB, MOUVEMENT CONTRE LE RACISME ET POUR L'AMITE ENTRE LES PEUPLES, FEDERATION DES ASSOCIATIONS DE SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS IMMIGRES, MEMOIRE FERTILE, SYNDICAT NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, ECOLE EMANCIPEE, CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL, FEDERATION HACUTEX CONFEDERATION FRANCAISE DEMOCRATIQUE DES TRAVAILLEURS, UNION REGIONALE BASSE-NORMANDIE CFTD, ILE-DE-FRANCE CFTD, UD 94 CFTD, UNION REGIONALE DES SYNDICATS DE L'ILE DE FRANCE, CRC SANTE, SUD PTT, LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE, JEUNESSES COMMUNISTES REVOLUTIONNAIRES, PARTI SOCIALISTE UNIFIE, NOUVELLE GAUCHE, MOUVEMENT DES RENOUVEAUX COMMUNISTES, COLLECTIF JEUNES LIBERTAIRES, UNION DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES LIBERTAIRES, MOUVEMENT DES JEUNESSES COMMUNISTES, PARTI COMMUNISTE FRANCAIS.

CONCERT GRATUIT à 20h AVEC RENAUD, JOHNNY CLEGG & SAVUKA, MALAVOI, MANO NEGRA, LES NEGRESSES VERTES

Dimanche 9 juillet Mutualité Rencontre 14h-20h

COLONIES :

- 1789-1989 : Droits de l'homme et abolition de l'esclavage.
- 1992 : Des colonies européennes ?
- La référence à la Révolution française dans la lutte de libération en Afrique australe.
- Les sanctions des Etats, l'état des sanctions. ● Vers l'indépendance de la Namibie.

APARTHEID :

- Annulation pure et simple de la dette du tiers monde, dime du xx^e siècle.

DETTE :

Cette journée sera aussi placée sous le signe de la solidarité avec le peuple chinois.

Prendront la parole des représentants de ceux et celles qui luttent dans les cinq continents pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

NOUS AVONS BESOIN D'UN SOUTIEN FINANCIER : CHÈQUES À L'ORDRE DU CEDETIM, 14, RUE NANTEUIL, 75015 PARIS

مكتبة المصلح



Tous les talents du monde à deux pas de chez vous.

Savez-vous qu'à Lyon, à Marseille, à Rennes et à Strasbourg, vous pouvez utiliser l'expérience et les talents publicitaires de Londres, de New York ou de Hambourg ?

Savez-vous qu'à Annecy, à Metz et à Clermont-Ferrand, on connaît déjà tout de l'Europe et de ses marchés ?

Cette association de talents uniques, c'est Transversales, le premier réseau national d'agences de publicité indépendantes.

Associée au réseau DMB&B, chacune des agences Transversales peut mettre à votre service tous les talents, toutes les connaissances et toute l'expérience du huitième groupe mondial de communication.

Pour parler efficacement aux Lyonnais ou aux Anglais, aux Rennais ou aux Hollandais, pour imposer votre marque en France et en Europe, appelez une agence Transversales, et vous trouverez tous les talents du monde à deux pas de chez vous.



Le premier réseau national d'agences de publicité indépendantes.

مكتبة الامن الاصل



FRANCE LOTO, c'est 6 jeux proposés au public
LOTO, LOTO SPORTIF, TAPIS VERT,
TAC-O-TAC, LOTERIE NATIONALE,
Loterie instantanée.

Notre équipement informatique est puissant avec aujourd'hui 13 500 terminaux.
Pour notre principal centre de traitement, nous recherchons notre

MANAGER DE L'EQUIPE MAINTENANCE MATERIEL INFORMATIQUE

Nous vous proposons de prendre la responsabilité de notre service chargé du support technique du matériel
péri-informatique (machines de traitement de jeux, micro-ordinateurs, terminaux, sous-ensembles de terminaux). Vous
animeriez une équipe d'environ 20 collaborateurs.

Ce poste convient à un candidat de formation ingénieur et ayant 5 ans d'expérience allant la pratique de la technique
(mécanique, électronique, informatique), le contact avec les services utilisateurs et l'encadrement d'équipe.

Le poste est situé près de Roissy-en-France.

Ecrire sous réf. 25 C 1349-9 M
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



12 000 personnes - 40 filiales - Une forte croissance

Nos Directeurs de filiales évoluent nous en cherchons de nouveaux

Notre société est de loin le leader de la profession et nous sommes rattachés à un groupe de
premier plan.

Nos activités et notre management sont très décentralisés.

Nous pratiquons une politique de promotion interne mais notre évolution implique de recruter aussi
à un niveau de Directeur de filiale.

Selon votre âge et votre expérience, vous pourrez commencer par diriger des unités de 50 à
100 personnes.

Bien évidemment, nous vous formerons à nos métiers.

La réussite dans ces postes implique :

- un diplôme de grande école d'ingénieur ou de Gestion,
- 5 à 10 ans d'expérience impliquant relations commerciales, animation de personnel et gestion,
- la possibilité de prendre un premier poste dans n'importe quelle ville de France (excepté
Paris),
- le profil d'un patron de PME.

Ecrire sous réf. 25 A 1484-9 M - Discretion absolue

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



LE NOTARIAT UN NOUVEAU METIER

Nous sommes, parmi les Etudes importantes et dynamiques, l'une de celles
qui a su faire évoluer son métier en ouvrant à de nouveaux marchés.

• FISCALISTE ISSU DE L'INSPECTION DES IMPOTS

Dans le cadre de notre équipe de spécialistes, nous vous confierons la responsabilité de missions d'études et de
conseil auprès d'une clientèle de haut niveau.

Vous êtes de formation juridique supérieure + Ecole Nationale des Impôts et vous disposez de 2 à 5 ans
d'expérience environ acquise de préférence dans l'administration.

Vous avez du potentiel et le goût du travail de qualité. Nous sommes une équipe résolument tournée vers
l'avenir et offrons une rémunération attractive.

Réf. 25 A 1490-9 M

• JURISTE CONFIRME EN DROIT IMMOBILIER

Nous vous confierons la responsabilité de missions pointues dans le secteur immobilier en développant la
travail de synthèse qui est maintenant notre caractéristique : prise en compte des facteurs urbanistiques, de
construction, de fiscalité... et en mettant en pratique votre capacité à mettre au point les aspects contractuels.

Vous êtes juriste de formation (DESS, Doctorat...). Vous disposez d'au moins cinq ans d'expérience acquise
dans un Cabinet de Conseils, d'Avocats, ou de préférence dans un Office Notarial.

Vous avez une solide compétence en droit immobilier et si possible dans le domaine de la fiscalité.

Vous avez du potentiel et le goût du travail de qualité. Nous sommes une équipe résolument tournée vers
l'avenir et offrons une rémunération attractive.

Réf. 25 A 1489-9 M

Rencontrons-nous.

Ecrire en précisant la référence - Discretion absolue

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



OPTIMISER LA LOGISTIQUE DANS UN GRAND GROUPE 2 à 3 ans d'expérience



L'univers des matériaux
L'avenir des bioactivités

ALLIA, l'un des premiers européens de l'équipement pour salle de bains et cuisine,
CA 1 milliard, 2000 personnes (7 usines France, Allemagne, Portugal), filiale d'un des
leaders de l'Industrie Française (ciment, matériaux, bioactivités), CA 23 milliards,
effectif 22.500 personnes.

Nous recherchons le RESPONSABLE d'un vaste projet d'organisation concernant
l'ensemble de la logistique distribution. Ce Responsable sera chargé dans un premier
temps de poursuivre en liaison étroite avec un cabinet spécialisé la phase actuelle de
restructuration.

Ce poste requiert une formation d'ingénieur, 2 à 3 ans d'expérience en organisation
industrielle (de préférence dans le domaine logistique) acquise en cabinet ou en
entreprise.

La réussite de cette première mission permettra l'accession à des responsabilités
opérationnelles au sein de la Société ou du Groupe.

Connaissance de l'anglais indispensable, allemand apprécié.

Poste basé en Saône-et-Loire.

Ecrire sous réf. 25 A 1412-9 M
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



L'univers des matériaux
L'avenir des bioactivités

Un des leaders de l'industrie française (ciment, matériaux, bioactivités),
CA : 23 milliards - effectifs : 22 500 personnes, recherche pour son groupe
opérationnel CEMENTS LAFARGE - CA 7 milliards et 4700 personnes, un

RESPONSABLE D'ETUDES STRATEGIQUES DE DEVELOPPEMENT

Votre mission :
Intégré à la Direction du Plan et du Développement vous effectuerez des missions d'exploration
du marché des BTP alliant études économiques, financières et l'initiation de partenariat en vue
de nouveaux développements.

Ce poste convient à un candidat diplômé d'une grande école d'ingénieur (Mines, ECP, TP...) ou
de commerce (HEC, ESSEC, Sciences Po...), 32-35 ans, disposant d'une expérience dans la
banque ou dans un cabinet d'audit ou encore dans un organisme d'étude de forte notoriété avec
une solide expertise de l'analyse et de la proposition de solutions économiques et financières
dans le secteur industriel (les interventions dans le BTP seront fortement appréciées).

La taille du groupe et la diversité de ses activités offrent à un candidat de valeur de réelles
perspectives de carrière tant en France qu'à l'étranger.

Poste basé à ST-CLOUD, siège de la société.

Ecrire sous réf. 25 A 1487-9 M
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



INGÉNIEURS DE TERRAIN AMOUREUX DE TECHNIQUE DÉBUTANTS, AM, INSA, ENSMN, UTC... CE MESSAGE VOUS CONCERNE

LA SEITA, c'est : 6400 personnes, 9 milliards de CA.

LA SEITA, c'est aussi : 12 usines à taille humaine et 2 centres de recherche.

LA SEITA, c'est enfin : pour rester dans le peloton de tête de la compétition internationale, une éva-
lution permanente des processus de fabrication par l'intégration des technologies les plus moder-
nes : machines ultrarapides, automatisation poussée des nombreux procédés, informatique indus-
trielle sophistiquée.

Elle vous propose des carrières évolutives et opérationnelles au sein de ses centres de production
ou de recherche en débutant dans une fonction maintenance, qualité, études d'amélioration ou
d'organisation... pour vous former à ses techniques et ses produits.

Cette première étape vous préparera à assumer des postes de responsabilités de plus en plus éle-
vées dans les différents domaines de la production ou de la recherche. Dans tous les cas, ils nécessi-
tent des capacités d'animation, de réalisation et d'organisation.

Postes à pourvoir à LILLE, NANTES, DIJON, TONNEINS (47), METZ, RIOM (63), STRASBOURG,
COMPIEGNE, CHATEAUXROUX, ORLÉANS, PARIS.

Ecrire sous réf. 25 B 1404-9 M en précisant la ou les villes souhaitées
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



مكتبة الامم المتحدة

DIRECTEUR DE DIVISION

Instruments de mesure - Ce groupe qui figure parmi les grands de la mécanique en France recherche le directeur de sa division instruments de mesure pour la maîtrise des fluides industriels (5 sociétés regroupant 550 personnes et réalisant 250 millions de francs de chiffre d'affaires). Placé sous l'autorité du directeur général du groupe, il définira les stratégies de développement commercial et d'optimisation de la productivité de ces 5 sociétés dont il dirigera et contrôlera l'activité. Basé à Paris ou à Rennes, ce poste s'adresse à un cadre diplômé de l'enseignement supérieur commercial ou technique et maîtrisant bien l'anglais. Il

doit avoir assumé la direction commerciale France et export d'une société spécialisée dans la fabrication et la vente de biens d'équipements industriels légers. Une expérience de direction d'un centre de profit constituerait un atout supplémentaire. Fonction des compétences présentées, la rémunération annuelle brute de départ sera de l'ordre de 500.000 francs + voiture. Ecrire à JM. JACLOT en précisant la référence A/R9481M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04 (PA Minitel 36.14 code PA)



Creating Business Advantage

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Banque

Paris - Une banque performante, ayant des activités très diversifiées, recherche son directeur administratif qui sera placé sous l'autorité immédiate du président. Il aura la responsabilité de l'ensemble des domaines suivants: comptabilité générale, informatique, back-offices, contrôle de gestion, juridique et fiscal, personnel et dans ce cadre animera une équipe d'une vingtaine de personnes de bon niveau. Il devra notamment participer à l'évolution des traitements administratifs et aura un rôle de conseil dans le cadre de montage d'opérations nouvelles pour tout ce qui concerne les aspects juridique, fiscal et administratif. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 32 ans mini-

mum, diplômé de l'enseignement supérieur (type ESC...) et ayant acquis une solide expérience de la fonction, ou tout au moins dans un certain nombre des domaines cités, au sein d'une banque ou d'un établissement financier. Le candidat devra avoir de réelles capacités à manager une équipe et devra faire preuve de beaucoup d'initiative. La rémunération attractive sera fonction de l'expérience présentée. Ecrire à M. de SOUZA en précisant vos prétentions et la référence A/R9519M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)



Creating Business Advantage

DIRECTEUR MARKETING

Banque - 400.000 F

Normandie - Une banque très implantée régionalement, membre d'un groupe bancaire de tout premier plan recherche son directeur marketing. Rattaché au directeur général de la banque, il fixera les orientations commerciales et veillera à leur bonne réalisation par le réseau. Homme d'études et de communication, il supervisera les différents responsables de marché et leurs équipes et proposera des actions commerciales adaptées à

ces marchés. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 30 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (ESC ou équivalent) ayant acquis une expérience du marketing dans la banque ou dans la grande distribution. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence AR/9573M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04 (PA Minitel 36.14 code PA)



Creating Business Advantage

DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES

Banque - 350/400.000 F

Normandie - Une banque très implantée régionalement, membre d'un groupe bancaire de tout premier plan, recherche son directeur des relations humaines. Placé sous l'autorité immédiate du directeur général de la banque, il aura pour mission de gérer et de prévoir les décisions en matière de politique sociale et d'ajuster les effectifs en quantité et en qualité, en fonction de l'amélioration de la productivité, du développement du marché et de l'évolution des techniques. Assisté d'une équipe, il mettra en place un nouveau système d'appréciation des performances et de gestion des carrières et supervisera la gestion

du personnel, la formation et la communication interne. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 32 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (de préférence en droit social) ayant acquis une compétence dans la gestion des relations humaines dans la banque ou en entreprise. Il aura une forte capacité d'initiative et de négociation. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9574M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)



Creating Business Advantage

DIRECTEUR DES OPERATIONS

Logistique - Secteur textile

Cette société (70 personnes, chiffre d'affaires : 80 millions de francs), jeune filiale française d'un groupe britannique important, commercialise des textiles pour la literie. Pour faire face à sa croissance, elle recherche aujourd'hui son directeur des opérations. A la tête d'une équipe de 15 personnes, il sera chargé de tous les aspects logistiques: achats, commandes, stockage, transport, sous-traitance... Il sera ainsi le garant du service rendu à la clientèle: quantités, qualités, délais. Ce poste qui offre de réelles perspectives de carrière, s'adresse à un professionnel de la logistique, diplômé de l'enseignement supérieur, connaissant l'outil informatique et ayant

un minimum de cinq années d'expérience dans un poste de management opérationnel. La connaissance du secteur textile et du monde de la grande distribution seraient des atouts supplémentaires. Le candidat appréciera le travail en équipe enthousiaste, dynamique et impliquée et devra couramment parler anglais. Fonction des compétences présentées, la rémunération sera très motivante pour un candidat de valeur. Ecrire à J. MOLLER en précisant la référence A/R9572M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04 (PA Minitel 36.14 code PA)



Creating Business Advantage

CHEF DE SERVICE

Contrôle de gestion, comptabilité, administration

Normandie - 250.000 F +

Filiale du groupe NESTLE, GLORIA réalise un chiffre d'affaires de deux milliards de francs avec 1.400 personnes et six unités de production. Pour son site industriel situé en Normandie (320 personnes), elle recherche un chef de service administratif. Rattaché au directeur du site et en liaison étroite avec la direction financière du siège, vous établirez les budgets et assurerez le reporting. Vous analyserez les écarts et proposerez des actions permettant d'améliorer les résultats. Animateur d'une équipe de douze personnes, vous superviserez l'administration du personnel et la comptabilité générale. De formation

ESC ou maîtrise de gestion avec le niveau DECS, vous avez acquis une première expérience de 3 à 5 ans du contrôle de gestion en milieu industriel et vous avez une bonne pratique de l'utilisation de l'outil informatique. Ce poste vous permettra d'accéder à un rôle d'analyse, d'anticipation et de conseil avec des possibilités d'évolution au sein du groupe. Ecrivez à Christine BERNIER en précisant la référence A/S8419M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)



Creating Business Advantage

DIRECTEURS D'AGENCE

Banque

Seine et Marne (77) - Une importante banque régionale, filiale d'un groupe bancaire de tout premier plan recherche dans le cadre de son développement plusieurs directeurs d'agence. Basés en Seine et Marne dans des points de vente de taille moyenne, ils auront pour mission de développer l'activité commerciale de l'agence dans le domaine des particuliers et des professionnels. Animateurs d'équipes, soucieux de la gestion et du risque, ils assureront un rôle de représentation au niveau local ainsi que des missions spécifiques dépassant le cadre de leur unité. Ces postes fortement évolutifs au sein de la banque ne

peuvent convenir qu'à des candidats âgés de 30 ans minimum, diplômés de l'enseignement supérieur (ESC...) ou possédant un niveau équivalent (ITB, CESB...) ayant une expérience du management et de l'exploitation bancaire comme directeur d'agence, adjoint ou exploitant de bon niveau. La rémunération sera adaptée en fonction du profil du candidat retenu. Ecrire à H. CELERIER, en précisant la référence A/R9447M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04 (PA Minitel 36.14 code PA)



Creating Business Advantage

JEUNE ADJOINT AU DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Paris

Filiale de Shell Chimie, cette société est leader dans la fabrication d'emballages en polystyrène expansé. Pour accompagner la politique de développement engagée, le directeur administratif et financier recherche son adjoint. En contact avec les unités de production, il centralise les informations, contrôle la préparation du bilan, assure le reporting et optimise la trésorerie à court terme. Il propose et met en place des améliorations pour la circulation et le traitement des informations. Ouvert aux développements des ressources humaines, il centralise les besoins de formation et assure la coordination avec les

organismes extérieurs. De formation supérieure type ESC, option finance, le candidat a une première expérience de 2 à 3 ans en cabinet d'expertise comptable ou en milieu industriel. Rigoureux, il a un réel goût de la communication et une connaissance de l'outil informatique. Les entretiens pourront avoir lieu à Paris. Ecrire à Annick de LA ROCHEFORDIERE en précisant la référence A/1535M - PA Consulting Group - 1, rue Daguerre - BP 664 - 44012 NANTES Cedex 01 - Tél. 40.48.48.82. (PA Minitel 36.14 code PA)



Creating Business Advantage

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

INGENIEUR R & D EQUIPEMENTIER AUTOMOBILE

Oise

Filiale d'un grand groupe international, n°1 des amortisseurs, nous réalisons en France un C.A. de 200 MF avec 350 personnes.

Dans le cadre d'un important plan de développement, nous souhaitons renforcer notre équipe R & D qui comprend déjà une vingtaine de spécialistes.

Nous vous proposons d'intégrer cette structure et d'y prendre la responsabilité d'une équipe. Vous participerez activement à notre programme d'investissements dans le cadre d'un partenariat étroit avec nos clients et notre maison mère, dans un contexte européen.

Jeune ingénieur, A & M ou équivalent, vous avez si possible des connaissances en hydraulique de précision et systèmes de mesure et avez une expérience d'au moins 3 ans dans une structure R & D. Anglais ou allemand nécessaire.

Possibilité d'évolution rapide.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous la référence 72/902 M (référence à rappeler sur l'enveloppe) à notre Conseil KEY MEN, Tour Winterthur - Cedex 18 - 92085 PARIS LA DEFENSE 8.

KEY MEN

GROUPE DANIEL FORTE CONSULTANTS

Chef de projet, évoluez de l'informatique à l'organisation

Nous sommes une filiale française (5000 personnes, CA : 5 milliards de francs) d'une société internationale de premier plan dans le secteur de la haute technologie. Saisissez cette opportunité en vous intégrant à l'équipe qui, rattachée à la Direction des Systèmes d'Information, est responsable du Schéma Directeur. Grâce à votre vision stratégique de l'entreprise, vous assurerez la cohérence transfonctionnelle des systèmes d'information et d'organisation. Vous définirez les principes de base d'une architecture fonctionnelle cohérente. Votre goût pour les contacts vous permettra de conduire les analyses d'impacts en relation avec les utilisateurs des différentes directions et les équipes informatiques. Les utilisateurs du projet informatique (ou gestionnaire, vous avez 3 ans d'expérience en tant que chef de projet informatique (ou gestionnaire...) au sein d'une grande entreprise. Vous êtes familiarisé avec certains outils méthodologiques (Merise, par exemple) et vous avez un goût prononcé pour la gestion. La connaissance de la distribution est un atout apprécié, celle de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. IM 939.89 à notre Conseil Critère 4, rue du Général Lanrezac 75017 Paris.

Critère

FRANCE
TELECOM



LE CENTRE NATIONAL
D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS

Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Espace

recherche pour son centre PARIS A (à ISSY LES MOULINEAUX)

UN INGENIEUR GRANDES ECOLES ou UNIVERSITES

débutant ou ayant quelques années d'expérience pour participer aux études sur les services et réseaux en communication d'entreprise (évolution des commutateurs privés, protocoles d'interfonctionnement).

Connaissances en commutation et informatique souhaitées.
Connaissance des réseaux (téléphone, données, NUMERIS) appréciée.
Anglais indispensable.

enet

Envoyer CV et prétentions à :
Centre PARIS A/Division TPA
Secrétariat TPA/CRE
CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS
38/40 avenue du Général Leclerc - 92131 ISSY LES MOULINEAUX

JEUNES INGENIEURS TEMPS RÉEL

Ingénieurs diplômés ou Universitaires Bac + 5, vous intervenez depuis 1 an environ dans un environnement UNIX/VMS, PASCAL, C, ADA, ASSEMBLEURS.

Cette première expérience vous a donné l'envie d'en savoir plus et d'étendre vos compétences.

C'est ce que nous vous offrons au sein de notre Département Informatique Technique :

• par la prise en charge de projets dans les domaines suivants :

• systèmes embarqués, télécommunications, réseaux, traitement d'images, graphisme...

• par un suivi technique régulier.

• par des plans de formations individualisés...

... Mais le plus simple, serait d'en parler de vive voix !

Contactez Michèle Beaulieu au 42 65 10 10

ou écrivez à :

EUROPE INFORMATIQUE

12, rue Godot de Mauroy - 75009 Paris.

La compétence pour l'avenir



ORGANIMAR
le lien informatique solide.

Le futur
se maîtrise

JEUNES INGENIEURS

Etre ingénieur d'affaires sur le marché des réseaux informatiques et de la connectique - Organimar s'affirme comme un des leaders du marché des réseaux de communication informatiques. Sa très forte croissance, sa solidité financière, lui permettent de proposer pour Paris, Lyon, Marseille, Lille, Strasbourg et Bordeaux des postes à responsabilité élargies, à des jeunes ingénieurs (AM, INSA, Sup télécom...), débutant ou disposant d'une première expérience. Ingénieurs d'affaires, ils conduiront des missions de conseil, de

conception, de mise en œuvre de réseaux informatiques. Ils en maîtriseront les aspects techniques et "business" : développement commercial et rentabilité. En France, à l'étranger, la création de nouvelles agences ainsi que les nouveaux marchés qui s'ouvrent sont autant d'opportunités de développement personnel à court terme. Un bon niveau d'anglais est souhaitable. Ecrire à B. COULANGE en précisant la référence A/R5066M - PA Consulting Group - 4, rue Lacépède - 13100 AIX-EN-PROVENCE - Tél. 42.26.99.90. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting Group

Creating Business Advantage

INGENIEUR SYSTEME

Banque - 160/200.000 F

Nancy - Une banque française réputée dans son secteur et membre d'un groupe bancaire de premier plan recherche un ingénieur système. Basé au siège à Nancy, doté d'importants systèmes IBM (VM, MVS, IMS, CICS, réseau SNA), et placé sous l'autorité du responsable système, il prendra en charge l'étude et la mise en place de matériels et logiciels de base. Il assurera le développement des interfaces entre applications et systèmes, l'assistance à l'exploitation et aux études dans l'utilisation des systèmes. Ce poste conviendrait à un candi-

dat, diplômé de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs à dominante informatique, DESS...) débutant fortement motivé par l'aspect système ou ayant une première expérience dans le domaine. Il disposera de fortes capacités d'autonomie et de relation. Les perspectives d'évolution sont de nature à intéresser des candidats de valeur. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9557M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting Group

Creating Business Advantage

FUTURS CHEFS DE PROJET INFORMATIQUE

Banque - 140/170.000 F

Poste ouvert à des ingénieurs informaticiens - Nancy - Une banque française réputée dans son secteur et membre d'un groupe bancaire de premier plan recherche trois futurs chefs de projet informatique. Basés au siège à Nancy et placés sous la responsabilité d'un chef de projet senior, ils assureront la réalisation technique d'une partie ou de la totalité d'applications informatiques. Ils prendront en charge les maintenances et adaptations nécessaires au bon fonctionnement de ces applications. Ils seront en mesure d'évoluer rapidement vers un poste de

chef de projet. Ces postes fortement évolutifs s'adressent à des candidats diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs à dominante informatique, DESS...), intéressés par la pratique de développement sur gros système IBM (VM - MVS - IMS - CICS). Les possibilités d'évolution sont de nature à intéresser des candidats de valeur. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9494M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting Group

Creating Business Advantage

Annecy

Société appartenant à un important groupe papeter français, depuis peu rattaché au Numéro Un mondial, recherche, pour son unité de production située dans la proche banlieue d'Annecy, son

Responsable qualité

De formation ingénieur papeter ou chimiste, âgé de 30 à 35 ans, prouvant une expérience réussie 5 ans durant au moins dans l'industrie, homme à la fois de recherche, de terrain et de communication, vous serez plus particulièrement chargé :

- de l'objectif qualité totale au niveau du site,
- du développement des produits et applications existants,
- de la coordination des relations clientèle en après-vente.

Françoise GAUTIER attend vos dossiers, référence 117 A.M.

68, rue Duquesne



69006 LYON

مكتبة الامم المتحدة

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

LES LABORATOIRES DE MARCOUSSIS.
Centre de Recherches de la
COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

recherchent

INGÉNIEURS

DIVISION OPTRONIQUE

- CONCEPTION DE CARTES ÉLECTRONIQUES COMPLEXES APPLIQUÉES À L'OPTRONIQUE (RM DOT 1)
- TRAVAUX DANS LE DOMAINE DES GRANDS SYSTÈMES OPTRONIQUES LASER (OPTIQUE, AUTOMATISME) (RM DOT 2)

DIVISION ÉNERGETIQUE ET MATÉRIAUX

- ÉTUDES THÉORIQUES ET EXPÉRIMENTALES SUR LA SUPRACONDUCTIVITÉ
- CARACTÉRISATION DES SUPRACONDUCTEURS À HAUTE TEMPÉRATURE CRITIQUE (RM DEM 1)
- RECHERCHES DANS LE DOMAINE DES GÉNÉRATEURS ÉLECTROCHIMIQUES (RM DEM 2)

confirmés ou débutants, de formation grande école, ou universitaire (thèse) connaissant l'anglais. Dans une ambiance stimulante, nous vous offrons les avantages et les nombreuses possibilités d'évolution en France et à l'étranger, spécifiques d'un très grand groupe industriel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions s/réf. du poste concerné au Service du Personnel
LABORATOIRES DE MARCOUSSIS - Route de Nozay - 91460 MARCOUSSIS.

La recherche
clé des succès industriels de demain.

CONDUIRE DES PROJETS D'INVESTISSEMENTS DANS UNE UNITÉ DE RHÔNE-POULENC CHIMIE (Ing. Centrale, Mines, AM, ICAM...)

Bienvenue dans un monde de performance.

Cette usine de 500 p., basée à La ROCHELLE est leader dans le traitement et la production des terres rares. Ces produits aux applications multiples dans des domaines technologiques évolutifs (électronique, nucléaire, luminescence...) nécessitent des améliorations constantes de notre outil de production.

Intégré à notre équipe du B.E. et en liaison étroite avec le terrain, vous serez responsable de différents projets travaux neufs, de leur conception à leur réalisation (avant-projet, devis, cahier des charges, appels d'offres, gestion des budgets).

Vous coordonnerez les actions à mener entre les différents services concernés (génie chimique, laboratoire, fabrication, achats...), vous animerez vos équipes (dessinateurs, projeteurs, sous-traitants). Ainsi, homme de conception et d'innovation, vous êtes aussi un homme de communication

ouvert au dialogue constructif et au travail d'équipe.

De formation Ingénieur Généraliste, vous avez une première expérience en BE que vous souhaitez valoriser aujourd'hui en menant de façon autonome des projets intéressants et variés.

Vous souhaitez intégrer une structure à taille humaine tout en participant aux objectifs d'Excellence d'une société internationale qui occupe actuellement 8000 ingénieurs et cadres dans le monde. Votre potentiel trouvera avec nous de nombreuses opportunités de carrière.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. LM 18 T à notre Conseil ARCO - 25, rue Cambon - 75001 PARIS.

RHÔNE-POULENC

Notre succès : l'innovation continue

Filiale française d'un groupe américain opérant dans la conception d'équipements lourds destinés aux imprimeries, notre avance technologique est la clé de notre expansion internationale. Affirmer notre position de leader et déjà innover pour l'avenir au sein de notre service Recherche et Développement, c'est le challenge que nous proposons à un

Ingénieur de recherche

Homme de mission, il est responsable de bout en bout des projets d'innovation. Il conçoit donc les nouveaux produits, réalise les prototypes et les suit au niveau des essais et mises au point. Enfin, il établit les plans définitifs et notices d'utilisation des machines.

Avec une formation mécanique (Arts et Métiers, INSA...), vous souhaitez aujourd'hui mettre à profit une expérience de 4 ans minimum en Bureau d'Études, de préférence sur matériel aéronautique et thermique. La bonne connaissance de l'anglais est impérative.

Le poste est situé à Evry (91) dans un cadre très agréable.

Écrivez sous référence 905756/M. Consultez aussi le MINUTE 3617 code KRIEF.

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris

Notre structure nationale (9 usines) s'inscrit dans un groupe industriel international aux activités multiples.

Nous recherchons

**DEUX JEUNES INGÉNIEURS CHIMISTES
OPTION GÉNIE CHIMIQUE**

Vous participerez aux études, test de procédés en demi-grand et aiderez techniquement nos usines.

Le poste est évolutif vers la fonction fabrication.

**UN INGÉNIEUR CHIMISTE
RESPONSABLE DE LABORATOIRE**

Votre activité consistera à diriger et animer une équipe tout en proposant au sein de notre groupe des démarches et approches techniques nouvelles.

Connaissance de l'anglais nécessaire.
Les postes sont à pourvoir en Baie de Seine.

Adr. dossier de candidature + prêt. sous réf. 2043 M à GEM, 142, rue Montmartre. - 75002 Paris qui transmettra

ORGANISME NATIONAL PROFESSIONNEL
recherche un

**Ingénieur H/F
pour sa Direction de la Recherche**

Diplômé de l'U.T.C. ou possédant une formation similaire avec option Intelligence artificielle, vous bénéficiez d'une expérience de 2 à 5 ans qui vous a permis de mettre en pratique vos connaissances en Intelligence artificielle, et vous a familiarisé avec les logiciels LISP, SMEC, et la mise au point de systèmes experts.

Vous maîtrisez le système d'exploitation UNIX et les langages C, FORTRAN et PASCAL.

Directement rattaché au Responsable de l'Unité Recherche de Base, vous aurez pour mission de mettre au point des systèmes experts, de participer à la conception de programmes pouvant prendre une dimension européenne et de réaliser des études spécifiques dans des domaines techniques variés. Votre créativité, votre sens de l'équipe, votre goût prononcé pour l'informatique et vos capacités d'adaptation vous permettront d'évoluer avec aisance dans cette fonction technique.

Une connaissance du secteur du bâtiment sera très appréciée.

Un débutant très motivé et prêt à s'investir dans cette fonction sera le bienvenu.

Poste basé à Saint-Rémy les Chevreuses.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 252 à CK - 15 rue Pétrarque 75116 Paris.



Chantal Kenvyn

CAEN
HAUTES
TECHNOLOGIES

Nous sommes un des plus puissants groupes dans l'univers de l'électronique. Notre filiale française - 900 personnes - est spécialisée dans la communication automobile. Nous développons en permanence de nouveaux produits et nous recherchons pour notre Bureau d'Études un jeune

Ingénieur en électronique

Rattaché au Chef de Département, vous développerez les applications HARDWARE SOFTWARE.

Vous évoluerez vers la prise en charge d'études globales, du cahier des charges au prototype.

Votre environnement CAO : VAX 780-750, RESEAU ETHERNET, MATRA-HARRIS, IBM PC AT..., Soft de communication, SCIDEIGN + SCICARDS.

Vous êtes ingénieur électronique et vous souhaitez valoriser votre première expérience dans un contexte évolutif. Vous connaissez l'anglais et/ou l'allemand.

Merci de contacter nos conseils sous référence 1470.01. Confidentialité assurée.

**VOTRE EXPÉRIENCE
DU RECRUTEMENT
AU SERVICE DE L'INFORMATIQUE**

Nous sommes un Cabinet de recrutement spécialisé en informatique. Nous recherchons un nouveau CONSULTANT capable d'assurer pleinement l'ensemble de ses activités. • Autonome sur votre portefeuille de clientèle que vous gérez et développez. • Autonome sur les missions de recrutement que vous assurez de A à Z.

Agé de 27 à 35 ans, vous êtes donc déjà un professionnel du recrutement de cadres avec un minimum de 2 ans d'expérience soit en Cabinet, soit en Société de service informatique. Connaître le milieu informatique est un plus. Organisateur, créatif et rigoureux, vous avez le sens des relations et vous souhaitez vous intégrer dans une structure à taille humaine.

Salaire motivant : fixe et intéressement.

Si vous partagez nos valeurs, vous aurez de réelles perspectives de développement.

Envoyez C.V., lettre manuscrite et prétentions à
SVE Consultants - 114, avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY

SVE consultants

NEUILLY

CIMENTS D'ORIGNY

4ème cimentier français, filiale du n°1 mondial.
Nous offrons la solidité de notre groupe dans un contexte international à de

JEUNES INGÉNIEURS

pour notre site industriel de PICARDIE.

Débutants ou ayant une première expérience, vous êtes diplômés d'une Grande École et avez le goût des responsabilités et le sens du concret.

Les CHALLENGES vous intéressent.

Vous évoluerez dans des domaines variés : Maintenance et Procès. Mise en œuvre de nouveaux systèmes d'information relatifs à l'entretien.

Une bonne connaissance de l'Anglais ou de l'Allemand serait un atout supplémentaire.

Si un de ces challenges vous tente, merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V. et photo) à C. KISSELEVSKY, Directeur des Ressources Humaines - 15 Boulevard de l'Amiral Bruix - 75116 Paris, qui est impatient de vous rencontrer.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

R

Nous sommes une entreprise souveraine de 400 personnes, au sein d'un grand groupe industriel, qui conçoit, fabrique et commercialise des pièces mécaniques destinées à l'aéronautique et l'espace. Nous recherchons :
Responsable
CONTROLE
ASSURANCE QUALITE

Rattaché à la Direction, il aura :
 1° la responsabilité de l'organisation et de la gestion du système d'assurance qualité :
 - étude des spécifications,
 - gestion des contraintes,
 - relation avec les clients et les services officiels,
 - suivi des points internes,
 - réalisation d'audits internes.
 2° la responsabilité de l'analyse, contrôle final.
 De fréquents déplacements chez les clients sont à prévoir (FRANCE - EUROPE - USA).
 De formation : ingénieur, métallurgiste ou généraliste, une expérience de plusieurs années est un atout supplémentaire. Anglais courant indispensable.
 Adresse C.V. : réf. 10631 à ORC BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

DEVELOPPEMENT
FABRICATION
HORS

en place de leur tandem,
 - superviser l'ensemble de la logistique de la société.
 Agé d'une trentaine d'années vous avez, après des études supérieures, une première expérience réussie en production ou en logistique dans une entreprise de process, où les deux matières sont une préoccupation majeure.

Prenez contact avec le Cabinet U/MAN 8, avenue Marignan - 75008 PARIS notre Conseil, en lui adressant votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. DT/M.

TRANE
LA REUSSITE PAR LES HOMMES

INGENIEUR INFORMATICIEN
 votre mission, riche et variée, consistera à :
 - Aider les utilisateurs dans la phase de définition de leurs besoins,
 - Analyser, concevoir et programmer les chaînes de traitement,
 - Informer le Service Exploitation sur ces nouveaux traitements,
 - Former les utilisateurs sur ces nouvelles applications.
 Diplômé de l'enseignement supérieur (ingénieur, MIAGE...), vous maîtrisez les différentes techniques d'analyse et de programmation, vous pratiquez l'anglais et avez idéalement une première expérience de l'environnement IBM 370 (VM/DOS VSE). Pour réussir pleinement votre mission, vous saurez faire prévaloir votre sens de l'animation et de la communication ainsi que votre goût du travail en équipe. Nous utilisons un matériel type IBM 4381 avec réseau de télétransmission et bases de données.

INGENIEURS PRODUITS: EVOLUEZ VERS LE MARKETING INTERNATIONAL
 En collaboration avec le Responsable d'une gamme de produits, vous apporterez votre soutien technique et commercial à notre réseau de ventes Européen. Homme de communication, vous élaborerez les moyens d'information et de promotion de ce réseau et réaliserez la documentation correspondante. Vous assurerez également les traductions en langue étrangère de la documentation technique. Homme de réflexion et d'action, vous participerez aux projets de développement de votre gamme de produits. Nous souhaitons rencontrer de jeunes ingénieurs attirés par une carrière dans le marketing international. La connaissance de deux langues étrangères : anglais-italien ou anglais-espagnol, ou anglais-allemand constitue une condition de réussite pour cette fonction ouverte sur l'international.

INGENIEUR ETUDES ET DEVELOPPEMENT
 Au sein de notre Division Technique, vous assurerez la responsabilité d'une ligne de produits. Vous serez donc chargé de développer de nouveaux produits, d'assurer le suivi technique de ceux existants et de préparer leurs évolutions techniques. En liaison avec les autres divisions, vous participerez aux actions d'optimisation des coûts et à l'amélioration de la qualité. Ingénieur de formation Arts et Métiers, ENSAIS, INSA... fort d'une première expérience réussie, vous possédez de bonnes bases en électromécanique et thermodynamique. Une pratique aisée de l'anglais est nécessaire, la connaissance d'une deuxième langue étrangère (allemand) sera un atout supplémentaire. Véritable manager, vous saurez animer et motiver vos collaborateurs. Homme de contact, vous établirez une réelle communication avec les autres services de la société.

Si vous souhaitez apporter votre contribution à la réalisation de notre Projet d'entreprise, merci de transmettre votre dossier (CV + photo + prétentions) à :
 Christian HERSON, Société TRANE, 1 rue du Fort, 88190 GOLBEY.

DES HOMMES, UN PROJET

TERRASOL P.M. notre activité de Bureau d'études Géotechniques est réputée pour les solutions de pointe qu'elle apporte en Mécanique des Soils. Géologue de l'ingénieur et Mécanicien des Roches. Dans le cadre de notre développement, nous créons un poste de :
Ingénieur d'études mécanique des sols

Relevant du Directeur Technique, et intégré à notre équipe d'ingénieurs, vous :
 - participez à des études géotechniques et suivez leur évolution ;
 - devenez progressivement, par l'acquisition d'une bonne maîtrise technique sur le plan opérationnel, et par votre aisance relationnelle, l'interlocuteur privilégié de nos clients.
 Débutant ou possédant une expérience de 3 à 5 ans, la Mécanique des Soils et celle des Roches, sont pour vous les domaines les plus passionnants de votre formation d'ingénieur. Vos solides connaissances en Génie Civil et en Informatique vous permettront de prendre rapidement toute la dimension de ce poste.
 Etc. ALLNET vous remercie de lui adresser votre candidature, qu'il traite confidentiellement, sous référence : 8926 - 7 rue de Monceau - 75008 Paris (T) 42.89.10.25.

GRP Gilbert Raynaud & Partners
 CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

Un informaticien passionné de vidéotex

Vous êtes ingénieur, débutant ou ayant une première expérience de la programmation et vous souhaitez élargir votre champ d'action.
 Notre société, filiale de la Compagnie Bancaire, spécialisée dans le financement de l'équipement des PME, PMI, vous en donne les moyens.
 Dans notre service Vidéotex, vous réaliserez des applications de bout en bout, vous établirez le cahier des charges avec le service demandeur, vous assurerez la programmation de l'application et en ferez vous-même la promotion auprès des utilisateurs. Mais nos attentes vis-à-vis de vous vont bien au-delà : être à l'écoute des divisions, bureaux et vendeurs concernés par le vidéotex, test de nouveaux matériels, investigation dans "le Monde Vidéotex", ... pour toujours aller plus loin avec nous.
 Savoir utiliser un ordinateur PRIME et maîtriser le langage Fortran 77 sont des atouts supplémentaires pour réussir dans ce poste.
 Goût des contacts, facilité d'adaptation et disponibilité seront les clés de votre succès, que nous saurons récompenser par une rémunération motivante et de bonnes perspectives d'évolution tant dans la société qu'au niveau du Groupe.
 Si vous êtes le passionné que nous recherchons, adressez sans plus attendre votre dossier de candidature (lettre + CV + rémunération actuelle) sous référence 838 M à Arnel NOHÉ - COMPAGNIE BANCAIRE - Service Recrutement - 8, avenue Kléber - 75116 PARIS.

UFB LOCABAIL
 compagnie bancaire

L'École des mines de Paris
 RECHERCHE POUR
LE CENTRE DES MATERIAUX D'EVRY
CHIRCHIERS
JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES
AGREGATION - DEA

Les recherches réalisées dans le cadre de formations doctorales, concernent les MATERIAUX MODERNES : alliages métalliques, polymères, composites, céramiques. Elles s'appliquent à des THEMES MOBILISATEURS : création, technique de mise en forme, études microstructurales, fiabilité, modélisation numérique du comportement par éléments finis.
 Les travaux sont menés en relations contractuelles avec l'INDUSTRIE française et internationale (programmes EURKA, BRTE, EURAM...)
 • Préparation de la thèse de DOCTORAT de l'École des mines de Paris.
 • Rémunération annuelle nette : 85 kF (DEA) à 130 kF (fin de thèse). Contrats CIFRE.
 Envoi du C.V. détaillé et lettre de motivation :
CENTRE DES MATERIAUX P.M. FOURT de l'ENSMF
 BP 87, 91003 EVRY CEDEX.

PLUS PERFORMANT QUE JAMAIS !

CHARGÉ D'ÉTUDES CLIENTÈLE
 relevez le défi des années 90 dans notre **SERVICE STRATÉGIE MARKETING**
 Débutant ou 1^{re} expérience, vous êtes diplômé de l'Institut de Psychologie de Paris et vous maîtrisez les techniques psychosociologiques (analyse de groupes et d'entretiens, études de motivation, techniques créatives). Vous concevrez des études clientèles et en assurerez une exploitation opérationnelle. Vous participerez à l'élaboration de recommandations sur l'image et le positionnement de nos produits. Vos qualités de contact, votre capacité d'adaptation et votre autonomie seront utiles et appréciées.
 Venez gagner avec nous, écrivez-nous.

AUTOMOBILES PEUGEOT
 Direction Centrale du Personnel
 75, avenue de la Grande-Armée 75016 Paris

مكتبة ابن خلدون

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

SALOMON... UNE EQUIPE PASSIONNEE, UNE ENTREPRISE PASSIONNANTE

Plus de 3 Mds de CA, dont 90 % à l'export, 2300 personnes.
Leader Mondial du marché des produits de Sports d'Hiver.
Dans le cadre de nos développements dans les domaines
du SKI et du TENNIS.

Nous recherchons pour nos Bureaux d'Etudes

DES INGENIEURS ETUDE MODELISATION

Vous aurez pour mission de nous aider à dimensionner nos produits par
la mise au point de modèles de calcul.
Vous validerez ces modèles à partir d'essais de matériaux et de structures.
Ingénieur Grande Ecole et/ou titulaire d'un DEA ou d'une thèse en
modélisation, vous êtes débutant ou vous avez une première expérience
dans le calcul de structure-dimensionnement. Vous avez à la fois un esprit
d'analyse et une vision globale de votre travail et vous avez du goût pour le
travail en équipe. (Réf. 00/SS-01)

SALOMON

UN INGENIEUR RECHERCHE COMPORTEMENT SKI

Vous aurez pour mission d'améliorer la performance de l'ensemble
ski/skieur à partir de mesures sur neige et en laboratoire,
de comprendre et de quantifier l'influence des différents paramètres de
conception et de proposer de nouveaux concepts de produits.
Très bon skiiste vous avez une formation d'ingénieur mécanicien. Vous
êtes créatif et rigoureux et vous avez du goût pour le travail
en équipe. (Réf. 00/SS-02)

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo)
en précisant la référence choisie à Olivier GABOLDE - SALOMON
METZ-TESSY - B.P. 154 - 74011 ANNECY CEDEX

Paris - Lyon - Grenoble

Alcatel TITN : une informatique de pointe, celle des grands projets, celle des grands systèmes.
Filiale du groupe Alcatel, regroupant près de 600 collaborateurs, Alcatel TITN a su identifier et
maîtriser des grands projets d'avenir grâce à la haute technicité de ses produits, la qualité de
ses prestations intellectuelles, l'expertise de ses collaborateurs dans les domaines de la
communication, de la télématique, de l'informatique industrielle... L'avenir appartient à ceux
qui s'y préparent. Alcatel TITN prépare l'avenir.

INGENIEURS LOGICIEL CONFIRMES (niveau Chef de Projet)

Vous possédez des compétences Temps Réel
(68000...), "Systèmes" (UNIX), Télécommuni-
cations et maîtrisez les langages C et ADA.
(Réf. CP)

INGENIEURS LOGICIEL DEBUTANTS ou première expérience.

Vous avez une formation Grande Ecole ou Université
(DEA...) vous avez des connaissances en
Temps Réel (68000...), Réseaux (X25, LAN,
Ethernet, MAP...) "Systèmes" (UNIX, VMS) et
vous avez permis de pratiquer les langages C et
Assembleurs. (Réf. IL)
Ces postes sont basés à Grenoble ou Lyon.

INGENIEUR COMMERCIAL

Vous participerez à la vente de systèmes
d'analyses d'image. Une expérience de la
vente d'équipement "semi-lourds" dans le
secteur bio-médical. (Réf. IC)
Ce poste est basé à Paris.

Si vous maîtrisez certains des domaines cités
et désirez nous rejoindre, merci d'adresser
votre candidature en précisant la référence
du poste choisi, à Ariane Chantier :

ALCATEL

TITN

Alcatel TITN, 1, rue Galvani, B.P. n° 170, 91301 Massy Cedex.



Jeunes informaticiens Réalisez vos projets avec SEMA GROUP

Vous êtes débutants, de formation (ESE, ENSIMAG, ENSIEHT, ENST, ENSAE...) Pour vous, nous avons un programme :
- début octobre, vous bénéficiez d'une formation complémentaire aux outils mis en oeuvre par nos équipes : UNIX, ADA, Méthodes d'Analyse, Atelier de Génie Logiciel METRACHEL...
- riche de ce savoir, vous intégrerez notre branche Informatique Technique France et vous participerez au développement de grands projets de haute technologie dans les domaines :
- scientifique, spatial et militaire :

systèmes de traitement de mesure, simulateurs, systèmes d'armes...
- réseaux, télécommunications et bureautique : conception et réalisation de systèmes de communication...
- industrie et transport : contrôle de procédés et suivi de production, régulation de trafic, péages autoroutiers...
- énergie : systèmes de contrôle commande pour les Centrales Nucléaires, hydrauliques...
Au sein de SEMA GROUP, vous bénéficiez d'opportunités d'évolution de carrière (Chef de Projet, Ingénieur d'Affaires, Ingénieur Commercial, Expert...), tant à Paris qu'en province et vous aurez l'assurance de participer à l'informatique de demain.

SEMA GROUP :
- fort de 6.500 personnes en France, Grande Bretagne, Allemagne Fédérale, Bénélux, Espagne...
- vous offre toutes les perspectives de carrière du premier groupe véritablement européen de services informatiques.

Si ces perspectives vous intéressent, merci d'envoyer votre dossier de candidature sous référence : 06/10 à Alain PITAVY SEMA GROUP - Direction des Ressources Humaines - Péripole 103 - 56, rue Roger Salengro - 94126 FONTENAY SOUS BOIS.

SEMA GROUP

BMC SOFTWARE est l'un des leaders mondiaux du progiciel système pour grands sites IBM. Installés à Houston, Francfort, Londres, Tokyo, Madrid et Paris, nous réalisons et commercialisons (6 500 clients à ce jour) des solutions puissantes et fiables pour améliorer les performances et l'organisation des systèmes MVS, VSE, VM, dans les domaines des moniteurs transactionnels (CICS, IMS, VM, TSO) et des bases de données (IMS-DL/1, VSAM et DB2). La filiale française (18 mois d'existence, 13 personnes) prend une nouvelle dimension, et recherche des

INGENIEURS COMMERCIAUX CONFIRMES

Le profil idéal est :
- Expérience commerciale chez un constructeur (IBM, DEC, ...)
- Expérience de la vente de produits logiciels
- Connaissances de base sur MVS, VSE, VM, CICS, IMS, DB2
- Bon niveau d'anglais

La rémunération (fixe + commissions) est extrêmement attractive, et n'est pas inférieure, pour un élément de valeur, à 750 000 FF annuels

Envoyez C.V. et lettre manuscrite à :
Péripole 122
94126 Fontenay-sous-Bois CEDEX

BMC
SOFTWARE

INGENIEURS DEBUTANTS

ou PREMIERE EXPERIENCE
ENSAM, INSA ou équivalent

• MECANICIENS AERODYNAMICIENS,
• MECANICIENS ayant une expérience études et modélisation de problèmes vibratoires, des machines du bruit, de l'analyse des essais.
Anglais indispensable, disponibles rapidement, recherchés par IMPORTANTE SOCIETE AERONAUTIQUE située Rhône-Saône. Adresses CV et prêt à T22 242 141 Jean Jumeau 69100 BOULOGNE ou téléphoner pour RV à M. François LAULAN au 47 51 00 55.

INGENIEUR GENIE CHIMIQUE VOTRE EXPERIENCE INDUSTRIELLE AU SERVICE DE LA

FORMATION

enspm
FORMATION
INDUSTRIELLE

Organisme de Formation de dimension internationale, dépendant de l'IFP Institut Français du Pétrole, recherche pour son centre de Lyon, un ingénieur qui prendra en charge une activité de formation relative aux techniques mises en oeuvre dans les industries chimiques et pétrolières.

Il aura à concevoir, développer et animer des sessions de formation destinées aux cadres et techniciens de l'industrie. Ce poste exige une disponibilité pour des déplacements de courte durée en France et à l'étranger. La pratique de l'anglais est exigée.

Merci de nous envoyer CV, photo sous référence 655 M à D. LACABANE - IFP Service Recrutement 1-4, avenue de Bois-Préau - 92206 Neuilly-Malmaison

AERO

SOCIETE D'ETUDES ET CONSEILS
(Automatique - Electronique - Recherche Opérationnelle)
recherche

INGENIEURS HAUT NIVEAU GRANDES ECOLES

(débutants à 5 ans d'expérience)

1. CONCEPTION ET MODELISATION NUMERIQUE DE SYSTEMES COMPLEXES :
• aéronautique • télécommunications et systèmes d'information
• sonar • optique.

2. ANALYSES TECHNIQUE-ECONOMIQUES :
• analyses de coûts • bases de données économiques
• modèles paramétriques de coût.

3. CONCEPTION ET REALISATION DE LOGICIELS :
• simulateurs, GUNIX, ADA • XAO • temps réel.

Perspectives de prise de responsabilité rapide.

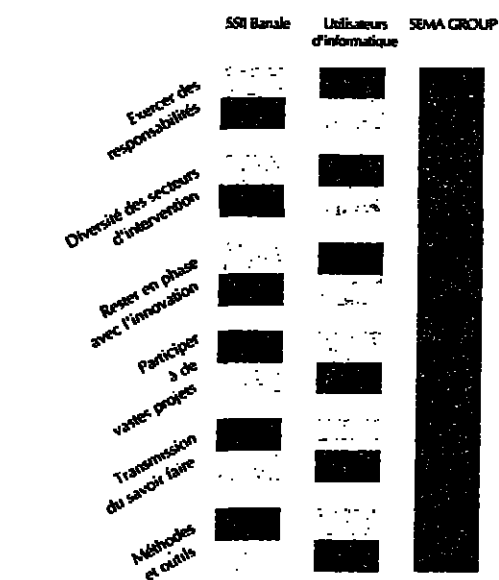
LIEU DE TRAVAIL : Paris, Région Parisienne, Région Toulonnaise.
Envoyez CV détaillé, 3 avenue de l'Opéra, 75001 PARIS

QUERREZ-ROBERTSON ET ASSOCIES
PARLEMENTAIREMENT RECHERCHES

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Industrie et Transport optimisez votre expérience



Ingénieurs et Universitaires, 1 à 5 ans d'expérience en développement logiciel, valorisez votre devenir en intégrant nos équipes performantes. Evoluez en environnement UNIX, VMS, MS-DOS, MPE, avec pour langage C, FORTRAN, PASCAL, bases de données relationnelles, réseaux locaux industriels.

Vos missions : contrôle de process, suivi de production, régulation de flux, acquisition de données, dans les

créneaux du service, de l'assistance technique, de l'ingénierie.

Votre évolution : Ingénieur logiciel, Chef de projets, Consultant, Ingénieur d'Affaires...

SEMA GROUP, fort de 6 500 personnes en France, Grande Bretagne, Allemagne Fédérale, Benelux, Espagne... vous offre toutes les perspectives de carrière du premier groupe véritablement européen de services informatiques.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 06/DIT à Violaine MORAILLON, SEMA GROUP, Service recrutement, 56 rue Roger Salengro 94120 FONTENAY SOUS BOIS

SEMA GROUP

Ingénieurs débutants participez au défi d'une entreprise qui a choisi d'unir ses forces.

Accroître sa compétitivité : voilà l'objectif que s'est fixé SFENA en unissant ses compétences à celles de Thomson-CSF-Avionique Générale, CROUZET et EAS.

Fort de sa dimension financière et surtout de la synergie de ses domaines technologiques, ce pôle de regroupement a la volonté de mener à bien des programmes toujours plus ambitieux - SFENA travaille déjà sur le lanceur ARIANE V et l'électronique de bord d'Airbus A340 - et d'affronter la concurrence internationale en se situant dans les cinq premiers mondiaux.

Pour SFENA, c'est l'opportunité de poursuivre une politique de recherche active par des accords de participation en France, en Europe et dans le Monde, afin de répondre encore mieux aux demandes de l'aéronautique internationale.

Pour un jeune ingénieur diplômé d'une grande école, c'est l'opportunité d'intégrer tout de suite un groupe aux perspectives d'évolution passionnantes.

Pour ces postes, la pratique de l'anglais est souhaitée. Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence du poste choisi à SFENA, Gestion des Cadres, Aéroport de Villacoublay, BP 59, 78141 Velizy Villacoublay Cedex.

SFENA

INGENIEUR SYSTEME/PRODUIT (ENSAE, ENSICA, ENAC, ESE...).

Vous participerez à la coordination, au développement et à la mise en oeuvre d'un système avionique ou de tests automatisés en étroite collaboration avec nos clients pour la définition des spécifications et leur validation. A court terme, vous en prendrez l'entière responsabilité. Réf.B1

INGENIEUR LOGICIEL (CENTRALE, ENSI, UNIVERSITAIRES)

Vous participerez à des projets de développement de logiciels d'application temps réel supportés par des matériels embarqués. Vous serez amenés à travailler en équipe et être intéressés par l'aspect méthodologique de développement et de gestion de logiciels. Réf.B2

INGENIEURS SUPPORT A LA VENTE

La leader Européen de la conception, l'installation et l'entretien crée sa filiale française au 10 de France sud.

Support technique d'une cellule de marché vous sera l'homme des applications clients. Votre connaissance des architectures et techniques des réseaux (spécialement ethernet) vous permettra de former et conseiller les utilisateurs de nos produits, de valider les propositions commerciales et de créer et maintenir une documentation technique.

Débutant ou expérimenté vous maîtriserez l'anglais écrit et parlé.

Pour nous rejoindre adressez votre dossier (CV, lettre motivation, photo et références) à :

Département
Spider Systems SA
Les Algorithmes
Saint-Aubin
91194 Gif sur Yvette
PARIS

SPIDER SYSTEMS

La DIRECTION ET CONTROLE DES GRANDS TRAVAUX propose à des Ingénieurs agro-pédologues

confirmés un contrat de deux ans pour prospection pédologique au N.O. de la CÔTE D'IVOIRE.

Adresser C.V. et Préférences à Monsieur le Directeur Général de la D.C.G.T.X - 04 B.P. 945 - ABIDJAN 04 (Côte d'Ivoire).

Ingénieur automatique H/F

Notre division MANUTENTION (Systèmes avec Ponts roulants automatiques, Transstockeurs automatiques, Manutention continue automatique) recherche :

pour son Service Automatismes et Informatique Industrielle

La fonction est orientée vers :

- l'étude d'installations automatiques (programmation + tests),
- la participation à leur mise en service sur le site,
- l'établissement de propositions techniques et financières pour les projets.

UNE BONNE EXPERIENCE DES AUTOMATES PROGRAMMABLES, DES MICRO-PROCESSEURS, DES MICRO-ORDINATEURS et de leur liaison EST NECESSAIRE.

La pratique de l'allemand sera appréciée.

Le lieu de travail et de résidence : CHALONS SUR MARNE.

Ce poste requiert du dynamisme, de la motivation, de la rigueur et de l'efficacité. La rémunération sera à la mesure de l'expérience et de la personnalité du candidat retenu.

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec C.V. à MANNESMANN DEMAG S.A. - Service du Personnel - 5 av. Ampère - 51012 CHALONS SUR MARNE Cedex.

MANNESMANN DEMAG

La suite des annonces classées (20 pages)

se trouve dans le deuxième cahier supplément « Economie »

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BSN: DES NOUVELLES TOUS LES JOURS

Pour vous informer en permanence sur BSN, composez sur votre téléphone :

10 115 11 115 puis tapez :

- Ce nouveau service vous donnera immédiatement :
- une information permanente sur le cours de l'action et les volumes traités
- une synthèse des données économiques et financières ainsi que des résultats du Groupe
- les derniers communiqués de presse
- le bloc-notes de l'actionnaire.



Pour tous renseignements sur ce service minimal, vous pouvez joindre : BSN - Direction de la Communication Externe et Financière, 7, rue de Téhéran - 75381 PARIS CEDEX 08 - Tél. 42.99.12.57

Le grand

ACCORD LEGRAND - B. TICINO

Afin de renforcer leurs positions respectives en Europe et dans le monde, les Groupes LEGRAND et B. TICINO viennent de conclure un accord d'association aux termes duquel il a été notamment convenu que LEGRAND prendrait une participation de 45 % dans le Groupe B. TICINO.

Le Groupe B. TICINO est le premier fabricant italien d'appareillage électrique d'installation basse tension. Il est implanté dans 12 pays. Son chiffre d'affaires a été en 1988 de deux milliards de francs et son effectif est de 4 500 personnes. Les principales usines italiennes sont situées dans les régions de Vénétie et de Lombardie, à proximité de Milan, et aux environs de Naples.

Il est rappelé que le Groupe LEGRAND, premier fabricant français d'appareillage électrique d'installation basse tension a réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de 5,6 milliards de francs avec un effectif de 12 500 personnes et des implantations dans 23 pays.

Les deux groupes ont l'intention de développer leurs complémentarités technologiques, commerciales et géographiques pour affronter une compétition internationale de plus en plus intense et accélérer leurs croissances respectives sur un marché porteur.

Pour ce faire, ils entendent coopérer sur le plan stratégique et développer de manière autonome leurs marques, leurs marchés et leurs ressources humaines en respectant les traditions, la culture, la connaissance et la capacité de chacun des deux groupes qui opéreront comme des entités distinctes.

INFORMATIONS FINANCIÈRES (1) 43.60.01.80

Scholl S.A.

a pris le contrôle de

EPIDOR

(Arcancil, Isabelle Lancray)

Trianon Finance

a initié cette opération et a assisté Scholl S.A. dans les négociations

Paris, mai 1989



Épéda-Bertrand Faure



Lors d'une prochaine assemblée générale mixte dont la convocation est prévue pour le 26 juillet prochain, il sera proposé à la ratification des actionnaires de la société Épéda-Bertrand Faure le projet de fusion de la holding Gofina dans Épéda-Bertrand Faure.

Rappelons que la société Gofina, dont le capital est détenu par un certain nombre d'industriels et d'investisseurs institutionnels, possède 77,7 % du capital d'Épéda-Bertrand Faure depuis l'offre publique d'achat lancée avec succès par Gofina en novembre 1988, à l'occasion de laquelle le principe de la fusion avait été évoqué.

La fusion est proposée sous forme d'absorption de Gofina par Épéda-Bertrand Faure et la partie proposée est de verser à la société Épéda-Bertrand Faure pour une action Gofina, sous réserve des conditions définitives des commissaires aux comptes et à la fusion, une somme égale à la valeur nominale de l'action Gofina. Il est précisé que les actions Épéda-Bertrand Faure détenues par Gofina devront faire l'objet d'une annulation. Après cette opération, le nouveau capital de la société Épéda-Bertrand Faure sera divisé en 1 858 013 actions.

A cette occasion, le groupe Épéda-Bertrand Faure souhaite procéder à la rationalisation et à la simplification de ses structures juridiques. Pour ce faire, il sera proposé à cette même assemblée la liquidation de l'activité litée qu'exerce aujourd'hui la société Épéda-Bertrand Faure ainsi que la fusion-absorption de Bertrand Faure Automobile, holding intermédiaire, détenue à 100 %.

Les actionnaires sont avisés que les documents relatifs à ces opérations seront à la disposition des actionnaires qui en feront la demande au siège social de la société, conformément aux dispositions prévues par la loi.

Le Monde

PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4356

CDME

COMPAGNIE DE DISTRIBUTION DE MATÉRIEL ÉLECTRIQUE

L'Assemblée Générale Ordinaire qui s'est tenue le 21 juin 1989, sous la Présidence de Bernard Clerc, a approuvé les comptes 1988 de CDME (Holding) dont le bénéfice s'élève à 45,2 MF.

Au cours de cet exercice, le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 7.621 millions de francs (+ 8,6 %), le résultat consolidé à 146 MF (+ 37,1 %) et la MBE à 220 MF (+ 24,8 %).

L'Assemblée a décidé la distribution d'un dividende de 28 F, assorti d'un avoir fiscal de 14 F, qui sera mis en paiement à compter du 22 juin 1989. L'Assemblée a également ratifié les nominations en qualité d'administrateurs de Madame Jeannine Wood et de Monsieur Pierre Windal.

Dans son allocution, le Président a tenu particulièrement à remercier les actionnaires, dont la confiance et le soutien ont permis le succès de l'émission d'obligations convertibles à bons d'acquisition d'actions, lancée en février 1989.

Il a indiqué que, depuis le début de l'année 1989, CDME avait activement poursuivi son développement, tant en France, où l'acquisition de CEIM (CA : 800 MF) est venue harmoniser les implantations régionales du groupe, qu'en Europe, où CDME est maintenant significativement présente dans 5 pays : Allemagne (KLEIN), Espagne (UTISAN), Belgique (SEDEC), Portugal (MECTEL et SOMIL) et Italie (CELSA et BETA), avec un chiffre d'affaires total voisin de 1,5 milliard de francs ainsi qu'aux États-Unis avec l'acquisition de Jones (Florida).

Il a par ailleurs précisé qu'à structure comparable, les ventes à fin mai 1989 étaient en progression de 9,5 % et que le marché semblait rester bien orienté.

Pour 1989, le chiffre d'affaires consolidé devrait être voisin de 10 milliards de francs (+ 30 %) et le chiffre d'affaires cumulé proche de 13 milliards de francs, dont 35 % réalisés hors de France.

GROUPE CFAO

Le Simco

PAIEMENT DU DIVIDENDE

Il est rappelé que l'Assemblée Générale Ordinaire de la Société Simco, qui s'est tenue le 23 mai 1989, a approuvé les comptes arrêtés au 31 décembre 1988 et décidé la mise en paiement d'un dividende de 26,40 F par action.

Les actionnaires ont la faculté d'opter pour le paiement en actions du dividende 1988. Ces actions pourront être souscrites au prix unitaire de 417,43 F et porteront jouissance au 1er juillet 1989. Les actionnaires pourront exercer leur choix entre le 26 juin et le 26 juillet 1989.

Les actionnaires de Simco pourront obtenir les conditions de l'opération et le bulletin de souscription sur simple demande, soit auprès du dépositaire de leurs titres, soit auprès du Service "Titres" de la Société Simco.

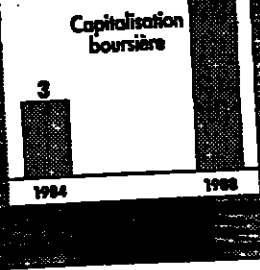
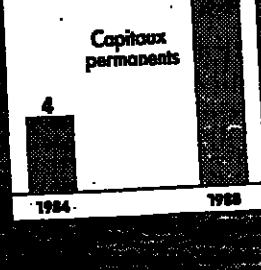
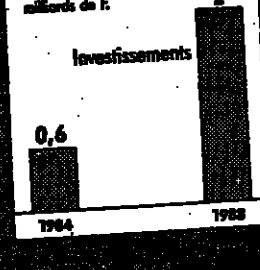
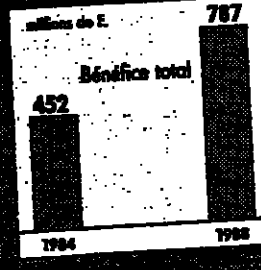
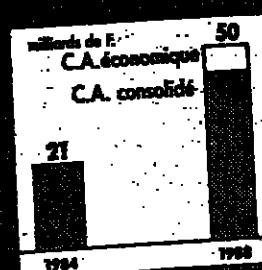
34, rue de la Fédération
75737 PARIS CEDEX 15
tél : 45.75.62.58

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 19 JUIN 1989

En 1989, le groupe Bouygues devrait connaître une nouvelle croissance. Nous prévoyons de renforcer nos positions dans tous les domaines de base où nous détenons le leadership. Dans un monde en pleine mutation, nous avons pour ambition d'imaginer et de créer les réponses adaptées aux nouveaux besoins.

Francis Bouygues

(Signature)



CONSTRUCTION
ÉQUIPEMENTS
ET SERVICES
IMMOBILIERS

BOUYGUES

UNE CROISSANCE
MAÎTRISÉE

مكتبة الأصل

Économie

SOMMAIRE

■ Face à une économie mondiale qu'il juge « potentiellement instable », M. Maurice Allais, Prix Nobel d'économie, propose de réformer profondément les institutions monétaires et financières » (lire ci-dessous).

■ Pour assurer le financement de la protection sociale, la commission du X^e Plan avance une série de mesures concrètes qui vont de l'instauration d'un prélèvement sur tous les revenus au report de l'âge effectif de départ à la retraite (lire page 40).

■ Le gouvernement a l'intention de reconduire pratiquement tous les présidents des sociétés nationalisées. Président de Thomson, M. Gomez va ainsi entamer un troisième mandat (lire ci-contre).

■ M. Jean-Pierre Chevènement propose d'augmenter les taux de l'impôt de solidarité sur les fortunes (lire ci-dessous).

Les nominations à la tête des entreprises et organismes nationaux

Nouvelle vague de nominations aux conseils d'administration des entreprises nationales publiées au *Journal officiel* du dimanche 25 juin. On y note la confirmation de nombreux présidents - qui devront néanmoins, selon la procédure, attendre d'être proposés à ce poste par leur conseil puis nommés par le conseil des ministres, normalement mercredi 28 juin. Seuls deux changements sont notables. L'arrivée d'abord de M. Patrick Careil, actuelle-

ment chargé de mission auprès du ministre des finances, M. Bérégovoy, à la tête de la Banque Hervet. Il remplacera M. Jean-Baptiste Pascal, qui avait été nommé, en juillet 1987, par le gouvernement de M. Chirac. En second lieu, M. Henri Guillemaud à l'ANVAR (Agence nationale de valorisation de la recherche), qui remplacera M. Bertrand Larrère de Morel, nommé par le même gouvernement. Un haut fonctionnaire, ancien commissaire au

Plan remplacé, un banquier. On note un autre mouvement, mais celui-ci était attendu et annoncé : M. Francis Laurentz remplacera M. Jacques Stern à la tête de la Compagnie des machines Bull. M. Stern souhaitait quitter ses fonctions et avait proposé au gouvernement de nommer M. Laurentz, qui faisait équipe avec lui comme directeur général de Bull depuis 1982. Pour le reste, les choix faits sont ceux du statu quo. Deux personnalités, un moment un peu inquiètes, sont en définitive maintenues : M. Henri Martre à l'Aérospatiale, PDG depuis 1983, et surtout M. Alain Gomez chez Thomson (lire ci-dessous). Enfin, comme prévu, sont renouvelés dans leur poste d'administrateur et de probable futur président : M. Pierre Delaporte à EDF, nommé en mai 1987, M. Maurice Allais à l'ERGM (Bureau de recherches géologiques et minières), nommé en 1988, et M. Jacques Rouvet à l'ARME (Agence française pour la maîtrise de l'énergie), nommé en 1987.

■ Son conseil d'administration réunit en tout cas tout le gîte de l'industrie française : André Rousset (Canal Plus), Bruno Roger (Banque Paribas), Antoine Vell (Les Wagons-Lits), Olivier Lecoq (président de Lafarge) et Jacques Stern (ex-président de Bull). Sans oublier son ancien directeur général des télécommunications, M. Jacques Domercq, et M. Jean-Claude Héro, un des piliers de la politique électronique de la gauche. Personnalité particulièrement qualifiée pour juger de la stratégie de M. Gomez dans l'avenir.

M. Alain Gomez sera reconduit à la présidence de Thomson

M. Alain Gomez, qui préside le groupe nationalisé Thomson depuis 1982, a été reconduit, dimanche 25 juin, au conseil d'administration de son entreprise. Le nouveau conseil devait proposer, lundi, de renouveler son mandat de président pour trois ans en attendant, mercredi, le feu vert officiel du gouvernement.

Les gouvernements se suivent et M. Alain Gomez reste... Sans surprise - hautement improbable, - il va « repiquer » pour un troisième mandat à la tête de Thomson, remportant ainsi un record de longévité : il est le seul de tous les présidents nommés en 1982, lors de la grande vague socialiste de nationalisation, à conserver encore ses fonctions. M. Jacques Stern, qui était jusqu'ici dans le même cas, a en effet souhaité quitter la présidence de Bull,

passant le flambeau à son coéquipier, M. Francis Laurentz. La nomination de M. Laurentz au conseil d'administration de Bull a été également publiée dans le *Journal officiel* du 25 juin.

Pourtant, M. Gomez a senti le vent du boulet. Il a dû faire face, depuis plus de six mois, à la campagne virulente menée par tous ceux qui contestent la politique qu'il a menée chez Thomson. Et il a senti, nombreux : les apôtres de la filière électronique ne lui ont jamais pardonné de s'être désengagé du téléphone et du médical, d'avoir marié ses composants et d'avoir échoué dans la micro-informatique, pour se consacrer à deux métiers uniques, la défense et l'électronique grand public. Les militaires n'ont guère apprécié non plus, en juin 1986, de le voir se mettre à faire un grand nettoyage dans ses activités en prévision de la chute des commandes de la défense.

Enfin, M. Gomez a choqué par la politique financière qu'il a fait mener à son groupe, avec son directeur financier, M. Jean-François Hélin. Une politique qui a permis à l'entreprise, grâce à des montages financiers sophistiqués, de continuer à remporter des contrats militaires à l'étranger, mais qui l'a aussi amené à faire des opérations moins compréhensibles : le nom du groupe a notamment été cité dans l'affaire de la Société générale et dans celle de la Saudi Bank.

Néanmoins, M. Gomez a deux grands succès à son actif : il a rendu à l'entreprise sa cohérence en ramenant à l'éparpillement de ses forces et il a redressé les comptes. En outre, Thomson étant encore au milieu du gué dans ses deux métiers, les pouvoirs publics ont jugé préférable de garder M. Gomez. Un changement aurait été désastreux alors que l'essai restait à transformer avec l'électronique grand public et que

les grandes manœuvres battent encore leur plein en Europe.

M. Gomez a été l'un des premiers à sentir la nécessité de nouer des alliances sur le Vieux Continent où les industriels sont bien trop nombreux et doivent trouver des solutions pour faire face au recul des carnets de commandes. Mais le groupe français a en l'horbe coupé sous le pied en Grande-Bretagne par l'OPA conjointe, lancée en novembre, du britannique GEC et de l'allemand Siemens sur Plessey. Et, outre-Rhin, un géant de l'armement s'est déjà constitué (Daimler-Benz). Changer de patron de Thomson aurait fait perdre du temps... et des projets.

Reste à savoir si - comme la rumeur en a couru longuement ces derniers temps - M. Gomez a déjà accepté quelques conditions à sa nomination : devra-t-il compter avec un directeur général ou deux direc-

teurs à la tête de ses grandes branches ? Devra-t-il changer des têtes à la direction de telle ou telle branche (finances ou grand public) ? Les mouvements d'hommes seront intéressants à étudier ces prochains mois.

FRANÇOISE VAYSSE

Neyrpic est absorbée par Alstom et Framatome

La société Neyrpic, ancienne filiale de Crenson Loire, spécialisée dans la construction de turbines hydrauliques, a annoncé à la veille du week-end à son comité d'entreprise que le plus gros de ses activités allaient être intégrées au sein d'Alstom, seule le département nucléaire et la mécanique étant repris par Framatome. Neyrpic, jusqu'ici indépendant, filiale à parts égales d'Alstom et de Framatome, au sein du groupe CGE, est touchée depuis plusieurs années par l'arrêt des grands contrats d'équipement, ce qui a fait chuter son chiffre d'affaires à 859 millions de francs et ses effectifs à mille deux cent cinquante personnes l'an dernier.

Déjà réduits de cent soixante-neuf personnes en 1988, ses effectifs devraient être à nouveau amputés de cent quatre-vingt personnes à l'occasion de la restructuration prévue. Au terme de celle-ci, Alstom reprendra l'activité hydraulique de Neyrpic, ainsi que les systèmes de régulation et d'automatisation, soit environ 57 % du chiffre d'affaires et 64 % des effectifs. Framatome hérite des activités nucléaires et de mécanique ainsi que du bureau d'études grenoblois de Neyrpic.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
45-55-91-82, poste 4330

D.E.S.S. « BANQUES ET FINANCES »

Gestion Bancaire et Prospective des Institutions Financières

(Université René-Descartes - Paris V)

Professeur Responsable : Eugène SCHAEFFER

La préparation de ce diplôme d'études supérieures spécialisées est assurée par un corps professoral composé de praticiens de haut niveau et de professeurs d'université.

L'enseignement de trois cents heures environ, de novembre à juin, est dispensé en fin de journée, 12, rue de l'École-de-Médecine, Paris V^e. Cette formation est destinée aux :

1. - Étudiants titulaires d'une maîtrise en Droit, Économie ou Gestion voulant faire carrière dans la banque, ou préparer un concours d'entrée à la Banque de France, au C.F.F., etc.
2. - Cadres bancaires désirant améliorer leur formation générale par un diplôme universitaire de 3^e cycle ;

Ce diplôme permet de s'inscrire en thèse en vue de l'obtention du titre de « Docteur en Banques et Finances ».

Retrait des dossiers d'inscription 1989/90 jusqu'au 7 juillet 89
Dépôt des dossiers du 4 au 22 septembre 89

FACULTÉ DE DROIT - Secrétariat du 3^e cycle
10, avenue Pierre-Larousse - 92241 MALAKOFF Cedex
(Aucun renseignement ne sera donné par téléphone)

Du krach à l'euphorie

Le fléau du crédit

(Suite de la première page.)

L'explication la plus simple que l'on puisse donner me paraît être la suivante. Les fluctuations conjoncturelles sont pour une très large part dominées par les fluctuations de la dépense globale, et celles-ci dépendent essentiellement de deux facteurs, l'écart entre les encaisses désirées et les encaisses détenues, et le taux de variation des encaisses détenues (ou moyens de paiement) (2).

Lorsque le krach est arrivé, toutes les banques centrales ont procédé immédiatement à de très fortes injections de liquidités qui ont compensé l'accroissement considérable des encaisses désirées résultant des difficultés financières et du pessimisme engendrés par le krach, alors que, dans les années qui ont suivi 1929, la masse monétaire s'était contractée et que les encaisses désirées augmentaient, ces deux facteurs engendrant une baisse de la dépense globale, dont il résultait un processus cumulatif de diminution des crédits bancaires et d'augmentation des encaisses désirées.

Comme rien de tel ne s'est passé après le krach de 1981, le climat psychologique pessimiste de novembre et décembre 1987 s'est peu à peu atténué, jusqu'à disparaître. Les encaisses désirées n'ont cessé de diminuer, et les moyens de paiement continuant à augmenter, la dépense s'est accrue, entraînant toutes les fortes poussées inflationnistes que l'on a observées (3).

Faut-il en conclure que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes ? Certainement pas.

L'activité économique a essentiellement pour objet de satisfaire les besoins *pratiquement illimités* des hommes avec les ressources *limitées* dont ils disposent, en travail, en richesses naturelles, et en équipements antérieurement produits, compte tenu des connaissances techniques *limitées* qui sont les leurs.

Mais, pour qu'un tel objectif puisse être atteint, il est nécessaire que l'activité économique prenne place dans un cadre institutionnel approprié, et c'est là certainement une tâche essentielle de la science économique que d'en définir correctement les principes généraux.

Les institutions d'une économie de marché

Malheureusement, que l'on considère tant l'économie française que l'économie mondiale, l'une et l'autre analysées, non pas dans le seul présent, mais dans la perspective de ces dernières décennies, l'expérience montre que jusqu'ici et sur le plan monétaire et financier notamment, cette tâche n'a pu être réalisée.

Le problème majeur des économies de marchés occidentales est en effet celui, sous sa forme la plus simple, de la *monnaie* : comment assurer la stabilité de la valeur réelle de la monnaie qui compromettrait à la fois l'efficacité de l'économie, l'équité de la répartition des revenus, la sécurité de l'emploi et des réserves, et finalement la paix sociale. L'instabilité économique, sous-production, l'iniquité, le sous-emploi, la détresse et la misère qui les accompagnent, sont les fléaux majeurs des économies de marchés. Ces facteurs sont à l'origine des crises, à la fois les plus justifiées et les plus violentes, à l'encontre des économies fondées sur la liberté économique et la propriété privée. Tous sont étroitement liés aux institutions monétaires et financières des économies occidentales.

Les fluctuations de la valeur réelle de la monnaie rendent tout à fait impossible un fonctionnement efficace et équitable de l'économie de marché. Par là même, sa justification éthique se trouve mise en cause, tout particulièrement quant à la décentralisation des décisions, la propriété privée, et le principe de l'appropriation privée des surplus. En fait, les iniquités majeures dont souffre notre société proviennent pour une large part des distorsions de la distribution des revenus résultant des variations de la valeur réelle de la monnaie.

Gigantesques pyramides de dettes

L'économie mondiale tout entière repose aujourd'hui sur de gigantesques pyramides de dettes, prenant appui les unes sur les autres dans un équilibre fragile. Jamais dans le passé une pareille accumulation de promesses de payer ne s'était constituée. Jamais sans doute, il n'est devenu plus difficile d'y faire face.

Qu'il s'agisse de la spéculation sur les monnaies ou de la spéculation sur les actions, le monde est devenu un vaste casino où les tables de jeu sont réparties sur toutes les longitudes et toutes les latitudes. Le jeu et les enchères, auxquels participent des millions de joueurs, ne s'arrêtent jamais. Aux cotations américaines se succèdent les cotations à Tokyo et à Hongkong, puis à Londres, Francfort et Paris. Partout la spéculation est favorisée par le crédit puisqu'on peut acheter sans payer et vendre sans détenir.

Toutes les difficultés rencontrées résultent de la méconnaissance d'un fait fondamental, c'est qu'*aucun système décentralisé d'économie de marchés ne peut fonctionner correctement si la création incontrôlée ex nihilo de nouveaux moyens de paiement permet d'échapper, au moins pour un temps, aux ajustements nécessaires*. Il en est ainsi toutes les fois que l'on peut s'acquitter de ses dépenses ou de ses dettes avec de simples promesses de payer, sans aucune contrepartie réelle, directe ou indirecte, effective.

Le mécanisme du crédit tel qu'il fonctionne actuellement, et qui est fondé sur la couverture fractionnaire des dépôts, sur la création de monnaie *ex nihilo*, et sur le prêt à long terme de fonds empruntés à court terme, a pour effet une amplification considérable des désordres constatés. En fait, toutes les grandes crises des dix-neuvième et vingtième siècles ont résulté du développement excessif du crédit, des promesses de payer et de leur monétisation, et de la spéculation que ce développement a suscitée et rendue possible.

Qu'il s'agisse des taux de change ou des cours des actions, on constate le plus souvent une dissociation entre les données de l'économie réelle et les cours nominaux déterminés par la spéculation. Partout cette spéculation, frénétique et fébrile, est permise, alimentée, et amplifiée par le crédit tel qu'il fonctionne actuellement. Jamais dans le passé elle n'avait atteint une telle ampleur.

La cotation continue, de minute en minute, des cours des actions et des monnaies ne fait qu'amplifier considérablement les effets déstabilisateurs du crédit, elle favorise la manipulation des marchés et elle est génératrice de fraude. En raison de la loi des grands nombres, une seule cotation par jour représenterait beaucoup mieux la situation des marchés et grâce à l'information elle abaisserait considérablement le coût des transactions. En tout état de cause elle évincerait le jeu avoué des programmes automatiques d'achat et de ventes, essentiellement déstabilisateurs, et elle donnerait toute garantie aux petits porteurs. La cotation continue des cours n'est profitable qu'aux professionnels des marchés (4).

Paradoxalement, alors que dans son principe même la spéculation, si elle jouait dans un cadre institutionnel approprié, serait fondamentalement vertueuse et stabilisatrice, elle devient, dans le cadre institutionnel d'aujourd'hui, essentiellement déstabilisatrice et par suite nocive. En fait

la responsabilité des désordres constatés n'incombe pas aux spéculateurs eux-mêmes, mais au cadre institutionnel d'aujourd'hui, tout à fait inapproprié.

Comme à toutes les époques précédentes, on retrouve partout l'influence déstabilisatrice du mécanisme du crédit, mais à une échelle accrue sur le double plan national et international :

- une monétisation accélérée des dettes (5) et une confusion croissante entre l'épargne et la monnaie ;
- une expansion inconsidérée du crédit ;
- l'instabilité potentielle du système bancaire ;
- le développement de l'endettement sur le double plan national et international ;
- l'instabilité des taux de change flottants ;
- les déséquilibres des balances des paiements courants, et la menace des protections douanières ;
- l'utilisation mondiale, comme unité de valeur, du dollar dans la valeur réelle sur le plan international, est extraordinairement instable et imprévisible ;
- la contradiction fondamentale entre la libération des mouvements de capitaux à court terme et l'autonomie des politiques monétaires nationales ;
- des politiques d'expédient pour faire face aux difficultés du moment ;
- et, finalement, l'instabilité potentielle de l'économie mondiale tout entière.

Jusqu'ici un effondrement a pu être évité, mais il devient de plus en plus difficile de faire face à des déséquilibres que personne n'est réellement capable de contrôler et de maîtriser. En fait, il n'existe aucun exemple dans le passé où un développement aussi inconsidéré du crédit et de l'endettement n'ait pas finalement conduit à des difficultés majeures.

MAURICE ALLAIS

Prochain article :

Le désarroi de la pensée économique.

- (2) Les encaisses comprennent tous les moyens de paiement immédiatement disponibles, billets, chèques, etc. qui sont communément désignés par M1, c'est-à-dire la somme de M2-M1 et de M3-M2.
- (3) C'est ce que j'ai écrit dans mon mémoire de 10 mai 1987, *Les Conditions nécessaires d'une économie de marchés* (page 69).
- (4) A la suite du krach d'octobre 1987, Paul Fabre a commenté très pertinemment ce mécanisme dans son article « Maurice Allais avait prévu l'effondrement du krach » (*Le Monde*, 10 novembre 1987).
- (5) Sur la cotation continue des cours, voir la chronique de Paul Fabre, *Le Monde*, 21 février 1989, page 20.

(5) Par « monétisation des dettes », il faut entendre l'utilisation des dettes comme instruments de liquidité.

M. Henri Martre maintient à la tête d'Aérospatiale

Par décret au *Journal officiel* du 25 juin, le ministre de la défense a reconduit M. Henri Martre dans ses fonctions de président-directeur général de la société Aérospatiale. Agé de 70 ans et d'un an, M. Martre occupe ce poste depuis mai 1983. La prolongation de son mandat était attendue. Aérospatiale, qui fabrique des avions, des hélicoptères, des missiles et des satellites, a devant elle un carnet de commandes de 64 milliards de francs, soit la valeur de deux années de son plan de charge.

En revanche, on attend, pour le début de la semaine prochaine, le remplacement du président-directeur général de la Société d'études et de construction de moteurs d'avion (SNECMA), le nom le plus souvent avancé pour lui succéder est celui de M. Louis Gallois, ancien directeur du cabinet civil et militaire du ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement.

FISCALITÉ

M. Chevènement est favorable à une augmentation des taux de l'ISF

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a déclaré le samedi 24 juin lors d'un colloque organisé par l'Institut de Démocratie 2000 que l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) devait être alourdi.

M. Chevènement a également précisé qu'il était favorable à la création, pour compenser en partie la baisse des recettes fiscales occasionnée par l'harmonisation de la fiscalité européenne, d'un nouvel impôt visant uniquement les hauts revenus.

Le ministre de l'économie, M. Pierre Bérégovoy, s'était déjà déclaré favorable, une semaine auparavant, qu'une telle mesure fait partie d'un éventail de décisions possibles.

Cependant, intervenant lundi sur TF1, il a déclaré que la baisse des recettes fiscales devrait être compensée par le succès de recettes fiscales induites par la croissance économique, et non par l'augmentation des impôts.

Les propos du ministre de la défense ont provoqué l'indignation du secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, interrogé dimanche au « Club de la presse d'Europe 1 ». Il n'a pas hésité à les qualifier d'« aberrantes ».

« Il nous dit que la construction de l'Europe va nous priver de recettes fiscales. Qui, mais à quel niveau ? Une centaine de milliards de francs. Laissez entendre que c'est par fragmentation de l'impôt sur les grandes fortunes, qui produit 4 à 5 milliards de francs, que l'on va pouvoir compenser des pertes de recettes fiscales, c'est raconter à l'impôt qu'on a affirmé M. Juppé.

18

Affectation des titres amortis, publications, remboursement : la détermination des titres à rembourser sera effectuée, selon les modalités de l'article 9 du décret n° 83-359 du 2 mai 1983. Un avis publié au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires, ainsi qu'une publicité financière préalable au remboursement feront connaître le nombre de titres amortis par rachats, le nombre de titres à rembourser et le rapport d'amortissement.

Les intérêts des obligations cesseront de courir à dater du jour où le capital sera mis en remboursement par la Société.

Régime fiscal : le paiement des intérêts et le remboursement des titres seront effectués sous la seule déduction des impôts que la loi met ou pourrait mettre obligatoirement à la charge des titulaires.

En l'état actuel de la législation, les intérêts des obligations perçus par des personnes physiques sont :

- soit sur option, soumis au prélèvement forfaitaire de 26 % libératoire de l'impôt sur le revenu ;
- soit pris en compte pour la détermination du revenu taxable à l'impôt sur le revenu.

En outre, les revenus d'obligations bénéficient, avec les dividendes d'actions, d'un abattement global et annuel de 8 000 francs pour des personnes célibataires, veuves ou divorcées, quel que soit leur âge, et de 16 000 francs pour les couples mariés soumis à une imposition commune.

Masse des obligataires : les porteurs d'obligations sont groupés en une masse jouissant de la personnalité civile conformément à l'article 293 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales. En application de l'article 294 de ladite loi, les personnes suivantes sont désignées comme représentants titulaires de la masse des obligataires :

- M^{me} Isabelle GOUA, demeurant 27, rue Georges-Appay, 92150 Suresnes ;
 - M^{me} Catherine PRUNEAU, demeurant 1, cité Condorcet, 75009 Paris.
- La rémunération de chacun des représentants titulaires est fixée à 2 000 francs par an : elle sera payable par la Société émettrice le 1^{er} janvier de chaque année et pour la première fois le 1^{er} janvier 1990.
- Les personnes suivantes sont désignées comme représentants suppléants de la masse des obligataires :
- M. François GIULIANI, demeurant 203, rue de la Convention, 75015 Paris ;
 - M. Jean LANTIER-LAURA, demeurant 30-32, avenue Mathurin-Moreau, 75019 Paris.

Ces représentants suppléants sont appelés éventuellement à remplacer les représentants titulaires empêchés, à savoir :

- M^{me} Isabelle GOUA par M. François GIULIANI, ou, à son défaut, par M. Jean LANTIER-LAURA ;
- M^{me} Catherine PRUNEAU par M. Jean LANTIER-LAURA, ou, à son défaut, par M. François GIULIANI.

En cas de remplacement provisoire ou définitif, les représentants suppléants auront les mêmes pouvoirs que ceux des représentants titulaires. Ils n'auront droit à la rémunération annuelle de 2 000 F que s'ils exercent à titre définitif les fonctions de représentants titulaires ; cette rémunération commencera à courir à dater du jour de leur entrée en fonction.

En cas de convocation de l'Assemblée des obligataires, ces derniers seront réunis au siège social de l'émetteur ou en tout autre lieu fixé dans les avis de réunion.

C. - Convertibilité des obligations en actions

Les propriétaires d'obligations de la présente émission auront la faculté, à tout moment à partir du 1^{er} janvier 1990, d'en obtenir la conversion en actions nouvelles de la Société, qui seront libérées par voie de compensation de leur créance obligatoire, à raison d'UNE action de 20 F nominal pour UNE obligation de F 850 nominal présentée. Il est rappelé que, par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 juin 1989, les actionnaires de la société ont expressément renoncé à leur droit de souscrire par préférence les actions qui seront créées en vue de satisfaire les demandes de conversion d'obligations.

Exercice du droit de conversion : les demandes de conversion seront reçues à partir du 1^{er} janvier 1990, et pendant toute la durée de l'emprunt, aux guichets (agences et bureaux permanents) des établissements désignés ci-dessus pour recevoir les souscriptions pendant la période de priorité. Pour les obligations appelées au remboursement, la faculté de conversion sera maintenue pendant un délai de trois mois à compter de leur mise en remboursement. En cas d'augmentation de capital, ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital, ou de fusion, ou de scission, la Société se réserve le droit de suspendre l'exercice du droit de conversion pendant un délai qui ne peut excéder trois mois. En ce cas, un avis sera publié au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires, 15 jours au moins à l'avance pour informer les obligataires de la date à laquelle les opérations de conversion seront suspendues et de la date à laquelle elles seront reprises.

L'augmentation de capital qui résulterait de la conversion en actions de toutes les obligations à émettre s'élèverait à F 25 700 000 (nominal).

Jouissance des actions CANAL + : les actions nouvelles remises en échange des obligations de la présente émission seront soumises à toutes les dispositions des statuts et porteront jouissance du début de l'exercice au cours duquel la conversion aura été demandée ; elles auront droit au titre de l'exercice commencé à cette date et des exercices ultérieurs, à égalité de valeur nominale, au même dividende que celui qui pourra être réparti aux autres actions portant même jouissance.

Elles seront, en conséquence, entièrement assimilées aux actions après la mise en paiement du dividende afférent à l'exercice précédent ou, s'il n'en était pas distribué, après la tenue de l'Assemblée annuelle statuant sur les comptes de cet exercice.

Ajustement des bases de conversion : à l'issue des opérations suivantes :

- émission de titres comportant un droit préférentiel de souscription ;
- augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission et attribution gratuite d'actions ; division ou regroupement des actions ;
- incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission par majoration de la valeur nominale des actions ;
- distribution de réserves en espèces ou en titres de portefeuille ;
- absorption, fusion, scission ;

que pourra réaliser la Société à compter de la présente émission, le maintien des droits des titulaires d'obligations convertibles sera assuré en procédant à un ajustement des bases de conversion conformément aux articles 196 et 197 de la loi du 24 juillet 1966 et 174-1 du décret du 23 mars 1967 (option a du § 1 de l'alinéa 3). Les modalités précises de cet ajustement sont exposées dans la notice légale publiée au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 26 juin 1989.

Cet ajustement sera réalisé de telle sorte qu'il égalise la valeur des titres qui auraient été obtenus en cas de conversion avant la réalisation d'une des opérations sus-mentionnées et la valeur des titres qui sera obtenue en cas de conversion après la réalisation de l'opération.

Le nouveau nombre qui pourra être obtenu par conversion d'une obligation comportera, le cas échéant, une fraction exprimée en centièmes. Toutefois, la conversion des obligations en actions, au prix fixé à l'origine, ne pourra donner lieu qu'à la souscription d'un nombre entier d'actions.

Réduction de capital : la Société s'interdit toute réduction du capital par voie de remboursement, comme il est précisé ci-dessous dans le paragraphe « Engagement de la Société ».

En cas de réduction du capital motivée par des pertes, par diminution soit du montant nominal des actions, soit du nombre de celles-ci, les droits des obligataires optant pour la conversion seront réduits ou, conséquence, comme si lesdits obligataires avaient été actionnaires dès la date d'émission des obligations convertibles.

Information des porteurs d'obligations : En cas d'ajustement, les nouvelles bases de conversion seront portées à la connaissance des obligataires au moyen d'un avis publié au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires.

Règlement des fractions d'actions : tout porteur d'obligations optant pour la conversion pourra obtenir un nombre d'actions de CANAL + calculé en appliquant au nombre d'obligations présentées le rapport de conversion ajusté, le cas échéant, dans les conditions fixées ci-dessus.

Lorsque le nombre d'actions ainsi calculé ne sera pas un nombre entier, le porteur d'obligations pourra demander qu'il lui soit délivré :

- soit le nombre d'actions immédiatement inférieur ; dans ce cas, il lui sera versé en espèces une somme égale à la valeur de la fraction d'action supplémentaire, évaluée sur la base du premier cours coté sur le marché à la séance de la Bourse du jour précédant la date du dépôt de la demande de conversion ;
- soit le nombre entier d'actions immédiatement supérieur, à la condition de verser à la Société une somme égale à la valeur de la fraction d'action supplémentaire ainsi demandée, évaluée sur la base prévue au paragraphe précédent.

Le Conseil d'Administration rendra compte des éléments de calcul des

nouvelles bases de conversion telles que définies ci-dessus et des résultats de l'ajustement dans le prochain rapport annuel et au moyen de communication dans la presse financière.

Engagement de la Société : la Société s'interdit, tant qu'il existera des obligations convertibles en actions, d'amortir son capital social ou de le

réduire par voie de remboursement et de modifier la répartition de ses bénéfices. Toutefois, la Société peut créer des actions à dividende prioritaire sans droit de vote, à la condition de réserver les droits des obligataires, conformément aux dispositions prévues ci-dessus au paragraphe « ajustement des bases de conversion ».

Renseignements généraux sur l'émetteur

Dénomination : CANAL +
Siège social : 78, rue Olivier-de-Serres, 75015 PARIS.
Nationalité : française.
Registre du Commerce et des Sociétés : 329.211.734.
Code APE : 8601.

Forme juridique : Société Anonyme régie par la législation française et notamment par la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales.

Durée : la durée de la Société est fixée à 99 ans à compter du 1^{er} mars 1984, sauf en cas de dissolution anticipée ou de prorogation.
Exercice social : l'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Objet social (tel que modifié par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 juin 1989) : la Société a pour objet :

- d'exploiter un service de télévision sur l'ensemble du territoire métropolitain, conformément à la convention de concession et au cahier des charges signé avec l'Etat français, ou à toutes autres autorisations qui lui seraient accordées par l'organisme compétent ;
- de constituer, d'exploiter des programmes de télévision par abonnement ou autrement dans les conditions qui sont définies dans la convention de concession et le cahier des charges ;
- de concevoir, réaliser, mettre en œuvre toutes opérations se rapportant au domaine de la communication, par tous moyens, en toutes formes et en tous lieux.

Pour réaliser cet objet, la Société pourra notamment :

- créer, acquérir, louer, gérer toutes entreprises ou services ;
- prendre tous intérêts, par voie d'apport, fusion, participation, souscription d'actions, de parts ou de toute autre manière dans toutes entreprises ou sociétés, en France ou à l'étranger ;
- plus généralement encore, entreprendre toute opération, de quelque nature qu'elle soit, notamment commerciale, industrielle, financière, mobilière ou immobilière se rattachant directement ou indirectement à l'objet social, ou à tous autres objets similaires ou connexes, ou susceptible d'aider au développement de l'entreprise.

La convention de concession et le cahier des charges ont été signés avec l'Etat français le 6 décembre 1983 et approuvés par décret du 14 mars 1986 et modifiés par décret du 28 mars 1988. La concession est accordée pour une durée de douze ans renouvelable, à compter du jour de sa signature.

Par ailleurs, la Société est autorisée à exploiter un service de télévision diffusé par satellite pour une période de 10 ans se terminant le 14 mai 1999.

Lien où peuvent être consultés les documents et renseignements relatifs à la Société : 78, rue Olivier-de-Serres, 75015 PARIS.

Administration, direction, contrôle

— **Conseil d'Administration**

Président : André Rousselet ; Directeur général : Pierre Lescure ; L'Oréal : François Dalle ; Havas : Pierre Dauterive ; CGE : Guy Dejournay ; Havas : Jacques Espinasse ; CGE : Paul-Louis Girardot ; Caisse des Dépôts et Consignations : Jean-Pierre Hoss ; General, Groupe Société Générale : Daniel Hux ; L'Oréal : Marc Ladreit de Lacharrière ; Groupe Pallas France : Pierre Murot ; Représentant permanent (Association des salariés actionnaires de CANAL +) : Philippe Lepetit dit Gildas.

Comité de direction

Président : André Rousselet ; Directeur général : Pierre Lescure ; Directeur général adjoint : Jean-Claude Dumoulin ; Secrétaire général : Marc-André Feffer ; Directeur Cinéma : René Bonnel ; Directeur de l'Antenne : Albert Mathien ; Directeur commercial : Christian de Penmarc ; Directeur financier : Claude Ravilly ; Directeur du développement : René Roudaut ; Conseiller du Président : Marc Tessier.

Commissaires aux comptes (nommés le 13 janvier 1984)

Guy Barbier et Autres, tour Gan, Cedex 13, 92082 Paris La Défense 2, représenté par Patrick Malvoisin.

Salustro Vincent Gayet et Associés, 2, avenue Hoche, 75008 Paris.

Edouard Salustro et Michel Savioz.

Responsable de l'information

Claude Ravilly, Directeur financier, tél. 45-33-74-74.

Rémunérations de Conseil d'Administration et des mandataires sociaux :

À l'occasion de l'exercice 1988, le montant des rémunérations allouées aux membres du Conseil d'Administration et aux mandataires sociaux par CANAL +, a été de 2 958 658 F.

Faits exceptionnels et litiges de la Société et de ses filiales

Il n'existe aucun fait exceptionnel ou litige susceptible d'avoir une incidence défavorable grave sur le patrimoine, la situation financière ou les résultats consolidés de l'ensemble constitué par la Société et ses filiales.

Montant et répartition du capital social : 359 300 000 F, divisé en 17 965 000 actions de F 20 nominal entièrement libérées. Les seules valeurs mobilières susceptibles de donner accès directement ou indirectement à des titres en capital de la Société sont 121 838 bons permettant sur une période se terminant en décembre 1991 de souscrire chacun cinq actions au nominal de 20 F au prix de 275 F. L'effet de dilution maximum en fin de période s'élèvera à 3,28 %.

En outre, l'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 septembre 1988 a autorisé le Conseil d'Administration à consentir en une ou plusieurs fois, pendant un délai de cinq ans aux dirigeants sociaux et salariés de CANAL +, des plans d'options donnant droit à l'achat d'actions de la société. A cet effet, la société a acheté 175 000 actions au prix de F 487.

A la connaissance du Conseil d'Administration, les principaux actionnaires de la Société sont actuellement :

Havas	24,7 %	
Général des Baux	21,3 %	
L'Oréal et Parfums	6,9 %	
Groupe Caisse des dépôts	6,0 %	
General	5,9 %	
Groupe CCF	5,2 %	
Personnel de la Société	4,4 %	
BNP	2,5 %	
Public	23,1 %	

La convention de concession interdirait à Havas de faire tomber sa participation en dessous de 20 %. Par ailleurs, la loi sur la communication limite à 25 % les participations dans les sociétés de diffusion de télévision.

Le personnel de la Société détient, au 30 mai 1989, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un fonds commun de placement, 601 452 actions, savoir 3,35 % du capital, montant auquel il convient d'ajouter les 1 % détenus par la Société au titre des options d'achat.

Les actions peuvent être nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire et il n'existe pas de droit de vote double.

Il est rappelé que :

— la Société est en droit de demander, à ses frais, à l'organisme centralisateur agréé par décret, le nom et l'adresse des détenteurs de titres de la société, conférant, immédiatement ou à terme, le droit de vote dans ses assemblées d'actionnaires, ainsi que la quantité de titres détenus par chacun d'eux ;

— toute personne physique ou morale qui viendrait à détenir 1,5 % au moins du capital de la Société est tenue d'informer immédiatement la Société par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette obligation s'applique lors de chaque franchissement de seuil à tout actionnaire venant à détenir, au-delà de 1,5 % du capital, une participation égale à un multiple de 0,5 % du capital de la Société ;

— la Société est en droit d'opérer en bourse sur ses propres actions, en vue de régulariser leur marché, conformément aux dispositions de l'article 217-2 de la loi sur les sociétés commerciales, les sommes d'actions pouvant être achetées sur plateforme à 1 700 000 et le prix d'achat à 600 F par action, le prix de revente ne pouvant être inférieur à 350 F. Cette autorisation, valable jusqu'au 14 décembre 1990, n'a encore jamais été utilisée par la Société.

Enfin, l'Assemblée Générale a la faculté d'accorder aux actionnaires une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions.

Evolution du capital

Date	Opérations	Evolution d'actions en francs	Montants cumulés du capital en francs	Nombre cumulé d'actions
01/84	Création de la société : 1 500 000 actions de 100 F		150 000 000	1 500 000
12/85	Emission de 1 500 000 actions au pair	150 000 000	300 000 000	3 000 000
02/86	Emission de 545 455 actions à 100 F avec prime d'émission de 175 F (soit une prime globale de 95 454 624 F)	54 545 500	354 545 500	3 545 455
11/87	Division du nominal de l'action par cinq		7 727 275	
12/87	Emission de 57 725 actions à 20 F avec prime d'émission de 36 F par exercice des bons (soit une prime globale de 2 078 100 F)	1 154 500	355 700 000	17 785 000
12/88	Emission de 180 000 actions à 20 F avec prime d'émission de 36 F par exercice des bons (soit une prime globale de 6 480 000 F)	3 600 000	359 300 000	17 965 000

Activités du groupe

Créée début 1984 pour la mise en œuvre d'un contrat de concession d'une chaîne de télévision à péage signé entre l'Etat français et le groupe Havas, la Société est devenue en quelques années l'une des principales entreprises de communication non seulement au niveau français, mais aussi au plan international.

En terme de rentabilité, elle se situe au premier rang des sociétés françaises du secteur audiovisuel. En terme de chiffre d'affaires réalisé dans la télévision à péage, elle arrive sur le plan mondial en deuxième position derrière le groupe américain Time Inc.

Les perspectives de développement propres au secteur, le succès rencontré par le concept de CANAL + en France et la politique d'ouverture à la télévision privée dans la majorité des pays européens, doivent permettre à la Société de s'implanter rapidement dans les pays voisins et notamment en Belgique, en Allemagne et en Espagne. Le choix récent du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel d'attribuer deux des cinq canaux disponibles sur la satellite TDF 1 à CANAL + vient sanctionner le rôle central que joue désormais la chaîne à péage sur la scène française et lui fournit les moyens de ses ambitions.

La place qu'occupe la Société en tant qu'acheteur de programmes et ses ressources financières lui permettent en outre de s'intéresser à des secteurs connexes à son activité de diffuseur tels que la production audiovisuelle et cinématographique, la vidéo, le négoce des droits, le télé-achat, la télématique, le câblage (Vidiscable) et, depuis peu, la fabrication de terminaux pour services télévisuels à accès contrôlé.

La diffusion de programmes de télévision

L'essentiel du chiffre d'affaires et des résultats du groupe provient de l'exploitation d'un réseau national hertzien pour la diffusion d'une chaîne cryptée dans le cadre d'un contrat de concession renouvelable dont la première période se termine le 31 décembre 1995. Les équipements nécessaires de transport et de diffusion hertzienne sont mis à disposition par Télé Diffusion de France (TDF) grâce à un contrat de location de même durée que la concession. Le signal, qui couvre près de 90 % du territoire, est émis sous forme cryptée et le décryptage est assuré par des terminaux individuels fournis par CANAL + moyennant un dépôt de garantie s'élevant à 480 F, remboursable en fin d'abonnement contre restitution de l'appareil.

ABONNEMENTS

Le tarif d'abonnement mensuel en vigueur depuis le 1^{er} septembre 1986 est de 150 F. 97 % des abonnés règlent leur abonnement par prélèvement bancaire mensuel, les autres règlent d'avance par chèque correspondant à six ou douze mois d'abonnement. 95 % des abonnés optent pour la durée d'un an.

Les abonnements sont commercialisés par un réseau de 2 500 points de vente constitué de spécialistes des produits bruns, indépendants ou affiliés à des enseignes nationales.

Les réajustements sont pour l'essentiel assurés par correspondance, la reconduction tacite étant facilitée par l'utilisation du prélèvement bancaire. Outre les annulations survenant au cours de l'abonnement à la demande de l'abonné pour des motifs exceptionnels et acceptés ou à l'initiative de la chaîne en cas d'incidents de paiement, il est constaté, au terme de l'abonnement, un taux de non-renouvellement égal à 6,1. Soit 6,5 % en 1987 et 5,3 % en 1986. Ce taux exceptionnellement bas par rapport à ceux constatés dans d'autres services à péage reflète le haut niveau de satisfaction apporté par les programmes.

PUBLICITE

CANAL + a la possibilité de diffuser des écrans de publicité à l'intérieur des tranches non cryptées. Le tarif pratiqué pour un spot de trente secondes varie de 8 000 à 48 000 F selon les horaires, ce qui représente en moyenne un coût pour 1 % touché de 19 000 F sur l'ensemble des Français de 6 ans et plus et de 16 000 F sur les 15-49 ans.

Compte tenu du caractère particulier de la chaîne et des besoins spécifiques de l'autopromotion en faveur des programmes cryptés (films, sport, événements), la politique de CANAL + est de plafonner le volume d'espace publicitaire. Afin d'optimiser les recettes publicitaires dans ce contexte d'autolimitation, CANAL + met en avant le caractère ciblé de son auditoire, ce qui lui permet de vendre son espace à un tarif plutôt élevé. En 1988, la publicité a représenté en chiffre d'affaires net un montant de 205 millions de francs.

PARRAINAGE

CANAL + a été la première chaîne en France à pratiquer le parrainage d'émissions par des marques. Aujourd'hui, alors que les autres chaînes évoluent vers des formes très commerciales de parrainage (sponsors multiples, visualisation des produits, interventions longues des sponsors...), CANAL + s'oriente plutôt vers des entreprises recherchant un effet d'image, et s'efforce de monter des opérations en adéquation avec l'habillage de l'émission.

En 1988 le parrainage, avec un chiffre d'affaires de 30 millions de francs de recettes nettes, a progressé de 11 % par rapport à 1987.

PROGRAMMES

Malgré la concurrence de cinq chaînes commerciales dans la plupart des régions de France, voire de six chaînes en Lorraine, les abonnés de CANAL + consacrent près de 40 % de leur audience à la chaîne cryptée.

Les programmes sont diffusés 20 heures sur 24 en semaine et 24 heures sur 24 pendant le week-end. Leurs innovations ont souvent été reprises par les chaînes commerciales, sans pour autant mettre à la caractéristique de la chaîne qui est d'offrir ce que les autres chaînes ne peuvent offrir, pour des raisons de coût ou parce qu'elles cherchent à maximiser l'audience dont dépendent les recettes publicitaires.

18

B. - COMPTES CONSOLIDÉS

I. - BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1988
(en milliers de francs)

	1988	1987	1986
ACTIF			
Immobilisations incorporelles			
Films	83 582	51 395	639
Autres	59 744	40 924	25 231
Immobilisations corporelles			
Décodeurs	529 335	720 765	743 565
Autres immobilisations corporelles	125 753	116 389	110 248
Immobilisations financières			
Titres mis en équivalence	717	275	-
Participations et créances rattachées	1 000 953	79 517	592
Autres immobilisations financières	1 934	1 266	97
ACTIF IMMOBILISÉ	1 802 018	1 010 531	880 372
Stocks	324 556	253 030	123 039
Clients et comptes rattachés	3 900 690	2 741 259	1 883 261
Autres créances	281 660	136 569	99 681
Valeurs mobilières de placement	1 617 344	1 069 357	341 592
Disponibilités	29 805	21 784	16 457
ACTIF CIRCULANT	5 754 055	4 221 999	2 464 030
Impôts différés actif	21 447	11 151	336 825
Comptes de régularisation	41 467	55 011	43 698
TOTAL DE L'ACTIF	7 618 987	5 298 692	3 724 925
PASSIF			
Capital	359 300	355 700	354 545
Prime d'émission	104 013	97 533	95 455
Réserves légales	1 200	-	-
Réserves consolidées	< 16 878 >	< 422 601 >	< 426 128 >
Résultat consolidé de l'exercice	618 501	406 923	3 527
CAPITAUX PROPRES	1 066 136	437 555	27 399
Intérêts minoritaires	1 444	-	-
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	39 182	60 832	17 325
Emprunts et dettes financières	453 654	275 433	569 766
Fournisseurs et comptes rattachés	682 933	673 832	408 519
Dettes clients abonnés	4 400 367	3 906 366	2 431 194
Autres dettes	967 895	341 924	268 631
DETTES	6 504 849	4 797 555	3 678 110
Comptes de régularisation	7 376	2 750	2 091
TOTAL DU PASSIF	7 618 987	5 298 692	3 724 925

II. - COMPTE DE RÉSULTAT
(en milliers de francs)

	1988	1987	1986
Abonnements	3 988 710	3 076 149	1 699 458
Publicité et parrainage	235 116	268 342	177 274
Autres biens et services rendus	116 319	57 878	10 407
PRODUITS ET PRESTATIONS RENDUS	4 340 145	3 402 369	1 887 139
Consommations de programmes externes	< 1 101 764 >	< 720 801 >	< 422 786 >
Charges de personnel	< 213 176 >	< 180 398 >	< 135 023 >
Autres charges d'exploitation	< 1 415 103 >	< 1 153 045 >	< 834 673 >
Dotations aux amortissements et provisions (nettes de reprises)	556 452	< 577 323 >	< 340 270 >
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	1 053 650	770 802	154 387
Produits financiers	79 960	48 272	7 611
Charges financières	< 52 243 >	< 45 844 >	< 66 396 >
RÉSULTAT FINANCIER	27 717	2 428	58 785
Résultat courant des sociétés intégrées	1 081 367	773 230	95 602
Résultat exceptionnel	< 2 597 >	< 25 822 >	< 83 363 >
Participation des salariés	< 23 521 >	< 5 883 >	-
RÉSULTAT AVANT IMPOT SUR LES BÉNÉFICES	1 055 249	741 525	12 239
Impôts sur les bénéfices	< 434 762 >	< 334 059 >	< 8 731 >
Résultat net des sociétés intégrées	620 487	407 466	3 500
Part des sociétés mises en équivalence	< 4 965 >	< 947 >	-
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ	615 522	406 519	3 526
- Part des intérêts minoritaires	< 2 979 >	< 404 >	< 1 >
- Part du groupe	618 501	406 923	3 527

IV. - Extrait de l'annexe aux comptes consolidés

1) / PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Principes généraux

Les comptes consolidés du Groupe CANAL + sont établis en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires actuellement en vigueur en France.

Ils sont également établis en conformité avec les normes de l'International Accounting Standard Committee (IASC).

Périmètre

Toutes les sociétés considérées comme significatives dans lesquelles CANAL + exerce, directement ou indirectement, le contrôle exclusif, sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe détient entre 20 et 50 % sont incluses dans les comptes consolidés selon la méthode de mise en équivalence.

Méthode de consolidation

Le bilan consolidé regroupe le montant total de chacun des éléments d'actif et de passif ainsi que les résultats des sociétés consolidées. Tous les états financiers sont retraités, les transactions internes et les comptes réciproques entre les sociétés sont éliminés ; les profits et les plus-values internes réalisés sont annulés.

Films

Les films réalisés en coproduction par la filiale CANAL + Productions sont comptabilisés en immobilisations incorporelles au fur et à mesure des avances demandées par le producteur, l'engagement total étant enregistré à la date de fin de tournage des films.

L'amortissement des films est pratiqué en appliquant le ratio résultant de la comparaison entre les recettes nettes acquises et les recettes nettes totales estimées. Ces recettes nettes provisionnelles sont examinées périodiquement par la Direction et revues si nécessaire afin de tenir compte des résultats de l'exploitation des films. Si les recettes nettes totales estimées ne couvrent pas les coûts des films, une provision pour dépréciation est constatée à due concurrence.

Crédit-bail

Les immobilisations acquises sous forme de crédit-bail ou selon des modalités analogues sont comptabilisées à l'actif pour la valeur du bien à la date de conclusion du contrat et amorties selon le mode linéaire. La dette correspondante est enregistrée au passif dans les dettes financières ; son montant est diminué de la fraction des amortissements incluse dans les loyers.

Ce traitement s'applique aux décodeurs acquis avant le 1^{er} janvier 1988.

Programmes et droits de diffusion

Figurent sous la rubrique « Programmes et droits de diffusion » :

- les acquisitions de droits de diffusion, dès lors que la copie reçue du fournisseur a fait l'objet d'une acceptation technique par CANAL + et que les droits ne sont ni expirés ni diffusés ;
- les émissions produites par la société et n'ayant pas encore fait l'objet d'une première diffusion ;
- les programmes en cours d'acquisition ou de réalisation pour lesquels la copie n'a pas fait l'objet d'une acceptation technique par CANAL +. Ces

III. - TABLEAU DE FINANCEMENT

(en milliers de francs)

	1988	1987	1986
OPÉRATIONS D'EXPLOITATION :			
RÉSULTAT NET	618 501	406 923	3 527
ÉLIMINATION DES CHARGES ET PRODUITS SANS INCIDENCE SUR LA TRÉSORERIE OU NON LIÉS À L'EXPLOITATION :			
• Amortissements et provisions	540 385	601 330	368 293
• Variations de stock	71 526	129 991	39 864
• Plus et moins-values de cession	< 34 091 >	< 825 >	-
• Part des minoritaires dans le résultat des sociétés intégrées	< 2 979 >	< 404 >	< 1 >
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	4 965	947	-
SOUS-TOTAL	1 055 255	877 980	331 955
INCIDENCE DE LA VARIATION DES DÉCALAGES DE TRÉSORERIE SUR LES OPÉRATIONS D'EXPLOITATION :			
• Débits de garantie	216 290	312 955	395 719
• Autres	440 455	529 900	67 460
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION (A)	1 712 000	1 720 835	795 134
OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT :			
ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS :			
• Incorporelles	< 70 022 >	< 126 948 >	< 1 368 >
• Corporelles - décodeurs	< 376 962 >	< 787 327 >	< 480 262 >
• Autres	< 49 682 >	< 36 963 >	< 45 583 >
• Financières	< 957 400 >	< 80 369 >	< 621 >
CESSIONS D'IMMOBILISATIONS :			
• Corporelles ou incorporelles	401 704	26 590	15 706
• Financières	-	-	-
TRÉSORERIE NETTE AFFECTÉE AUX ACQUISITIONS ET CESSIONS DE FILIALES	5 705	210	-
FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (B)	< 1 046 657 >	< 1 004 807 >	< 512 128 >
OPÉRATIONS DE FINANCEMENT :			
SOMMES RECUES DES ACTIONNAIRES SUITE À UNE AUGMENTATION DE CAPITAL	10 080	3 233	150 000
DIVIDENDES VERSÉS AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE	< 142 320 >	-	-
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (C)	< 132 240 >	3 233	150 000
VARIATION DE TRÉSORERIE (A + B + C)	533 103	719 261	433 006
TRÉSORERIE À L'OUVERTURE (D)	999 908	280 647	< 152 359 >
TRÉSORERIE À LA CLÔTURE (A + B + C + D)	1 533 011	999 908	280 647

programmes sont valorisés sur la base des financements effectués à la clôture des comptes.

Les programmes sont réputés « consommés » dès leur diffusion.

Abonnements

Le montant des abonnements est comptabilisé en chiffre d'affaires en fonction du nombre d'abonnés servis dans le mois. Le solde des abonnements à servir figure au passif du bilan sous la rubrique « Dettes clients abonnés ». La contre-partie du solde des abonnements non encore encaissés est inscrite à l'actif du bilan sous la rubrique « clients ».

Impôts sur les bénéfices

Les effets de la fiscalité différée, qui résulte des décalages temporaires existant entre la constatation comptable d'une charge ou d'un produit et son inclusion dans le résultat fiscal, sont enregistrés.

2) / NOTES SUR LE BILAN CONSOLIDÉ

Films

Valorisés selon les méthodes indiquées ci-dessus, les mouvements affectés aux films réalisés en coproduction par CANAL + Productions se décomposent comme suit (en milliers de francs) :

	31.12.88	31.12.87	31.12.86
Valeurs brutes	110 153	61 478	5 000
Amortissements	< 26 571 >	< 10 083 >	< 4 631 >
VALEUR NETTE	83 582	51 395	639

Autres immobilisations incorporelles :

Celles-ci sont constituées pour l'essentiel, au 31 décembre 1988, par des parts de coproductions télévisuelles. Les dépenses de pré-exploitations, totalement amorties au 31 décembre 1987, ne sont plus reprises au 31 décembre 1988.

(en milliers de francs)

	31.12.88	31.12.87	31.12.86
Frais de pré-exploitation	-	78 292	78 292
Parts de coproductions télévisuelles	39 717	8 829	-
Brevets, licences	17 775	-	-
Autres immobilisations incorporelles	16 346	42 441	8 927
Valeurs brutes	73 838	129 562	87 219
Amortissements	< 14 094 >	< 88 638 >	< 61 988 >
VALEUR NETTE	59 744	40 924	25 231

Immobilisations corporelles

Les principaux mouvements affectant les immobilisations corporelles peuvent être résumés comme suit :

	31.12.88	31.12.87	31.12.86
Frais de pré-exploitation	-	78 292	78 292
Parts de coproductions télévisuelles	39 717	8 829	-
Brevets, licences	17 775	-	-
Autres immobilisations incorporelles	16 346	42 441	8 927
Valeurs brutes	73 838	129 562	87 219
Amortissements	< 14 094 >	< 88 638 >	< 61 988 >
VALEUR NETTE	59 744	40 924	25 231

(*) Les acquisitions financières de façon externe s'élèvent à un montant de 1 611 218 milliers de francs au total.

V. - Autres informations

Titres de participation

Cette rubrique comprend les titres des sociétés dans lesquelles CANAL + détient directement ou indirectement moins de 20 % du capital social.

Montants au 31 décembre 1988

(En milliers de francs)

	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Valeur estimative au 31/05/89
HAVAS	481,9	481,9	697,9 (1)
TV-South	273,9	273,9	247,6 (1)
BURIS	150,1	150,1	172,1 (2)
CANAL 10	26,9	-	-
FILMS SUCCESS	8,1	-	-
PALLAS GROUP	11,4	11,4	11,4
VIRGIN STORES	10,0	10,0	10,0
CINEPAQ	8,7	8,7	8,7
Autres	4,8	4,8	4,8
TOTAL	975,8	940,8	1 152,5

(1) Valeur boursière au 31 mai 1989.
(2) Sur la base de la valeur retenue pour la dernière augmentation de capital de la société (en date du 20.02.1989), la plus-value potentielle s'élèverait à : 22 millions de francs.

Valeurs mobilières de placement

Montants au 31 décembre 1988

(En milliers de francs)

	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Valeur estimative au 31/12/88
Actions propres	85,2	85,2	85,2
Fonds communs de placement	455,0	455,0	509,4 (1)
SICAV	418,4	418,4	429,0
Certificats de dépôt	649,9	649,9	649,9
Intérêts courus	8,8	8,8	8,8
TOTAL	1 617,3	1 617,3	1 682,3

(1) Valeur estimative au 31/05/1989 : 531,5 millions.

La société ou ses filiales n'ont pas réalisé d'opération sur le MATIF depuis la création de ce marché : elles n'ont pas souscrit de façon générale de contrats à terme ou de contrats optionnels mettant en jeu des anticipations sur les variations des taux d'intérêt (FRA, « Caps », « Floors », etc.).

Décodeurs

Les terminaux de contrôle d'accès représentent l'investissement industriel le plus important, et par le jeu des amortissements un poste de charge significatif pour une chaîne à péage comme CANAL +.

Comme indiqué plus haut, les décodeurs achetés avant le 1^{er} janvier 1988 font l'objet d'un contrat de crédit-bail et pourront revenir dans le patrimoine de CANAL + le 30 novembre 1990 pour un prix de rachat de 3,6 millions. Les décodeurs achetés depuis le 1^{er} janvier 1988 sont en pleine propriété. L'investissement en décodeurs devrait continuer à baisser fortement en 1989 pour atteindre 100 millions de francs.

COMPTES CONSOLIDÉS

(en millions de francs)

Année d'acquisition	DÉCODEURS EXISTANTS	Amortissements cumulés	Montant net	Dotations annuelles aux amortissements
1984	359 368	244,7	114,6	9,4
1985	393 322	292,5	100,8	12,9
1986	580 222	427,7	152,5	28,5
1987	767 913	488,6	279,3	47,3
1988	450 768	260,3	190,4	45,1
TOTAL	2 921 793	1 874,8	1 046,9	134,2

(1) L'écart entre les amortissements cumulés et le total des dotations provient des 9 863 unités volées depuis l'origine de la société.

Projet immobilier

La société a engagé les démarches nécessaires pour construire un siège social sur un terrain de 6 000 m² situé dans la ZAC Citroën-Cévennes et donnant sur le quai André-Citroën et la rue des Cévennes. Cet investissement dont le prix de revient global est évalué à 872 millions de francs pour 22 150 m² utiles sera financé par un pool de SICOMI conduit par le Crédit agricole. La date de livraison est prévue pour le premier semestre 1991. Après une consultation auprès de sept architectes, c'est finalement Richard Meier qui a été retenu. Parmi ses œuvres les plus importantes, on peut citer le Musée d'art d'Atlanta et le Musée des arts décoratifs de Francfort.

Compte tenu de l'emplacement et de la qualité de ce projet, la société disposera d'un actif dont la valeur réelle excédera largement le prix de revient.

Marché et rendement des titres

Nombre de titres cotés : 17 965 000.

Lieu et compartiment de cotation : Marché à règlement mensuel de la Bourse de Paris depuis le 24 août 1988.

Cours de l'action :

Introduit au second marché immédiatement après la crise boursière de 1987, au cours de 320 F, l'action a depuis régulièrement progressé pour atteindre un plus haut de 728 F.

Début 1989, un système d'American Depositary Receipts (ADR) a été mis en place permettant au titre d'être coté aux États-Unis. Le processus de création des ADR, qui est laissé à l'initiative des actionnaires américains, est actuellement à ses débuts.

Transactions (12 derniers mois)

	Volumes	Capitaux (en francs)	Cours plus haut du mois	Cours plus bas du mois
1988 :				
Jan	564 681	303 804 000	561	528
Févr	480 458	273 915 000	615	535
Mars	239 038	133 154 000	593	541
Avril	331 250	199 744 000	659	550

PRINCIPALES FILIALES ET PARTICIPATIONS AU 31 DÉCEMBRE 1988

(en milliers d'unités monétaires)

	Capital	Quote-part du capital détenue en %	Valeur d'inventaire des titres détenus (1)	Prêts et avances	CA du dernier exercice	Dividendes
PARTICIPATIONS INTÉGRÉES GLOBALEMENT						
• SNC CANAL+ Productions	300	100,00	299	16 673	34 664	—
• SNC CANAL+ L'Espresso	250	100,00	250	2 535	14 473	—
• SNC CANAL+ Télévision	250	100,00	165	640	10 813	—
• SNC CANAL+ Afrique	20	100,00	20	—	—	—
• SNC CANAL+ Vidéo	300	100,00	299	1 935	—	—
• SNC CANAL+ Immobilier	30	100,00	30	—	—	—
• SNC CANAL+ Finance	650 000	100,00	649 999	935	—	—
• SA Financière de Vidéoconnaissance	4 514	51,00	2 302	—	—	—
• SA VISICOM	8 850	24,99	2 212	13 653	2 022	—
PARTICIPATIONS INTÉGRÉES PAR ÉQUIVALENCE						
• SNC Studio participations	550	50,00	275	411	—	—
• SA Billep participations	250	50,00	125	6 865	80 069	—
AUTRES PARTICIPATIONS						
• SA SEESTIS (Télévision par satellite)	313	40,00	125	2 920	442	—
• SA Rive	1 355 534	10,16	150 089	—	29 684	—
• SA Cinespex	721 667	24,00	8 695	—	3 476	—
• SA TV Systèmes	400	24,00	864	—	19 220	—
• SA TV Systèmes	10 959	10,00	273 859	—	223 600	—
• SA CANAL+ Belgique	12 000	33,33	648	—	—	—

(1) Les valeurs d'inventaire brutes et nettes sont identiques pour toutes les participations figurant ci-dessus.

Evolution récente et perspectives

1) PRÉVISIONS POUR L'EXERCICE 1989

Les résultats de l'exercice sont largement conditionnés par le nombre d'abonnés en portefeuille en début d'exercice (2 575 000 abonnés individuels), l'impact des abonnés recrutés en cours d'année étant relativement marginal.

Sur la base des résultats acquis au 30 mai 1989, une simple extrapolation pour l'année 1989 par rapport à l'année 1988 donnerait les chiffres suivants :

	1 Janvier- mai 1988	2 Total 1988	3 1/2 (en %)	4 Janvier- mai 1989	5 1989 (E) 4/3
Abonnés recrutés	238 494	616 642	41,9	191 093	456 000
Déshabitués, etc.	89 061	210 731	42,3	98 909	234 000

Ces chiffres sont tout à fait cohérents avec les estimations faites par d'autres approches, qui prévoient d'atteindre 2 775 000 abonnés au 31 décembre 1989.

En matière d'abonnements collectifs, le nombre de prise est passé de 72 000 à fin 1988 à 89 000 à fin mai 1989.

Dans ces conditions, le chiffre d'affaires hors taxes abonnements pour 1989 devrait être proche de 4,6 milliards, soit + 15,3 % par rapport à 1988.

La même extrapolation du chiffre d'affaires publicité et parrainage à fin mai donne les résultats suivants :

	1 Janvier- mai 1988	2 Total 1988	3 1/2 (en %)	4 Janvier- mai 1989	5 1989 (E) 4/3
C.A. Publicité net HT	98,1	205,3	47,8	101,6	212,6
C.A. Parrainage net HT	14,9	29,8	50,0	14,4	28,8
TOTAL	113,0	235,1	48,1	116,0	241,7

Ces prévisions sont largement confirmées par le portefeuille d'ordres en réservation au 31 mai 1989 qui pour la période juin-décembre 1989 s'élève à 123,8 millions.

Si l'on estime à environ 60 millions de chiffres d'affaires divers (ventes de droits, produits des filiales consolidées, etc.) contre les 116 millions réalisés en 1988 du fait d'éléments non récurrents, le chiffre d'affaires consolidé hors taxes devrait s'établir à 4,9 milliards, soit + 13 %.

Compte tenu du fait que certaines charges sont fixes ou varient moins que proportionnellement avec le chiffre d'affaires, l'augmentation du résultat net aura une progression supérieure, de l'ordre de 15 %, soit un chiffre d'environ 710 millions de francs.

2) PERSPECTIVES POUR LES ANNÉES 1990

Un certain nombre d'initiatives ont été prises au cours du premier semestre 1989 en matière de développement qui n'auront pas d'effets immédiats sur les comptes 1989 mais qui façonneront très largement la physiologie et les résultats du groupe pour les dix prochaines années. Ces développements s'articulent autour de trois axes principaux : la participation au satellite TDF1, la création de chaînes à péage à l'étranger et la technologie de la diffusion cryptée.

LE SATELLITE TDF1

CANAL+ s'était porté candidat pour deux canaux du satellite TDF1, l'un pour son programme actuel à destination de la France et notamment des zones non couvertes par le réseau hertzien, et l'autre pour un programme crypté en langue allemande. Par ailleurs, la société avait présenté à l'automne de 1988 un projet de chaînes cryptées familiales CANAL+ à la grande satisfaction de voir ces trois candidatures retenues, au côté de la chaîne culturelle (la SRFT), d'une chaîne à péage pour le sport et d'une chaîne musicale utilisant le canal de la chaîne familiale après 21 h 30.

En effet, TDF1 est le premier satellite à forte puissance permettant de couvrir la France avec des équipements de réception de taille et de prix raisonnables. Par ailleurs, l'utilisation d'une nouvelle norme de diffusion, le D2 MAC PAQUET, permet d'offrir une qualité de son et d'image inégalée et constitue en fait un point de passage vers l'étape suivante, qui est celle de la haute définition. En tant que chaîne à péage, il serait impensable que CANAL+ ne puisse offrir à ceux de ces abonnés qui le souhaitent l'accès à ces avancées technologiques.

Le deuxième avantage de TDF1 est de s'inscrire dans un programme de coopération franco-allemande et d'offrir donc un support privilégié pour diffuser en Allemagne. Cette considération a été décisive pour convaincre le groupe Bertelsmann d'adhérer au projet.

Grâce aux accords passés avec la chaîne familiale pour l'utilisation conjointe des terminaux D2MAC, Canal+ maintient sa position dans le secteur des chaînes de télévision à péage en France, et bientôt à l'étranger.

En matière de coût, qui avait longtemps été considéré comme un handicap pour le satellite TDF1, les négociations menées avec TDF ont permis d'aboutir à des conditions qui sont supportables, dans la mesure où une partie importante du loyer annuel variera avec le nombre de foyers équipés pour recevoir les émissions du satellite. Cette partie variable sera de 20 francs HT par foyer, puis de 22 francs HT à partir de la quatrième année et ne viendra à jouer qu'à partir d'un certain seuil. La partie fixe pour un canal sécurisé s'élèvera à 32 millions de francs HT, et sera payée quand les émissions commenceront et au plus tard le 31 janvier 1990.

Selon les hypothèses de pénétration retenues en fin de période de location, c'est-à-dire en 1999, le loyer total se situerait entre 100 millions et 175 millions de francs.

Le coût des terminaux D2MAC sera le double de celui des décodeurs actuels car ils intègrent des fonctions de réglage (synchronisme) et de débrouillage permettant de recevoir les chaînes non cryptées du satellite sans autre équipement que l'antenne. Il est prévu de couvrir ce surcoût par un droit d'accès de 400 francs prélevé à la remise du terminal et par une majoration du tarif mensuel d'abonnement qui devrait être de 175 francs TTC.

LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

La position de première télévision à péage par commercialisation directe au monde donne à CANAL+ un potentiel de développement international important. En effet, outre la référence que lui donne son succès en France, la SOCIÉTÉ, possède maintenant le savoir-faire nécessaire sur les plans commercial, administratif et technique ainsi que les moyens financiers pour réaliser l'aventure française dans d'autres pays. Les projets en cours concernent aussi bien des pays voisins que certains États d'Afrique.

CANAL+ BELGIQUE

Les négociations engagées en Belgique depuis fin 1987 ont permis à CANAL+ de faire aboutir son projet belge en août 1988 la société CANAL+ Belgique (SA Canal+ TV de la Communauté française).

Les actionnaires — le capital initial de la société d'étude ayant été fixé à 12 millions de FB et devant augmenter jusqu'à environ 350 millions de FB — de CANAL+ Belgique sont :

CANAL+ SA :	33,3 %
RTBF :	33,3 %
SYNERFI (filiale de SGB) :	16,6 %
DEFTCOM :	10,0 %
LBO-DF :	6,6 %

CANAL+ Belgique a été choisie par l'État belge de la Communauté française de Belgique comme télévision payante et a négocié, conformément au décret sur l'audiovisuel du 17 juillet 1987 et l'arrêté du 10 avril 1988, un cahier des charges précisant les droits et obligations de la société opératrice pour ce qui concerne sa participation à la promotion du patrimoine culturel belge et à la production audiovisuelle de la Communauté française de Belgique.

Ce cahier des charges, signé le 3 février 1989, prévoit en particulier une obligation de production propre de 75 millions de FB lors de la première année, puis 100 millions de FB la deuxième année et 133 millions de FB la troisième année, ainsi que la coproduction de programmes audiovisuels et cinématographiques de 80 millions de FB par année, cette obligation étant remplie par CANAL+ France tant que CANAL+ Belgique n'a pas atteint l'équilibre d'exploitation.

Le concept de programmation de CANAL+ Belgique repose essentiellement sur la diffusion de films récents — multiformes huit fois sur trois semaines, — de sport ainsi que de programmes pour enfants et de documentaires.

Remettant 20 heures sur 24 heures en semaine et 24 heures sur 24 heures le week-end, CANAL+ Belgique offrira également des fenêtres en clair dans son programme. Pour ce qui concerne les achats de droits, la société CCT-Centre Ciné TV a été constituée entre la RTBF et CANAL+ Belgique.

Le marché belge francophone s'élève à environ 1,4 million de foyers câblés, le choix a été fait de fournir un décodeur multicanaux devant permettre d'accueillir outre CANAL+ Belgique, d'autres services de TV à péage, voire des services professionnels.

CANAL+ Belgique n'est installée en avril 1989 dans des locaux en cours d'aménagement à Schaerbeek qui accueillent à la fois l'administration et les studios de la chaîne. Les programmes seront transmis aux foyers de réseaux des câbles-distributeur par les émetteurs hertziens de la RTBF.

L'ouverture d'antenne de CANAL+ Belgique est prévue pour fin septembre 1989. Un taux de pénétration de 12 % en quatre ans devrait permettre d'atteindre l'équilibre avant la fin de la troisième année.

CANAL+ ALLEMAGNE

CANAL+ France avait lancé dès la mi-1988 plusieurs études de marché et de faisabilité d'une télévision à péage en RFA tout en poursuivant les contacts avec plusieurs partenaires allemands intéressés par le projet.

Ces négociations ont abouti à la signature le 30 janvier 1989 d'un accord entre CANAL+ et Bertelsmann AG, l'un des deux premiers groupes mondiaux de la communication, leader de la diffusion de magazines et des clubs de livre, qui avait déjà commencé à investir également dans l'audiovisuel (participation à RTL Plus conjointement avec la CLT) et les réseaux câblés (filiale KMG).

La société CANAL Plus GmbH (SARL) a été créée à parité entre CANAL+ et Bertelsmann, localisée à Francfort avant le choix définitif de l'implantation de la société de télévision.

Cette société, dont la candidature au satellite TDF1 a été retenue, fonctionnera jusqu'en septembre 1989 comme une société d'étude dont les tâches essentielles seront de :

- poursuivre l'étude de faisabilité du projet ;
- faisabilité juridique : obtention des autorisations nécessaires des Länder allemands, ainsi que de la Deutsche Bundespost pour l'injection dans les réseaux câblés ;
- faisabilité technique : homologation du décodeur par les organismes spécialisés (FTZ et ZFF) ;
- faisabilité économique et financière : programmes, réseau commercial et projections financières ;
- lancer la phase opérationnelle qui devrait permettre une ouverture d'antenne vers le printemps 1990.

LES GRANDES LIGNES DU PROJET ALLEMAND

Émission en D2 MAC sur TDF1 et réception à la fois par les antennes individuelles et les réseaux câblés.

Le concept de programmation reposant sur la diffusion de films récents, d'événements sportifs et de programmes « ciblés ».

Le potentiel total de CANAL Plus GmbH se situe au-delà de trois millions d'abonnés, l'équilibre devant être atteint vers la troisième année.

Les engagements financiers des actionnaires seront de l'ordre de 250 à 300 millions de DM.

CANAL+ et Bertelsmann ont mis au point une procédure de travail et une équipe commune afin de passer à la phase opérationnelle en septembre 1989 et au lancement effectif de la chaîne environ six mois après.

CANAL+ ESPAGNE

En 1987, CANAL+ avait participé en tant qu'actionnaire minoritaire à un projet de télévision à péage désigné sous le nom de Canal 10. Les faiblesses de l'organisation mise en place tant sur le plan technique que commercial ont entraîné l'arrêt du projet courant 1988.

Depuis, le gouvernement espagnol a décidé la mise en place de trois nouveaux réseaux hertziens qui seront connectés à des sociétés privées et offriront une couverture du pays de 80 % en 1994.

Canal+, conscient de l'importance du potentiel espagnol et persuadé de la faisabilité d'un projet de TV à péage en Espagne, a constitué une société à parité avec le premier groupe de presse espagnol, PRISA (qui édite notamment le quotidien *El País*). Chacun des fondateurs détient une participation de 25 %, maximum autorisé par la législation espagnole, le solde étant réparti de la façon suivante :

Banco Bilbao Vizcaya :	15 %
Grupo March :	15 %
Cajamadrid :	5 %
Bankinter :	5 %
Grasyca :	5 %
Eventos :	5 %

A cet effet, la chaîne a déposé un dossier de candidature pour l'un de ces réseaux, la décision du gouvernement devant intervenir avant le 23 août 1989, permettant ainsi une ouverture d'antenne au cours du premier semestre 1990. Le capital initial constitué est de 1 milliard de pesetas, et sera porté, si l'autorisation est obtenue, à 10 milliards de pesetas. L'audience potentielle est estimée à 1 million d'abonnés dans un délai de quatre ans.

CANAL+ émettra en langue espagnole et sera diffusée par voie hertzienne.

CANAL+ AFRIQUE

Une société détenue maintenant à 100 % a été constituée en 1988 pour l'étude de projets dans différents pays africains, et notamment l'Algérie. Aujourd'hui les contacts les plus avancés se situent au Gabon et en Tunisie.

LA TECHNOLOGIE DE LA DIFFUSION CRYPTÉE

CANAL+ a naturellement été conduit à s'intéresser aux retombées industrielles du développement des chaînes à péage puisque celles-ci ne sont accessibles que moyennant des équipements très spécifiques, soit bien sûr des terminaux, quand le signal est transporté sous forme cryptée, soit des systèmes de câblage permettant de distribuer des signaux décryptés sur une base sélective.

LE CÂBLAGE

La distribution sélective n'était possible jusqu'à présent que dans quelques régions équipées en fibre optique, dont le coût élevé n'a pas permis une implantation plus large.

Dans ces conditions, CANAL+ ne pouvait qu'être intéressé par un procédé mis au point par la Compagnie Générale de Vidéoconnaissance (CGV) qui, grâce à un système de câblage bifilaire à structure en double étoile, intègre à la fois le contrôle d'accès et l'interactivité. Outre l'économie du décodeur chez l'abonné, ce procédé peu coûteux autorise une offre multiservice et l'utilisation de la norme D2 MAC.

Une société a donc été constituée avec CGV sous le nom de VISICABLE+ qui détient les brevets pour la France et l'étranger du système qu'elle commercialise.

Ce système est particulièrement adapté en distribution qu'il s'agisse d'immenses d'habitation, d'immenses de bureaux, d'hôtels, de cliniques, d'hôpitaux ou de quartiers urbains.

Depuis peu, THOMSON a rejoint VISICABLE+. La présence d'un grand industriel dont l'activité est délibérément tournée vers les créateurs les plus novateurs de l'industrie audiovisuelle conforte le développement de VISICABLE+ et lui offre des perspectives nouvelles.

L'atout essentiel du réseau VISICABLE+, outre qu'il permet une offre multiservice combinant notamment la télé-distribution, la domotique et la bureautique est qu'il peut s'adapter à la fois aux réseaux câblés publics (en site urbain) mais également aux réseaux câblés privés (c'est-à-dire la distribution collective des signaux de télévision).

Avec VISICABLE+, CANAL+ est désormais en mesure d'apporter son concours à la fois à l'amélioration de l'offre commerciale des réseaux câblés mais également pour répondre à la demande émanant d'usagers qui souhaitent recevoir directement les signaux satellites et, particulièrement, les signaux en D2 MAC.

D'autres actionnaires importants pourraient rejoindre VISICABLE+ au cours de l'année 1989. Ils devraient permettre à la société d'affirmer encore mieux sa présence et de promouvoir un produit leader sur un marché particulièrement porteur.

LES TERMINAUX

Les besoins de terminaux propres au Groupe tant en France qu'à l'étranger seront considérables au cours des prochaines années et justifient que CANAL+ s'intéresse à ce secteur industriel. Cela a été fait par création d'une filiale à parité avec le groupe SAGEM, à qui sera confié, non seulement la fabrication du nouveau terminal D2 MAC PAQUET (Decast) mais aussi le complétement progressif du décodeur actuel par un nouveau décodeur hertzien (Systar) dont les performances seront largement améliorées, en terme de résistance au piratage et de modalités de fonctionnement, en particulier adressabilité. Les deux modèles Systar et Decast, qui au total vont représenter un marché minimum de trois millions d'appareils sur les cinq prochaines années, ont pour caractéristique de fonctionner avec une carte à mémoire.

La solution adoptée présente pour CANAL+ les avantages suivants : meilleure coordination entre fournisseur et client en terme de planning de production, connaissance des prix de revient, maîtrise de la technologie et participation aux résultats d'une activité appelée à se développer.

Les premiers terminaux de la deuxième génération, qui seront amortis sur quatre ans, devraient être livrés début 1990.

Rapport complémentaire des commissaires aux comptes sur l'émission d'obligations convertibles en actions

Messieurs,

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société CANAL+, en date du 19 juin 1989, a notamment approuvé le principe de l'émission d'obligations convertibles en actions dans la limite d'un montant total de 3 milliards de francs. Cette Assemblée a délégué au Conseil d'Administration le soin de fixer les conditions et modalités de cette émission, en précisant toutefois que la somme revenant ultérieurement à la Société pour chacune des actions qui seront émises soit au moins égale à la moyenne des premiers cours de l'action cotée à la Bourse de Paris pendant vingt jours consécutifs, choisis parmi les quarante qui précèdent le jour du début de l'émission.

Les éléments de calcul du prix d'émission de ces titres n'étant pas connus lors de ladite Assemblée, notre rapport ne comportait pas l'avis requis par la loi. Le Conseil d'Administration nous a donc confié pour mission d'examiner les conditions de cette émission.

Dans cette optique, nous avons pris connaissance des éléments de calcul retenus pour la fixation du prix d'émission, ainsi que des documents précisant l'incidence de l'émission proposée sur la situation de l'actionnaire en ce qui concerne sa quote-part dans les bénéfices et les capitaux propres.

Nous avons vérifié ces éléments de calcul et leur justification en effectuant les diligences que nous avons estimées nécessaires en la circonstance.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les motifs qui avaient été invoqués à l'appui de la demande de suppression du droit préférentiel de souscription, et certifions que les éléments de calcul retenus pour la fixation du prix d'émission sont exacts et sincères.

Paris, le 20 juin 1989
Les commissaires aux comptes Guy Barbier et Autres, Salustro Vincent et Associés, Patrick Malvoisin, Edouard Salustro, Michel Saviez.

But de l'émission

La présente émission est destinée à reconstruire le fonds de roulement de la Société, qui a été fortement réduit par les importants investissements réalisés en 1988, et surtout de fournir des moyens accrus à la Société pour poursuivre ses développements, en particulier à l'étranger, et jouer un rôle majeur dans le secteur de la communication.

Le renforcement des capitaux permanents ainsi obtenus devrait permettre d'associer les actionnaires de la Société aux perspectives de rentabilité qui résultent de ces nouvelles orientations, dans des conditions de rémunération et de risque les plus satisfaisantes possibles.

Personnes qui assument la responsabilité de la note d'information

A notre connaissance, les données de la présente note d'information sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Le président-directeur général

André Roussellet

Vu pour vérification les extraits et informations financières sur les comptes consolidés et les comptes annuels clos le 31 décembre 1986, 1987 et 1988.

Les commissaires aux comptes Société Salustro, Vincent, Guy et Associés, représentée par Edouard Salustro et Michel Saviez Société Guy Barbier et Autres représentée par Patrick Malvoisin

La notice légale a été publiée au Bulletin des annonces légales obligatoires du 26 juin 1989

Visa de la Commission des opérations de Bourse
Par application des articles 6 et 7 de l'ordonnance n° 67-833 du 28 septembre 1967, la Commission des opérations de Bourse a apposé sur la présente note, le visa n° 89-265 en date du 20 juin 1989

Les personnes qui souhaitent recevoir le rapport d'activité 1988 sur l'émission, peuvent en faire la demande auprès de CANAL+, Service financier, 78, rue Olivier-de-Serres, 75015 Paris

Économie

SOCIAL

Le rapport de la commission protection sociale du X^e Plan

- Réforme du financement des retraites
- Maintien de l'effort pour les familles

La commission protection sociale du X^e Plan persiste et signe. Dans le rapport définitif, qui doit être publié mercredi 28 juin, elle confirme et précise les orientations adoptées en décembre dernier en faveur d'une réforme du financement et du système des retraites, ainsi que pour un meilleur contrôle des dépenses de santé (le Monde daté 25-26 décembre). Mais elle demande aussi le maintien de l'effort pour les familles.

La confirmation part d'une triple analyse. D'abord la crise a rendu impossible, pour encore longtemps, un équilibre spontané et durable de la protection sociale, notamment du régime général. Il est difficile d'accroître les financements traditionnels qui pèsent sur les salaires. Même si le coût salarial en France n'est pas supérieur à la moyenne des pays industrialisés, l'écart grandissant entre le coût et les salaires perçus crée une « rigidité » croissante et exerce un effet dissuasif sur l'embauche.

Parallèlement, l'inertie des systèmes actuels de protection collective va faire croître les dépenses dans les années qui viennent, notamment dans le régime général. Pour les retraites, la durée des carrières « validées » continue à progresser, notamment pour les femmes, même si cette progression se ralentit. Le nombre des retraités va augmenter en raison du développement du salariat dans les années 60, de l'allongement de la durée moyenne de vie et de l'abaisssement de l'âge de la retraite.

Au total, malgré l'amélioration prévisible de la situation économique (croissance de 1 % par an des effectifs salariés et de 1 % du pouvoir d'achat du salaire brut), les dépenses continueront sans doute à croître plus vite que les recettes. A l'exception constante et à partir des tendances actuelles, selon la direction de la prévision du ministère de l'économie, « le besoin de financement supplémentaire », d'ici à 1993, pourrait atteindre 59 milliards de francs pour l'assurance-vieillesse

(soit environ 4,5 points de cotisations) et 22 milliards de francs pour l'assurance-maladie (soit environ 1,3 point de cotisation) (1). Les excédents attendus des branches famille et accidents du travail (16 milliards de francs au total) sont loin d'équilibrer, d'autant que le jeu de vases communicants renforce des résistances.

Or, troisième point, la société française est confrontée à de nouveaux « défis », de nouveaux « risques », que la collectivité est, dès maintenant, amenée à prendre en charge : grande pauvreté, malgré la protection sociale, montée de l'isolement (qui réduit plus ou moins durablement les ressources de certains ménages) et, surtout, « dépendance ». On évalue à 600 000 le nombre de personnes âgées dépendantes et à 800 000 celui des semi-dépendants vers l'an 2000, alors qu'on ne dispose encore que de 500 000 places pour les accueillir.

Conclusion : il faut à la fois réduire la croissance des dépenses et trouver un financement supplémentaire. En même temps, la constitution du marché unique européen limite les marges de manœuvre.

Un prélèvement sur tous les revenus

Pour le financement, la commission a confirmé son choix en faveur d'un prélèvement sur tous les revenus, qui fait l'objet de discussions entre le ministère de la solidarité et les partenaires sociaux. Cette formule, économiquement la plus efficace ou la moins risquée, selon le rapport, est aussi plus juste que les cotisations actuelles sur les seuls revenus professionnels, qui « ne reflètent pas totalement les capacités contributives des assurés ». Mais la commission tranche, cette fois, en faveur d'une affectation de ce prélèvement à la branche famille, comme on le souhaite au ministère de la solidarité.

Pour les retraites, la commission a jugé nécessaire une réforme progressive, qui fasse partager les efforts entre actifs et retraités et réduise la croissance des dépenses (le Monde du 13 juin).

Compte tenu des perspectives à long terme, il faut, dès maintenant, prévoir un report de l'âge effectif du départ en retraite (de deux ans environ, d'ici à 2010, ce qui correspond au gain d'espérance de vie d'ici là), pour maintenir le rapport actuel entre le nombre de retraités et celui des actifs potentiels. Les rapporteurs souhaitent un allongement progressif de la durée des cotisations, nécessaire pour une retraite à taux plein, mesure socialement plus juste qu'une modification de l'âge, car elle tient compte de l'âge du début de carrière. Cette réforme aurait peu d'effets d'ici à 2005, mais elle prépare l'avenir. De même, le montant de la pension devrait être allongé progressivement (2).

Pour équilibrer l'assurance-vieillesse d'ici à 1993, outre une hausse des cotisations (selon les modalités décrites plus haut), le rapport propose de calculer les pensions et leur revalorisation annuelle selon l'évolution des salaires nets (cotisations sociales déduites).

Un diagnostic sévère

En matière de santé, le rapport porte un diagnostic sévère (3). Le niveau élevé des dépenses (le troisième dans l'OCDE) ne correspond pas à un état de santé exceptionnel selon les critères usuels. La régulation a été inefficace. Axée surtout sur l'assurance-maladie, elle a, depuis 1980, accru la part des dépenses laissées à la charge des ménages. L'excédent de capacité hospitalière pour le « court séjour » demeure, et le nombre des médecins va croître encore jusqu'en 2020.

La commission, suivant les recommandations de M. Jean de Kervadon, juge d'abord nécessaire de développer les « capacités d'expertise » de l'Etat et des caisses d'assurance-maladie pour éclairer les décisions (mise des médicaments sur le marché, homologation des matériels, campagnes de prévention etc.) et l'évaluation des frais médicaux en y engageant les médecins. Elle a proposé de mettre en place, d'ici à 1993, dans les hôpitaux publics et privés, un système d'information médico-économique qui

puisse servir de base à leur financement.

Pour les hôpitaux, le rapport préconise d'autre part une réforme de la planification sanitaire s'inscrivant aux activités plus qu'au nombre de lits afin d'inciter à des redéploiements. Pour la médecine de ville il met surtout l'accent sur la nécessité de réviser complètement, avant 1993, la « nomenclature » des actes médicaux et des spécialistes en la diversifiant. Il suggère aussi d'utiliser une partie des médecins à des tâches d'évaluation tout en continuant à réduire le nombre de places à l'entrée des études médicales.

Pour la branche famille enfin, le rapport va nettement au-delà de la position prise en décembre par la commission : il demande qu'on maintienne les ressources de la branche et qu'on redistribue aux familles modestes, aux familles nombreuses et aux jeunes enfants les excédents prévus d'ici à 1993.

Pour les familles modestes le rapport propose d'accorder une aide spécifique à celles qui n'ont qu'un ou deux enfants, d'arrêter à dix-huit ans au lieu de dix-sept, le versement des prestations familiales pour les enfants à charge (coût : 800 millions de francs) et d'attribuer des majorations pour âge aux aînés des familles de deux enfants (coût 3,6 milliards de francs). Il souhaite aussi la généralisation de l'allocation logement à l'ensemble du parc locatif privé (coût : 2 milliards). Pour les familles nombreuses, il suggère d'autoriser le versement de l'allocation parentale d'éducation à mi-temps pendant trois années au lieu d'une et de mieux compenser les frais de garde des enfants.

GUY HERZLICH.

- (1) Le rapport suppose toutefois supprimez la contribution sociale de 0,4 % sur le revenu imposable.
- (2) Portant actuellement sur les « dix dernières années », elle devrait être portée, en 15 ans, aux vingt-cinq dernières.
- (3) Bien qu'on ait donné les termes de la revalorisation prévue « en fonction de l'évolution des salaires », ce rapport préparatoire par M. de Kervadon, ancien directeur des hôpitaux.

Protestation contre la faible revalorisation des allocations familiales

L'annonce d'une faible revalorisation des prestations familiales au 1^{er} juillet (1,01 %) a provoqué des protestations. L'Union nationale des associations familiales (UNAF) demande que « le gouvernement examine sa position ». « Les familles, déclare-t-elle, ne doivent pas être les victimes de la conjonction du mouvement des coûts et de leur rôle et l'impératif d'une politique familiale dynamique ». La Fédération des familles de France s'indigne. « La croissance économique de 1988-1989 rendait possible une progression des prestations familiales comme elle a permis une légère progression des salaires par rapport aux prix ». Les Associations

familiales catholiques « protestent contre cette nouvelle dégradation de la situation des familles ».

Côté syndicats, la CGT estime que la revalorisation prévue « est infime et ne fait pas vraiment le compte comparé à la hausse des prix » et réclame « une allocation de rentrée scolaire de 1 000 F par enfant, payée en août », la CFTC demande « une revalorisation qui tienne compte de l'évolution du coût de la vie, un effort significatif en faveur des aides au logement et le doublement de l'allocation de rentrée scolaire et son versement jusqu'à l'âge de dix-huit ans (au lieu de seize) ».

« Vive tension aux chantiers navals coréens de Daewoo... ». Le gouvernement sud-coréen prépare une intervention policière massive pour briser la grève des ouvriers des chantiers navals de Daewoo, sur l'île de Jeju, au sud-ouest du pays, et l'arrestation des leaders des grévistes, a-t-on appris le 24 juin de source officielle. Les responsables ont précisé que les trente-trois leaders syndicaux qui avaient déclenché une grève le 23 juin, après avoir rejeté un accord conclu entre la direction et les syndicats la veille, seraient arrêtés au cours de l'intervention. Environ dix mille policiers anti-émeutes ont été mobilisés pour lancer un assaut contre les chantiers navals, a-t-on appris de source officielle. La direction des chantiers de Daewoo, dont les dettes s'élèvent à 1,8 milliard de dollars, a menacé de fermer l'entreprise et de se déclarer en faillite si la grève se poursuit. Le gouvernement a de son côté menacé de renoncer à son plan d'aide de 800 millions de dollars si les deux parties n'arrivent pas à un accord. (AFP.)

« Marine marchande : le Conseil supérieur approuve le rapport Le Drian... ». Réuni le 23 juin pour étudier les propositions contenues dans le rapport de M. Jean-Yves Le Drian, député (PS) du Morbihan et maire de Lorient, le Conseil supérieur de la marine marchande estime que ce document, tout en proposant des solutions qui ne retiennent pas nécessairement les préfé-

rences ou l'accord de tous les membres du Conseil, rencontre leur approbation unanime, dans la mesure où il met l'accent sur l'urgence qu'il s'attache à la mise en œuvre d'un ensemble cohérent de dispositions durables, susceptibles d'empêcher la disparition des navires français opérant sur les trafics internationaux et de l'emploi correspondant de personnels navigants et sédentaires français. Le Conseil « exprime le vœu que le gouvernement arrête le plus vite possible et présente au Conseil supérieur les mesures opérationnelles qu'il aura décidées en vue du redressement à long terme de notre flotte de commerce ».

« Grève des pilotes à UTA... ». Le Syndicat national des pilotes de lignes (SNPL) a décidé un arrêt de travail à la compagnie UTA le 24 juin à 12 heures au 28 juin à minuit. Il concerne tous les vols d'UTA et de sa filiale charter Aéro-maritime. Selon le SNPL, cette grève est motivée par « la volonté de la direction de faire exploiter les avions de sa flotte par des équipages extérieurs à la compagnie. De plus, pour arriver à ses fins, la direction espère bénéficier de validations de licences d'équipages étrangers et, en cas de difficulté, envisage de faire immigrer un de ses avions à l'étranger. Cette fuite de trafic vers des « pavillons de complaisance » ne peut qu'amener une réaction des navigants UTA menacés dans leur travail ».

Un colloque sur l'endettement international

La crise de la dette constitue « un défi pour la démocratie » déclare M. de Larosière gouverneur de la Banque de France

« Un défi pour la démocratie », des banques, soulignait pour sa part l'économiste Daniel Cohen. Pour éviter que l'échec du « plan Baker » ne se poursuive par un échec du « plan Brady », les gouvernements ne devraient pas imposer les règles du jeu plutôt que de laisser les banquiers s'enfermer dans d'interminables négociations pour savoir qui gagne le plus ou perd le moins ?

Pour un contrat social

Pour sa part, la journaliste Susan George a dénoncé le monde bancaire qui a « reçu le beurre et l'argent du beurre », les remboursements et les capitaux enflés des pays endettés. Un banquier, de son côté, refuse de « payer deux fois » sous forme de provisions de créances douteuses et, aujourd'hui, sous forme d'effacement d'un part des engagements bancaires. Au-delà de la polémique, une inquiétude transparaît dans nombre d'interventions : si réduction de dette il y a, sera-t-elle suffisante ? « Les 30 % auxquels nous pensions il y a un an sont trop faibles », a déclaré M. Yves Berthelot, secrétaire général adjoint de la CNUCED. « Il existe un risque de sous-financement de l'ajustement économique », a souligné pour sa part M. Michel Bouchet de la Banque mondiale. Et chacun de plaider pour que les débiteurs n'aient pas à rembourser d'avantage qu'ils ne reçoivent.

Car la dette, frein évident au développement depuis sept ans, est lourde de menaces, et les sorties de crise ne seront pas uniquement techniques. Pour mieux rappeler l'enjeu du débat, le sociologue Alain Touraine a mis en lumière la vulnérabilité du système politico-social de toute l'Amérique latine, un peu plus « fragilisée » aujourd'hui par la dette, alors même qu'on pouvait espérer une « maturation des esprits ». Les risques de « décomposition » sont réels, selon M. Touraine, qui s'est montré désormais « pessimiste », le « populisme des poches vides » risquant de remplacer l'ancien « populisme des poches pleines ».

Pour accompagner le développement, « ce processus permanent d'ajustement structurel », M. Shilling a plaidé pour sa part pour un véritable « contrat social ». Un impératif repris par plusieurs participants. Et si l'économiste Gustave Massiah a stigmatisé la nouvelle stratégie de la dette, ce « piteux alibi » où se mêle « un banal de libéralisme pour une alouette de politique sociale », le secrétaire d'Etat chargé du Plan M. Lionel Stoléru a conclu en appelant chacun à œuvrer pour que de « sélective ou éphémère » l'indignation face aux problèmes soulevés par la dette devienne « permanente ».

F. C.

REPÈRES

Argentine

Le nouveau programme économique sera « très dur »

Le nouveau président argentin, M. Carlos Menem, qui prendra ses fonctions le 8 juillet, a déclaré le samedi 24 juin dans une interview radiodiffusée que pour surmonter l'héritage « sinistre et chaotique » de son prédécesseur, M. Raúl Alfonsín, dans le domaine économique, des réajustements « durs, très durs » étaient actuellement à l'étude. M. Menem a annoncé que les sacrifices nécessaires toucheraient surtout le domaine des transports, laissant ainsi présager de fortes augmentations du prix des carburants. Selon le nouveau président, les réserves de la banque centrale argentine sont tombées de 3,6 milliards de dollars en 1988 (23 milliards de francs environ) à 140 millions actuellement. « Nous allons tomber dans le rouge rapidement », a-t-il estimé.

Nucléaire

L'Iran veut reprendre son programme civil

Le premier ministre iranien, M. Mir Hossein Mousavi, a annoncé, dimanche 25 juin, à Téhéran, que l'Iran a l'intention de relancer son programme d'équipement nucléaire civil, interrompu par la guerre. Rappelant le secrétaire général de l'Agence

internationale de l'énergie atomique (AIAE), dont l'Iran, signataire du traité de non-prolifération, est membre, M. Mousavi a critiqué le gouvernement ouest-allemand pour « son manque d'enthousiasme à achever la centrale nucléaire de Buehler », précisant qu'il avait pris des contacts avec d'autres pays. La centrale de Buehler, commandée avant la révolution à l'industrie allemande, n'est achevée qu'à trois quarts, mais le contrat étant, du point de vue des industries, terminé, l'achèvement des travaux doit faire l'objet d'un nouveau contrat, et donc d'une nouvelle autorisation du gouvernement allemand. Le premier ministre iranien a assuré que, outre ce chantier, l'Iran avait l'intention de construire de nouvelles centrales nucléaires. (AFP, AP.)

Pologne

Nouvelle augmentation du prix des carburants

Pour la troisième fois depuis le début de l'année, le gouvernement polonais a augmenté, le dimanche 25 juin, le prix de l'essence à la pompe et du diesel. Cette hausse, qui atteint au moins 40 %, porte le prix du litre d'essence super de 250 zlotys à 350 zlotys (10,50 F environ) et celui du diesel de 130 zlotys à 230 zlotys (7 F environ). Avant les augmentations intervenues au 1^{er} janvier dernier, le litre d'essence super coûtait 120 zlotys et celui de gazole 100 zlotys.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE
MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ÉNERGIE
SOCIÉTÉ NATIONALE D'EAU ET D'ÉLECTRICITÉ
B.P. 355 NOUAKCHOTT

AVIS DE PRÉSÉLECTION

PROJET D'ÉLECTRIFICATION DES CAPITALES RÉGIONALES ET VILLES INTÉRIEURES EN RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE.

La Société nationale d'eau et d'électricité (S.O.N.E.L.E.C.), établissement public à caractère industriel et commercial de droit mauritanien, envisage l'exécution de travaux d'électrification de 13 villes en Mauritanie. Le projet est financé sur concours du F.A.D.E.S. et du gouvernement mauritanien. Sa réalisation est envisagée suivant la formule « clef en main ».

A cet effet, il est demandé à toutes les firmes ou sociétés spécialisées suffisamment expérimentées en matière de construction de centrales Diesel, de réseaux MT, BT, et branchements de consommateurs BT de présenter des offres de préqualification.

Les entreprises intéressées par ce concours doivent retirer le document de base de la préqualification au siège de la S.O.N.E.L.E.C. B.P. 355 à Nouakchott ou au siège de l'I.C. qui est Jordan Electricity Authority, B.P. 2310 Amman, Jordanie, contre paiement d'un montant de U.S \$ 100 payable sous forme de chèque certifié ou en numéraire.

Les offres doivent parvenir à JEA avec copie à la S.O.N.E.L.E.C. aux adresses ci-dessus au plus tard le lundi 31 juillet 1989, à 12 h G.M.T.

PAROLE DE TIGRE ! LE NOUVEAU ESSO SUPER PLUS SANS PLOMB EST A LA FOIS ESSO, SUPER, ET PLUS.

Numéro Vert 05.05.19.89. Minitel 36.15 Esso

**AVEC ESSO SUPER PLUS,
LE TIGRE VOUS DONNE SA PAROLE.**

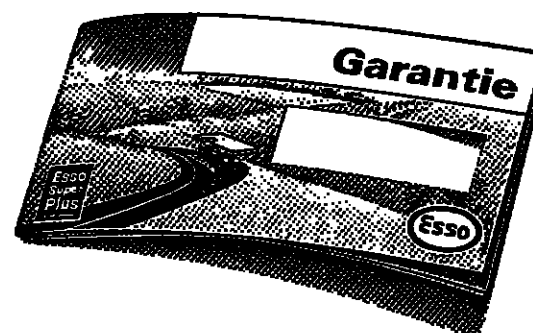


ESSO SUPER PLUS EST ESSO CAR VOUS BÉNÉFICIEZ D'UNE INFORMATION IMMÉDIATE ET PROFESSIONNELLE.
En effet pour ce nouveau super carburant sans plomb, Esso a étudié et répertorié plus de 3 000 modèles de véhicules afin de vous donner le conseil d'utilisation le plus précis et le plus adapté à votre voiture ! Pour connaître ces informations, Esso vous offre trois possibilités :

- le conseiller ESSO SUPER PLUS présent dans plus de 500 stations
- son service Minitel 36.15 Esso
- son Numéro Vert 05.05.19.89.



ESSO SUPER PLUS EST SUPER PARCE QU'IL EST SANS PLOMB ET QU'IL POSSÈDE DES QUALITÉS EXCEPTIONNELLES.
Conçue dans les laboratoires Esso, la formule exclusive ESSO SUPER PLUS permet au plus grand nombre de véhicules de carburer propre et mieux ! ESSO SUPER PLUS, carburant à très haut indice d'octane (98 Ron-88 Mon) assure, grâce à ses composants spécifiques, propreté et longévité à votre moteur et ça, c'est proprement super !



ESSO SUPER PLUS EST PLUS PARCE QUE ESSO VOUS LE GARANTIT.
Sûr de la qualité de ESSO SUPER PLUS, contrôlée et vérifiée jusqu'à la pompe, Esso vous offre une garantie de 3 ans contre tout risque lié à son utilisation. Cette garantie gratuite vous est proposée dans toutes les stations ESSO SUPER PLUS. Vous pouvez aussi l'obtenir rapidement en vous munissant de votre carte grise et du kilométrage de votre véhicule et en composant 36.15 Esso. La garantie du tigre c'est le plus Esso.



ممتازة الأصل

Marchés financiers

BOURSE DU 26 JUIN

Règlement mensuel

Company	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Company	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Company	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Company	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%						
3005	C.I.E. 3K *	3830	3830	3829	- 0.03	350	De Luxe (S) &	639	639	640	+ 0.16	1670	Lafayette-Copy	1887	1882	1886	- 0.26	615	Dele-Gabrie	628	634	632	+ 0.64	250	Quinn Menth.	261	262	260	- 0.08
1110	N.B.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	351	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	251	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	352	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	252	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	353	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	253	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	354	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	254	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	355	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	255	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	356	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	256	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	357	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	257	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	358	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	258	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	359	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	259	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	360	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	260	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	361	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	261	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	362	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	262	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	363	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	263	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	364	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	264	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	365	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	265	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	366	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	266	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	367	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	267	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	368	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	268	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	369	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	269	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	370	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	270	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	371	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	271	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	372	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	272	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	373	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	273	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	374	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	274	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	375	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	275	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	376	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	276	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	377	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	277	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	378	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	278	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	379	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	279	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	380	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	280	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	381	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	281	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	382	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	282	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	383	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	283	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	384	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	284	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	385	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	285	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	386	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	286	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	387	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	287	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	388	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	288	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	389	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	289	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	390	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	290	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	391	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	291	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	392	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	292	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	393	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387	1386	1387	+ 0.12	616	St-Louis *	1380	1380	1377	+ 0.64	293	Edo Day Corp.	257	258	256	- 0.78
1110	D.C.P. 17	1116	1107	1107	- 0.72	394	Colindale	1099	1100	1098	- 0.09	1370	Lafayette	1387															

Comptant (selection)

[illegible]**SICAV** (selection)

VALEURS	Emission Prête incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Prête incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Prête incl.	Rachet net
A.A.A.	9716 38	991 80	Parade	468 41	468 33	Plan Innovation	734 45	201 15
Action	234 42	228 16	Parade France	105 72	102 64	Placement A	1147 58	1227 93
Action France	646 44	625 47	Parade Magique	2207 53	1172 36	Placement au tredec	7026 26	7065 26
Action internationale	949 58	826 47	Parade Association	29 28	29 28	Placement J	6520 28	6520 16
AGF	618 47	594 19	Parade Europe	29 28	28 32	Placement Premier	6240 44	6240 44
AGF Action (ex-OP)	1171 98	1145 08	Parade	33 30	32 61	Prime Obligations	113 33	110 30
A.G.F. BOOD	623 27	613 91	Parade	11931 98	11931 98	Prime Obligations	10624 01	10614 20
A.G.F. BOOD	1063 09	1057 57	Parade	242 91	239 32	Prime Obligations	119 58	107 17
A.G.F. BOOD	116 32	115 48	Parade	801 61	802 62	Prime Obligations	2261 69	2261 60
A.G.F. BOOD	438 52	427 82	Parade	30 35	28 32	Prime Obligations	127 76	124 50
A.G.F. BOOD	125 37	122 31	Parade	426 01	424 37	Prime Obligations	168 88	164 14
A.G.F. BOOD	3089 73	3064 41	Parade	597 31	593 93	Prime Obligations	6470 30	6470 30
A.G.F. BOOD	10510 48	10210 48	Parade	11720 85	11587 29	Prime Obligations	1189 90	1186 40
A.G.F. BOOD	682 06	646 51	Parade	1172 10	1140 95	Prime Obligations	925 42	925 42
A.G.F. BOOD	207 76	200 25	Parade	8222 40	8207 30	Prime Obligations	276 38	265 70
A.G.F. BOOD	175 71	169 38	Parade	167 90	164 51	Prime Obligations	216 38	206 70
A.G.F. BOOD	6256 72	6175 69	Parade	1176 90	1141 75	Prime Obligations	560 00	572 00
A.G.F. BOOD	635 47	616 92	Parade	10894 38	10732 38	Prime Obligations	522 94	498 10
A.G.F. BOOD	9468 74	9335 32	Parade	12805 52	12409 54	Prime Obligations	12380 28	12311 10
A.G.F. BOOD	1169 17	1155 27	Parade	617 55	602 48	Prime Obligations	520 67	500 00
A.G.F. BOOD	322 08	304 50	Parade	211 39	205 21	Prime Obligations	675 75	789 10
A.G.F. BOOD	1048 74	1038 72	Parade	251 29	250 41	Prime Obligations	11628 93	11628 93
A.G.F. BOOD	111 54	108 10	Parade	246 45	236 28	Prime Obligations	5872 22	5808 00
A.G.F. BOOD	122 69	121 80	Parade	265 85	255 67	Prime Obligations	10794 95	10794 95
A.G.F. BOOD	134 08	128 00	Parade	361 28	342 98	Prime Obligations	723 17	742 00
A.G.F. BOOD	137 33	131 56	Parade	361 28	342 98	Prime Obligations	1432 36	1432 36
A.G.F. BOOD	2548 05	2540 44	Parade	143 45	135 34	Prime Obligations	703 18	687 00
A.G.F. BOOD	1677 58	1677 58	Parade	424 48	406 26	Prime Obligations	415 10	404 00
A.G.F. BOOD	33 98	32 42	Parade	136 83	137 67	Prime Obligations	629 61	791 00
OP Inté AGF Action			Parade	389 02	362 29	Prime Obligations	888 69	888 69
Oasis	1033 84	1018 36	Parade	1624 02	1598 02	Prime Obligations	428 44	424 00
Comptroller	5370 03	5301 80	Parade	11423 03	11423 03	Prime Obligations	248 42	224 00
Comptroller	116 15	108 94	Parade	2318 18	2318 28	Prime Obligations	213 68	213 68
Comptroller	364 01	354 01	Parade	764 84	757 27	Prime Obligations	382 05	352 00
Comptroller	594 86	589 01	Parade	6217 68	6098 59	Prime Obligations	1143 08	1088 00
Comptroller	1058 19	1023 38	Parade	620 48	605 38	Prime Obligations	1437 21	1372 00
Dies	864 34	825 15	Parade	727 32	701 00	Prime Obligations	544 85	521 00
Dies France	1180 46	1107 94	Parade	484 01	465 21	Prime Obligations	121 87	116 00
Dies International	254 50	242 58	Parade	484 01	465 21	Prime Obligations	1181 64	1111 00
Dies Sécurité	153 22	145 27	Parade	440 12	420 18	Prime Obligations	1255 23	1181 00
Dies Société	1131 46	1114 74	Parade	484 08	465 38	Prime Obligations	645 12	618 58
Dies Société	5088 29	5088 29	Parade	5574 25	5574 25	Prime Obligations	918 08	918 08
Dies Société	33674 70	33674 70	Parade	10489 80	10489 80	Prime Obligations	1191 83	1191 83
Dies Société	367 42	357 57	Parade	164 37	147 37	Prime Obligations	10887 10	10887 10
Dies Société	2089 82	2016 28	Parade	1382 33	1375 08	Prime Obligations	625 57	607 36
Dies Société	214227	214227	Parade	6880 19	6872 98	Prime Obligations	485 56	465 36
Dies Société	261 62	249 84	Parade	1228 85	1195 80	Prime Obligations	107 36	107 36
Dies Société	2241 42	2241 42	Parade	959 72	951 53	Prime Obligations	119 02	119 02
Dies Société	4198 08	4198 08	Parade	1468 51	1448 57	Prime Obligations	1314 78	1314 78
Dies Société	2430 36	2430 36	Parade	1053 98	1043 55	Prime Obligations	134 85	134 85
Dies Société	893 19	828 83	Parade	11955 39	11955 39	Prime Obligations		
Dies Société	1681 07	1630 08	Parade			Prime Obligations		
Dies Société	87 88	87 88	Parade			Prime Obligations		

Hors-cote

no-Engels	351	...
...	350	...
...	185	185

Cote des changes

[illegible]

Marché libre de l'or	
	1978
	1979
	1980
	1981
	1982
	1983
	1984
	1985
	1986
	1987
	1988
	1989
	1990
	1991
	1992
	1993
	1994
	1995
	1996
	1997
	1998
	1999
	2000
	2001
	2002
	2003
	2004
	2005
	2006
	2007
	2008
	2009
	2010
	2011
	2012
	2013
	2014
	2015
	2016
	2017
	2018
	2019
	2020
	2021
	2022
	2023
	2024
	2025
	2026
	2027
	2028
	2029
	2030
	2031
	2032
	2033
	2034
	2035
	2036
	2037
	2038
	2039
	2040
	2041
	2042
	2043
	2044
	2045
	2046
	2047
	2048
	2049
	2050
	2051
	2052
	2053
	2054
	2055
	2056
	2057
	2058
	2059
	2060
	2061
	2062
	2063
	2064
	2065
	2066
	2067
	2068
	2069
	2070
	2071
	2072
	2073
	2074
	2075
	2076
	2077
	2078
	2079
	2080
	2081
	2082
	2083
	2084
	2085
	2086
	2087
	2088
	2089
	2090
	2091
	2092
	2093
	2094
	2095
	2096
	2097
	2098
	2099
	2100
	2101
	2102
	2103
	2104
	2105
	2106
	2107
	2108
	2109
	2110
	2111
	2112
	2113
	2114
	2115
	2116
	2117
	2118
	2119
	2120
	2121
	2122
	2123
	2124
	2125
	2126
	2127
	2128
	2129
	2130
	2131
	2132
	2133
	2134
	2135
	2136
	2137
	2138
	2139
	2140
	2141
	2142
	2143
	2144
	2145
	2146
	2147
	2148
	2149
	2150
	2151
	2152
	2153
	2154
	2155
	2156
	2157
	2158
	2159
	2160
	2161

MORNAIRES ET DEVISES	COURS prix-	COURS 26/76
Or fin (500 en barre)	78000	80000
Or fin (en lingot)	75250	76900
Pièces françaises (20 fr)	432	457
Pièces françaises (10 fr)	378	458
Pièces françaises (5 fr)	454	458
Pièces italiennes (20 fr)	374	581
Sous-or		
Pièces de 200 francs	2380	2380
Pièces de 100 francs	1490	1515
Pièces de 5 francs	168	
Pièces de 50 pesetas	2365	2360
Or fin de 100 dollars	477	477
Or Zurich		
Or Hongkong		
Argent Londres		

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

